

Démons argentins

La victoire personnelle remportée par le président argentin, M. Raúl Alfonsín, face à la rébellion déclenchée par les militaires n'apparaît pas aussi éclatante que l'on pouvait l'imaginer. Certes, comme l'a dit le chef de l'Etat, « la maison est en ordre » et le dialogue qu'il a engagé avec les rebelles a permis une issue pacifique à la crise la plus grave qu'a eue à connaître son gouvernement. Le spectre d'un coup d'Etat a même rassemblé la grande majorité de la population autour de son président dans un élan unitaire exceptionnel. Mais la « fête de la démocratie », après quatre jours d'extrême tension, a tout de même un goût amer.

Les rebelles, qui assuraient ne pas vouloir remettre en cause le pouvoir constitutionnel, réclamaient le départ du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Hector Rios Ervén, et une solution politique au problème posé par les poursuites intentées contre les militaires et les policiers impliqués dans la répression des années de dictature.

Sur le premier point ils ont d'ores et déjà obtenu satisfaction puisque le général Ervén a été mis à la retraite et remplacé par l'inspecteur général de l'armée de terre, le général José Segundo Carli, numéro quatre dans la hiérarchie.

Les négociations concernant les poursuites en cours contre quatre cent cinquante membres des forces armées et de la police sont évidemment moins connues. Mais dimanche le procureur général a fait savoir qu'il se prononcerait très prochainement sur le thème du « devoir d'obéissance ». Une interprétation favorable aux militaires permettrait de blanchir la plupart des inculpés actuels. Il serait pour le moins paradoxal qu'en se rebellant les officiers subalternes aient finalement obtenu pour leurs camarades condamnés ou poursuivis la reconnaissance formelle du devoir d'obéissance qui les absout.

En fait, le président Alfonsín se rend compte à nouveau combien il est difficile de « réconcilier l'armée et la nation ». La mise en œuvre de poursuites contre les responsables de la répression pendant les années noires a soulevé de grands espoirs parmi les militants des organisations des droits de l'homme et de vives inquiétudes chez les militaires et les policiers. En désirant rester avec sagesse sur une ligne médiane, entre les poursuites généralisées et l'amnistie totale, le chef de l'Etat a mécontenté les deux parties. Les mères de la place de Mai continuent de réclamer le jugement de tous les auteurs d'exactions, et les militaires cherchent à échapper à leur lourd passé.

La crise récente a montré les dangers d'une telle cassure dans la société argentine. Le président Alfonsín, en négociant avec le soutien quasi unanime de la population, devait éviter d'humilier les militaires, rebelles ou non, pour ne pas provoquer une réaction plus dure des forces armées.

Avec une constance remarquable, M. Raúl Alfonsín tente pourtant de tourner une des pages les plus noires de l'histoire de l'Argentine. La spectaculaire mobilisation du peuple et les concessions faites aux militaires suffisent-elles à établir durablement la démocratie dans un pays qui a du mal à en finir avec ses démons ?

La privatisation de la CGCT

Téléphonie : Paris hésite encore entre les Etats-Unis et l'Europe

Aucune décision n'a été prise en comité interministériel, le mardi 21 avril, concernant la reprise de la CGCT. Le premier ministre, qui présidait la réunion à laquelle assistaient MM. Balladur, Madelin, Longuet, Raimond, Noir, Giraud et Juppé s'est donné « quelques jours de réflexion », annonce Matignon, avant de prendre sa décision, sans doute avant la fin de la semaine. Paris hésite toujours entre les solutions européennes et américaines.

La CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques) est une ancienne filiale d'ITT nationalisée en 1982. Mais, elle doit trouver un partenaire étranger qui lui apportera sa technologie et deviendra le second fournisseur de centraux téléphoniques des P et T aux côtés de la CGE.

Le numéro un mondial du téléphone ATT s'est porté acquéreur dès l'été 1985, mais l'allemand Siemens s'est également mis sur les rangs et le dossier s'est transformé en affrontement américain-allemand avec de multiples pressions des deux bords. L'ouverture des marchés des télécommunications en Europe est devenue un cheval de bataille de Washington, et le dossier CGCT a

pris valeur de test. Mais le choix d'un partenaire américain risque à l'inverse de compromettre l'émergence de l'Europe des télécommunications.

Pour sortir de ce dilemme, le gouvernement pourrait être tenté de choisir le troisième candidat, le suédois Ericsson, qui vient de renforcer son offre à la veille du week-end en proposant à son associé français Matra, un accord important dans le radiotéléphone européen. M. Jean-Luc Lagardère pourrait y trouver une compensation à son échec à TFI.

M. Chirac devra répondre rapidement puisque l'opération s'inscrit dans les privatisations, et doit être dénouée avant le 30 avril.

Un projet refusé par M. Mitterrand

La flexibilité du travail examinée par le Parlement

Le Sénat devait commencer, le mardi 21 avril, l'examen du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail adopté par le conseil des ministres du 18 mars. Ce texte reprend sans aucune modification une ordonnance de décembre 1986 que le président de la République avait refusé de signer. Le ministre des affaires sociales a déclaré qu'il s'attendait à quelques difficultés avec l'opposition.

« Cent fois sur le métier remettez votre ouvrage », M. Séguin n'aura pas besoin d'aller jusque-là : pour son projet sur l'aménagement du temps de travail, la troisième fois sera sans doute la bonne, malgré l'importance des oppositions, qui ont pu faire dire que le ministre des affaires sociales avait « un besoin frénétique de se mettre tout le monde à dos », sur ce texte qui permet une modulation des horaires hebdomadaires du travail sur tout ou partie de l'année, normalement jusqu'à quarante-quatre heures, par accord de branche ou d'entreprise, ou même d'établissement. En fait, M. Séguin s'était heurté à trois oppositions : celle des syndicats - dont certains avaient déjà été ho-

tilés à la loi Delebarre - celle de la gauche et celle du président de la République qui avait, le 17 décembre, refusé de signer l'ordonnance présentée par le gouvernement.

En transformant le texte en projet de loi, M. Séguin contourne l'opposition du président de la République. Il avait tenté d'éviter aussi en même temps les objections des députés de gauche en l'inscrivant dans le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social et adopté dans la nuit du 19 au 20 décembre dernier. Mais le Conseil constitutionnel avait annulé le texte.

(Lire nos informations page 31.)

Un entretien avec le cardinal Ratzinger

L'Eglise maintiendra sa position sur la bioéthique

Pour son premier entretien avec un journal français, le cardinal Joseph Ratzinger, préfet depuis 1981 de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi (ex-Saint-Office), s'explique sur la polémique soulevée par le récent document du Vatican consacré à la bioéthique. Selon lui, l'Eglise ne peut revenir sur sa position. Et il appartient aux conférences épiscopales de « traduire » ces orientations « dans le contexte de chaque pays ».

« On vous présente souvent comme celui qui garde la maison - la doctrine de la foi - alors que le pape voyage à travers le monde. Qui êtes-vous vraiment ? »

« Je suis un théologien de profession. Prêtre naturellement.

Théologie et sacerdoce, pour moi sont liés, car la théologie suppose une foi vécue et une expérience forte dans l'Eglise. A ma grande surprise, il y a dix ans, j'ai été nommé archevêque de Munich, puis en 1981, préfet de cette congrégation, où mon rôle est de maintenir l'unité de la foi et de la parole catholiques, dans un monde de plus en plus éclaté en nations, en idéologies, en cultures.

« Ce besoin d'unité n'est pas seulement nécessaire dans l'Eglise catholique, qui vit elle aussi cette pluralité de cultures. C'est une exigence de la vérité pour le bien de toute l'humanité.

« Vous dénoncez les théories séparées des théologiens de la libération, et cela donne « l'affaire

Bull ». Vous sanctionnez les professeurs de faculté qui enseignent « la théorie de la déconstruction », « l'effacement de l'homme ». N'est-ce pas un peu les mêmes idées ? »

« Ce travail de conciliation entre le besoin d'unité dont je viens de parler et la diversité nécessaire des positions dans l'Eglise est difficile. Il passe par des conflits. Parce que la foi catholique devient minoritaire, il faut davantage marquer les limites de ce qui peut être nommé catholique et ce qui ne peut pas l'être. Que la recherche d'une unité supérieure se heurte à des conflits, c'est inévitable.

« Personne ne désire être impopulaire, mais les critiques peuvent être l'occasion de nouvelles prises de conscience : on a exagéré tel

aspect, oublié tel autre... La passion pour la vérité doit être suffisamment forte pour supporter cette impopularité. Si la foi est convaincue, alors elle dépasse largement les critiques et les dégoûtements.

« On vous reproche de s'acharner sans cesse contre les conférences épiscopales, les théologiens et les universités catholiques avant de publier votre texte sur la bioéthique.

« Notre consultation a été beaucoup plus large que ne pouvait l'être celle des conférences épiscopales. Toutes ne s'étaient d'ailleurs pas prononcées.

Propos recueillis par HENRI TINCO.

(Lire la suite page 12.)

Un livre de David Wyman

Les silences de Roosevelt devant l'Holocauste

Roosevelt et nombre de responsables de l'administration américaine ont-ils fermé les yeux sur les informations qui leur sont parvenues dès 1942 à propos de la mise en œuvre par Hitler de la « solution finale » ? La question avait déjà été posée mais on n'y avait jamais aussi bien répondu que David Wyman dans son livre *L'Abandon des juifs, les Américains et la solution finale*.

Employée dès 1938, l'expression « solution finale » s'était d'abord appliquée aux projets d'émigration totale des populations juives, notamment à Madagascar. C'est à la fin de 1941 qu'elle prit le sens d'extermination, après le déclenchement de la campagne de Russie. Himmler en avait été chargé par Goering. Les « groupes d'intervention SS » (Einsatzgruppen) avaient, dès juillet, massacré plusieurs centaines de milliers de juifs en territoire soviétique. Du haut en bas de la hiérarchie nazie, aucun exécutant ne se méprenait sur la signification des termes « solution finale » ou « traitement spécial ».

A Wannsee, quartier résidentiel de Berlin, les représentants de toutes les administrations du Reich entendirent de Heydrich,

chef des services de sécurité, la définition de plan qui systématisait « la solution finale du problème ». Il s'agissait de transférer à l'est onze millions de personnes « de confession juive » pour les y faire travailler, en particulier à la construction de routes. « Une grande partie disparaîtra sans aucun doute par déshydratation naturelle, c'est-à-dire excès de travail, maladies, sous-alimentation, etc. Ce qui finira par subsister et représentera indubitablement la fraction la plus résistante devra être traité conformément au fait que, représentant une sélection naturelle, il constituerait le germe d'une renaissance juive s'il était libéré ».

Telle fut la phrase-clé, d'où prit son acclimation tout le système d'une extermination jusqu' alors mené moins administrativement. Aucun des assistants ne critiqua la consigne, et, deux mois plus tard, en avril, les premiers camps de la mort (Belzec, Treblinka, Sobibor) entrèrent en fonction.

Pourtant, du fait que la mise à mort n'était pas explicitement formulée, du fait que nul exécutant ne pouvait se référer à un ordre écrit, même si la consigne était évidente, l'interprétation véritable du « traitement conforme » sembla si incroyable que la lettre du

propos commanda la passivité, les réticences, les silences enfin des autorités dont les paroles ou l'action auraient pu interrompre ce processus. En dépit de tous les témoignages, elles voulurent croire obstinément que les transferts massifs de populations juives revenaient à des transports de main-d'œuvre et que les pertes résultaient des conditions de travail, non d'une décision d'extermination.

Parmi ces autorités, le président et le gouvernement des Etats-Unis. Le fait est connu depuis cette époque-là, comme était connue l'obstination du gouvernement britannique à entraver toute mesure propre à faire venir même quelques milliers de juifs du continent, pour éviter des drames avec les Arabes. Depuis vingt ans, des historiens américains, dont Walter Laqueur, ont raconté ces silences de Roosevelt et analysé la responsabilité des Etats-Unis. Mais David S. Wyman va beaucoup plus loin qu'eux grâce au dépouillement des documents d'Etat, dont l'accès est maintenant libre.

C'est une lecture accablante, mais elle n'exonère aucun Etat européen de ses responsabilités.

JACQUES NOBÉCOURT.

(Lire la suite page 7.)



Serge July
Vient de paraître
La drôle d'année
Grasset

Débats

LES LIMITES DU LIBÉRALISME

Entre les programmes électoraux et la pratique du pouvoir se manifestent toujours des ruptures. Maurice Halff explique pourquoi le libéralisme est ainsi mis à l'épreuve dans notre pays. Pour Francis-Paul Bénéot, la doctrine française de l'économie libérale explique ce qui apparaît aujourd'hui comme une contradiction.

pro
on
des
pre
lle
ré
so
s'e
co
im

Li
ch

ch
pa
ai
es
pa
L
n

g
d
d
l
a
j
c

Ceux qui refusent et ceux qui abusent

C'est dans la lenteur du temps et dans l'étendue de l'espace que l'économie libérale dispense ses bienfaits

« N'EST-CE pas le penchant fréquent des Français, chacun dans sa spécialité, de réclamer la marche en avant, en souhaitant que rien ne bouge », écrivait le général de Gaulle. L'un des fondements du programme de l'actuelle majorité est la libéralisation de la société française, essentiellement dans le domaine de l'économie et des finances. Mais si, pour la République française, la liberté a toujours été le plus naturel et le plus immuable des principes, faut-il rappeler que depuis la première guerre mondiale tous les éléments de la production, des échanges, de la répartition et des profits sont soumis à la réglementation ? La très brusque sortie du temps béni de la protection mais aussi de l'ère détestée des contraintes ne pouvait que provoquer le trouble devant la concurrence débridée, ou être la cause d'abus pour profiter de la liberté retrouvée.

Il était clair que la victoire des libéraux aux élections du 16 mars 1986 contenait en germe le retour à la compétition généralisée. Au-delà de la loi du marché, c'était celle de la sélection qui apparaissait en filigrane, condition nécessaire pour parvenir dans le camp des vainqueurs. Or que voyons-nous : le refus de la promotion, le refus de la médaille, le refus de la jeunesse d'abord au point qu'elle se répand dans la rue et dans l'agence, refus aussi et pour la même raison des conducteurs de locomotive à l'origine d'une grève massive et longue dans les chemins de fer, grève-défi parce qu'elle contraindrait le droit aux vacances. Puis ce fut le tour d'EDF et GDF et enfin des instituteurs, dressés pour longtemps contre le retour à d'anciennes hiérarchies. Étrange coalition contre la sélection dans un pays passionné des compétitions sportives et volontiers fanatique du vainqueur, qui pourtant a éliminé le vaincu.

par MAURICE HALFF (*)

En symétrie des inconditionnels de l'immobilisme, apparaissent ceux qui, abusant d'une rente de situation, de pénurie ou de monopole, se précipitent dans l'espace de libéralisation subitement ouvert pour en tirer au plus vite le maximum de profit. C'est une erreur grave du gouvernement que d'avoir aboli le contrôle des prix lorsqu'ils échappent à la concurrence internationale. Se fiant au civisme des agents économiques et financiers, les pouvoirs publics livrent ainsi de nombreux secteurs de la production, de la distribution et surtout des services aux appétits de ceux qui, à l'abri de la pression des importations étrangères, abusent d'une liberté à laquelle leur manque de productivité ne devrait pas leur donner droit ; tandis qu'à l'opposé des entreprises performantes se produisent en efforts harassants, en terrain découvert, sans le moindre avantage à la mesure de leur peine.

Une sévère mutation

La société libérale s'offense de ces inégalités. Pour les réduire elle se tourne vers l'Etat afin qu'il s'interpose. Le gouvernement doit lutter sur deux fronts :

- celui du refus (étudiants, agents des services publics, enseignants, usagers des chèques, etc.) ;
- celui des abus (prestataires de services, certains commerçants et propriétaires immobiliers...).

Parfois le gouvernement recule, cède à la pression des refus, annule les décisions prises. Il perd en autorité. Parfois le gouvernement, devant l'excès des abus, est contraint de rétablir les contrôles. Le libéralisme perd en crédibilité.

(*) Président honoraire des Houillères de Lorraine. Ancien membre du Conseil économique et social.

VOICI le libéralisme confronté aux réalités de la vie française. Pour beaucoup, il y a interrogation, inquiétude, voire déception. Le moment semble venu de s'entendre sur le contenu réel de la doctrine libérale.

Entre ceux qui refusent et ceux qui abusent, y a-t-il cependant un solide juste milieu ? Voult-ils se maintenir dans la logique de leur vote, les électeurs de l'actuelle majorité la fin de l'expérience socialiste et moins d'emprise de l'Etat ? Ce serait accepter la sévère mutation qu'impose la concurrence véritable face à tous les défis que l'époque accumule et que seule une productivité croissante est en mesure de relever.

Mais voilà que dans l'immédiat signifie pour les travailleurs d'angoissantes incertitudes, des changements dans les habitudes professionnelles, une formation souvent difficile à de nouveaux métiers, mais plus encore les suppressions d'emplois. Peut-on, dans l'actuelle et durable conjoncture de chômage, accepter de tels risques ? Et pourtant il n'y a pas d'autre choix. La productivité, source de plus de richesse pour une même durée de travail et mère de la compétitivité, crée plus d'emplois qu'elle n'en supprime. Mais si elle les détruit dans l'immédiat, elle ne les fait renaître qu'à terme incertain. Si elle les fait disparaître dans un lieu donné, elle les fait réapparaître ailleurs et quelquefois dans des zones lointaines.

C'est dans la lenteur du temps et dans l'étendue de l'espace que l'économie libérale dispense ses bienfaits. La société française est-elle à même de les attendre et de les atteindre ? Veut-elle plutôt, repliée sur ses « droits acquis », mais impatiente de mieux-être, plus d'Etat et moins de libéralisme pour esquiver l'épreuve de l'inexorable compétition à l'échelle du monde ?

« Le système national mondial hiérarchisé », de M. Beaud

Les réseaux de la planète

HEUREUX parti pris de cette collection : demander à des auteurs qui, le plus souvent, naviguent avec délices dans les chiffres, les notes en bas de page, les annexes et ne reculent pas devant l'obscure d'une œuvre de parler en peu de pages, pour le grand public. Il y a comme un petit air guilleret chez Michel Beaud, répondant à ce défi dans son dernier livre. S'il avait pu choisir un titre un peu moins sévère (il est vrai que tout son message y tient) et éviter une sorte de candeur répétitive (sans doute par souci de se faire bien comprendre), la démarche eût été encore plus réussie.

Brouillées, car une fois que le fil du discours a commencé de se dévider, on ne le lâche plus. Cette « nouvelle lecture du capitalisme mondial » était indispensable. Sans doute, on savait de mieux en mieux qu'aujourd'hui « national, international, multinational et mondial sont indissociablement imbriqués », mais on n'était guère allé plus loin, sauf chez de rares précurseurs (Rosa Luxemburg, Nicolas Boulkharine et François Perroux).

La point-clé : le capitalisme a trouvé dans le cadre national le terrain favorable à sa formation et à son développement. C'est à partir de là qu'il a construit ses dimensions internationale, multinationale et mondiale. Mais on ne peut considérer tous les Etats-nations de la même manière : il y a les pays dominants et les pays dominés. Le système national mondial est donc hiérarchisé. Ce SMNH dit bien ce qu'il veut dire. Loin de gommer les réalités nationales,

le développement à l'échelle mondiale les accentue : « renforçant à un pôle des capitalismes nationaux dominants, utilisant à l'autre l'existence d'Etats-nations plus ou moins fantomatiques ».

C'est bien là une des contradictions majeures de la période actuelle : l'accès à l'indépendance politique formelle de multiples Etats-nations a lieu à un moment où la domination économique, financière et culturelle du capitalisme a atteint un degré très élevé d'extension et d'intensité. L'autre mode de développement est érudite, mais lui-même est pris dans le grand mouvement révolutionnaire des modes de production et de consommation issus du capitalisme. « Ainsi se reforme la nasse. (...) Jamais l'indépendance économique n'a autant été, pour la quasi-totalité des pays, un leurre », constate Michel Beaud.

Notre auteur ne nous laisse pas pourtant sur cette note désabusée. A condition que leurs forces sociales soient portées d'une volonté d'autonomie nationale, estime-t-il, les pays dominés pourront non pas rêver à une « déconnexion nationale », mais reconquérir une marge de manœuvre, favoriser une réponse diversifiée au niveau régional, national et plurinational. Travail d'Hercule mais aussi de finesse et d'intelligence, que trop de penseurs affirmés d'idéologies portatives considéreraient sans doute avec une moue de dédain.

PIERRE DROUIN.

★ Editions La Découverte, collection « Amalga », 136 pages, 69 F.

L'ordre « positif » et l'ordre naturel

L'école française du libéralisme admet un rôle actif de l'Etat

par FRANCIS-PAUL BÉNOT (*)

S'il est vrai que, depuis 1981, le mot libéralisme est devenu à la mode, chacun lui a donné la signification de son choix. On s'est tourné vers l'étranger : réaganisme, thatcherisme, libertarisme de l'école de Chicago... De là est née la doctrine du « moins d'Etat ». A été ainsi inventé un libéralisme excessif qui, face aux réalités de l'après-mars 1986, n'a aucune chance de succès.

Cet ultralibéralisme imaginaire a fait écran à la réalité : l'existence d'une doctrine française du libéralisme, clairement formulée depuis deux siècles, et qui seule correspond aux données sociales, économiques et politiques de notre pays.

Il n'y a pas, en effet, une conception unique du libéralisme économique, mais deux : une française, l'autre anglaise. Si l'accord existe sur l'essentiel, la liberté économique, des différences profondes les opposent sur les moyens d'atteindre cette liberté.

Besoins actuels

Pour l'Adam anglais, il faut, selon Adam Smith, laisser aller le « cours naturel des choses », dont résulte nécessairement le progrès de la société. L'Etat doit borner son rôle à assurer l'ordre matériel. Pour l'école française, celle de Turgot et de Quesnay, il en va tout autrement. Le bon ordre de la société et la liberté résultent du respect de lois naturelles, telles que celles du marché concurrentiel. Dès lors, l'Etat a le devoir d'intervenir activement pour que tous respectent ces lois.

Cette doctrine de l'école française répond à nos besoins actuels. Au dix-huitième siècle, la France se trouvait en effet contrainte au même problème que celui qu'elle connaît actuellement : sortir du « trop d'Etat » colbertiste pour rendre la liberté à l'économie, en redéfinissant ce que devait être le rôle de l'Etat.

La liberté de l'économie ainsi réclamée était celle de la production, du travail et des échanges. Au cœur de la revendication : la liberté des prix. Pour Turgot comme pour Quesnay, le prix

valable, car conforme aux données profondes du système de la satisfaction des besoins des hommes, et dès lors le prix juste, est celui qui se forme par la libre discussion entre vendeur et acheteur. Toute intervention de l'Etat est ici mauvaise, en raison de « motifs redoutables » : à savoir, l'action « des intérêts particuliers toujours cachés et toujours sollicitant sous le voile du bien général ».

Le garant de l'économie

Cette liberté économique, Turgot et Quesnay la veulent toutefois non pas comme un avantage donné aux entrepreneurs et aux commerçants, mais comme une règle posée au profit de tous, et notamment des consommateurs. Ce qu'il faut favoriser, dit Quesnay, « ce ne sont pas des corps particuliers de commerçants, c'est le commerce lui-même ». Turgot demande que l'on défende « la liberté publique des innovations de l'esprit monopolisateur et de l'intérêt particulier ».

Fillé des contraintes que lui impose le libéralisme, la liberté économique a ainsi une finalité sociale. Turgot insiste sur l'idée que cette liberté donne à l'acheteur un rôle déterminant. Pour Quesnay, la liberté économique permet une « consommation générale », l'abondance pour tous. Dans ce système de liberté économique, l'Etat n'est nullement le spectateur passif du jeu des forces sociales. Pour l'école libérale française, il ne s'agit pas de remplacer le colbertisme par une abstention de l'Etat. Tout au contraire, l'Etat se voit assigner un rôle essentiel en matière économique.

Fondamentalement, l'Etat est le garant du bien général ; il représente, dit Quesnay, l'« intérêt général de la nation ». A ce titre, l'Etat n'est pas un gendarme se bornant à assurer la sécurité des intérêts licites de tous ; il est une autorité, « supérieure à tous les individus », qui a pour mission

de veiller à la prospérité de l'ensemble de la nation.

C'est tout d'abord comme législateur que l'Etat doit intervenir. Sur le plan économique, il lui appartient de préciser le détail des lois naturelles qui régissent le marché, notamment ce qui touche la concurrence et la sécurité des consommateurs. Personne ne doit pouvoir fausser à son profit égoïste le jeu des lois naturelles. L'Etat doit donc créer par la loi un « ordre positif », qui précise et conforte l'ordre naturel.

L'Etat doit en second lieu veiller au respect réciproque de leur liberté naturelle par tous les acteurs économiques. Il est, nous dit Turgot, le « protecteur des particuliers » ; il doit s'assurer que « personne ne puisse faire à un autre un tort considérable, et dont celui-ci ne puisse se garantir ».

L'Etat doit encore veiller au bon fonctionnement général de l'économie. Le rôle de l'Etat en ce qui concerne le maintien et le développement de l'appareil de production est sans cesse évoqué par Quesnay : « Il faut que le gouvernement soit très attentif à conserver, à toutes les professions productrices, les richesses qui leur sont nécessaires pour la production et l'accroissement des richesses de la nation ».

Liberté et gouvernement

L'Etat doit enfin veiller à l'emploi. Turgot le dit : protéger des particuliers, l'Etat « doit faciliter les moyens de se procurer par le travail une subsistance aisée ». Quesnay insiste : « L'Etat de la population et de l'emploi des hommes sont les principaux objets du gouvernement économique des Etats ».

Les Français sont ainsi faits qu'ils veulent à la fois la liberté économique et un rôle actif de l'Etat. Le libéralisme économique en France ne peut donc se réaliser avec succès au cri de « moins d'Etat », ni même de « l'Etat autrement ». Sa devise ne peut être que : liberté et gouvernement. La réalité des faits, de notre pays et de notre temps, nous ramène inéluctablement à la réalité de la conception française du libéralisme économique.

(*) Professeur à l'université Paris-II.

Plus vite, moins cher !

avril !
le mois de la 309
chez NEUBAUER

REPRISE
DE VOTRE VOITURE
6000 f au moins
pour tout achat d'une 309
5 portes, neuve ou de direction
immédiatement disponible

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication.

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Saut.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-85-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 296 136 F

Le Monde USPS 785-510 la publication daily, except Sundays for \$ 450 per year by Le Monde
c/o Speedprint, 46-48 39th street, L.I.C., N.Y., 11104. Second class postage paid at
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A.
P.R.C., 46-48 39th street, L.I.C., N.Y., 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 500 F

ÉTRANGER (par mandat postal)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : adresser définitivement ou
provisoirement : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde
TELEMATIQUE
Composé 30-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles
sans l'accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

150

Etranger

Le Monde • Mercredi 22 avril 1987 3

Les travaux du Conseil national à Alger

La réunification du mouvement palestinien laisse les mains libres à M. Arafat

Le premier ministre israélien, M. Shamir, a répondu avec virulence aux discours qu'a prononcé mardi M. Yasser Arafat au Conseil national palestinien, réuni à Alger, en déclarant que Jérusalem « res-

tera pour toujours la capitale d'Israël ». Les Américains, pour leur part, ont exprimé leur « vif mécontentement » au sujet de la présence à Alger d'Abou

l'Achille Lauro. Selon la chaîne NBC, l'ambassadeur des États-Unis en Algérie a été chargé de faire des représentations à ce sujet auprès du gouvernement algé-

ALGER
de notre envoyée spéciale

Longement ovationné, M. Yasser Arafat, qui accompagnait le président algérien, M. Chadli Bendjedid, a fait, mardi 20 avril, une entrée triomphale dans la salle du Palais du peuple algérien, où se déroulent les travaux du dix-huitième Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil). Une certaine émotion était perceptible chez nombre de militants pour qui ce conseil marque la fin d'une des périodes les plus sombres de la résistance palestinienne.

Le chef de l'OLP, brillant tribun, n'a certes pas déçu son auditoire en insistant lourdement dans un discours bref, et plus de circonstance que de politique générale, sur l'union nécessaire et retrouvée sans laquelle, a-t-il laissé entendre, aucune victoire n'est possible. « Qu'est-ce que je peux donner à cette femme assidue du camp de Rachidieh, excepté lui dire, a-t-il affirmé en martelant ses mots, que l'unité palestinienne est le chemin qui nous mènera à libérer notre pays ? » S'adressant au président Chadli Bendjedid, auquel il a rendu un vibrant hommage, M. Arafat a dit : « Nous prions le Seigneur de nous continuer la lutte dans l'unité nationale palestinienne. »

En regardant le chemin parcouru depuis février 1983, dernier conseil auquel toutes les organisations avaient participé au lendemain du siège de Beyrouth, M. Arafat peut légitimement s'estimer satisfait. Personnellement et politiquement, il a gagné sur tous les plans sans pratiquement rien concéder.

L'accord d'Amman, déclaré « nul » quelques heures avant l'ouverture du CNP, l'était déjà en fait, puisque le roi Hussein avait de lui-même mis fin, en février 1986, à la coopération politique avec l'OLP. Le texte adopté par le comité exécutif dans la nuit de dimanche à lundi ne le dénonce d'ailleurs pas pour des raisons politiques, mais souligne qu'il est devenu « nul » parce que sans existence pratique. Le texte précise d'ailleurs que le comité exé-

cute poursuivra ses efforts dans le cadre de sa politique constante pour trouver de nouvelles bases de travail avec la Jordanie et les autres pays arabes.

A propos des relations avec l'Égypte, le chef de l'OLP a réitéré les présences et M. Georges Habbache, chef du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), a admis lui-même, lundi, que le compromis adopté ne répondait pas complètement à ses souhaits.

La déroute de l'opposition pro-syrienne

L'opposition représentée par le Front de salut national palestinien, créé sous l'égide de la Syrie deux mois après l'accord d'Amman pour faire pièce à la politique de M. Arafat, a pratiquement cessé d'exister dans la mesure où se « colonne vertébrale », le FPLP, l'a déclaré sans objet. En effet, M. Habbache a affirmé, lundi au cours de sa conférence de presse, que le Front n'avait plus de raison d'être puisque sa création répondait à deux objectifs : « l'annulation de l'accord d'Amman palestinien et la réunification de l'OLP ». — qui étaient désormais atteints. Interrogé sur ce que ferait le FSN, M. Arafat a répondu : « M. Habbache a simplement répondu : « C'est leur problème, mais nous ferons de notre mieux pour les convaincre de rallier notre unité nationale. »

M. Habbache, qui dirige la plus importante organisation palestinienne restée proche de la Syrie, s'est d'ailleurs montré très critique vis-à-vis de Damas, déclarant que « si le régime syrien continue sa politique hostile à l'égard des forces palestiniennes, cela sera très grave. Notre vision est différente de la vision syrienne ». Il a affirmé toutefois que le FPLP continuerait d'œuvrer « à rapprocher les points de vue ».

A une question sur les dangers qui pourraient peser sur lui à son retour à Damas, M. Habbache s'est contenté de répondre : « Pour l'instant, il n'y a pas de raison qu'il y ait des changements », avant d'ajouter : « C'est mon droit de rentrer. La Syrie est un pays arabe limitrophe de la Palestine ». Expliquant les quatre raisons de la participation du FPLP à ce conseil, M. Habbache a placé en tête la guerre des camps au Liban. Or, celle-ci, menée par la milice chiite Amal, n'a été possible que parce qu'elle a été précédemment soulevée, sinon encouragée, par Damas. Et c'est le Fath de M. Yasser Arafat

qui s'est retrouvé en première ligne dans ces combats et qui donc en récupère principalement les fruits.

Il est significatif, à cet égard, que, à l'applaudissement de la salle des congrès, l'évocation des « martyrs » de la guerre des camps a recueilli le plus de suffrages, avant même le chef de l'OLP, suivi de peu par la lutte des populations des territoires occupés par Israël. M. Habbache, qui il y a peu encore déclarait la démission du chef de l'OLP, a déclaré, enfin, qu'il comptait dorénavant se battre à l'intérieur des structures légales de la centrale palestinienne, reconnaissant ainsi la légitimité de M. Arafat.

Compte tenu de ses succès, on voit mal pourquoi M. Arafat céderait beaucoup plus sur sa façon, jugée trop hégémonique, de diriger l'OLP. On parle, à Alger, de la création d'un secrétariat permanent du comité exécutif, dont le rôle serait, dans l'esprit de ses promoteurs, de mieux contrôler les démarches du président du comité, c'est-à-dire M. Yasser Arafat. Ce dernier, qui a déjà rejeté l'idée de créer une vice-présidence du comité exécutif, acceptera peut-être un secrétariat, ce qui ne signifiera pas forcément que celui-ci ait de réels pouvoirs exécutifs de contrôle.

La discrétion du président Chadli Bendjedid

A y regarder de près, c'est, en fait, à l'exception de l'abrogation de l'accord d'Amman tout le document de Tripoli, qui prévoyait notamment la rupture des relations égypto-palestiniennes, le renforcement de l'alliance avec la Syrie, une direction collégiale pour l'OLP, qui a été vidée de sa substance. La réunification ne s'est donc pas faite dans le sens d'un durcissement de l'OLP mais laisse à M. Arafat les mains libres pour aborder la préparation de la conférence internationale sous l'égide de l'ONU qui a de nouveau appelé de ses vœux.

Est-ce la raison pour laquelle le colonel Kadhafi n'est pas venu à Alger alors qu'on l'y attendait ? Il aurait pourtant eu tout à gagner, après sa déroute au Tchad, à venir recueillir ici les bénéfices de ses démarches. M. Arafat l'a d'ailleurs remercié pour son aide en vue de la tenue du CNP. Le colonel Kadhafi était l'homme des surprises, rien ne pouvait lui échapper, mais il ne viendra pas d'ici la fin du conseil.

Plus surprenant en revanche, en regard à la part qu'a prise l'Algérie dans la tenue du CNP, a été l'absence de discours du président

Chadli Bendjedid qui s'est éteint juste après l'intervention de M. Arafat. Souci de discrétion ou préoccupation de ne pas heurter encore plus Damas ? La seconde interprétation était la plus souvent admise, dans la mesure où l'Algérie, engagée dans de multiples médiations, notamment sur la guerre du Golfe ou au Liban, veut sans doute sauvegarder un parti pris dont le rôle demeure primordial au Proche-Orient.

Le retrait du groupe d'Abou Nidal

Le retrait du Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal du dialogue palestinien avant l'ouverture du CNP, a, en tout cas, ravi nombre de militants du Fath. Ils ne comprennent pas ou n'acceptent pas un éventuel pardon pour des hommes qui portent la responsabilité de l'assassinat de nombreux cadres palestiniens. Le Fath-Conseil révolutionnaire a justifié son retrait par la non distinction faite, selon lui, entre les régimes arabes anti-impérialistes et ceux de Camp David, et par « l'insistance du chef de l'OLP (M. Yasser Arafat) à garder intacte la structure de l'organisation qui lui donne les pouvoirs abolis ».

Abou Abbas, auteur du détournement de l'Achille-Lauro, dénoncé « seule vedette » mitrillée par les nombreux photographes présents parce qu'il était au premier rang comme membre du comité exécutif, devrait, lui, perdre sa place dans les instances dirigeantes au profit de Talat Yacoub. Cela pourrait se faire dans le cadre de la réunification du Front de lutte palestinienne dont les deux hommes dirigent deux branches concurrentes. Aucune véritable surprise n'est à attendre de la nouvelle composition du comité exécutif, où le Parti communiste va faire son entrée avec un siège, étant pour la première fois admis comme membre à part entière du Conseil national palestinien.

Il faut maintenant attendre les discours des secrétaires généraux des principales organisations, M. Yasser Arafat parlant le dernier, pour connaître avec plus de précision la stratégie que compte adopter l'OLP dans la perspective, à la fois, d'un sommet arabe et de la préparation de la conférence internationale. Mais, d'ores et déjà, la radicalisation que craignent ou souhaitent certains ne paraît pas être à l'ordre du jour.

FRANÇOISE CHIPAUX.

ÉGYPTE : plus de 50 millions d'habitants

Le fléau de la surpopulation

L'explosion démographique pèse plus que jamais sur l'évolution économique de l'Égypte : telle est la conclusion implicite d'un recensement effectué en novembre dernier et dont les résultats viennent d'être publiés au Caire.

LE CAIRE
de notre correspondant

La population a dépassé le cap des 50 millions, malgré toutes les campagnes de contrôle des naissances pour atteindre, très précisément, 50 millions 455 049 habitants en novembre 1986 — soit 12 millions de plus que lors du recensement de 1976 — et un taux annuel de croissance moyenne de 28 pour 1000 sur les dix dernières années. A ce rythme, l'Égypte comptera plus de 75 millions d'habitants à la fin du siècle, chiffre sans commune mesure avec la surface utile du pays (50 000 kilomètres carrés sur 1 million) et son PNB (33 milliards de dollars en 1984).

La pression démographique continue surtout à s'exercer en milieu urbain, aggravée de l'exode rural. La Caire a accusé presque 2 millions d'habitants de plus en dix ans et est passé de 8 millions à 9 millions 750 000. Si on y ajoute les 3 millions d'habitants de la zone urbaine de

la province de Guizah faisant partie du grand Caire, la capitale devient une mégapole de 13 millions d'âmes.

Cette « course des lapins », comme disent les Égyptiens, réduit presque à néant l'énorme travail réalisé au cours des dix dernières années en matière d'infrastructures, de services, d'enseignement. Elle déséquilibre la structure de la population, faisant régresser la part des actifs, puisque le taux des moins de douze ans augmente.

La population active a ainsi baissé : elle est passée de 30 % de la population globale en 1976 à 28,4 en 1986. Ce sont les hommes qui sont principalement touchés, puisque le pourcentage de ceux qui travaillent est passé de plus de 53 % à 47 % de la population masculine. En revanche, le taux de femmes actives est passé de 5 % à 9 % de la population féminine.

Malgré le résultat le plus néfaste de la surpopulation est ressenti dans le domaine du logement : les Égyptiens vivant de plus en plus à l'étroit — une personne et demie par pièce en moyenne — alors qu'on n'a jamais autant construit. L'expression la plus aiguë de cette crise du logement est le recensement de quelque 300 000 jeunes couples mariés depuis plus d'un an et toujours à la recherche d'un logement.

A. B.

IRAN

M. Rafsadjani déclare que son pays souhaite toujours renouer avec Washington

Téhéran (Reuters, AP, AFP). — Le président du Parlement iranien, M. Hashemi Rafsadjani, a déclaré, le lundi 20 avril, que son pays pourrait envisager de renouer des relations avec les États-Unis, rompues en 1980, si Washington modifiait sa politique vis-à-vis de Téhéran. S'adressant au cours d'une conférence de presse à un groupe de journalistes américains en visite en Iran, il a affirmé qu'il ne pensait pas que les relations entre Téhéran et Washington devaient rester « rompues pour toujours », mais, a-t-il ajouté, « ce sont les États-Unis qui ont d'abord rompu leurs liens avec l'Iran et c'est à eux de faire le premier pas dans cette direction ». Une fois que l'Iran sera assuré que les États-Unis n'ont pas l'intention de se livrer à d'autres « méfaits » contre l'Iran, nous serons disposés à renouer des relations avec Washington, a-t-il dit.

M. Rafsadjani a déclaré, par ailleurs, que l'Iran était toujours disposé à intervenir auprès des revendeurs d'otages américains pour obtenir leur libération. « Si Washington restitue les avoirs iraniens toujours bloqués aux États-Unis », a-t-il poursuivi,

nous ne sommes pas sûrs que nos amis libanais accepteraient de nous écouter », d'autant, a-t-il dit, que « certains responsables américains se servent de cette prise d'otages pour justifier une « politique agressive » à l'égard de l'Iran ».

A propos de l'affaire des ventes d'armes américaines à l'Iran, M. Rafsadjani a affirmé que son pays n'avait pas gagné grand-chose à cet arrangement. « Nous n'avons reçu que deux mille missiles anti-chars TOW et quelques pièces détachées pour système Hawk, engins que nous fabriquons en partie », a-t-il dit, réaffirmant la thèse officielle selon laquelle les entretiens avec les émissaires américains s'étaient limités à « un marchandage armes contre otages » et n'avaient pas porté sur l'amélioration des relations entre Téhéran et Washington, ainsi que le lui reprochent ses adversaires politiques.

A ce propos, il a révélé qu'un intermédiaire qu'il n'a pas voulu identifier lui avait communiqué, en décembre dernier, un numéro de téléphone pour entrer en contact direct avec la Maison Blanche, sans toutefois spécifier s'il l'avait utilisé.

Europe

ITALIE

M. Fanfani a présenté son programme devant le Parlement

ROME
de notre correspondant

Mardi 21 avril, a commencé le débat en réponse à la déclaration de programme lue la veille devant le Parlement par le nouveau président du conseil, M. Amintore Fanfani. Le vieux leader démocrate chrétien n'a pas explicitement assumé la préférence connue de son parti pour une dissolution des chambres et des élections anticipées. Il s'est cependant déclaré convaincu qu'il n'existe plus cette « majorité de cinq » qui a soutenu le précédent gouvernement de M. Ciriaco De Gaulle, et qu'il était entré en crise, a-t-il expliqué, dès l'été 1986.

Le nouveau chef de gouvernement a par avance annoncé qu'il n'accepterait le soutien que d'une « majorité claire, saine et opérationnelle » : il ne permettra pas en somme que son cabinet doive se servir à un vote « contre nature » d'adversaires lui accordant leur confiance uniquement pour le contraindre à organiser les référendums en principe prévus le 14 juin sur le nucléaire et la justice. Deux petites formations, le parti radical et Démocratie prolétarienne (extrême gauche) ont annoncé qu'elles adopteraient cette attitude et pratiqueraient l'obstruction parlementaire

afin que M. Fanfani n'ait plus le temps de convoquer les législatives avant les vacances.

Les anciens alliés de la Démocratie chrétienne (DC) socialistes et « ligues » républicaines, socialistes démocrates et libéraux, ne semblent pas prêts de jouer cette politique du pire, pas plus que l'opposition communiste.

Il n'est un secret pour personne que les démocrates-chrétiens préféreraient que les élections législatives aient lieu avant les référendums — en cas de dissolution du Parlement — afin de ne pas pâtir de la dynamique d'une « majorité réfractaire » qui pourrait alors se dégrader. Mais dans le même temps, la DC ne veut pas apparaître comme la formation qui entend retirer la parole au peuple sur les sujets importants que sont le nucléaire et la justice. Aussi, dans son discours du lundi de Pâques, M. Fanfani a-t-il tenté de désamorcer la « bombe des référendums » en annonçant qu'il proposerait très rapidement une modification de la législation en la matière afin que ces consultations puissent se tenir dans les mois suivants des législatives et non deux ans après les élections, comme le prévoient aujourd'hui les textes.

JEAN-PIERRE CLERC.

IRLANDE DU NORD

Des milliers de protestants ont manifesté

Belfast (AFP). — Plusieurs milliers de personnes ont participé le lundi 20 avril à Portadown à la première parade protestante de l'année, faisant ainsi écho à celle organisée la veille par les catholiques à Belfast. Comme il est de tradition, les unionistes ont parcouru les quartiers pavés aux couleurs britanniques de cette ville, protestante à 80 %. Les manifestants portaient des badges, casquettes et brassards frappés du slogan « Ulster stays no » (« Ulster dit non »), leitmotiv de la campagne menée contre l'accord anglo-irlandais signé le 15 novembre 1985, premier pas vers la réunification de l'Irlande aux yeux des protestants.

Mais, cette année, les émeutes des protestants sont divisées en deux rangs unionistes gagnés par une certaine lassitude : dix-sept mois d'une campagne farouche n'ont pas en raison de cet « accord scélérat ». La journée de désobéissance civile organisée la semaine dernière n'a guère d'impact été suivie. Après le leader autoproclamé incontesté du Parti démocrate unioniste (DUP), le pasteur Ian Paisley, est-il aujourd'hui critiqué, M. John Mc Michael, président de l'organisation paramilitaire protestante UDA, a indiqué, lundi, que « les protestants ne [pouvaient] plus se contenter de dire non, mais [devaient] maintenant dire oui à quelque chose ». Bien que refusant catégori-

quement l'idée de réunification, l'UDA s'est déclarée prête à envisager un partage du pouvoir avec la minorité catholique, sur une base proportionnelle.

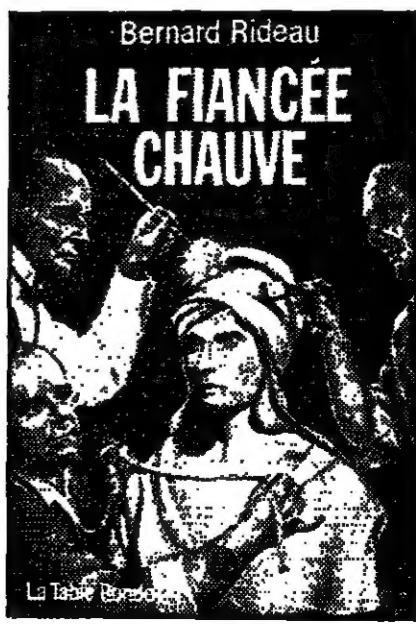
Contrairement à l'an dernier, les premiers défilés se sont déroulés sans incidents. Mais, dès lundi soir, la violence faisait une nouvelle victime : un officier de police de la RUC (Royal Ulster Constabulary) était tué dans une embuscade à Newcastle dans le comté de Down, au sud-est de l'Ulster.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article sur les manifestations catholiques de Belfast (Le Monde du 21 avril) : il fallait lire « Falls road » et non « Falls Rose » comme indiqué par erreur.

● DANEMARK : rapprochement à la direction du PC. — Le Parti communiste danois, réuni en congrès extraordinaire, a désigné, le lundi 20 avril, le successeur à la présidence du parti de Joergen Jensen, décédé la semaine dernière. Il s'agit de M. Ole Sohn (trente-deux ans), syndicaliste du Jutland. Ce choix est interprété au Danemark comme le désir d'un changement de style inspiré, venant d'un parti qui depuis ses origines s'est rattaché à Moscou, par les réformes de M. Gorbatchev. — (Corresp.)

BERNARD RIDEAU

LA FIANCÉE CHAUVÉ



« Bernard Rideau est un des rares hommes du sérail politique qui ose parler d'un sujet tabou entre tous : l'argent des partis ».

Le Canard Enchaîné

LES ÉDITIONS DE LA TABLE
BOURNE 26

Asie

INDE : les affaires de pots-de-vin
dans des contrats militairesLe ton monte entre M. Rajiv Gandhi
et l'oppositionNEW-DELHI
de notre correspondant

Soumis à une pression soutenue au Parlement, M. Rajiv Gandhi a promis, le lundi 20 avril, lors d'une nouvelle séance particulièrement agitée, de chasser de façon exemplaire et « quel que soit leur rang », tous ceux qui, autour de lui, auraient pu toucher des pots-de-vin dans l'affaire du contrat de caissons signé en 1986 avec la firme suédoise Bofors. Cependant, l'opposition n'a pu apporter aucune information supplémentaire aux allégations de la radio et de la télévision suédoises, selon lesquelles des personnalités indiennes auraient reçu l'équivalent de 30 millions de francs de pots-de-vin.

Le premier ministre a refusé l'ouverture d'une enquête sur cette affaire. Furieux, les partis d'opposition, de droite et de gauche, ont quitté en protestant bruyamment la Chambre du peuple (Lok Sabha) avant la fin de la séance et se préparaient, mardi, à un nouveau débat sur les « scandales financiers » au Rajya Sabha (Chambre haute du Parlement national).

« J'avais, en accord avec nos lois, personnellement obtenu l'assurance de l'ancien premier ministre suédois Olof Palme, qu'il n'y avait dans ce contrat aucun intermédiaire », a déclaré M. Gandhi. « Donnez-nous des preuves et nous agirons », s'il poursuit, indiquant que son gouvernement avait vainement tenté d'obtenir des médias suédois les preuves de ce qu'ils avan-
cent.

En revanche, pour ce qui concerne l'autre affaire de pots-de-vin sur les sous-marins allemands — un intermédiaire indien aurait touché 150 millions de francs — le chef

du gouvernement a annoncé que l'enquête ouverte par l'ancien ministre de la défense, M. Singh, serait poursuivie. M. Gandhi a précisé d'une part qu'il n'avait jamais demandé la démission de M. V.P. Singh, et de l'autre que son « différend » avec lui portait essentiellement sur l'opportunité de rendre publique cette enquête avant d'en avoir discuté au gouvernement.

Le fameux
néphew

Désormais tenu à l'écart des instances dirigeantes du parti, l'ancien « rajah » des finances puis de la défense, M. Singh, a été réintégré dans le gouvernement. Il ne voyait pas comment la publicité faite autour de cette enquête « pourrait embarrasser le gouvernement », l'agent indien illégalement rémunéré ayant été choisi par la firme allemande et non par le cabinet.

Argument spécieux sans doute mais pas plus que l'attaque que le Congrès-Indira s'approprie à lancer lundi contre le BJP (principal parti d'opposition de droite) sous prétexte que le symbole de cette organisation est un lotus. Le fameux néphew, en son nom, est le nom de code derrière lequel se cacheraient les éventuels bénéficiaires des pots-de-vin versés en Suisse par Bofors (le Monde du 21 avril). « Attention ! », avertit, lundi, un dirigeant du BJP, « n'oubliez pas, messieurs, que lotus en sanscrit se dit « rajiv »... »

Bref, la crise politique est loin d'être terminée et devrait même culminer au début du mois prochain par une campagne du BJP sur le thème : « Rajiv, démission ! ».

PATRICE CLAUDE.

AFGHANISTAN : selon Moscou et Kaboul

Nouvelle attaque de la résistance
contre un village soviétique

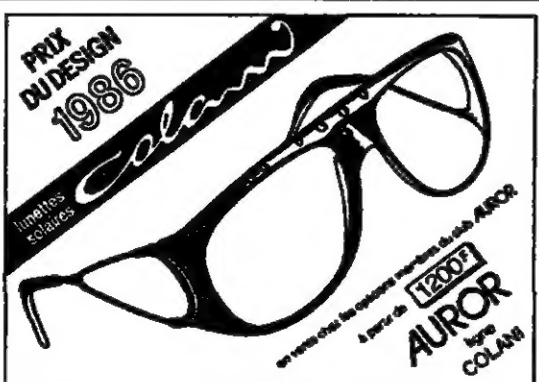
Des maquisards afghans ont attaqué, au début d'avril, pour la deuxième fois en un mois, un village frontalier situé en territoire soviétique, et deux gardes frontières soviétiques ont été tués, ont rapporté l'agence Tass et l'agence de presse de Kaboul, Bakhtar.

L'attaque s'est produite dans la nuit du 8 au 9 avril au village de Pansaj, au Tadjikistan, déjà la cible de tir de roquettes le 8 mars dernier de la part de la résistance afghane. Bakhtar a précisé que cette nouvelle « provocation » était le fait de maquisards du groupe Hezbe-Allah, une des composantes de la résistance afghane. Ni Tass ni l'agence de Kaboul n'ont fait état des pertes subies éventuellement par les Moudjahidines.

Tass a annoncé qu'à la suite de cette nouvelle attaque, l'Union soviétique entendait « prendre toutes les mesures pour mettre un terme à toutes les atteintes à l'intégrité » de ses frontières. Bakhtar a pour sa part accusé, lundi 20 avril, les États-Unis et le Pakistan d'avoir « provoqué », par leur assistance à la résistance afghane, les attaques contre le territoire soviétique.

A la suite de la première attaque contre Pansaj, qui avait fait un mort et deux blessés selon Moscou, les forces soviétiques avaient opéré un raid énergique à l'intérieur du territoire afghan au cours duquel quel-
que trois cents Moudjahidines avaient été tués, et six cents autres blessés, à en croire le quotidien de l'armée rouge, l'Etoile rouge, (le Monde du 4 avril).

F. D.



DÉCOUVREZ LE NOUVEL HÔTEL DU GOLF À DEAUVILLE

310 F, chéri, vous êtes tout simplement génial !



C'est vrai, l'Hôtel du Golf est un lieu exceptionnel. En 1987, entièrement réaménagé, il mérite plus que jamais sa place parmi les hauts lieux de l'hôtellerie de luxe. Vous trouverez tennis et piscine, le golf 27 trous pour améliorer votre handicap, et il chahute TV pour vous détendre. Fort de son nouveau chef, le nouvel Hôtel du Golf vous comblera, c'est sûr, mais il y a fort à parier qu'il vous surprendra.

LES HOTELS LUCIEN BARRIÈRE
CANNES-DEAUVILLE-LA BAULE

DÉCOUVREZ L'HÔTEL DU GOLF

L'Hôtel du Golf vous propose les Fugues, une façon particulièrement savoureuse de découvrir toutes les possibilités de l'Hôtel. Pour son ouverture l'Hôtel du Golf vous propose, pour deux nuits consécutives, la troisième nuit gratuite.

Pour en savoir plus, appelez l'Hôtel du Golf
Tél: (06) 3188 10 01

Hôtel du Golf : un hôtel Lucien Barrière

Afrique

DJIBOUTI : un mois après l'attentat
du café HistorilCampagne électorale tranquille
pour la réélection du président Gouled

S'il n'y avait eu, le 18 mars, le tragique attentat du café Historil — onze morts et plus de quarante blessés — la réélection de M. Hassan Gouled pour un second mandat présidentiel et le renouvellement de l'Assemblée nationale, le 24 avril, passeraient presque inaperçus. Cette jeune République qui fêtera, en juin prochain, le dixième anniversaire de son indépendance, semblait, en effet, vivre au calme, loin des fièvres politiques d'autant.

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale

Y a-t-il une relation de cause à effet entre cet attentat et ces élections ? Les premières réactions portaient le laïus croire, puisque M. Gouled lui-même avait dénoncé une action qui « visait à déstabiliser notre société et nos institutions » et affirmé que « la politique suivie, jusqu'à présent, par notre pays ne saurait, en aucun cas, changer de direction ».

Bien qu'il ait nié toute responsabilité dans cet attentat, les regards s'étaient alors tournés vers M. Aden Robleh Awaleh, ancien ministre des transports et du tourisme. Aujourd'hui, président du Mouvement national djiboutien pour l'instauration de la démocratie (MNID), il avait fui son pays en mai dernier, puis avait été condamné, en septembre suivant, à la réclusion criminelle à perpétuité pour complot. M. Aden Robleh avait pratiqué le terrorisme lorsqu'il était à la tête du Front de libération de la côte des Somalis (FLCS), de 1969 à 1977, pendant la lutte pour l'indépendance.

Après l'arrestation d'un Tunisien, auteur présumé de cet attentat, se disant membre d'une organisation terroriste proche-orientale, les autorités djiboutiennes ont poussé un cri de soulagement. « Même si nous n'en avons pas encore découvert les commanditaires, il est clair que ce crime n'a aucune implication intérieure », assure-t-on dans les milieux autorisés. « La seule complicité locale dont ait bénéficié le coup pour « passer » l'engin explosif, ne peut être que celle du porteur d'une valise diplomatique ».

Les mesures de sécurité renforcées autour des lieux publics (aéroports, grands magasins...) sont toujours en place. Mais, après l'explosion de l'Historil, la vie a rapidement repris son cours normal. « Il n'y a pas eu de psychose, dit-on dans les milieux autorisés, car les gens ont, très vite vu que ce n'était pas une affaire intérieure ».

La campagne électorale s'est déroulée dans le calme. L'opposition clandestine ne s'est guère manifestée que par quelques distributions de tracts. Sur les listes des candidats à la députation présentés par le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP), le parti unique au pouvoir, figurent d'anciens dirigeants du Parti populaire djiboutien (PPD), comme M. Monse Ahmed Idris, emprisonné en 1981 pour « activités antinationales et subversives » alors qu'il tentait de créer un mouvement d'opposition, aussitôt frappé par l'interdiction provisoire de toute autre formation politique que le RPP.

Indiquer
le « bon choix »

La France qui, par sa présence militaire et son aide économique, exerce ici une influence considérable, a très clairement indiqué quel devait être le « bon choix ». En visite à Djibouti, en février, M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, a rappelé que « le président Gouled méritait, dans tous les domaines, une politique de sagesse qui est un gage supplémentaire de paix et de progrès ». En tournée d'inspection sur place, en mars, M. André Girard, ministre de la défense, a souligné que « le président de la République joue un rôle modérateur dans une région qui est très difficile. Il est très important que la ligne politique qui a été marquée, continue ».

« L'heure est venue de faire taire et de laisser passer les ambitions injustifiées et les prétentions trop voyantes », déclarait, récemment, M. Gouled. Il n'empêche que sa candidature n'a pas refroidi les ardeurs présidentielles de certains politiciens qui, en regard à l'âge du président — soixante-dix ans — préparent leur propre avenir. Du côté de la majorité, on cite notamment les noms de Mohamed Djama Elabe, ministre des finances, et de Ismaïl Omar Guelleh, patron des services de sécurité et ancien chef de l'Etat. Du côté de l'opposition, s'agit-il en coulisses, non seulement M. Aden Robleh Awaleh, mais aussi M. Ali Aref, président du conseil du gouvernement à l'époque de la présence française.

JACQUES DE BARRIN.

TUNISIE : exilé en Suisse

L'ancien premier ministre Mohamed Mzali
est condamné à quinze ans de travaux forcés

L'ancien premier ministre tunisien Mohamed Mzali a été condamné, le lundi 20 avril, par contumace, à quinze ans de travaux forcés et à la mise sous séquestre de tous ses biens. Réfugié à l'étranger depuis septembre dernier, M. Mzali a également été condamné à une amende de 308 032 dinars (2,3 millions de francs) et à des dommages et intérêts d'un montant global de 385 546 dinars (2,9 millions de francs) par la troisième chambre criminelle de la cour d'appel de Tunis, à l'issue d'un procès pour « détournement de deniers publics, abus de pouvoir et mauvaise gestion ».

Selon l'acte d'accusation, il était reproché à l'ancien premier ministre d'avoir détourné plus de 285 000 dinars à des fins personnelles pendant les six années durant lesquelles il fut chef du gouvernement, d'avril 1980 à juillet 1986. Ces « détournements » concernent

des « ouvrages littéraires » et la mise à disposition abusive de sa famille de voitures de service et de maisons de fonction.

M. Mzali, qui a déjà été condamné à deux reprises par défaut à une peine globale de quatre ans de prison, risquait, selon l'article 99 du code pénal, une peine de vingt ans de travaux forcés.

Destitué de ses fonctions de premier ministre le 8 juillet dernier par le président Bourguiba, il avait été condamné, le 2 octobre 1986, à un an de prison pour franchissement illégal de la frontière tunisienne (le 2 septembre, il avait pris la fuite en Suisse, via l'Algérie). Ensuite, il avait été condamné à trois ans de prison, le 25 décembre dernier, pour « diffamation » et « déclarations injurieuses » contre la Tunisie et les dirigeants tunisiens faites à la presse depuis son exil à l'étranger. (AFP, AP.)

BIBLIOGRAPHIE

La Grande Encyclopédie du royaume marocain

Dans un Maghreb où l'édition soignée, quelques Marocains et Français travaillant la main dans la main publient une Grande Encyclopédie du Maroc en onze volumes, entreprise sans précédent dans le royaume aussi bien qu'en Tunisie et en Algérie.

Les ouvrages sur l'Afrique du Nord ne manquent pas en France, mais l'originalité des Grandes Editions marocaines, dont le siège se trouve à Rabat, est de donner la parole aux intéressés avec les moyens du bord. Ce sont des Marocains, souvent des universitaires, qui collaborent les plus nombreux à cette somme qui — des institutions à la flore et à la faune, en passant par l'histoire, la géographie et les arts — permettra de tout savoir, parfois à partir de documents inédits, sur leur pays. Les deux premiers volumes — institutions et économie — sont sortis l'an dernier. Trois autres seront publiés cette année et les six derniers en 1988.

Bien sûr, les promoteurs de cette ambitieuse entreprise bénéficient de la collaboration de différents organismes d'Etat. Ils ont reçu les encouragements du roi Hassan II, et l'un des conseillers du roi, M. Ahmed

Réda Guédira, a rédigé lui-même un chapitre consacré au souverain, à côté de Maurice Druon, impressionné par « l'art royal ».

Mais les maîtres d'œuvre ont su éviter que, en fait d'encyclopédie, on en arrive à la compilation apologetique. Par exemple, ils ont confié le tome sur l'économie à une personnalité de l'Union socialiste des forces populaires (formation d'opposition), M. Habib El Malki, professeur de faculté à Rabat. Celui-ci n'a pas cherché à dissimuler les limites de la politique économique et sociale du régime.

Pour les questions particulièrement sensibles, tel le conflit du Sahara occidental, il ne faut évidemment pas s'attendre qu'une part trop belle soit faite aux thèses de l'ennemi. Mais, telle quelle, avec ses limites naturelles, la Grande Encyclopédie est déjà un instrument de travail indispensable et même, sous certaines plumes, un ouvrage à consulter pour le seul plaisir de la lecture.

J. G.
La Grande Encyclopédie du Maroc, publiée par les Grandes Editions marocaines, 21, Zakhaf Assafi, Rabat. Prix : 3 700 dirhams, environ 2 800 F.

A TRAVERS LE MONDE

Chypre

Un véhicule militaire
britannique
tombe
dans une embuscade

Nicosie (AFP, Reuters). — Un caporal de l'armée britannique et une jeune anglaise de seize ans ont été légèrement blessés, le lundi 20 avril, quand leur véhicule militaire est tombé dans une embuscade tendue par deux personnes non identifiées.

Le Land Rover se rendait de la base navale britannique de Dhekelia, au sud-est de l'île, à Akrotiri, une base aérienne britannique située au sud de Chypre.

RFA

Les « marches
pour la paix »
ont été moins suivies
que l'année dernière

Des centaines de manifestations ont été organisées ces quatre derniers jours par les mouvements écologistes et pacifistes en RFA, comme chaque année à Pâques. Selon les organisateurs, elles ont rassemblé au total près de trois cent mille personnes. Cette estimation n'est toutefois pas confirmée par la police, qui note une moindre affluence que l'année dernière. Les plus importants rassemblements ont eu lieu, lundi 20 avril, à Nuremberg, Cologne, Hambourg et Francfort.

A Weiskirchen, en Bavière, où se poursuivaient les travaux de construction d'un centre de retraitement des combustibles irradiés très controversés, les manifestants étaient beaucoup moins nombreux que l'année dernière (sept mille cinq cents, selon la police, contre soixante mille il y a un an), et le rassemblement n'a pas donné lieu à affrontements.

Pakistan
Nouveaux affrontements
intercommunautaires
à Karachi

Islamabad (AFP). — De nouveaux affrontements interethniques ont fait au moins dix-sept morts et quatre-vingts blessés au cours du week-end dernier à Karachi, selon un bilan recueilli, le mardi 21 avril, auprès des hôpitaux. Ces incidents ont une nouvelle fois opposé la communauté des Pathans (ou Pashtounes), originaires des régions frontalières de l'Afghanistan, et les « Mohajirs », réfugiés venus d'Inde lors de la partition de 1947. Des incidents similaires auraient fait un mort dans la nuit de dimanche à lundi à Hyderabad, à deux cents kilomètres au nord de Karachi.

Lundi, plusieurs quartiers pauvres du nord de Karachi étaient bouclés par la police et l'armée patrouillait dans le district de Sujani. Des incidents, du même ordre s'étaient produits en décembre à la suite d'une rafle dans le quartier de Sohrab-Goth, haut lieu du trafic d'armes et de drogue, faisant deux cents morts.

La plupart des manifestants ont appelé les gouvernements occidentaux à accepter les propositions de désarmement de Mikhail Gorbatchev et à libérer l'Europe des armes nucléaires. Plusieurs marches étaient dirigées contre des installations militaires américaines, notamment à Mülheim, où sont installées les missiles Pershing-2. — (LPI, Reuters.)

MONDES EN DEVENIR
Joseph OWONA
Droit constitutionnel
et régimes politiques
africains
410 p. - 85 F
UN OUVRAGE DE REFERENCE
Berger-Levrault

Afrique

De l'idéologie marxiste à la libéralisation de l'économie

La « révolution » congolaise tirillée entre Moscou et le FMI

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

Le colonel Denis Sassou Nguesso préside les conseils des ministres en treillis militaire, pistolet à la hanche. A son arrivée, les membres du gouvernement, en costume-cravate, se lèvent d'un bloc et se figent. Le Congo, on l'oublie parfois, est d'abord un régime militaire, puis un pays où l'idéologie au pouvoir est le « marxisme-léninisme ». Cela signifie que le chef de l'Etat est obligé d'en passer par un processus de décision collégial, qui n'est pas formel.

M. Sassou Nguesso n'est pas un « chef » à l'africaine que l'on puisse comparer aux présidents Houphouët-Boigny, Mobutu ou Bongo. Il est d'un « troisième type ». Sans charisme particulier, c'est un « animal à sang froid », qui n'aime pas parler de lui, parce que, dit-il, ce n'est pas « commode », mais dont l'humour est réel et le rire spontané. Long à s'échauffer, le verbe lent et parfois hésitant, il affirme cependant nettement ses convictions, servi par une réflexion et une dialectique cohérentes.

Est-il marxiste-léniniste ? La question l'agace : « Pourquoi ? Y a-t-il une confusion dans votre esprit sur ce concept de marxisme-léninisme ? » Le résumé en deux mots ? C'est un « marxiste-francophile » qui, selon son entourage, téléphone parfois « à des heures indus à son ami Jacques Chirac » et qui, il l'affirme, ne « connaît pas » de pays de l'Est qui soient des dictatures. La Pologne, ajoute-t-il, « c'est un genre de démocratie, de type populaire » et le Chili est une « dictature sanglante ». « Je crois qu'il n'y a pas de commune mesure entre la Pologne et le Chili ».

Voilà pour les apparences. Le reste de la personnalité de M. Sassou Nguesso est plus secret, tout comme le sont son pays et son parti, le Parti congolais du travail (PCT). Le Congo, avec ses amitiés « socialistes », ses conseillers soviétiques, cubains, allemands de l'Est et nord-coréens, ne se livre pas ainsi et Braz-

zaville, cette « ville de province » assoupie au bord du fleuve Zaïre (ou Congo, selon que l'on est d'un côté ou de l'autre de ses rives), est à la fois une capitale « ouverte » et joyeuse (c'est ici, à l'origine, que sont nés les « ambassadeurs » et les « sapeurs » qui animent les nuits de Kinshasa), mais difficilement pénétrable pour peu que l'on s'intéresse à la chose politique.

Brazzaville entretient en fait son complexe : elle ne supporte que difficilement d'être à ce point dépendante de l'approvisionnement quotidien de Kinshasa et trouve les « cousins » zairiens un peu envahissants. Ceux-ci, au nombre de 33 millions, brocardent le Congo et ses 1,5 million d'habitants en parlant de la « commune d'en face ».

Parfois, comme à la mi-janvier, dans la région de M'bandaka, au sud-ouest de Brazzaville, des tirés sont échangés entre pendarmes zairiens et miliciens congolais. Le bilan n'est jamais très élevé et, de toute façon, chaque pays fait en sorte de minimiser l'événement. Le président congolais sait qu'il doit ménager son puissant voisin et, de son côté, le maréchal Mobutu n'ignore pas que le Congo « marxiste-léniniste » dispose de protecteurs influents, dont la présence en Angola lui procure déjà bien des soucis de « cohabitation régionale ».

Brazzaville s'embourgeoise

Alors, sachant que les relations entre les présidents Sassou Nguesso et Dos Santos, d'Angola, sont très étroites, et que le Congo souhaite apparaître, par conviction anti-apartheid, comme un membre rattaché aux pays de la « ligne de front », le « guide » zairien s'accommode de la « révolution » congolaise, et se borne à la « perturber » en laissant libre cours au commerce officiel et clandestin qui passe le fleuve.

Brazzaville s'embourgeoise, en effet. Si les cadres du PCT, y trouvent leur compte en prélevant leur dû sur les marchés de biens

d'équipement et de consommation et font appel, quand il le faut, à leurs convictions idéologiques pour dénoncer l'« impérialisme » et le « capitalisme », les Congolais, dans leur ensemble, se sont peu à peu convaincus que la solidarité du « grand frère » soviétique ne nourrit pas son homme. Tous savent bien que sans la France et les institutions financières internationales le Congo,

lement cela : en février dernier près de 2000 tonnes de matériel militaire étaient en souffrance, dans des entrepôts, attendant d'être chargées sur des cargos soviétiques, afin d'être approvisionnés, dans le sud de l'Angola, les maquisards nationalistes namibiens de la SWAPO.

La présence soviétique au Congo n'est cependant pas négligeable. Les deux vols hebdomadaires des

même si les équipements ne sont souvent pas opérationnels. (A quoi peuvent bien servir plus d'une douzaine de Mig-19 et Mig-21, qui équipent l'armée congolaise ?) Au sein du parti ensuite, où bon nombre de cadres – par conviction ou par intérêt – sont devenus les « obligés » des « conseillers » des pays de l'Est. Si rien ne permet d'affirmer que les Soviétiques contrôlent suffisamment l'appareil d'Etat pour s'opposer à ce que Moscou pourrait considérer comme une « dérive droite », susceptible, à la longue, de nuire à ses intérêts régionaux, il y a au moins là une marge d'incertitude, dont doit tenir compte le président Sassou Nguesso. Le pouvoir de ses prédécesseurs, Marien Ngouabi puis Yhombi Opaongo, n'avait-il pas notamment été remis en cause parce qu'ils avaient pris quelque distance avec les orientations du parti ?

Après des années de refus catégorique, Brazzaville s'est engagé dans un programme de redressement de l'économie sous la houlette du Fonds monétaire international, qui passe aujourd'hui par la libéralisation d'une grande partie de l'économie et par la privatisation de pans entiers du secteur d'Etat.

Certes, ces orientations ont été approuvées par toutes les instances du parti, comme le fait remarquer le premier ministre, M. Ange-Eduard Poungui. « Ce n'est pas un recul dans nos choix politiques et dans notre vision du monde, assure-t-il. Il y a des gens qui peuvent avoir une interprétation erronée de la ligne du parti. Les Congolais ne supportent pas que quelque chose leur soit imposé de l'extérieur. Nous n'avons de directives à recevoir de personne », ajoute M. Poungui, en soulignant que le Congo n'est pas le seul pays « socialiste » qui a dû en passer par les conditions « souvent aveugles » du FMI, « ce monstre froid ». Mais qui va racheter les « canards boiteux » engendrés par des orientations économiques pour le moins inadéquates, et avec quel financement va-t-on régénérer une agriculture largement improductive et désorganisée, remplacer des offices par produits défectueux et

des fermes d'Etat qui, de l'avenement d'un conseiller présidentiel, sont « toutes par terre » ?

M. Justin Lekondou, le ministre des finances et du budget, le reconnaît : « C'est encore la nébuleuse. Franchement, non, nous ne croyons pas qu'il y aura une rude pour la privatisation, comme en France ».

La fin des prébendes ?

Si le parti a, au stade des orientations théoriques, suivi le chef de l'Etat, qu'en sera-t-il dès lors que les principaux cadres qui exercent avec lui le pouvoir et qui sont membres de son ethnicité minoritaire du nord du Congo, les M'Bochi, verront leurs prérogatives ou leurs prébendes remises en cause ? Sans compter que le « coût social » de cette politique de libéralisation de l'économie est encore à venir.

L'exemple de la fronde des étudiants (en novembre 1985 et novembre 1986) à qui on a supprimé des droits acquis (il est vrai exorbitants) risque de faire tache d'huile. Selon M. Poungui, la « restructuration » du secteur public va entraîner le licenciement de 6 % à 7 % des 35 000 salariés de la fonction publique, soit environ 2 500 personnes, pour un coût évalué à près de 20 milliards de francs CFA. Les syndicats pourront-ils le tolérer ?

M. Sassou Nguesso sait qu'il tient sa légitimité de chef d'Etat de sa filiation « marxiste-léniniste ». Mais l'Union soviétique le sait aussi. Le réalisme doit faire preuve le président congolais, bien que tardif, témoigne d'un certain courage politique. Toute la question est de savoir jusqu'où il aura les moyens de mener cette expérience, tentée ailleurs sur le continent par d'autres pays « progressistes », tels le Ghana et le Bénin. « Après tout, plaide un diplomate congolais, cela permet de sauver la « révolution », parce que quand tout sera par terre, celui qui organisera un coup d'Etat, ce ne sera pas pour instaurer le socialisme ».

LAURENT ZECCHINI

Le président Nguesso est un militaire
qui se dit socialiste et se veut francophile.
C'est avant tout un réaliste...

qui tente de surnager dans le marasme du marché pétrolier mondial (le Monde du 11 février), serait peu ou prou en état de banqueroute.

L'Union soviétique, qui n'a jamais considéré le Congo comme un pays sans tâche quant au respect du dogme et de l'idéologie, s'accommode, jusqu'à présent, du « déviationnisme » de sa révolution et du grand pragmatisme de son président.

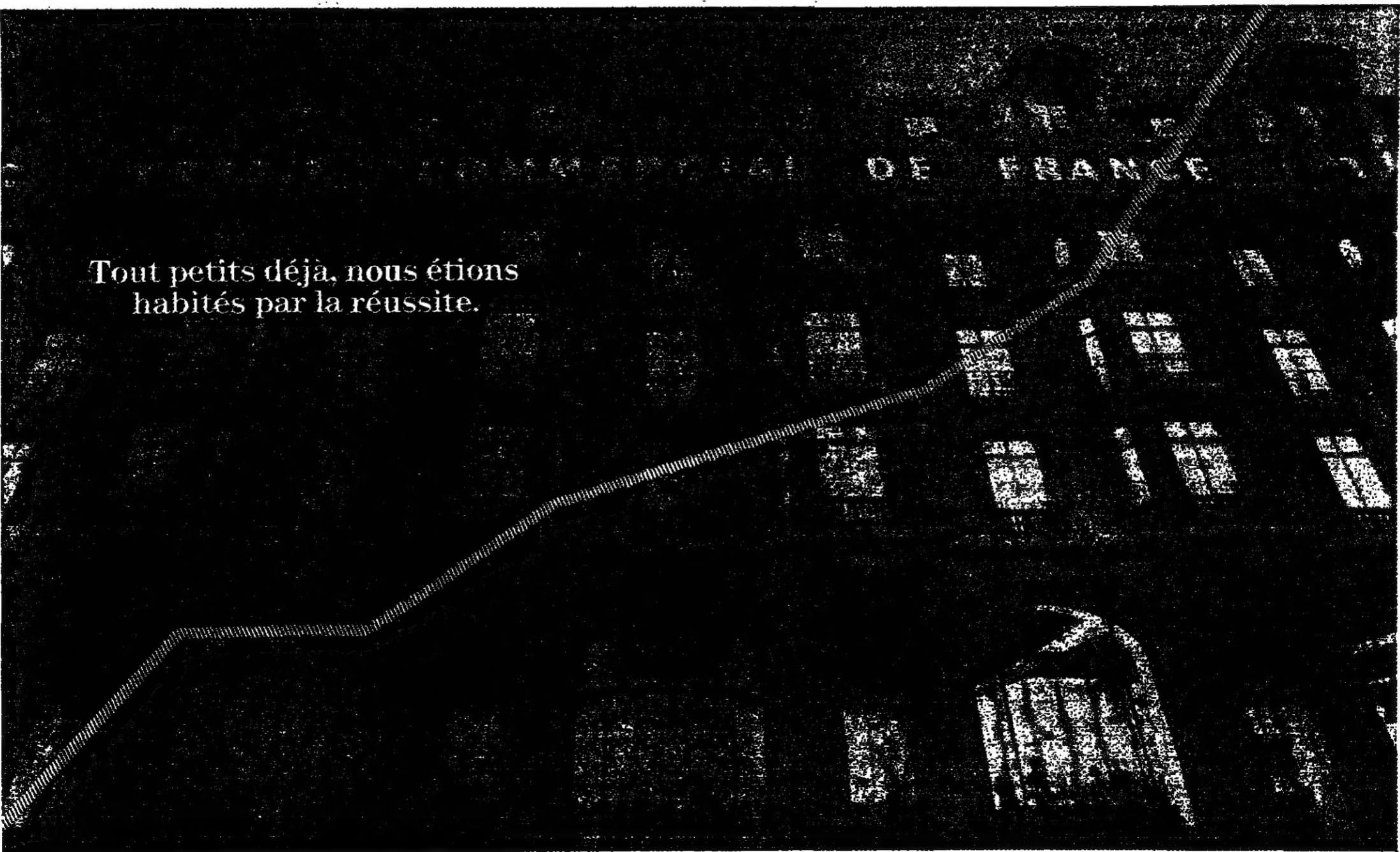
Comme le rappelle un diplomate européen, « un pays où les gerbes de fleurs déposées au pied du mémorial du général de Gaulle restent en place pendant des mois et des mois ne peut pas être complètement inféodé à l'Est ». Les Soviétiques avaient été contraints d'admettre le refus opposé, au début des années 80, à leurs exigences : comme les Malgaches, les autorités congolaises n'ont pas voulu signer avec eux un accord de pêche préférentiel, ni accepter l'installation d'une base navale (à Pointe-Noire).

L'URSS s'est contentée d'un « traité d'amitié », signé en 1961, qui ne comporte pas explicitement de clause militaire et de certaines facilités stratégiques. Le seul port congolais, Pointe-Noire, abrite ainsi, outre un centre de transit et de repos pour les soldats cubains (à quelques kilomètres de la ville), un centre logistique qui permet aux Soviétiques d'acheminer des armes vers l'enclave de Cabinda, mais pas seu-

compagnies Aeroflot et Interflug (Allemagne de l'Est) permettent une rotation régulière des quelques six cents Soviétiques (avec les familles) établis au Congo (sans compter près de deux cents de leurs compatriotes mariés à des Congolais formés en Union soviétique). Moscou accorde, en effet, environ trois cents bourses par an pour des stages. Comme c'est le cas dans d'autres pays africains, les étudiants congolais ne reviennent pas de la « patrie du socialisme » parfaitement convaincus de l'insupportabilité du système soviétique, et la centaine de professeurs des pays de l'Est qui enseignent à l'université Marien-Ngouabi n'ont pas beaucoup de succès dans leur travail idéologique, si l'on en juge par les réactions anti-soviétiques de beaucoup d'étudiants.

Du bon usage de l'idéologie

Il n'empêche : Moscou a su tisser, pendant plus de vingt ans, un réseau d'influence, d'autant plus que, comme le disent plusieurs diplomates occidentaux, « l'idéologie est ici un moyen d'accéder au pouvoir et de s'y maintenir ». Dans l'armée d'abord – où les officiers qui parlent russe couramment sont nombreux – grâce à une fourniture régulière de matériels militaires qui fait du Congo un pays largement surarmé,



Tout petits déjà, nous étions
habités par la réussite.

Une tradition de dynamisme.

1894 : le Crédit Commercial de France fait son entrée dans le monde des affaires sous le nom de Banque Suisse et Française. Petite est sa taille, grande est son ambition.

1923 : le CCF décide de s'installer sur les Champs-Élysées, loin des sièges des grandes

banques françaises. Il fait un pari sur l'essor de l'ouest parisien, sur le développement de l'économie française.

1967 : les entreprises françaises travaillent partout dans le monde. Le groupe CCF a choisi sa base : l'Europe. Il y compte aujourd'hui près de 400 implantations. Son actif net comptable conso-

lidé est supérieur à 3,6 milliards de francs. Son bénéfice brut consolidé avant amortissement est de 1,67 milliard de francs. Et il présente en 1986 un résultat consolidé de 360 millions de francs. De son passé de PME multinationale, le CCF a su tirer quelques leçons. Indépendance, personnalisation des relations, confiance dans les rapports

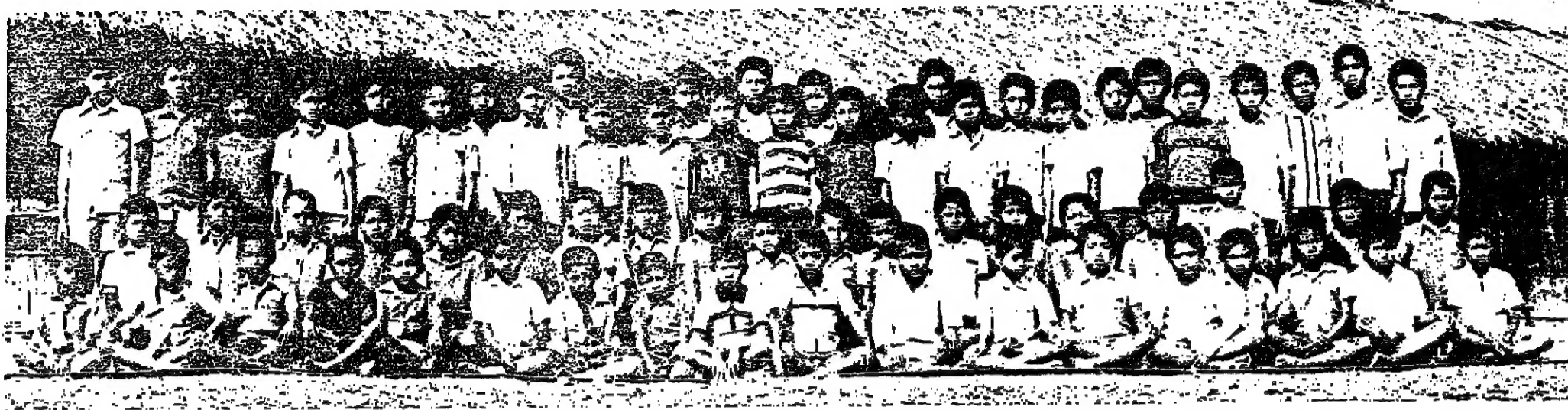
humains, culte de la qualité du service et de l'innovation, rigueur dans la gestion et dynamisme : ce sont les vertus avec lesquelles les hommes et les femmes du CCF ont construit sa réussite. De solides fondations pour préparer l'avenir.

Bientôt vous pourrez devenir actionnaire du

CCF. Investissez dans la réussite.



LA HONTE



CES ENFANTS, DONT LES PLUS JEUNES SONT ÂGÉS DE SIX ANS, SONT CONSIDÉRÉS, FAUTE DE STATUTS LÉGAUX, COMME TERRORISTES

Ces 72 enfants ont échappé à des atrocités perpétrées au Bangladesh. Ils sont depuis 9 mois retenus en Inde, dans un camp de réfugiés provisoire, où ils survivent dans des conditions misérables. Bien que le gouvernement français leur ait accordé des visas d'entrée, et que 69 familles françaises se déclarent prêtes à les accueillir, ces enfants n'ont pas reçu l'autorisation de quitter le territoire indien.

Depuis 10 ans, une guerre secrète fait rage dans une région montagneuse du Bangladesh : les Chittagong Hill Tracts. Le nombre de morts estimé par les autorités religieuses du Bangladesh s'élèverait à 185 000.

Les 72 enfants réfugiés viennent de ces régions. Ils ont grandi dans un orphelinat soutenu financièrement par une association humanitaire française : « Partage avec les enfants du tiers monde ». Depuis plusieurs années, ils avaient la chance d'être élevés décemment grâce à leurs parrains français. Cette chance leur a été retirée brutalement, en juin dernier, lorsque leur orphelinat a été balayé par la guerre civile.

Nous avons écouté les récits des atrocités dont ils ont été témoins. Nous avons visité illégalement les camps dans lesquels ils sont aujourd'hui retenus. Nous affirmons que ces enfants ont vécu assez d'horreurs pour mériter un autre futur que de retourner se faire tuer au Bangladesh, ou de croupir dans des camps de misère en Inde. Chaque jour qui passe ajoute à leur souffrance.

Depuis 9 mois nous mettons tout en œuvre pour les sauver. De nombreuses personnalités sont intervenues en faveur de leur libération. Tout est prêt en France pour les accueillir. Leurs billets d'avion sont retenus. Alors... ? Quelle lourdeur administrative, quel secret d'État, entravent la décision de les relâcher ?

Qui porte la responsabilité de ce refus ?

Qui ces enfants gênent-ils ?

Peu nous importe de savoir sur qui retombe exactement LA HONTE dans cette affaire. Elle retombe sur tous ceux qui savent et ne font rien.

Des dizaines de milliers d'enfants sont déjà morts au Bangladesh sans qu'un seul de leurs cris ne parvienne jusqu'à nous. Or, si nous n'avons pas le pouvoir d'arrêter les guerres, nous devons avoir celui de sauver 72 enfants.

Ils sont aussi proches de la mort qu'ils le sont de la vie. Vous seuls pouvez aujourd'hui faire basculer leur sort. En signant au bas de cette page.

Pierre Marchand et Christophe Graizon

« Partage avec les enfants du tiers monde » tient à remercier les personnes qui ont assuré leur soutien à la cause des 72 enfants :

— Mère Teresa pour ses interventions personnelles auprès de Rajiv Gandhi et du général Ershad — Mme Danielle Mitterrand, M. Claude Malhuret et M. de Warren pour leur action ayant permis d'obtenir les 72 visas d'accueil en France — Messieurs Merimée et Filliol, ambassadeurs de France en Inde et au Bangladesh — Le Docteur Philippe Beasse de Médecins du Monde qui a pris le risque de pénétrer dans les Chittagong Hill Tracts — Le Vénérable Aggravansa Mahathero qui a organisé les premiers secours aux réfugiés et le Vénérable Lama Lobzang — L'agence COM & DIA qui a permis de rendre publique cette affaire — M. Karoon Khouth, responsable du Comité Intergouvernemental pour les Migrations, pour son exceptionnel soutien logistique — M. Wadlow (ONU) pour sa contribution auprès de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève — Les magazines Actuel et Résistance, l'agence Sipa Presse — Les organismes internationaux de Défense des Droits de l'Homme, en particulier Amnesty International, L'International Fellowship of Reconciliation, l'Anti-Slavery Society, l'International Group on Indigenous Affairs, Survival International — Le Haut Commissariat pour les Réfugiés (ONU) ainsi que la Croix Rouge et Rikko Kosei Kai (Japon) qui tentent d'obtenir des autorités indiennes la permission d'intervenir dans les camps depuis plusieurs mois.

Plus de 15 000 personnes, réparties dans près de 20 pays ont déjà signé cette pétition. Parmi lesquelles :

Charles Aznavour, Sœur Emmanuelle, Raymond Barre, Jacques Seguela, Jean-François Kahn, Bertrand Blier, Anne Sinclair, Nathalie Baye, Père Toulat, Martin Gray, Olivier Siron, Jean Lacouture, Nicole Avril, Bernard Pivot, Dominique Lapiere, Alain Carignon, Lord Listowel, Yvan Levaï, l'Abbé Pierre, Christiane Collange, P. Poivre-d'Arvor, etc. Rejoignez les.

Coupon à renvoyer à « PARTAGE avec les enfants du tiers monde » 1, rue Jeanne-d'Arc BP 11 — 60203 COMPIÈGNE CEDEX FRANCE

PETITION INTERNATIONALE

AMARANJAN / AMARAKASH / AMARJIB / AMULYADHAN / ANANATA / ARJAMITRA / ARUNBLOJ / ARUNJOY / ARUNJOYI / BASANARANJAN / BUJUKUMAR / BINOKANTI / BUDDHJAY / DAYALIYOTI / DEVERSHI / DHANESSEN / DURGANIKAR / HEMARANJAN / HIMANGSU / HRYDAY SHANTI / JASHOYAN / JHANASWER / JNANJOYI / JNANA / JNANALOK / JNANAPRIYA / KALADHAN / KALENJOY / KAMALENDU / KARMENDRIYA / KARUNWIKASH / LAKKAN / LAKSHMI SHANTI / LAKSHMAN / ULAMJOY / MADHUKUMAR / MAHARAM / MANJULAL / MIHIRKANTI / MILON JOYTI / MONORANJAN / MONOSHANTI / MRINALKANTI / NANDAKSHORE / NALJOY / NGTAR / KUPAR / PADMAKUMAR / PANKAJAY / PRASODKUMAR / PRAJANMOY / PRATUL / PRAVATCHANDRA / PRIYATOSH / PULAKHAYA / SAMARAJ / SHADHANBIRKASH / SHANTI PRKASH / SHANTUJAY / SHANTI PRIYA / SHANTIPRIYA / SHRITIBIKASH / SMRITIMJOY / SMESWAR / SUDDHANANDA / SUNITI BIKASH / SURESH / TARUNALO / UDAYKISHAN / ULJALMOY / UTPOJ JOYTI.

Ces noms sont ceux de soixante-douze ENFANTS actuellement réfugiés dans les camps de Korbuk et Takumbari (Tripura, INDE).

Soixante-neuf familles françaises sont prêtes à les accueillir le temps que la paix soit revenue dans leur région d'origine (les CHITTAGONG HILL TRACTS, au BANGLADESH).

Je demande solennellement aux autorités responsables d'accorder à ces soixante-douze enfants la chance de venir temporairement en France.

Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____
 Date _____ Signature _____

☐ Si vous désirez recevoir davantage d'informations sur cette affaire ou sur le parrainage, cochez cette case.

☐ Il vous est également possible d'apporter votre soutien financier aux enfants.

Libellez, à l'ordre de « PARTAGE »
 (CCP La Source 35 280 20V)

Votre chèque d'une valeur de :

150 F ☐ 200 F ☐ 300 F ☐ 500 F ☐ AUTRE ☐

مسند الى المصل

سكراية لالاحل

Amériques

ETATS-UNIS

Les silences de Roosevelt devant l'Holocauste

(Suite de la première page.)

La politique américaine avait deux spécificités : elle était celle d'un pays en guerre ouverte contre le Reich et qui se donnait les instruments d'une victoire ; elle était aussi celle d'un pays dont la tradition d'accueil constituait l'essence même. Il n'en est que plus étonnant de retrouver dans le tableau dressé par David S. Wyman la totalité des comportements des nations de l'univers non hitlériens lorsque le III^e Reich les confronta à la proclamation d'un « problème juif » et à la nécessité de le résoudre par la destruction. Les pays libres ne firent pas d'autres calculs que les vaincus occupés de 1940. Un mot les résume : le « moindre mal », l'opportunité politique, l'antisémitisme de tradition nationale, paralyseront les médias, les Églises, les partis, les groupes de pression, le Congrès et le président.

Au départ, un fait évident dès 1933 faussait tout jugement : les adversaires du nazisme, à commencer par beaucoup de citoyens allemands opposés à ce régime, admettaient sans rien objecter le postulat de base affirmé par Hitler : « Il existe en Allemagne un problème juif. » Ils ne voyaient pas que cette concession, eût-elle été masquée d'« objectivité », contenait en germe les développements dans toute l'Europe de l'antisémitisme du plus « civilisé » au plus barbare, et qu'elle servirait à justifier les silences sur son compte. Roosevelt aussi l'admettait.

Carence de la presse et des intellectuels d'abord. À partir de la mi-mars 1942, la presse américaine commença à diffuser des informations sur les massacres. Les citations en sont impressionnantes, mais les textes étaient noyés dans le corps des autres articles, sans mise en relief ni dramatisation, alors que les sources diverses diffusaient déjà l'essentiel des modalités du massacre. Les plumes les plus autorisées, même celle du Walter Lippmann, n'écrivirent pas un mot sur ce thème.

L'opinion avait d'autant moins envie d'en entendre parler qu'elle était malade par des courants antagonistes puissants : la diffusion de l'antisémitisme se joignait à l'hostilité profonde contre l'immigration, l'intégration de nouveaux étrangers dans une société dominée par l'isolationnisme. Les élections législatives de novembre 1942 avaient envoyé au Capitole une majorité conservatrice exprimant ces résistances, et Roosevelt en redoutait les réactions. Il ne perdait pas de vue l'élection présidentielle de 1944.

Le principal obstacle à l'examen réel des informations venues d'Europe se situait au département d'État et dans sa section des affaires européennes. David S. Wyman expose longuement leurs manœuvres d'étouffement, inspirées par le scepticisme et surtout par une volonté politique, très sensible aux injonctions de la Grande-Bretagne. Dans la prati-

que, elle retardait constamment la transmission des rapports venus de Suisse ou des autorités juives, afin d'éviter au président d'être acculé à une décision. Au niveau administratif, la législation sur l'immigration fut appliquée avec des restrictions progressivement croissantes : pendant les trois ans et demi de conflit avec l'Allemagne, 10 % seulement des quotas autorisés furent distribués, ouvrant ainsi les portes à 21 000 réfugiés.

La sympathie personnelle de Roosevelt pour les juifs s'accompagnait d'une profonde indifférence pour la réalité de l'extermination. N'y pas croire arrangeait assez bien sa crainte d'être accusé de mener la « guerre juive », qui rencontrait ainsi exactement la propagande du Reich. L'accusation d'être le président du « jew deal » (au lieu du New Deal) le trouvait d'autant plus sensible que beaucoup d'organisations juives elles-mêmes hésitaient à s'engager en faveur des victimes par appréhension des slogans dénonçant « la guerre juive ». Et même les plus déterminés possédaient comme limite à toute action leur fidélité à Roosevelt. Cette loyauté les priva de moyens de pression.

Protestations virulentes

C'est à la fin de 1943 que Roosevelt se décida, sur l'insistance de Morgenthau, à créer l'agence pour les réfugiés de guerre, dont 90 % des dépenses furent couvertes par des fonds privés. L'administration n'y apporta à peu près aucun concours. Une seule mesure fut prise finalement, en août 1944 mille réfugiés yougoslaves, dont huit cent trente-quatre juifs, furent transférés d'Italie à Fort Ontario, ancien camp militaire de la guerre de Sécession. Ils le quittèrent en décembre 1945 et purent s'installer aux États-Unis, en dépit de protestations virulentes.

À plusieurs reprises enfin, au printemps 1944, le département de la guerre refusa toutes les suggestions de bombardement des voies ferrées et des chambres à gaz d'Auschwitz, alors que des raids massifs étaient exécutés dans les alentours.

Dans sa postface, André Kaspi réfléchit sur le dossier minutieux établi par David S. Wyman et donne des silences de Roosevelt une explication qui, à vrai dire, est la seule convaincante, en ce qu'elle a même de dérisoire : le grand président a agi en homme politique, doté du sens du possible, du réalisable, négligeant ceux qui seront toujours derrière lui, les détracteurs juifs, menaçant ses adversaires, les restrictionnistes, les Germano-Américains. Fondamentalement, il n'imaginait pas la réalité de l'Holocauste. Il misait seulement sur l'espérance et les moyens de la victoire pour libérer les juifs européens, fût-ce même au prix des traditions d'accueil de son pays.

David S. Wyman fait à peu près l'impasse sur l'homme seul qui a, le premier, informé les États-Unis de cette réalité. Pendant quarante ans, on a ignoré son nom et son histoire, que Walter Laqueur et Richard Breitman viennent de mettre au jour dans un ouvrage intitulé *Breaking the Silence*, non encore traduit. Il mérite d'être rappelé.

Il se nommait Edouard Schulte, grand industriel en Haute-Silésie, mort en Suisse vers 1965. Il s'y rendait souvent pendant la guerre pour négocier des achats de matières premières. Dès le printemps 1942, il prit contact avec des diplomates américains d'origine allemande à Zurich et leur donna sur les modalités de la « solution finale » les détails que son rôle dans l'industrie de guerre lui avait procurés. Il les compléta à plusieurs reprises. Ce sont ses rapports que le département d'État écouilla et dont bientôt il interdit la transmission à Washington.

Après la guerre, le département de la justice lui refusa le visa d'immigration, sous prétexte qu'il n'avait pas été suffisamment antinazi, au moment même où le gou-

vernement militaire américain de Berlin le chargeait de rebâtir l'industrie. Bien plus : il fut condamné à titre posthume : en 1970, un tribunal allemand refusa à son fils tout dédommagement pour la perte de ses biens en Silésie, au motif que les informations livrées à l'ennemi avaient causé des dommages à l'Allemagne.

C'était un notable allemand libéral, qui agissait par patriotisme, non par idéologie, l'un de ceux qui auraient dû figurer dans les premiers gouvernements de Bonn. Est-ce un hasard si l'un des principaux auteurs de la politique d'étouffement des informations sur la « solution finale » et de l'abandon des juifs par les États-Unis, John McCloy, fut l'un des plus puissants « parrains » de la République fédérale ? Faute d'éléments de réponse, la coïncidence vaut au moins d'être relevée. L'une de ses conséquences fut sans doute tant d'années de silence autour de ce dossier.

JACQUES NOBECOURT.

* David S. Wyman, *L'Abandon des juifs, les Américains et la solution finale*, préface d'Elie Wiesel, postface d'André Kaspi, Flammarion, 460 p. 115 F.

La mutinerie au Washington Times

WASHINGTON correspondance

Pour la seconde fois au cours de ses cinq ans d'existence, la direction du *Washington Times* est accusée par certains de ses collaborateurs d'avoir cédé aux pressions de Sant Kook Han, diplomate sud-coréen, étroitement lié à la direction, mais surtout au révérend Moon et à l'Eglise de l'Unification.

En 1984, le directeur du journal démissionna, affirmant que les représentants de l'Eglise de l'Unification, dont Han, n'avaient pas tenu leurs promesses de ne pas s'immiscer dans la direction du journal, notamment dans la rédaction de ses éditoriaux.

Par l'intermédiaire d'hommes d'affaires disciples de Moon, le *Washington Times* est indirectement contrôlé par l'Eglise de l'Unification, qui attribue des subventions permettant de couvrir les pertes du journal. Malgré un tirage en augmentation (104 000 exemplaires), le journal perd en effet de l'argent.

La semaine dernière, M. Cheschire, responsable de la page des éditoriaux, et trois de ses collaborateurs ont remis leur démission à M. de Borchgrave, directeur de la rédaction en invoquant les mêmes raisons. M. Cheschire précise que son directeur lui avait demandé de modifier un éditorial dans lequel il écrivait notamment : « Il est difficile de demander au Congrès de garder 40 000 soldats en Corée du Sud pour défendre un régime autocratique voué à l'autodestruction. »

M. de Borchgrave déclare qu'il s'est simplement limité à communiquer à son collaborateur les propos de M. Han selon lequel « l'attitude irresponsable de l'opposition sud-coréenne retient le président Chun Do Hwan dans ses efforts pour permettre les réformes constitutionnelles ».

Il a ajouté que, après une discussion animée, il avait laissé M. Cheschire entièrement libre d'écrire ce qu'il voulait. A son avis, la réaction de son collaborateur est émotionnelle et proche de la mutinerie. Il a admis, cependant, être depuis longtemps en désaccord avec lui sur le ton et le contenu de la page des éditoriaux. Il se défend d'avoir jamais reçu des instructions et suggestions des propriétaires du journal et croit bon de souligner qu'il est un « conservateur » et que les éditoriaux doivent refléter l'opinion des conservateurs.

Il était inévitable que l'association étroite du *Washington Times* avec l'Eglise de l'Unification entretenne des doutes sur l'indépendance du journal dirigé par M. de Borchgrave, journaliste de renom et bien connu pour ses fortes convictions anticommunistes et un antisémitisme viscéral digne d'un valeureux croisé de la lutte contre l'empire du mal. Dans un communiqué, il précise qu'il n'a jamais adopté les positions de l'extrême droite. A lire les éditoriaux du *Washington Times* et ses propres déclarations, la nuance entre son conservatisme et les vues de l'extrême-droite apparaît cependant bien mince.

HENRI PIERRE.

Ancien chef d'état-major interarmes, le général Maxwell Taylor est mort

Washington (AFP). — Le général Maxwell Taylor, héros de la deuxième guerre mondiale, ancien chef d'état-major interarmes américain et ambassadeur au Vietnam du Sud, est mort, le dimanche 19 avril, à l'hôpital militaire Walter Reed, près de Washington, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Né le 26 août 1901 à Keyesville, dans le Missouri, Maxwell Taylor est entré à l'académie militaire de West Point en 1922. C'est le début d'une carrière militaire qui l'amène à participer à la création des premières divisions aéroportées de l'armée américaine et à commander, en 1944 la 101^e division aéroportée lors du débarquement allié en Normandie, devenant ainsi le premier général américain à combattre en France durant la deuxième guerre mondiale.

A son retour aux États-Unis, il devient directeur de West Point avant de servir à Berlin et de prendre le commandement de la VIII^e armée en Corée du Sud, durant les derniers mois de la guerre.

Nommé ensuite chef d'état-major de l'armée de terre en 1955, le général Taylor assume cette fonction jusqu'à sa retraite le 1^{er} juillet 1959. Rappelé en service actif deux ans plus tard, il devient aide de camp du président John Kennedy, en 1961, puis chef d'état-major interarmes.

A cette occasion, le général Taylor dirige, en 1961, une mission d'études au Sud-Vietnam, à l'issue de laquelle il formule plusieurs recommandations sur le déploiement possible de troupes américaines, jouant ainsi un rôle déterminant dans la décision des États-Unis de s'engager au Vietnam. En 1964, il est nommé ambassadeur à Saigon, puis devient, en 1965, conseiller spécial auprès du président Johnson.



Pour les grands la vie est belle ils s'habillent chez CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 16^e
• 13, rue de la République 69001 LYON

USA
avec ICELANDAIR plus de 20 vols par semaine au départ de Luxembourg.

NEW YORK F2590
aller retour
les autres destinations ICELANDAIR :
WASHINGTON (BWI) F2590
BOSTON F2590
CHICAGO F2890
ORLANDO/FLORIDE F3290
Tarifs soumis à réglementation.
Acheminement SNCF compris sur réseau agréé.
Stop-séjour ISLANDE possible.

Documentation gratuite sur demande à
ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26
ou votre agent de voyages. M

CAPEL
n'a pas peur des plus forts que lui

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 16^e
• 13, rue de la République 69001 LYON

COURS DE LANGUES
PORTUGAIS -
BRÉSILIEN
ESPAGNOL
QUECHUA
ANGLAIS
Tél. 45 41 39 60
21 bis, rue des Plantes
75014 Paris

American Airlines.
Sans escale jusqu'à Dallas/Fort Worth. Et plus loin.

Vols quotidiens de Paris-Orly. Correspondances vers plus de 200 villes aux USA, Canada, Mexique et Caraïbes. Y compris les 8 aéroports de la région de Los Angeles, San Diego et San Francisco.

American Airlines.
The American Airline:
Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au : 42.89.05.22.
* La compagnie typiquement américaine.

Diplomatie

L'alliance atlantique face aux propositions de M. Gorbatchev

Deux groupes d'experts de l'OTAN mettent au point une position commune sur les euromissiles

Des experts de l'OTAN ont commencé à examiner, le lundi 20 avril, à Washington, les dernières propositions soviétiques sur les euromissiles, dans le cadre de consultations intensives entre les Etats-Unis et leurs alliés, a indiqué un responsable du département d'Etat.

Ces spécialistes appartiennent à deux commissions dépendant du Groupe des plans nucléaires (GPN) de l'OTAN : le groupe de haut niveau (HLG - High Level Group) et un autre groupe chargé de la sécurité des armes. Le secrétaire adjoint à la défense, M. Richard Perle, démissionnaire, préside les réunions de Washington.

Les experts de l'OTAN poursuivront leurs entretiens les 22 et 23 avril sur la base aérienne de Kirtland, près d'Albuquerque (Nouveau-Mexique), sous la présidence du successeur désigné de M. Perle, M. Frank Gaffney.

Qualifié de « contact préliminaire » par ce responsable, qui a requis l'anonymat, la réunion de Washington s'est ouverte trois jours avant la reprise à Genève des négociations américano-soviétiques sur le désarmement.

Les négociations sur la normalisation entre l'URSS et la Chine. — La deuxième session des négociations sino-soviétiques sur une normalisation des relations entre les deux pays s'est achevée, lundi 20 avril, après une semaine de conversations caractérisées, selon l'agence Tass, par un climat « de travail et de franchise ». « En dépit des différences dans l'appréhension des problèmes internationaux et des moyens de les résoudre, les deux parties ont réaffirmé qu'elles jugent utile le dialogue soviéto-chinois et sont favorables à sa poursuite », a indiqué l'agence soviétique. Ces négociations semestrielles doivent reprendre en octobre prochain à Pékin, a précisé Tass. Selon des sources chinoises, des « divergences sérieuses » persistent, notamment en ce qui concerne le Cambodge, même si de « petits progrès » ont été accomplis grâce à l'acceptation par l'URSS, en octobre dernier, d'abandonner cette question. — (AFP.)

Selon le même responsable du département d'Etat, il est un peu « simpliste » de parler de dénucléarisation de l'Europe en cas d'accord sur les missiles nucléaires de portée intermédiaire (INF) et de courte portée (SRINF), car il restera, a-t-il rappelé, plus de quatre mille armes nucléaires diverses en Europe ou autour de l'Europe après une éventuelle élimination des INF et des SRINF.

La France, qui n'est pas membre des structures intégrées de l'OTAN et donc du GPN, ne participe à aucune de ces discussions. On apprend d'autre part à Washington qu'Américains et Soviétiques étudieront le mois prochain à Genève les « détails précis » qui « restent à régler » en vue de parvenir à un accord sur la conduite par chacun des Deux Grands d'un essai nucléaire sur le territoire de l'autre (le Monde du 21 avril). « Il a été décidé que, au cours de la prochaine session de négociations sur les tests nucléaires prévue le mois prochain à Genève, les experts examineront tout particulièrement les diverses façons pratiques de résoudre les questions de vérification, y compris la proposition d'essais réciproques », a indiqué lundi M. Charles Rodman, porte-parole du département d'Etat, avant d'ajouter que « des détails précis restent à régler ».

M. Rodman a réaffirmé que la position américaine restait qu'une vérification efficace des traités dits du « seuil » (TBT, Threshold Test Ban Treaty), signé en 1974, et sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques (PNET, Peaceful Nuclear Explosions Treaty, signé en 1976) « suppose des mesures de la puissance, sur place, de toutes les explosions atomiques qui, en l'absence de telles données, pourraient donner l'impression d'être supérieures à 150 kilotonnes ».

Washington souhaite avoir recours au procédé dit « Cortex », qui implique la mise en place d'instruments de mesure sur les lieux mêmes de l'essai. Les questions de vérification constituent le principal obstacle à la ratification de ces deux traités par le Sénat américain. — (AFP.)

Selon un sondage « le Figaro » -SOFRES
Les Français voient plutôt « un piège » dans l'« option zéro »

Le Figaro publie ce mardi 21 avril les résultats d'un sondage d'opinion réalisé du 7 au 11 avril par la SOFRES, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes selon la méthode des quotas, et portant principalement sur les questions stratégiques, ainsi que sur l'image de l'URSS et des Etats-Unis.

Selon cette enquête, 45 % des personnes interrogées estiment que l'« option zéro » — autrement dit le désarmement des euromissiles de l'OTAN et des SS-20 soviétiques — est « un piège, car elle laisserait aux Soviétiques une très nette supériorité militaire en Europe », 35 % le jugeant, au contraire, comme « une bonne chose, car elle marquerait un progrès du désarmement », 20 % étant sans opinion. Cette question, toutefois, ne prend pas en compte les dernières propositions de M. Gorbatchev concernant les SRINF (forces nucléaires intermédiaires à courte portée), formulées depuis la réalisation de l'enquête.

D'une manière générale, la méfiance à l'égard de l'URSS demeure grande chez les « sondés » : seulement 18 % d'entre eux assurent en avoir une bonne image (le « très bonne » : 1 % ; « plutôt bonne » : 17 %), contre 62 % qui ont une mauvaise (« plutôt mauvaise » : 43 % ; « très mauvaise » : 19 %). Chiffres qui, par rapport à ceux d'une enquête réalisée par la SOFRES pour le Monde et Europe 1 en novembre 1985, traduisent un doublement des opinions positives, mais aussi un accroissement de 3 points des opinions négatives. Plus remarquables encore : sur 100 personnes interrogées qui sont membres ou sympathisants du Parti communiste, 40 ont une mauvaise opinion de l'URSS, et 45 une bonne.

Une forte majorité des « sondés » — 54 % contre

26 % — estiment en outre que, en cas d'accord Est-Ouest sur l'« option zéro », l'Union soviétique ne laissera pas les représentants occidentaux venir contrôler sur place la réalité du démantèlement des SS-20. Dans la même éventualité, 61 % des personnes interrogées souhaitent que la France maintienne son armement nucléaire tel qu'il est, 9 % qu'elle l'augmente, et 18 % qu'elle le réduise.

L'image américaine

S'agissant des intentions de M. Gorbatchev sur le terrain de la politique intérieure soviétique, 42 % contre 37 % estiment que le numéro un du Kremlin « ne veut pas changer les choses en profondeur ». Mais, parmi les projets qui lui sont prêtés pour « les prochains mois », seule une courte majorité relative — 40 % contre 39 % — écarte l'hypothèse de le voir « autoriser les pays de l'Est à évoluer vers davantage de démocratie ».

Quant à l'image des Etats-Unis, si le pourcentage des réponses positives ne varie pas par rapport à la précédente enquête de novembre 1985, déjà citée, celui des réponses négatives, lui, augmente sensiblement, au détriment des « sans opinion ». Ceux qui ont une « plutôt bonne » ou « très bonne » image sont, au total, 43 % (respectivement 41 % et 2 %), comme il y a un an et demi, alors que ceux qui ont une « plutôt mauvaise » ou « très mauvaise » image passent de 27 % à 39 % (qui se décomposent respectivement en 31 % et 8 %). Ce sont les diatribes du RPR qui, avec 67 % contre 21 %, sont les plus positifs. Mais ceux du PC sont tout de même 20 % à avoir une bonne opinion de l'Amérique de M. Reagan...

La préparation de la visite de M. Chirac en URSS

L'ambassadeur de France à Moscou a été longuement reçu par M. Chevardnadze

M. Yves Pagniez, ambassadeur de France à Moscou, a été reçu durant deux heures le lundi après-midi 20 avril par le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Edouard Chevardnadze. L'agence Tass a précisé à ce sujet que « des questions concernant l'avenir des relations franco-soviétiques, y compris au niveau des contacts politiques », avaient été abordées au cours de l'entretien, dont l'initiative revenait à l'ambassadeur français, et que la conversation s'était déroulée « dans une atmosphère franche et de travail ».

Cette formulation a été jugée « exacte » par un porte-parole de l'ambassade de France à Moscou.

On ne confirme officiellement ni du côté soviétique ni du côté français que l'entretien ait essentiellement porté sur la prochaine visite en URSS de M. Jacques Chirac, mais

une telle éventualité semble plus que probable. Cette visite, pour laquelle les dates du 14 au 16 mai avaient été initialement avancées, pourrait être reportée par le premier ministre en raison du peu d'empressement mis par le Kremlin à en confirmer la date.

Différents responsables soviétiques avaient indiqué que la découverte du réseau d'espionnage de l'« affaire Ariane » et l'expulsion de six membres de l'ambassade d'URSS à Paris ne remettraient pas en cause le voyage de M. Chirac, mais il semble que Moscou mette, depuis cette affaire, beaucoup de mauvaise volonté à organiser la visite. On a également évoqué, à Paris, la possibilité d'envoyer le ministre des affaires étrangères, M. Raymond, sonder plus précisément les intentions des dirigeants soviétiques en la matière.

L'ancien criminel de guerre Karl Linas a été extradité des Etats-Unis vers l'Union soviétique

Washington (AFP). — Karl Linas, soixante-sept ans, condamné à mort par contumace en Union soviétique pour crimes nazis, a été extradité le lundi 20 avril des Etats-Unis vers l'URSS.

Menottes aux poignets, vêtu d'un costume gris, une longue barbe blanche lui mangeant le visage, il a été placé dans un avion de ligne tchécoslovaque, qui a quitté New York pour Prague, d'où il gagnera Moscou. A son arrivée à l'aéroport, il a été accueilli par des journalistes. « Ce que les autorités américaines ont en train de commettre est un meurtre et un enlèvement », a-t-il ensuite été rapidement escorté à l'intérieur du poste de police de l'aéroport.

Karl Linas est accusé d'avoir dirigé à Tartu (Estonie), entre 1941 et 1943, un camp de concentration dans lequel environ deux mille personnes ont été exterminées. Arrivé aux Etats-Unis en 1951, il avait obtenu la citoyenneté américaine en 1959. Il avait été déchu de sa

citoyenneté en 1982 pour avoir menti aux services d'immigration lors de son arrivée et tentait depuis cette date d'échapper à l'extradition en affirmant notamment que les documents présentés par l'URSS, à l'appui de la demande d'extradition, étaient faux. Un porte-parole de l'ambassade soviétique à Washington avait récemment indiqué que M. Linas serait à nouveau jugé s'il était extradé vers l'URSS.

La Cour suprême des Etats-Unis avait levé lundi le dernier obstacle à l'extradition de Karl Linas, en refusant de confirmer une décision préliminaire prise par l'un de ses neuf membres, et qui bloquait temporairement la décision.

Le congrès juif mondial avait, par ailleurs, annoncé mercredi dernier que le département de la justice avait décidé d'expulser Karl Linas vers Panama. Le président panaméen, M. Delvalle, après avoir donné son feu vert, était finalement revenu sur sa décision.

Les T.G.V. européens se croisent à Lille :

INCONTOURNABLE.

Le T.G.V. Nord arrive.

A la différence du T.G.V. Sud-Est et du T.G.V. Atlantique, sa vocation sera essentiellement internationale.

Plusieurs tracés sont envisagés, mais un seul est véritablement logique.

Incontournable : les trois lignes du T.G.V. nord-européen (Paris-Londres, Paris-Bruxelles-Cologne/Amsterdam, Londres-Bruxelles-Cologne/Amsterdam) ont technique-ment et économiquement avantage à se croiser dans Lille.

Incontournable : seul ce croisement dans Lille, au cœur d'un réseau de communications particulièrement dense, fera du T.G.V. un outil d'aménagement du territoire au service de l'ensemble d'une région en pleine mutation économique.

Incontournable : à la veille de l'ouverture des frontières du marché commun, la France a besoin d'une grande métropole européenne, d'un centre de communication et d'échanges avec nos voisins du Nord-Ouest.

Incontournable : c'est Lille !



150/6000

Politique

... Le Monde • Mercredi 22 avril 1987 9

La fin du voyage de M. Chirac en Guyane

La France exerce des pressions « constantes et fermes » afin de permettre le retour des réfugiés du Suriname

M. Chirac est rentré, le lundi 20 avril à Paris, au terme d'une visite de deux jours en Guyane.

SAINT-LAURENT-DU-MARONI de notre correspondant

« Ce n'est pas un centre d'accueil, c'est une ville », s'est exclamé M. Chirac au deuxième jour de son sixième voyage en Guyane, en parcourant le camp de réfugiés surinamiens de l'Acarouany, à 30 kilomètres de Saint-Laurent-du-Maroni, sur la commune de Mana. M. Chirac a été très par les Surinamiens confortés par sa promesse de leur retour des 8 000 personnes déplacées d'origine surinamienne, présentes en Guyane (les maires Léon Bertrand, de Saint-Laurent, et Joseph Payan, de Mana, évaluent, eux, le chiffre de 11 000).

Dès les premières escarmouches entre le « jungle commando » rebelle et l'armée régulière du Suriname, en juillet 1986, 200 Américains d'origine Galibi, malmenés dans leur village situé en zone de guerre, ont cherché asile chez leurs cousins et alliés, de l'autre côté du fleuve Maroni. Le 10 octobre, 300 personnes, dont 129 Indiens, se réfugièrent à Aouara. Ils y sont encore. Le rythme des arrivées a vite augmenté à la suite de la dégradation de la situation militaire dans la région de Moengo (Suriname) fin novembre. Le plan d'urgence Maroni déclenché par le préfet de la Guyane, M. Jacques Dewatre, le 3 décembre, a permis l'installation de cinq centres d'accueil.

Tous les frais d'infrastructures et de fonctionnement sont à la charge de l'Etat (environ 4 millions de francs par trimestre). M. Chirac a multiplié les démarches « diplomatiques » auprès du gouvernement de Paramaribo. Les premières négociations ont eu lieu à Cayenne en présence d'ambassadeurs de Paramaribo, des représentants des réfugiés et de diplomates français, le 28 janvier dernier.

Le colonel Bouterse, le chef du régime surinamien, pourtant fermement hostile, en 1986, à une solution de retour, a proposé, début avril, des « espaces aménagés » pour réinstaller ses ressortissants, surtout les Amérindiens, non loin d'Albina, ville située à 2 kilomètres et demi de Saint-Laurent, sur le fleuve Maroni. « Les garanties de sécurité ne sont pas suffisamment assurées », ont estimé les réfugiés qui réservent leur réponse collective pour le 27 avril.

Le samedi 18 avril, M. Kenneth Middeldij, consul général du Suriname à Cayenne, a annoncé à M. Chirac la décision officielle de permettre aux organisations internationales (Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU, Croix-Rouge internationale) de participer aux opérations et de garantir la sécurité des personnes déplacées.

Selon M. Chirac, « les pressions les plus constantes, les plus fermes » seront exercées sur le gouvernement surinamien. Le premier ministre craint en effet que la population de Saint-Laurent ne soit « déstabilisée » par cette situation.

EDMOND FRÉDÉRIC.

« Le retour des immigrés est une opération de justice », selon M. Le Pen. — Le retour chez eux d'une grande partie des immigrés constituerait, à la fois, « un apport pour les pays dont ils sont originaires et une libération pour nous, donc une opération de justice », a déclaré, le mardi 21 avril, M. Jean-Marie Le Pen, invité de RTL — il revient d'une tournée en Afrique noire (Côte-d'Ivoire, Gabon, Zaïre) amputée de son secouru sénégalais, — le président du Front national a indiqué que, selon lui, ce retour des immigrés devait se faire, « avant que possible avec l'accord des pays dont ils viennent ». Ces pays, a souligné le dirigeant d'extrême droite, « seraient ainsi renforcés par l'arrivée de gens connaissant des techniques plus élaborées que celles que connaissent un certain nombre de travailleurs chez eux ».

POINT DE VUE

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Propositions pour une véritable autonomie

par Christian Deglin ancien procureur général aux Nouvelles-Hébrides

IMAGINEZ une partie de cartes où une équipe jouerait au bridge et l'autre au poker menteur. Qui pourrait désigner le gagnant ? Tout jeu repose, en effet, sur une convention : qu'elle soit constatée par un seul des joueurs et la partie perd tout son sens.

Il en est de même pour les élections et le référendum. Le recours au suffrage universel ne peut apporter de solutions que si toutes les formations représentatives en cause acceptent de se soumettre au verdict des urnes, quel qu'il puisse être. Sinon, il ne peut avoir d'autre valeur que celle d'un sondage d'opinion « grandeur nature » tout juste bon à légitimer un recours à la force. Dans ce cas, faut-il encore être sûr que la « triche » restera suffisamment longtemps du même côté...

Or, dans le cas particulier de la Nouvelle-Calédonie, il n'est pas douteux que le FLNKS n'acceptera de décision référendaire que conforme à ses thèses. L'environnement international l'y encourage tout autant que les dissensions entre le président de la République et le gouvernement ou les incertitudes de l'après 88. Le référendum de 1987 permettra donc, tout au plus, de préciser ce que tout le monde sait, à savoir que les indépendantistes sont largement minoritaires sur le territoire... sauf à se perdre dans la mesure des abstentionnistes en boycottant une consultation perdue d'avance.

Pour faire évoluer le problème calédonien, il faudra donc compter sur autre chose que la magie du référendum. Nous avons la force d'imposer une solution, mais prenons garde qu'elle soit sans lendemain. L'autonomie « à la française », avec notre manie jacobine de retarder d'une main ce que l'on donne de l'autre, ne peut être que source de déboires. Les Calédoniens sont bien placés pour savoir que, ce que fait une loi, peut être défilé par une autre loi, voire par

un simple décret... si les autorités territoriales cessent de plaider à Paris.

Leur statut de semi-autonomie n'a-t-il pas déjà volé deux fois en éclats : quand l'Union calédonienne de M. Lénormand a été majoritaire, il y a une dizaine d'années contre le gré du RPR et, tout récemment, quand les amis de M. Lafleur ont eu en mains le gouvernement local au grand dam de ceux de M. Pisaní ? Seule une véritable autonomie à la britannique, même si elle n'est pas sans risques, peut faire évoluer véritablement la situation.

Pour être fiable et durable, l'autonomie suppose en effet trois conditions.

En premier lieu qu'elle ne puisse, une fois octroyée, être remise en cause par le gouvernement central. Pour cela, sa pérennité et son intangibilité devraient être garanties par la Constitution et ainsi, le Conseil constitutionnel aidant, pouvoir échapper aux aléas électoraux de la Métropole.

En second lieu, qu'il soit fait en sorte que la politique calédonienne soit le fait des seuls Calédoniens. Pour cela, il serait indispensable de créer une citoyenneté calédonienne distincte et même exclusive de la citoyenneté française. Je dis citoyenneté, non nationalité. Les Calédoniens conserveraient bien entendu leur nationalité française et leur passeport français. Par contre leur citoyenneté propre donnerait seule vocation à participer à la vie publique du territoire, mais en contre-partie, ils ne pourraient plus envoyer de députés à l'Assemblée nationale, voter des lois et un budget qui ne les concerneraient plus. Ils continueraient, toutefois, à participer à l'élection du président de la République, chef de l'ensemble des Français, et seraient représentés au Parlement par un sénateur comme les Français à l'étranger.

Ce système présenterait l'avantage évident de conserver aux Calédoniens la nationalité française tout en reconnaissant l'existence d'un peuplement spécifique dont il serait par la suite difficile de contester le

caractère multiracial et la légitimité. Il priverait par ailleurs les partis métropolitains de la tentation de rechercher sur le territoire à coups de promesses démagogiques un complément de représentativité parfois utile pour « boucler » une majorité à l'Assemblée mais pas toujours dans des conditions conformes à l'intérêt bien compris de la Nouvelle-Calédonie...

Enfin, que la spécificité et l'autonomie calédoniennes soient solennellement proclamées *urbi et orbi* de façon permanente. Pour cela que le haut commissaire de la France à Nouméa ne dépende pas d'un ministre comme un quelconque préfet, mais soit le représentant personnel du président de la République. N'oublions pas, en effet, qu'en matière d'autonomie interne, les services restant la compétence de la Métropole sont traditionnellement la défense, la diplomatie, la justice et la monnaie. Les deux premiers font partie du domaine réservé du chef de l'Etat qui est aussi président du Conseil supérieur de la magistrature. Le système a donc une logique même s'il peut surprendre *a priori*.

Un tri

Il serait sans doute utopique d'espérer un consensus sur une telle organisation si différente de nos conceptions centralistes, du moins dans l'immédiat, mais elle aurait l'avantage, sinon de désarmer l'hostilité des autres Etats océaniques, plus fondés sur nos essais nucléaires que sur le statut de territoire, du moins de les priver d'une bonne part de leurs arguments.

Elle permettrait, par ailleurs, aux différentes composantes de la population calédonienne de se compter et d'apprendre à vivre ensemble. Par le fait qu'un tri s'opérerait fatalement entre les citoyens et les non-citoyens, les indépendantistes modérés pourraient même y voir un rééquilibrage des forces en présence auquel ils ne seraient peut-être pas insensibles.

Il faudrait, bien entendu, déterminer qui pourrait prétendre à la

citoyenneté calédonienne. Dans un premier temps tous ceux admis à voter au référendum auraient de plein droit la citoyenneté, sauf à eux de la déléguer, ce qui ferait un tri entre ceux qui voient leur avenir dans le territoire et les autres. Une loi métropolitaine pourrait déterminer pour les cinq premières années de l'autonomie les conditions d'acquisition et de perte de la citoyenneté calédonienne. Par la suite, l'assemblée territoriale aurait qualité pour modifier ce texte sauf à respecter l'exigence de la nationalité française préalable... et du consentement des intéressés à toute acquisition de citoyenneté.

Un système de ce genre est donc facile à mettre en place. *Mutatis mutandis* il a d'ailleurs plus ou moins fonctionné dans les Etats voisins. Le vrai problème est de savoir quelle est la volonté réelle des Princes qui nous gouvernent : faire évoluer la situation de façon irréversible dans l'intérêt du territoire ou conserver précieusement une occasion de donner des gages : pour les uns de nationalisme, pour les autres d'ancrage à gauche, faire-valoir bien utiles aux yeux d'une opinion métropolitaine trop enclin à ne plus voir de différence entre la droite et le Parti socialiste. C'est pourquoi il est probable qu'il ne sortira pas grand-chose des urnes de 1987, en dehors d'un satisfecit pour M. Pons.

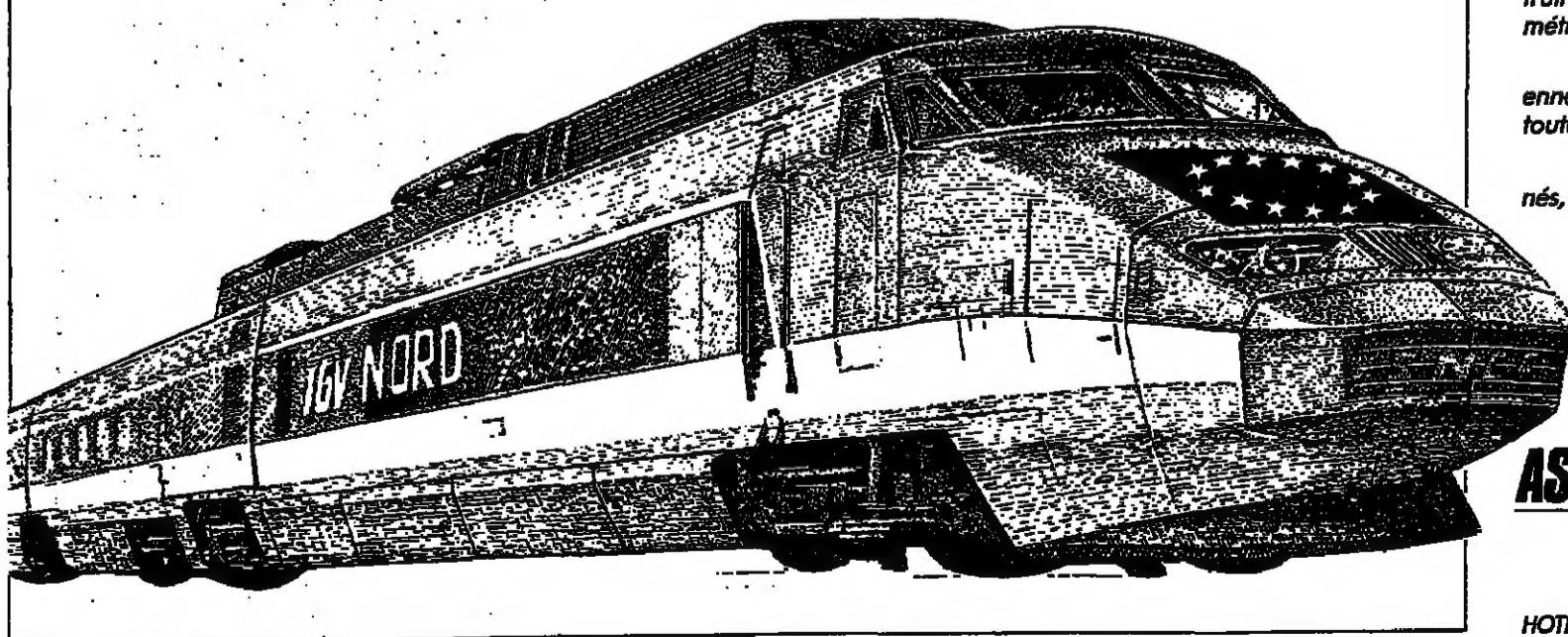
« Les Canaques en quête de soutien international. — « Nous accepterions toute proposition d'aide pour notre pays », a déclaré M. Clément Vandegou, membre du Front de la libération kanak socialiste (FLNKS) et maire de Yaté, commune située à 80 kilomètres au sud de Nouméa, au cours d'une conférence de presse donnée à l'occasion de la visite d'une délégation de responsables locaux néo-calédoniens à Sydney (Australie). M. Vandegou a cependant souligné que cela ne signifiait nullement qu'il accepterait une aide armée. En outre, il a indiqué que les indépendantistes qui ont suivi des entraînements paramilitaires en Libye, l'ont fait à titre individuel et non pas au titre du FLNKS.

Une grande région européenne de communication et d'échanges pour le T.G.V. :

BLE L'UNANIMITÉ !

Les membres du bureau de l'Association TGV-Gare de Lille :

Président : Pierre Mauroy, ancien Premier ministre, député-maire de Lille - Vice-présidents : Noël Joseph, président du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais - Bernard Derosier, député, président du Conseil général du Nord - Arthur Notebart, député, président de la Communauté urbaine de Lille - Gérard Tiébot, président de la CCI de Lille-Roubaix-Tourcoing - Secrétaire : André Diligent, sénateur-maire de Roubaix - Trésorier : Stéphane Dermaux, député-maire de Tourcoing - Membres : Louis Decoster, président de la CRCI Nord-Pas-de-Calais - Gérard Caudron, maire de Villeneuve-d'Ascq - Membre associé : Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme



Dans la région Nord - Pas-de-Calais, c'est l'unanimité.

Les forces politiques et économiques sont rassemblées, pour faire de l'agglomération lilloise le premier pôle de développement d'une région qui attend le signal décisif d'un nouvel essor.

L'unanimité, pour exiger le croisement des lignes du T.G.V. nord-européen au centre de Lille.

L'unanimité, pour coordonner les efforts et construire une grande capitale régionale au cœur d'une grande métropole.

L'unanimité, pour soutenir l'ambition européenne de Lille et de sa métropole, pour qu'elles prennent toute leur place au cœur de l'Europe des affaires.

L'unanimité, voulue par des hommes déterminés, au service d'une région qui gagne.

ASSOCIATION T.G.V.
GARE DE LILLE

HOTEL DE VILLE DE LILLE - B.P. 667 - 59033 LILLE CEDEX - TEL. 20.52.48.00

Politique

Le MJS retrouve son autonomie

L'histoire mouvementée des Jeunesses socialistes

Le congrès national du PS, qui s'est réuni à Lille au début du mois d'avril, a rétabli l'autonomie par rapport au parti du Mouvement des Jeunesses socialistes (MJS). Jacques Kergoat évoque l'histoire — longue et mouvementée — des relations entre les socialistes français et leurs organisations de jeunes.

par Jacques Kergoat (*)

Que faire des « jeunes » ? La question, pour les socialistes, est ancienne. Dès le début du siècle, les réponses sont contradictoires, au gré des situations locales.

A Lille, à cette époque, on se refuse à constituer des groupes de « jeunes », et on appelle les jeunes à adhérer directement au parti. Mais à Tulle on ne peut adhéser au parti avant vingt et un ans. Situation paradoxale car les jeunes entrent en même temps dans le mouvement ouvrier, et dans bien des départements, il n'aurait pas l'âge requis pour adhérer au parti.

La naissance, en 1905, de la SFIO ne modifie pas la situation. Les Jeunesses socialistes sont créées, mais restent pendant deux ans avant d'être dissoutes en 1907 : ce n'est pourtant pas qu'il ne se passe rien dans la jeunesse, puisque c'est au même moment que le pious-pious du 17^e régiment d'infanterie mettrait en croix et refuse de marcher contre les vignerons.

Quand la SFIO, en 1912, constitue les Jeunesses, c'est du bout des lèvres. Les résultats sont à la mesure des efforts : 1 800 adhérents en 1913. En revanche, la moyenne d'âge de la direction du parti est alors de cinquante et un ans.

Chemises bleues et cravates rouges

De toute manière, ces maigres résultats sont balayés par la scission du congrès de Tours : massivement, les jeunes socialistes, la « génération du feu », rejoignent la III^e Internationale et le Parti communiste. La reconstruction sera lente : 1 100 adhérents en 1925, 11 317 en 1934. Le débat sur l'autonomie des Jeunesses a été tranché en 1928 : c'est non. Et les dirigeants auxquels le parti confie les Jeunesses n'encouragent guère l'initiative. Le secrétaire des Jeunesses, Dumon — que la presse communiste appelle aimablement Dumon — explique que c'est une bonne chose « de ne pas oser donner de conseils aux anciens » et qu'il faut avoir été arrêté avant d'être compagnon.

De fait, les Jeunesses socialistes ne retrouvent une réelle activité qu'avec le cheminement vers le Front populaire. Chemises bleues et cravates rouges, ils représentent alors une force militante non négligeable, surtout dans la région parisienne. Mais le tournant « patriotique » du Front populaire met mal à l'aise un bon nombre de ces jeunes socialistes, spontanément antimitralistes et internationalistes. Une tendance de gauche apparaît, animée par Fred Zeller, futur grand maître du Grand Orient de France. Elle représente bientôt près du tiers des adhérents des Jeunesses et dirige l'Entente fédérale de la Seine. Pas pour longtemps. A la fin de l'année

1935, ses dirigeants sont exclus et l'Entente de la Seine dissoute. A peine reconstituée sur des bases « orthodoxes », elle doit être de nouveau dissoute en mars 1937. Décidément, le malentendu est tenace.

A la veille de la guerre, les « JS » sont dissoutes. Les jeunes socialistes qui s'engageront dans la Résistance le feront à titre individuel ou par l'intermédiaire de réseaux extérieurs au parti, tel celui des Auberges de jeunesse.

La crise de l'après-guerre

A la Libération, les Jeunesses sont reconstituées prudemment. La tutelle du parti est totale : trois membres de la section adulte sont obligatoirement adjoints au groupe jeunes et, en cas de désaccord entre les délégués adultes et le bureau des Jeunesses, c'est la section adulte qui tranche. Pourtant, dès avril 1946, c'est une direction très combattive qui est élue. Les Jeunesses réclament alors le service militaire à six mois, s'opposent au départ des jeunes appelés pour l'Indochine, soutiennent les grèves, notamment celle des rotativistes parisiens, qui éclate en janvier 1947, sous le gouvernement Blum.

Le congrès des Jeunesses en avril 1947 donne une large majorité à l'orientation de sa direction, entre 65 et 75 % des voix. Et il traumatise, par ailleurs, durablement un jeune militant du Nord, dont c'est le premier déplacement à Paris : « C'était vendredi de Pâques, et je refusais de manger de la viande, pour honorer la religion de ma mère. Ce fut un scandale : les délégués, indignés, voulaient me traduire devant une commission de discipline ». Ce jeune délégué qui se dit, du coup, communiste contre les envois lyriques s'appelle Pierre Mauroy.

Les relations se tendent avec la direction du PS, qui met alors en cause l'influence trotskiste sur les JS. En fait, deux membres seulement du bureau national sont liés aux trotskistes, dont l'un, Dumoy, était déjà membre des JS avant la guerre. Il y avait fait preuve d'un réel sens commercial : c'est lui, en effet, qui était chargé de la vente des chemises bleues dont les JS avaient fait leur uniforme. Son sens commercial ne se démentait pas puisque, sous son véritable nom, André Essel, il sera plus tard PDG de la FNAC.

Mais la fronde dans les JS ne se limite pas aux trotskistes et trotskistes. Dans le Cher, le plus ferme soutien de la direction des JS s'appelle Roger Fajardie, futur organisateur du courant Mauroy. Dans la Seine-inférieure, c'est un jeune militant, nommé Pierre Bérégovoy. Quand éclate la crise, en 1947, la grande majorité des JS se sépare du Parti socialiste.

Les années grises

De nouveau, il faut repartir à zéro. De 31 000 adhérents en 1946, les Jeunesses socialistes n'en regroupent plus que 2 000 en 1948. Autour de Pierre Mauroy, une nouvelle direction regagne peu à peu 5 000 adhérents, et surtout fonde, en 1951, les clubs de loisir et d'éducation populaire Léo-Lagrange. Mais passée la brève embellie, en 1956, du Front républicain, la déroute reprend.

Miné par la guerre d'Algérie, le mouvement s'étiolé. En 1958, la scission de la minorité qui refuse le « oui » à de Gaulle lui porte le coup de grâce : les Jeunesses sont dès lors réduites à la portion congrue, tandis que les étudiants quittent en rang serré la SFIO, derrière un jeune et fringant secrétaire national, qui s'appelle Michel Rocard. De 1958 à 1968, s'étirent alors les années grises, où tout ce qui se passe dans la jeunesse se fait en dehors des socialistes, qu'il s'agisse de l'UNEF et de la guerre d'Algérie, de la mutation des Jeunes agriculteurs, ou de mai 68.

Voilà pudique, donc, sur l'impossible chapitre « la Jeunesse socialiste et mai 68 ». Mais le nouveau Parti socialiste qui voit le jour en 1969 semble tirer les leçons. Par effet, sous le secrétariat d'Alain Savary, les Jeunesses socialistes retrouvent leur statut d'autonomie. Les jeunes qui occupent alors la direction — une coalition des amis de Jean Popereau et de militants du CERES — ont humé l'air de mai 68. La cohorte qui envahit alors les sous-sols locaux de la cité Malesherbes est factieuse : l'antique buste de Jaurès qui orne le hall se retrouve coiffé d'un bonnet d'âne. L'on rit. Mais, peu à peu, l'on rit moins.

Le Chili et les Comités de soldats

Car la direction des Jeunesses vibre au rythme du Chili et s'investit dans les Comités de soldats. Par l'intermédiaire de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), elle dispose désormais de solides appuis organisationnels. Et quand, à l'occasion de la campagne présidentielle de 1974, elle édite des affiches modestement gauchisantes, elle indispose. Or cette direction est devenue fragile. Le saxon brûle entre le CERES et les popéens. Et à l'intérieur même du CERES, une partie des dirigeants jeunes, autour de Patrice Finel, commence à prendre ses distances.

A la fin du congrès socialiste de Pau, en 1975, François Mitterrand croise Edith Cresson et lui propose de s'occuper du secrétariat. Elle accepte, pensant qu'il s'agissait de tenir le secrétariat de la première séance du nouveau comité directeur. Le malentendu est vite levé : Edith Cresson sera secrétaire nationale à la Jeunesse. Et les intentions encore plus vites assimilées : il s'agit de faire le ménage. Sous divers prétextes, les directions des étudiants et des Jeunesses sont dissoutes, et une conférence statutaire abroge l'autonomie du MJS.

Désormais, sous la tutelle d'Edith Cresson, puis sous celle d'Alain Barreau, c'est un sty — plus gestionnaire — qui prévaut. Moins présents dans les mouvements sociaux, les jeunes socialistes jouent cependant leur partition dans le cheminement qui mène à l'UNEF indépendante et démocratique. Mais cela ne suffit pas à faire du MJS, de nouveau subordonné au parti, une structure vivante. Même après 1981, les groupes se développent lentement, et existent plus souvent dans les papiers du secrétaire administratif de la fédération que sur le terrain militant.

En apparence, le mouvement étudiant de l'hiver 1986 modifie cette situation. Mais en apparence seulement. Car les jeunes socialistes que l'on aperçoit dans la Coordination

sont en réalité des socialistes — pas comme les autres —. Issus du trotskisme, les animateurs de SOS-Racisme, comme les dirigeants de l'UNEF indépendante et démocratique, n'ont pas acquis au PS leurs capacités d'animation, et sont des socialistes de fraîche date (le Monde du 1^{er} avril). On ne s'est d'ailleurs guère soucier de les associer à la direction des Jeunesses, où leur participation relève du symbole : un membre sur trente-trois. Sans doute n'y aurait-il rien d'étonnant à ce que la capacité d'auto-organisation du mouvement étudiant donne aux jeunes socialistes le goût de gérer eux-mêmes leurs affaires. Mais, étrangement, ce n'est pas du MJS ni des animateurs de la grève étudiante que viendra la demande de réforme des structures du MJS. Toute l'équipe nationale du MJS signe au contraire, pendant la préparation du congrès de Lille, une contribution qui affirme : « Pas de faux débats : les jeunes socialistes ne doivent pas considérer la réforme des structures comme la seule clé des questions politiques » et juge que les jeunes du PS ont besoin « avant tout d'un discours politique ».

Ironie de l'histoire, c'est la modification de l'article 43 des statuts du PS proposée par le « démissionnaire » de 1975, Patrice Finel, qui est adoptée par 46 % des adhérents du parti. En commission des résolutions, à Lille, Lionel Jospin tentera bien d'expliquer que 46 %, cela n'est pas une majorité. Mais les amis de Jean-Pierre Chevènement et une partie de ceux de Michel Rocard menacent d'appeler au congrès, et Lionel Jospin cède. Les jeunes socialistes, à nouveau, pourront filer eux-mêmes leurs responsables, « comme dans le parti ». Ils en sont, visiblement, tout ébahis.

(*) Auteur de *La France du Front populaire*, éditions La Découverte.

Le renouvellement des instances départementales du PS

Indre-et-Loire : un mitterrandiste

Par trente-trois voix pour et deux abstentions, la commission exécutive fédérale d'Indre-et-Loire du Parti socialiste a désigné M. Jean Germain au poste de premier secrétaire, qu'il détenait déjà à moitié.

Agé de trente-neuf ans, M. Germain, vice-président de l'université de Tours, professeur de droit constitutionnel et de finances locales, ancien chef de cabinet de M. André Laignel au conseil général de l'Indre, s'affirme aussi comme le leader socialiste au conseil municipal de Tours.

Mitterrandiste, M. Germain ne fait pas mystère de son espoir de

jouer le rôle de futur challenger de M. Jean Royer et, éventuellement, de M. Bernard Debré pour l'échéance municipale de 1989. Mais son souci, pour l'heure, est de cimenter l'unité de sa fédération après des querelles internes qui avaient opposé les amis de M. Jean Popereau aux autres militants. Ce conflit avait conduit en juin 1986 les instances nationales du PS à imposer en guise de compromis, aux côtés de M. Serge Quillet (popéiste), premier secrétaire fédéral, M. Jean Germain, comme co-premier secrétaire. — (Corresp.)

Ardennes : un rocardien

M. Louis Auboin, rocardien, vient d'être élu premier secrétaire de la fédération des Ardennes du Parti socialiste.

Il succède dans ces fonctions à un mitterrandiste, M. Bernard Pierret, candidat malheureux à sa propre succession. M. Auboin, élu avec une confortable avance, a bénéficié de voix venant de tous les courants.

Agé de cinquante ans, M. Louis Auboin fut à l'origine de la création, en 1978, du courant rocardien dans les Ardennes. Il est d'autre part adjoint chargé des finances, au maire de Charleville-Mézières, M. Roger Mas (nouroyiste). Mais cette élection, pourtant très écuménique, est contestée par certains mitterrandistes. — (Corresp.)

Du premier congrès ouvrier à la victoire de 1981

Le congrès de Lille a été le « grand-messe » unitaire du Parti socialiste, mais les congressistes n'ont rien perdu de leur diversité. Comment le pourrions-nous ? M. François Mitterrand ne rappelle-t-il pas que « l'histoire socialiste (étant) née en philosophie et en proposition diverses et l'histoire (concrète) de la victoire de 1981 (étant) née de la victoire de 1981 » ? Un groupe d'historiens et d'universitaires a rassemblé dans un ouvrage, préfacé par M. Pierre Mauroy, et intitulé *L'Histoire socialiste des années 1980*, les débats d'idées, les évolutions (...), de façon plus large, l'histoire du mouvement socialiste.

Depuis la création du premier congrès ouvrier, à Paris en 1976, jusqu'à la victoire de M. Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981, les auteurs, sous la houlette de M. Jean Marret, délégué à la formation de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), ont retracé plus d'un siècle d'histoire du mouvement. Portraits des principaux acteurs, tableaux, rappels des idées en présence, extraits des textes-clés du socialisme (déclarations de principe, statuts, succès, etc.), donnent à cet ouvrage (muni d'un index) un intérêt à la fois historique et pratique.

(1) Dans *ici et maintenant*, Fayard, 1980.

CONCERT UNIQUE

Jean-Philippe COLLARD
Michel PIQUEMAL...POUR LES BOAT PEOPLE
ESPACE CARDIN1, avenue Gabriel, 75008 PARIS
20 heures

Ravel, Poulenc, Duparc, Bolling

NOM et prénom

Adresse

Tarif normal : 150 F x places

Don

Chèques à l'ordre de la « Société internationale pour les Droits de l'Homme » ou du « Comité international Van der Meer »
Envoyez à : SIDA, BP 20-16, 75761 PARIS CEDEX 16
Tél. 47-45-85-67

Billetterie également sur place le 27 avril de 13 heures à 20 heures.

Prêts logement neuf :
c'est le moment d'acheter.

Acheter un logement neuf, c'est l'aboutissement d'un rêve. Pour le mener à bien, nous ne sommes pas trop de deux.

Au Crédit Agricole votre projet peut être financé* jusqu'à 100%. C'est une aubaine, car les taux sont au plus bas, et la nouvelle fiscalité liée aux logements neufs est particulièrement intéressante.

Un exemple : une famille de 3 enfants peut économiser jusqu'à 9375 F d'impôts par an, pendant 5 ans.

Alors venez nous voir : nous examinerons ensemble le financement de votre projet. C'est cela le bon sens en action.



Le bon sens en action.

Crédit Agricole

* sous réserve d'acceptation de votre dossier.

هكذا بين المرحلين

Jan & Mariani

Autoroute céleste. Deux places pour le prix d'une sur Paris-Washington.



A partir de 4580F partez à deux pour Washington.

Pour tout achat d'un billet adulte en classe économique, Pan Am offre un second billet pour une personne voyageant avec vous. Offre valable sur les vols Paris-Washington sans escale entre le 12 juin et le 11 juillet 1987. Dès votre arrivée à Washington profitez du Pass Pan Am qui vous fera découvrir les U.S.A. à partir de 1500 F. Pour plus d'informations contactez votre agent de voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45.

 **Pan Am**
Si vous en voulez plus.

OFFRE SOUMISE A DES CONDITIONS PARTICULIERES DE VENTE. VOLS SUR AIRBUS A310.

Société

Libération sexuelle en Chine

Les bosquets de Shanghai

SHANGHAI
de notre envoyé spécial

Les soirs où il ne pleut pas, pelouses et bosquets du Parc du peuple sont envahis de milliers de jeunes couples enlacés. Ils sont parfois accompagnés de leur jeune enfant. Dans cette ville où chaque citadin logé dispose d'environ quatre mètres carrés, c'est le seul « isolement » possible et toléré. Un vieux résident a surnommé le parc Fuxing, qu'il surplombe de ses fenêtres, de « parc chambre à coucher ». « La nuit après 22 heures, raconte-t-il, les couples légitimes, certifiés de mariage à la main, peuvent y entrer pour s'ébattre dans l'herbe tendre, loin des yeux et des oreilles de la famille et des voisins. »

Et les autres ? Voilà un sujet que l'on n'aime guère aborder dans cette Chine pudibonde où des amitiés volées un peu pousées peuvent conduire en maison de correction. « Une fille qui traitait au cinéma avec plusieurs jeunes gens différents aurait du mal à trouver un mari, ce serait presque une putain », dit un jeune Chinois.

Certains officiels refusent tout honnement de répondre à ces questions « choquantes ». Ce n'est pas le cas à Shanghai, où l'Institut de recherche sur l'éducation sexuelle a pignon sur rue. Son vice-président, cadre du PC, le docteur Hong Jiala, auteur d'un manuel, n'hésite pas à les

L'Institut organise des cours d'éducation sexuelle dans le quart des lycées de Shanghai et pour les jeunes couples. Le docteur Hong veut « faire explorer le mythe, le tabou », éduquer des couples qui parfois se croient stériles après avoir dormi côte à côte dans le même lit pendant des années, en attendant que la

« petite graine » passe toute seule de l'un à l'autre. « Bien des jeunes filles pensent que le sexe est un mot sale. Des jeunes mariées, après leur nuit de noces, s'indignent que leur mari se soit conduit comme un vopos. Il faut donc commencer l'éducation dès l'école, dans la période orange de la puberté. Education physiologique, mais aussi morale et sociale, ce qui est une caractéristique de notre pays », précise-t-il.

Mourir d'amour

Il faut avoir un comportement « correct ». Ce qui est parfois difficile dans le surpeuplement shanghaiens, admet le docteur Hong : « On vit à deux ou trois générations dans la même pièce. Des couples ne peuvent se marier, faute de logement, et il arrive qu'ils n'aient plus la patience d'attendre. Nous n'encourageons pas le sexe avant le mariage, mais nous décourageons les aventures extra-conjugales. L'unité de travail ou le parti emploient parfois la manière forte. Notre sexologue reconnaît l'existence d'anomalies sexuelles : « exhibitionnisme, voyeurisme, collection de sous-vêtements féminins... homo-sexualité ». On ne fouille plus les homosexuels comme durant la révolution culturelle, mais on les rééduque. « S'ils troublent l'ordre public, alors c'est autre chose. »

Le docteur Hong n'hésite pas à reconnaître une réurgence des maladies vénériennes, gonorrhée et syphilis, que la Chine des années 50 s'enorgueillissait d'avoir éradiqué, et sur laquelle « nous avons depuis négligé la recherche ». Un comité a été créé pour examiner ce phénomène nouveau, surtout parmi la jeu-

nesse. Les causes en sont le desserrement des contrôles, l'ouverture vers le monde extérieur, l'afflux d'étrangers, la libération des mœurs, la diffusion accrue de revues et cassettes pornographiques, les nombreux vols, l'augmentation de la délinquance juvénile et de la corruption des cadres, mais aussi l'appât de l'argent. La prostitution a fait sa réapparition : le plus vieux métier du monde a le vent en poupe à Canton. Quelques filles « font le trottoir » aux abords du Park Hôtel à Shanghai ; on parle même d'un début de prostitution masculine...

Un révélateur a été l'apparition du SIDA, appelé en chinois « maladie de mourir d'amour » (ai si bing), homophone du terme anglais (AIDS) : longtemps considéré comme un fléau de l'Occident dépeuplé, il a tué le premier touriste étranger en 1985, puis le premier Chinois cette année, dans la province méridionale du Fujian. C'est par millions que les Chinois d'outre-mer reviennent en pays chaque année, et il n'est pas impossible que certains soient porteurs du virus et le transmettent. L'importation de plasma sanguin et de vêtements usagés (risquant d'être tachés de sang contaminé) a été interdite. Les étudiants étrangers doivent passer un test de dépistage, faute de moyens, on n'envisage pas encore d'étendre à tous les résidents étrangers : Pékin prend le problème très au sérieux.

En quelques années d'« ouverture », la Chine a beaucoup évolué sur la question du sexe, même si elle reste très en retard sur Taipei, Manille ou Bangkok. S'il est un héritage que le POC ne revendique pas, c'est bien celui de la Chine des « plaîtres raffinés ».

PATRICE DE BEER.

FAITS DIVERS

L'alcool au volant

Cinq morts dans deux accidents

A quelques jours de l'examen par l'Assemblée nationale du projet de loi sur la conduite en état d'ivresse, cinq personnes — dont deux enfants et deux adolescentes — ont été tuées dans deux accidents provoqués, le dimanche soir 19 avril, à Douai et près de Saint-Nazaire, par des conducteurs pris de boisson.

A Douai, Jean-Louis Tallendier, vingt-cinq ans, ouvrier imprimeur à Paris, avait, après un dîner trop arrosé, pris huit passagers, tous membres de sa famille, à bord de la Renault 20 TS qu'il avait achetée d'occasion quatre jours plus tôt. Le véhicule, qui circulait à très vive allure, a violemment heurté un arbre sur un des grands boulevards de la ville, dans une courbe réputée dangereuse. Aurélie, deux ans, et Catherine, cinq ans, ont été tuées sur-le-champ. Patrice Vanderville, trente-trois ans, est décédé pendant

son transport à l'hôpital. Deux autres passagers de la voiture étaient, lundi soir, dans un état grave : Nathalie, douze ans et Jean-Marie, treize ans. Le conducteur avait déjà été l'objet d'une suspension de permis de conduire pour un accident en état d'ivresse.

Près de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Rémy Belin, vingt-deux ans, représentant de commerce, a fauché, près de Pontchâteau, un groupe de trois cyclistes qui le précédaient. Christine Hamon, seize ans, et Patricia Moyon, quatorze ans, ont été tuées sur-le-champ, tandis que la sœur de Patricia, Lydia Moyon, dix-sept ans, a été légèrement blessée. Après l'accident, Rémy Belin, qui était en état d'ébriété, a continué sa route sur 400 mètres avant de s'immobiliser dans un champ. Légèrement blessé, il a pris la fuite à pied, mais a été rattrapé un peu plus loin par des témoins et les gendarmes de Pontchâteau. Il a été placé en garde à vue.

● Trois malfaiteurs blessés par les gendarmes. — Surpris sur le parc de stationnement de l'Euro-marché de Morières-lès-Avignon (Vaucluse), lundi 20 avril, alors qu'ils s'entraînaient après une tentative de cambriolage, trois malfaiteurs ont été blessés par des gendarmes qui ont ouvert le feu sur eux.

Ahmed Béli, vingt-deux ans, l'un des malfaiteurs, atteint d'une balle de pistolet-mitrailleur à la tête, est dans un état grave. Il a dû être transporté à l'hôpital marseillais de la Timone.

Ses complices, au nombre de deux, Samir Hemouda, vingt et un ans, et un mineur de seize ans, originaires, comme Béli, de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), blessés tous les deux au bras, ont été interpellés. Le quatrième malfaiteur a réussi à s'enfuir, mais a été identifié.

JUSTICE

BIBLIOGRAPHIE

Un guide des droits des mineurs

En attendant dix-huit ans

Ce livre fera patienter ceux qui attendent comme une délivrance leurs dix-huit ans. Les mineurs ne votent pas, ils ne peuvent voyager à l'étranger ni acheter un deux-roues sans l'autorisation de leurs parents, ni même choisir librement leurs relations à l'extérieur de leur famille.



Mais ils ont quand même des droits, tel celui de se procurer, comme bon leur semble, des contraceptifs ou de se faire ouvrir, à partir de seize ans, un compte en banque. Ce guide recense les droits des mineurs, exhaustivement et avec précision. Préface de Jean-Luc Lahaye. Dessins gentiment ironiques de Pussin.

★ Pierre Ducloux. *Moins de dix-huit ans : vos droits*. Edition, Lien commun. 224 pages. 59 F.

APRICOT
XEN-386
compatible AT

1 Mo RAM
disque dur 30 Mo

PRIX : 54350 F HT*
* Dans la limite des stocks disponibles

ABTS - 8/7, 80 R. ROLLAND 92138 MONTROUGE

Moniteur couleur H.R.
Souris
Imprimante 136 col.
Logiciels C.A.T.I.
Chantier et devis :
mètre, suivi de chantier,
compta, paye.

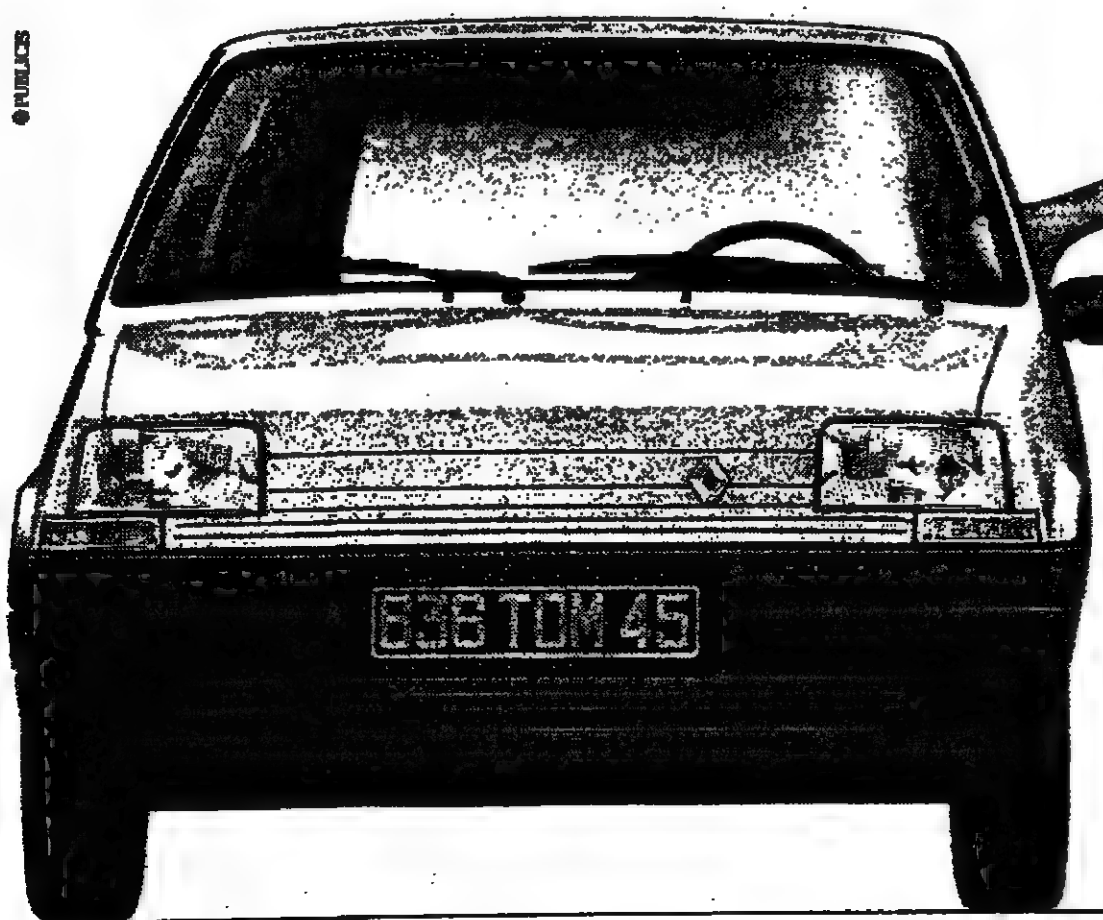
Direction commerciale :
ABTS : 42 53 38 39

Possibilité
Crédit total

apricot

Sports

Supercinq FIVE, ma première.

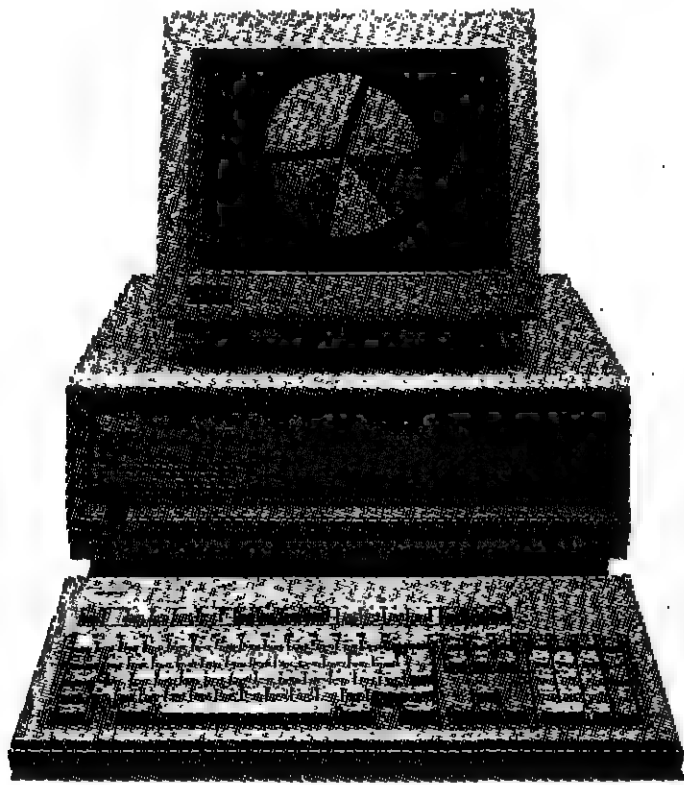


La Supercinq Five, c'est ma première Supercinq, elle m'a conquis. Premiers baisers, premier voyage, j'aime cette facilité ; avec 143 km/h sur circuit, une vignette de 4 cv seulement et une faible consommation, c'est un bon départ. 3 ou 5 portes, nouvelle calandre et nouveaux sièges, elle vaut 44 900 F en version 3 portes et mes amis en sont jaloux. Modèle présenté : Renault Supercinq Five 3 portes. 1108 cm³. Tarif avril 87. Consommations UTAC : 4,5 L à 90 km/h, 6,1 L à 120 km/h, 5,8 L en ville. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. Disc. votre financement. RENAULT

A PARTIR DE
44.900 F

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

A PREMIERE VUE CET ORDINATEUR EST LE MEME QUE L'ORDINATEUR DE DROITE.



LE COMPAQ DESKPRO 286-8MHz

L'ordinateur COMPAQ DESKPRO 286™
-8MHz était un formidable ordinateur : rapide,
sûr, performant.

C'était l'ordinateur qui avait emballé les
américains. Il fallait le faire. Le COMPAQ
DESKPRO 286-8MHz a bien travaillé, très bien.

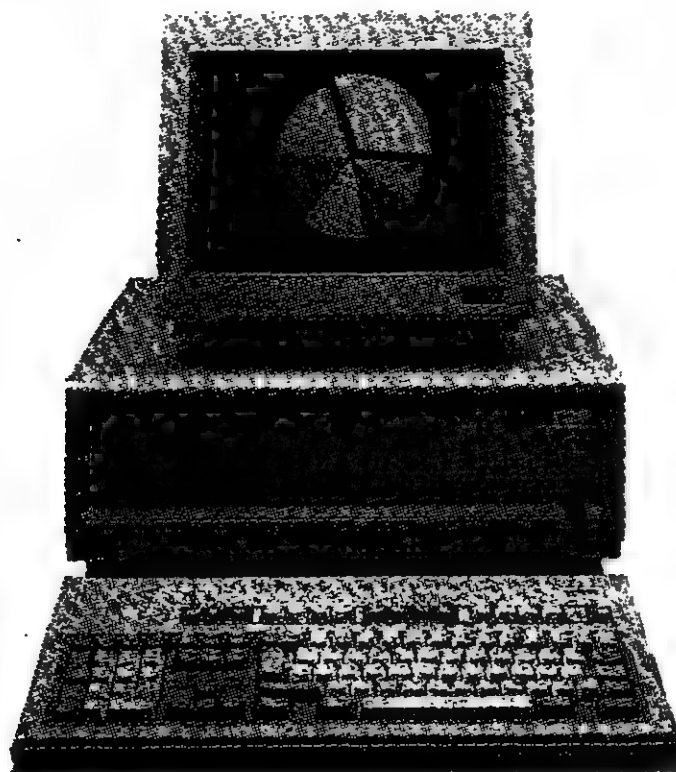
Merci le COMPAQ DESKPRO 286-8MHz.

1500000000

150

MEME
DROITE.

A DEUXIEME VUE ILS N'ONT RIEN A VOIR.



LE NOUVEAU COMPAQ DESKPRO 286 - 12 MHz

En allant plus loin que son prédécesseur, le nouveau COMPAQ DESKPRO 286™ - 12 MHz est le meilleur ordinateur personnel de sa catégorie. Cette affirmation est fondée sur quelques réalités.

La vitesse

C'est le seul ordinateur de sa catégorie qui exécute à 12 MHz la plupart des logiciels au standard de l'industrie, soit une vitesse de traitement 50% plus rapide que les ordinateurs de type AT fonctionnant à 8 MHz. Si nécessaire, il peut aussi fonctionner à 8 MHz pour une compatibilité totale.

La mémoire

La mémoire vive est conçue pour supporter la vitesse du microprocesseur. Sa capacité atteint 2,1 Mo sur la carte système, extensible à 8,1 Mo en occupant trois connecteurs d'extension, pour un temps d'accès inférieur à 100 nanosecondes.

Le disque dur

Pour ne pas ralentir la vitesse du microprocesseur, le nouveau COMPAQ DESKPRO 286 - 12 MHz est équipé d'un disque haute performance de 20, 40 ou 70 Mégaoctets avec temps d'accès inférieur à 30 millisecondes.

Le nouveau COMPAQ DESKPRO 286 - 12 MHz est étonnant.

Etonnez-vous: Essayez-le.

COMPAQ® met à votre disposition un réseau de plus de 200 Revendeurs Agréés COMPAQ qui allient compétence et professionnalisme.

Il y a forcément un Revendeur Agréé COMPAQ près de chez vous. Pour le connaître, appelez COMPAQ au 16.1.64.46.36.25 ou écrivez à COMPAQ, 5 avenue de Norvège, 91940 Les Ulis.

COMPAQ
DESKPRO 286

Légion d'honneur

Nous terminons la publication des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur (le Monde du 21 avril).

Intérieur

Sont promus commandeurs :
MM. Kieffer Loustau, ancien ministre; Albert Gaudouin, préfet honoraire.

Sont promus officiers :
MM. Michel Bosc, ancien député de l'Essonne; Christian de la Follie, conseiller adjoint de la République de l'arrondissement de Soissons; Michel Gillard, commissaire de la République de la Charente-Maritime; Jean Legendre, ancien député de l'Oise; Louis Lepage, adjoint au maire de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne); Jacques Ferrière, préfet.

Sont nommés chevaliers :
MM. Hubert Agogue, contrôleur général de la police nationale; Jean-Charles Astruc, secrétaire général de la Somme; Jean Berenger, ancien sénateur des Yvelines; Jean Bernard, ancien député de la Meuse; Jean Blard, adjoint au maire de Versailles; Roland Boudet, ancien député de l'Orne; Gérard Brana, ancien député des Vosges; Bernard Briand, maire de Puyguyon (Gironde); Jean de Brouckere, maire d'Arbel (Vosges); René Cailla, ancien député du Rhône; Marcel Castelle, maire de Saint-Comes-d'Olt (Aveyron); Charles Choucri, vice-président du conseil régional de France et d'Algérie; Henri Coquer, ancien président du conseil général de l'Ailier; Jean Cozly, secrétaire général de la mairie du Raincy (Seine-Saint-Denis); Jacques Courrou, vice-président du conseil régional de Haute-Normandie; Julien Debrulle, ancien secrétaire général de Nemours; Pierre Degand, inspecteur divisionnaire de police; Henri Fejoz, curé de paroisse à Chambéry (Savoie); Hédi Gahassia, président de la communauté israélite de Vichy; Jean-Pierre Gault, curé de la cathédrale d'Angoulême; Maurice Giard, adjoint au maire de Saint-Mandé (Val-de-Marne); André Glinisty, maire de Vézelay (Yonne); Maximilien Guérin, maire de Vichy (Puy-de-Dôme); Léon Lachapelle, vice-président du conseil régional d'Aquitaine; Gabriel Lafaille, conseiller général du Val-de-Marne; Marc Lanfranchi, inspecteur divisionnaire de la police nationale; France Leclercq, ancien sénateur de Saône-et-Loire; Marcel Leclercq, commissaire divisionnaire de la police nationale; Ange Mancini, commissaire divisionnaire de la police nationale; Lionel Martin, ancien secrétaire général de la ville d'Orléans; Jack Mazza, commissaire divisionnaire de la police nationale; Philippe de Mazieres, commissaire de la République de la Haute-Marne; Jules Milne, maire de Panjols (Gers); Joseph Moreau, ancien député du Puy-de-Dôme; Loïc Morin, commissaire divisionnaire de la police nationale; Gabriel Mourier, conseiller général de la Drôme; Emile Muller, ancien maire de Mulhouse; Pierre Orain, vice-président du conseil général du Morbihan; Christian Pellier, commissaire de la République de l'Aude; Pierre Perrin, conseiller régional de Franche-Comté; Maurice Petit, commissaire divisionnaire de la police nationale; Suzanne Poisson, née Hachin, chef de cabinet du sénateur-maire d'Amiens; André Pons, conseiller général des Landes; Jean Rautlet, conseiller général de la Haute-Marne; Serge Savoye, chef inspecteur divisionnaire de police; Gilbert Sene, maire de Gignac (Hérault); Michel Yvonne, chef de corps des sapeurs-pompiers d'Avignon.

Environnement

Est promu officier :
M. Yves Bétoul, vice-président du conseil général du GREP.

Sont nommés chevaliers :
MM. Bernard Bergelin, médecin; Michel Pille, directeur de l'Agence de la Compagnie des eaux; Jean-Pierre Raffin, maître-assistant en écologie, université Paris-VII.

Départements et Territoires d'outre-mer

Sont promus officiers :
MM. Philippe Leproux, docteur en médecine à Polynésie française; Camille Petit, docteur en médecine à la Martinique.

Santé et famille

Sont nommés chevaliers :
MM. Marie Gérard, conseiller général de la Réunion; Albert Larochelle, président de l'Union des associations familiales de la Guadeloupe; Henri Marre, conseiller à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française; Calixte Poirot, grand chef du district de Oun-Ton (Nouvelle-Calédonie).

Education nationale

Est promu commandeur :
M. Henri Gouhier, professeur honoraire d'université.

Sont promus officiers :
MM. Michel Chevalier, professeur à Paris-IV; Guy Demelot, professeur à l'université de technologie de Compiègne; Jean Gerbier, professeur au Conservatoire national des arts et métiers; M^{me} Hélène Givkatz, épouse Abreweiller, recteur de l'académie de Paris; MM. Joseph Imbs, directeur de recherche honoraire du CNRS; Jean-Guy Morio, professeur à Bordeaux; Pierre Quentin, inspecteur général de l'éducation nationale; Roger Saint-Alary, professeur émérite à Paris-II; Pierre Seguret, inspecteur d'académie honoraire; Pierre Tillier, président de la Fédération de l'enseignement commercial privé à Lille.

Coopération

Sont nommés chevaliers :
Le Père Claude Blanc, médecin chef d'un dispensaire au Burkina-Faso; MM. Christian Bounezeau-Leserre, directeur général d'une société au Gabon; Jacques Jagon, délégué à l'administration centrale; Jacques Lodi, directeur général d'une société en Côte-d'Ivoire; François Mulaud, conseiller au ministère du plan au Niger; Philippe Rague, professeur de parasitologie au Mali.

Relations avec le Parlement

Sont nommés chevaliers :
M. Pierre Baraduc, directeur du secrétariat général de la questure de l'Assemblée nationale; M^{me} Blanche Doucet, secrétaire particulière du président de l'Assemblée nationale; M^{me} Blanche Doucet, secrétaire particulière du président de l'Assemblée nationale; M^{me} Blanche Doucet, secrétaire particulière du président de l'Assemblée nationale.

Anciens combattants

Est promu commandeur :
M. Jean-François Noy, président adjoint de la Fédération de Paris de la Fédération des anciens combattants républicains.

Est promu officier :

M. Charles Anglier, président départemental de l'Association des Français Libres.

Sont nommés chevaliers :

M^{me} Lucette Brochet, épouse Brezina, membre de l'Association des anciens de la 2^e division blindée; MM. André Cuvier, vice-président d'un comité départemental de l'association Rhin et Danube; René Dubois, vice-président départemental de l'Union nationale des brades de guerre; René Gelly, président d'honneur d'une section de l'Union des combattants; Jean Guérin, secrétaire général honoraire de la Fédération des sociétés d'anciens de la légion étrangère; Bruno Kaiser, président de la Fédération des anciens combattants français de New-York; Maurice Lesanne, vice-président départemental de la société Les Médailles militaires; André Perrin, ancien membre du Mouvement des prisonniers de guerre et déportés; Frédéric Seyman, président national de l'Association des personnels victimes de guerre du secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

Déportés et internés de la Résistance

Sont promus officiers :
MM. Antoine Castille, Louis Jomary.

Sont nommés chevaliers :

MM. Henri Bardanove, Emile Bernard, M^{me} Jeanne Chollet, veuve Bourgeois; MM. Fernand Caire, Amédée Caravano, René De Mox, Maurice Niles, Louis Rodriguez, André Wilcois. (Tous Internés-Résistants.)

Rapatriés

Est promu officier :
M. Edouard Baldo, président d'honneur du Front national des rapatriés.

Sont nommés chevaliers :

M. Robert Fassi, délégué aux Français musulmans au sein de l'association Le RECOURS; Charles de Laborde de Monpeau, membre du Conseil national de l'Anafoma.

Mer

Sont nommés chevaliers :
MM. Jean-Pierre Astruc, représentant général de la Compagnie générale maritime pour la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg; Pierre Boiss, président du Syndicat des conservateurs de Bretagne; Robert Girault, président de la station de sauvetage en mer des Sables-d'Olonne; Jacques Truan, pilote des ports de Marseille et du golfe de Fos.

Industrie, P et T et tourisme

Sont promus commandeurs :
MM. Guy Dejouany, président-directeur général de sociétés; Jean Piliard, président-directeur général de sociétés.

Sont promus officiers :

MM. Jean-Claude Achille, président de l'Union des industries chimiques; Jean Baratta, directeur général d'une société de construction automobile; Serge Goldberg, président de l'Établissement du parc de la Villette; Antoine Guichard, gérant de société; Maurice Levy, directeur du Musée des sciences, des techniques et de l'industrie de La Villette; Louis Souleyrat, administrateur de société; Gilbert Trigano, président-directeur général de sociétés.

Sont nommés chevaliers :

MM. Paul Assure, président-directeur général de sociétés; Roger Caillat, président-directeur général de sociétés; Michel Collin, directeur d'une société de construction automobile; Lucien Dejean, délégué général pour la France d'une compagnie aérienne; Christian Dubois, dit Millau, président d'un groupe d'édition; Philippe Duprez, directeur général de sociétés; Pierre Giraud, directeur général de sociétés; Claude Heurteaux, président-directeur général de sociétés; Hervé Lhomme, directeur commercial dans une société; Francis Mer, président de sociétés sidérurgiques; Roger Penciolelli, administrateur civil hors classe; Jean Ravel, directeur général du Palais des congrès; Jean Reboul, directeur des services financiers et juridiques de Gaz de France; Jean-Albert Roussel, administrateur de sociétés; Jean-Pierre Savare, président-directeur général de sociétés; Jean Syrota, directeur général de l'énergie et des matières au ministère; Louis Teraux, expert industriel.

P. et T.

Est promu officier :
M. Hugues Capelle, inspecteur général, de la poste pour l'île de France.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-Louis Chaulot-Talmon, administrateur; Clovis Paki, inspecteur central; Dominique Laffont, administrateur; Jean-Marie Moulon, ingénieur général; Joseph Pappalardo, sous-directeur; Jean Reding, chef de service des postes à Nancy; Roland Seru, sous-

Environnement

Est promu officier :
M. Yves Bétoul, vice-président du conseil général du GREP.

Sont nommés chevaliers :
MM. Bernard Bergelin, médecin; Michel Pille, directeur de l'Agence de la Compagnie des eaux; Jean-Pierre Raffin, maître-assistant en écologie, université Paris-VII.

Départements et Territoires d'outre-mer

Sont promus officiers :
MM. Philippe Leproux, docteur en médecine à Polynésie française; Camille Petit, docteur en médecine à la Martinique.

Santé et famille

Sont nommés chevaliers :
MM. Marie Gérard, conseiller général de la Réunion; Albert Larochelle, président de l'Union des associations familiales de la Guadeloupe; Henri Marre, conseiller à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française; Calixte Poirot, grand chef du district de Oun-Ton (Nouvelle-Calédonie).

Coopération

Est promu commandeur :
M. Henri Gouhier, professeur honoraire d'université.

Sont promus officiers :
MM. Michel Chevalier, professeur à Paris-IV; Guy Demelot, professeur à l'université de technologie de Compiègne; Jean Gerbier, professeur au Conservatoire national des arts et métiers; M^{me} Hélène Givkatz, épouse Abreweiller, recteur de l'académie de Paris; MM. Joseph Imbs, directeur de recherche honoraire du CNRS; Jean-Guy Morio, professeur à Bordeaux; Pierre Quentin, inspecteur général de l'éducation nationale; Roger Saint-Alary, professeur émérite à Paris-II; Pierre Seguret, inspecteur d'académie honoraire; Pierre Tillier, président de la Fédération de l'enseignement commercial privé à Lille.

Coopération

Sont nommés chevaliers :
Le Père Claude Blanc, médecin chef d'un dispensaire au Burkina-Faso; MM. Christian Bounezeau-Leserre, directeur général d'une société au Gabon; Jacques Jagon, délégué à l'administration centrale; Jacques Lodi, directeur général d'une société en Côte-d'Ivoire; François Mulaud, conseiller au ministère du plan au Niger; Philippe Rague, professeur de parasitologie au Mali.

Relations avec le Parlement

Sont nommés chevaliers :
M. Pierre Baraduc, directeur du secrétariat général de la questure de l'Assemblée nationale; M^{me} Blanche Doucet, secrétaire particulière du président de l'Assemblée nationale; M^{me} Blanche Doucet, secrétaire particulière du président de l'Assemblée nationale; M^{me} Blanche Doucet, secrétaire particulière du président de l'Assemblée nationale.

Anciens combattants

Est promu commandeur :
M. Jean-François Noy, président adjoint de la Fédération de Paris de la Fédération des anciens combattants républicains.

Est promu officier :

M. Charles Anglier, président départemental de l'Association des Français Libres.

Sont nommés chevaliers :

M^{me} Lucette Brochet, épouse Brezina, membre de l'Association des anciens de la 2^e division blindée; MM. André Cuvier, vice-président d'un comité départemental de l'association Rhin et Danube; René Dubois, vice-président départemental de l'Union nationale des brades de guerre; René Gelly, président d'honneur d'une section de l'Union des combattants; Jean Guérin, secrétaire général honoraire de la Fédération des sociétés d'anciens de la légion étrangère; Bruno Kaiser, président de la Fédération des anciens combattants français de New-York; Maurice Lesanne, vice-président départemental de la société Les Médailles militaires; André Perrin, ancien membre du Mouvement des prisonniers de guerre et déportés; Frédéric Seyman, président national de l'Association des personnels victimes de guerre du secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

Déportés et internés de la Résistance

Sont promus officiers :
MM. Antoine Castille, Louis Jomary.

Sont nommés chevaliers :

MM. Henri Bardanove, Emile Bernard, M^{me} Jeanne Chollet, veuve Bourgeois; MM. Fernand Caire, Amédée Caravano, René De Mox, Maurice Niles, Louis Rodriguez, André Wilcois. (Tous Internés-Résistants.)

Rapatriés

Est promu officier :
M. Edouard Baldo, président d'honneur du Front national des rapatriés.

Sont nommés chevaliers :

M. Robert Fassi, délégué aux Français musulmans au sein de l'association Le RECOURS; Charles de Laborde de Monpeau, membre du Conseil national de l'Anafoma.

Mer

Sont nommés chevaliers :
MM. Jean-Pierre Astruc, représentant général de la Compagnie générale maritime pour la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg; Pierre Boiss, président du Syndicat des conservateurs de Bretagne; Robert Girault, président de la station de sauvetage en mer des Sables-d'Olonne; Jacques Truan, pilote des ports de Marseille et du golfe de Fos.

Industrie, P et T et tourisme

Sont promus commandeurs :
MM. Guy Dejouany, président-directeur général de sociétés; Jean Piliard, président-directeur général de sociétés.

Sont promus officiers :

MM. Jean-Claude Achille, président de l'Union des industries chimiques; Jean Baratta, directeur général d'une société de construction automobile; Serge Goldberg, président de l'Établissement du parc de la Villette; Antoine Guichard, gérant de société; Maurice Levy, directeur du Musée des sciences, des techniques et de l'industrie de La Villette; Louis Souleyrat, administrateur de société; Gilbert Trigano, président-directeur général de sociétés.

Sont nommés chevaliers :

MM. Paul Assure, président-directeur général de sociétés; Roger Caillat, président-directeur général de sociétés; Michel Collin, directeur d'une société de construction automobile; Lucien Dejean, délégué général pour la France d'une compagnie aérienne; Christian Dubois, dit Millau, président d'un groupe d'édition; Philippe Duprez, directeur général de sociétés; Pierre Giraud, directeur général de sociétés; Claude Heurteaux, président-directeur général de sociétés; Hervé Lhomme, directeur commercial dans une société; Francis Mer, président de sociétés sidérurgiques; Roger Penciolelli, administrateur civil hors classe; Jean Ravel, directeur général du Palais des congrès; Jean Reboul, directeur des services financiers et juridiques de Gaz de France; Jean-Albert Roussel, administrateur de sociétés; Jean-Pierre Savare, président-directeur général de sociétés; Jean Syrota, directeur général de l'énergie et des matières au ministère; Louis Teraux, expert industriel.

P. et T.

Est promu officier :
M. Hugues Capelle, inspecteur général, de la poste pour l'île de France.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-Louis Chaulot-Talmon, administrateur; Clovis Paki, inspecteur central; Dominique Laffont, administrateur; Jean-Marie Moulon, ingénieur général; Joseph Pappalardo, sous-directeur; Jean Reding, chef de service des postes à Nancy; Roland Seru, sous-

Environnement

Est promu officier :
M. Yves Bétoul, vice-président du conseil général du GREP.

Sont nommés chevaliers :
MM. Bernard Bergelin, médecin; Michel Pille, directeur de l'Agence de la Compagnie des eaux; Jean-Pierre Raffin, maître-assistant en écologie, université Paris-VII.

Départements et Territoires d'outre-mer

Sont promus officiers :
MM. Philippe Leproux, docteur en médecine à Polynésie française; Camille Petit, docteur en médecine à la Martinique.

Santé et famille

Sont nommés chevaliers :
MM. Marie Gérard, conseiller général de la Réunion; Albert Larochelle, président de l'Union des associations familiales de la Guadeloupe; Henri Marre, conseiller à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française; Calixte Poirot, grand chef du district de Oun-Ton (Nouvelle-Calédonie).

Coopération

Est promu commandeur :
M. Henri Gouhier, professeur honoraire d'université.

Sont promus officiers :

MM. Michel Chevalier, professeur à Paris-IV; Guy Demelot, professeur à l'université de technologie de Compiègne; Jean Gerbier, professeur au Conservatoire national des arts et métiers; M^{me} Hélène Givkatz, épouse Abreweiller, recteur de l'académie de Paris; MM. Joseph Imbs, directeur de recherche honoraire du CNRS; Jean-Guy Morio, professeur à Bordeaux; Pierre Quentin, inspecteur général de l'éducation nationale; Roger Saint-Alary, professeur émérite à Paris-II; Pierre Seguret, inspecteur d'académie honoraire; Pierre Tillier, président de la Fédération de l'enseignement commercial privé à Lille.

Communication

L'INA signe un important accord avec la 5

L'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) a signé une convention avec la 5, portant sur différentes prestations offertes par l'Institut: conservation et exploitation des archives, production d'émissions, formation du personnel et production de nouvelles images. Cet accord, qui engage la 5 pour trois ans, permettra à la chaîne d'acquiescer mille cinq cents heures d'émissions françaises, sur les vingt mille heures directement exploitées. Les responsables de la 5 seraient, dit-on, intéressés notamment par les séries historiques, les comédies (les *Saintes chéries*, *Vive la vie*, *Adorable Julia*) ou les *Shedocks*.

Mais l'INA participera également à la production de programmes originaux dont la 5 devra diffuser, dès 1988, un volume annuel de trois cents heures: productions légères de type « soap operas », et images de synthèse. C'est un accord — le plus important jamais passé entre un diffuseur et l'Institut. — M^{me} Jeanine

Langlois-Glandier, PDG de l'INA, a déclaré y voir « le symbole du lancement par la 5 de sa production française ». « sa volonté claire de respecter son cahier des charges » et « la possibilité pour l'INA de faire la preuve de sa capacité à faire face à une demande de programmes déjà fabriqués ou à produire dans des délais assez courts ».

La 5 vient, d'autre part, de marquer un point sur ses concurrents en gagnant le droit de retransmettre, pour un prix très élevé, mercredi 22 avril, la demi-finale retour de la Coupe d'Europe des coupes de football, opposant Leipzig à Bordeaux. La soirée s'ouvrira dès 19 h 35 depuis les nouveaux studios situés boulevard Périère, où un plateau réunira des invités et des vedettes du football. Conscients de priver du spectacle une grande partie de la population (la 5 ne couvre que 60 % du territoire), les responsables du football français ont proposé à chacune des trois chaînes nationales une retransmission différée. Toutes ont refusé la proposition.

POINT DE VUE

Paysage après la bataille : « Les marchands du temple... »

par Jean A. Chérasse
historien et cinéaste

À l'INSA, à grande renforts de géométriciens, de bruits et de sourires commerciaux, est-on fin de dessiner au feutre épais ce qui est devenu d'appeler le « nouveau paysage audiovisuel »...

Et la dernière péripétie de cette tragi-comédie n'aura pas été le moins, puisqu'elle a marqué, dans une sorte de consensus à la fois défensive et vulgaire, la capitulation en masse campagne du « service public » devant le pouvoir de l'argent. N'est-ce pas proprement stupéfiant de voir s'embrancher, en présence de MM. Jack Lang et François Léotard, MM. Hervé Bourges et Francis Bouygues au cours d'une soirée historique, qui démontre à l'évidence que la télévision était bien à eux, c'est-à-dire aux marchands, et non plus au service des Français ?

Si l'on rapproche ce « Munich audiovisuel » des déclarations perennielles et sans ambiguës de Francis Bouygues sur la disparition prochaine de l'RTT 3 et sur la marginalisation progressive d'Antenne 2, on aura une vision comprise que « le désengagement de l'Etat » dont se félicite François Léotard correspond en réalité à une mainmise absolue de l'idéologie dominante (celle de la droite politique bien sûr, mais aussi et surtout

celle de la bourgeoisie d'affaires et des lobbies) sur les plus grands médias de communication et de diffusion culturelle. Avec à terme, l'américanisation générale de tout le système.

Est-ce bien cela qu'ont voulu les Français en votant pour la droite en mars 1986 ? Le glissement pervers de notre communauté vers une société anonyme dont la seule valeur est la recherche frénétique du profit ?

Ainsi va notre télévision en 1987... Une braderie médiocre des images et des sons, une foire aux vanités où le prix des vedettes rattrape tout projet ou toute préoccupation en matière de programmes ! Ou l'autosatisfaction générale permet d'évacuer le seul vrai problème d'aujourd'hui : celui de notre paysan technologique et culturel, la prévision de cette formidable bataille des images qui va marquer la fin du siècle, où nous risquons de revivre le désastre de 1840...

Le libéralisme est, en réalité, le pire des poisons, car, sous les apparences de la modernité et avec d'aimables couleurs, il met en place une machine implacable, celle-là même que Jerry évoquait avec sa « machine à décoller »...

Et, sans âme et sans identité culturelle, les peuples retournent vite à la barbarie.

Réunies à Strasbourg par leur fédération

Les radios libres associatives s'organisent

Législations différentes selon les pays européens, succès croissants des radios privées à caractère commercial: face à ces handicaps, les radios libres associatives s'organisent. A l'initiative de la Fédération européenne des radios libres (FERL), qui réunit depuis octobre dernier trois cents stations des douze pays européens, quatre-vingt délégués ont jeté les bases, du 18 au 20 avril à Strasbourg, d'une future coopération entre elles.

Il est ainsi décidé la publication dans les deux mois à venir d'un « annuaire européen » dans lequel chaque radio annoncera ses programmes et pourra commander à ses concitoyens les cassettes qui l'intéressent. Jusqu'à présent, ces échanges étaient purement ponctuels. Mais les congressistes ont aussi prévu des stages et des échanges de personnel entre les radios espagnoles, grecques ou portugaises, qui travaillent dans des conditions difficiles, et les stations françaises ou belges, plus expérimentées. Ils ont aussi décidé de lancer la première enquête européenne sur les radios libres associatives, selon la FERL, « projets non commerciaux qui pratiquent une communication échappant à l'ordre mondial de la communication ». Cette enquête devrait permettre de « mieux définir le profil et les revendications communes à ces nouveaux médias » et devrait doter ces radios de meilleures structures juridiques et d'une représentation auprès des instances européennes.

Cette amélioration de la représentation des radios associatives leur permettra d'intervenir efficacement lors de la prochaine entrée en vigueur de l'acte unique européen — qui entraînera notamment des normes de diffusion unifiées. Elle permet enfin, selon la FERL, d'annoncer la naissance officielle de l'« Europe des radios libres ».

Création de RSCG-Entreprises.

— Mancos, conseil en management de la communication et Polytechniques, conseil en stratégie d'entreprise, viennent de créer avec l'agence RSCG une nouvelle société, RSCG-Entreprises. La création de cette société correspond au développement du marché de la communication d'entreprises, estimé en France à quatre milliards de francs. Le taux de croissance annuel de ce marché est de 20 %, soit le quadruple de celui du marché publicitaire.

Le Centre de formation des journalistes (CFJ) publie « Paris Centre ».

— Pour la quatrième année consécutive, les étudiants de seconde année du Centre de formation des journalistes (CFJ) réalisent entièrement — des articles à la maquette, en passant par la photographie — un quotidien parisien pendant deux semaines. Vendu 3 F en kiosque, *Paris Centre* veut porter « un regard neuf » sur le centre de la capitale. Il sera tiré à 10 000 exemplaires et devra paraître pendant dix jours à partir du 21 avril.

GALERIE DINA VIERNY

36, rue Jacob - 75006 PARIS - 42-80-23-18

40 ans de galerie - 1947-1987

MAILLOL

Peintures - Dessins - Sculptures

Du 24 mars au 31 mai

150 000 000

ARCHITECTURE

Mies Van der Rohe au Centre Pompidou
Le gris du verre et de l'acier



Le Centre de création industrielle présente une exposition consacrée à Ludwig Mies Van der Rohe, le père spirituel de cette architecture d'acier et de verre qui, durant plusieurs décennies, a été l'image des Etats-Unis.

Comme la multitude des images rendus cette année à Le Corbusier, l'autre despote universel de l'architecture moderne, l'exposition consacrée à Mies (et à ses disciples) a pour prétexte le centenaire de sa naissance (en 1886). Elle a été organisée par l'Art Institute de Chicago, où elle a d'abord été montrée avant d'être venue à Paris.

Ces archives, qui ne comportent pas moins de vingt mille numéros, sont assez jalousement gardées, et étaient notamment par Arthur Drexler, directeur du département d'architecture du MOMA depuis 1956, qui vient de disparaître à son tour, prématurément. Sans l'empêcher, toutefois, de publier la première partie de l'inventaire de ces archives, comme monumentale en quatre volumes, qui concerne un gros dixième de la collection, soit les

années 1907-1938 : la période allemande (1).

Même sans la contribution du MOMA, l'exposition du CCI est une entreprise méritoire, et à coup sûr documentaire. Mais — est-ce la nudité de la présentation, est-ce la mauvaise trace de cet hiver maussade, est-ce la proximité peu discrète de Hans Hollein ? — elle aboutit à un paradoxe navrant. Il est d'usage de se réjouir lorsqu'on est parvenu à rassembler autant de planches et de dessins originaux d'un maître de pareille importance. Surtout lorsqu'on connaît les prix exorbitants atteints aux Etats-Unis par de telles études. Dans le cas de Mies, le visiteur moyennement averti risque fort de trouver bien tristes, pour ne pas dire moches, ces planches grises, uniformes, rectilignes.

En fait, une telle exposition déplace les références, la réalité. Elle conduit inévitablement à s'interroger, sinon sur le sens, du moins sur la « valeur » du dessin d'architecte, dessin dont le statut oscille entre l'esquisse intuitive et l'étude sèche, technique. Tout architecte célèbre, voire génial, doit-il être nécessairement considéré comme un dessinateur d'égal talent ? Il faut, lorsqu'on regarde ces dessins, ceux de Mies comme ceux des autres, se rappeler la grande exposition du CCI, Images et Imaginaires d'architecture, en 1984. Elle marquait assez justement les limites, et montrait la désincarnation progressive du projet jusqu'à la fin des années 60 : mort de Mies Van der Rohe, et retour de l'histoire.

Le caractère gris et morne, la seule mine des dessins de Mies, ont cepen-



Mies Van der Rohe, à Chicago, en 1952. En haut, le musée de Berlin.

dant en eux-mêmes une signification, ils dissimulent une étrange, une fascinante beauté. C'est que tout le génie du dernier directeur du Bauhaus était de faire disparaître la matière pour ne plus garder que l'espace, la forme pure. Faire disparaître tout ce qui est matière, c'est-à-dire tout ce qui en dénonce l'existence : les surprises dues à la forme, les imperfections, les épaisseurs qui désignent des fonctions, voire des nécessités, les irrégularités, etc. Ainsi, à l'échelle du plan ou de l'esquisse, le trait est manifestement pour Mies un obstacle à l'immatérialité recherchée.

Plus un architecte doué d'un tel esprit dessine et moins son dessin a d'importance technique, pour n'en avoir plus que technique. L'authenticité est ailleurs, dans la réalité, l'immédiate beauté du construit. Les familiers de Mies savent que, du pavillon de Barcelone, en 1929, à la nouvelle Galerie nationale de Berlin (1962-1967), la modernité se décline sur ce mode minimal. Les immeubles de Lake Shore Drive, à Chicago (1948-1951), donnent l'occasion de mesurer la perfection miennoise, par le simple jeu de la comparaison. A côté du double

gratifié miennoise, une « copie » postérieure et théoriquement conforme a été, en effet, érigée par un disciple sans doute un peu oublieux du soin et du détail.

Le jeu des attributions, cela dit, n'est pas si facile, et pour qui n'a dans la bouche que le goût de l'architecture française, cette chasse à l'infiniment petit, aux détails qui font la beauté du 860 Lake Shore Drive, risque de se révéler peu fructueuse (2).

FREDERIC EDELMANN.

* Mies Van der Rohe et ses disciples, dessins d'architecture, CCI, Centre Pompidou, jusqu'au 16 juin.

(1) The Mies Van der Rohe Archives, éditées par Arthur Drexler, Garland Publishing Inc., 800 dollars pour les quatre volumes. Bureau européen : Garland Publishing, London W1V7PA. Tél. : 01 493-7642.

(2) L'exposition du CCI trouve son prolongement dans un superbe catalogue, premier volume, en fait, d'une collection de monographies que le CCI commence à éditer. Mies Van der Rohe, sa carrière, son héritage et ses disciples, 176 pages, 270 F.

ARTS

Comment peindre « la Joconde » au Salon des indépendants

Petits secrets

Au Salon des indépendants, l'exposition destinée à attirer l'attention du grand public est consacrée, cette année, à une explication complète des différentes techniques utilisées par les différents arts plastiques. Avec travaux pratiques à l'appui.

Le Salon des indépendants est certainement le plus démocratique qui soit puisque, de par ses statuts, il ne comporte ni jury ni récompense. Chacun, moyennant un droit d'inscription modeste — 600 francs — peut exposer une ou deux œuvres. Cette année, près de trois mille personnes ont répondu à l'appel des cimaises et quatre mille « numéros » sont exposés sous la verrière du Grand Palais. Seurat et Signac, qui le fondèrent en 1884, entendaient réagir contre la tyrannie de l'Académie des beaux arts encore toute puissante. Longtemps ce Salon fut la citadelle de l'avant-garde picturale. Après les néo-impressionnistes, il accueillera les symbolistes, les cubistes, les fauves et les cubistes. Cézanne y exposa trois reprises et le Douanier Rousseau fut l'un de ses fidèles. Certaines des rétrospectives qui y furent organisées firent date : celle de Seurat en 1905 ou celle de Gauguin l'année suivante.

Hélas ! au fil du temps, les « professionnels » l'abandonnèrent pour d'autres manifestations plus neuves. Ils furent remplacés par des peintres du dimanche à part entière, qui continuèrent d'écouter tous les ans leurs toiles devant un public de plus en plus clairsemé. L'ensemble, qui oscille entre le banal et le médiocre, reflète néanmoins, avec un certain décalage, les tendances du moment : hyperréalisme, abstraction lyrique, art optique, expressionnisme, d'un électionisme absolu. Les références sont de Jean-Gabriel Domergue à Bacon et du Douanier Rousseau à Vasarely.

Pour raviver un intérêt sans cesse déclinant, les organisateurs imaginent d'organiser une exposition dans l'exposition. Et les rétrospectives ainsi consacrées aux naïfs, aux cubistes ou aux réalistes, réussies pour la plupart, draineront au Grand Palais des foules qui n'auraient jamais mis les pieds au Salon des indépendants.

Cette année, Jean Monneret, son président, a voulu donner aux visiteurs une « leçon de peinture » sous un titre énigmatique : « Comment peindre la Joconde en évitant les craquelures ? »

Quelle est la composition d'un tableau ? Qu'est-ce que le dessin ? Quels sont les problèmes posés par l'emploi de la couleur ? Quelles sont les lois de la perspective ? Les canons de l'anatomie sont-ils immuables ? Comment peindre-on à fresque ? Qu'est-ce que le nombre d'or cher à Vinci ? Questions de base et d'un didactisme pesant, dirait-on. Mais l'enseignement artistique en France étant ce qu'il est — et l'humour aidant — le message passe fort bien. Même si quelques explications avancées par M. Monneret sont à même de faire sauter plus d'un historien d'art (la cubisme serait né d'un baiser donné par Picasso à sa maîtresse, Fernande Olive !). Cent cinquante photos et une série de croquis donnent les clés élémentaires des arts plastiques.

Douze ateliers présents

Au centre du Grand Palais, quelques animaux naturalisés, vache, cochon, poule, blaireau, martre, sont plantés au milieu d'un décor champêtre où poussent la garance, le liu et la lavande que l'on retrouvera sous des formes diverses dans l'atelier du peintre ou sur la palette.

La sculpture, la gravure, le vitrail, la céramique, la mosaïque, l'émail, la reliure et le design sont expliqués de la même manière. Dans une douzaine d'ateliers, publics ou privés, des artistes délégués par l'Ecole nationale des arts appliqués ou la Création industrielle, le Centre de formation de la peinture décorative, le lycée de Sèvres, les écoles Boule, Estienne ou Duperré, travaillent devant les visiteurs, qui peuvent se faire initier à l'art du faux bois ou de la bande dessinée, à celui de la tapisserie ou de la dorure, de la marqueterie, de l'aérographe, de l'affiche ou de la création assistée par ordinateur. Bref, recevoir les rudiments d'un enseignement artistique depuis longtemps dispensé dans la plupart des pays de la Communauté européenne, mais qui est toujours inexistant en France, en dépit des discours officiels.

EMMANUEL DE ROUX.

* Comment peindre la Joconde en évitant les craquelures ? Salon des indépendants, Grand Palais, jusqu'au 3 mai.

MAIRIE DE PARIS
THEATRE MUSIQUE ET DANSE DANS LA VILLE
UN ARTISTE DANS LA VILLE : MARCEL LANDOWSKI
28 avril-15 mai 1987 : six concerts exceptionnels
28 avril à Notre-Dame - 6 mai à St-Germain-des-Prés
10 mai au Kiosque du Luxembourg - 13 mai à St-Roch
14 mai au Théâtre de Paris - 15 mai à St-Germain-l'Auxerrois
Œuvres de MARCEL LANDOWSKI, BEETHOVEN, MOZART, HONEGGER, DEBUSSY, RAVEL, CAPLET, etc.
Envoi gratuit du programme sur demande
Rens. : (1) 42 77 19 90

Concerts Radio France
SAMEDI 25 AVRIL, 20 H 30. TH. NATIONAL DE CHAILLOT
MUSIQUE AU PRESENT
F. KUBLER - J. DI DONATO - A. ANGSTER - D. HUMAIR
J.F. JENNY-CLARK - M. LONSDALE
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DIR. YVES PRIN
J. DEMIERRE - J. REBOTIER - F. JEANNEAU
26 ET 28 AVRIL, 18 H 30 ET 20 H 30. AUDITORIUM ICS. GRATUIT
CYCLE ACOUSTIQUE INA-GRM
RENCONTRES ET CONCERTS
CANTON - D'AUZON - DE LAUBIER - MINJARD - MALEC
JEAN GEORFFROY, PERCUSSION
MERCREDI 28 AVRIL, 20 H 30. GRAND AUDITORIUM
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DIR. GABRIEL CHMURA - OLIVIER CHARLIER, VIOLON
SMEYANA - KHATCHATURIAN - DVORAK
LUNDI 4 MAI, 20 H 30. SALLE PLEYEL
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
DIR. ESA-PEKKA SALONEN - HENRIK SZERYNG, VIOLON
MOZART - BERG - WEBER - SCHONBERG
MARDI 5 ET 19 MAI, 18 H 30, 20 H, 22 H 30.
GRAND AUDITORIUM. GRATUIT
LES MARDIS DE LA MUSIQUE DE CHAMBRE
MERCREDI 6 MAI, 20 H 30. GRAND AUDITORIUM
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DIR. SERGE BAUDO - YOUNI BASHMET, ALTO
BARTOK - PROKOFIEV
LA BROCHURE "LA MUSIQUE A RADIO FRANCE" VOUS SERA ADRESSEE GRATUITEMENT SUR DEMANDE AU 42.30.18.18
LOCATION 16 JOURS A L'AVANCE RADIO FRANCE. TEL. 01 30 16 16 SALLE PLEYEL. TEL. 45 61 18 31
Radio France
LA MUSIQUE EST NOTRE ELEMENT

10 ANS
6 CREATIONS
IRCAM
ESPACE DE PROJECTION
25-28 AVRIL, 20 H 30
26 AVRIL, 18 H 30
LANCINO
MANOURY
BENJAMIN
CENTRE GEORGES POMPIDOU
GRANDE SALLE
27-29 AVRIL, 20 H 30
OBST
STROPPA
SAARIAHO
Ensemble InterContemporain
direction
Peter Eötvös
George Benjamin
Loc. 42 78 79 95

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS
THERESA ZYLIS-GARA
CHRISTIAN IVALDI
Piano
MONTEUX, DVORAK
BACHMANOVSKI
PIANO ★★★
SALLE PLEYEL
24-27 avril, 17-19 mai, 20 h 30
BRENDEL
4 récitals SCHUBERT
7-22 mai, 1^{er} juin, 20 h 30
POLLINI
3 récitals BEETHOVEN
LOC. 45-63-88-73
Le Monde
PUBLICITE ARTS ET SPECTACLES
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335

DEMAIN
JULIE ANDREWS
MAX VON SYDOW
ALAN BATES
DUO POUR UNE SOLISTE
EN FAVEUR D'ANDREI KONCHALOVSKI
GALERIE DINA VIERNY
36, rue Jacob - 75006 PARIS - 42-80-23-18
40 ans de galerie - 1947-1987
MAILLOL
Peintures - Dessins - Sculptures
Jusqu'au 13 juin

VARIÉTÉS

Le onzième Printemps de Bourges

La fête jazzy de Claude Maurane

Après les Rita Mitsuko, Claude Maurane confirme qu'une nouvelle race d'artistes, amoureux de la scène, arrive.

Lundi de Pâques, le Printemps affirmait tranquillement son goût des voyages : Edith Butler, l'Académie impérialiste en tête du hip-hop québécois depuis deux ans, jouait une musique country adaptée à la saveur des rives du Saint-Laurent. Bernard Lavilliers, éblouissant, plongeait au cœur de l'Amazonie, là où l'on meurt de fièvre et de plaisir. Et puis une voix nouvelle, évoluant avec une technique prodigieuse et un humour fou dans un rythme jazzy, s'est imposée par surprise au beau milieu de l'après-midi : celle de Claude Maurane, une petite femme vêtue de noir, au visage capoté, et qui a brusquement affirmé sa différence après onze ans de galères dans la chanson.

Née il y a vingt-six ans à Bruxelles, bercée dès son enfance par le jazz, fasciée par l'humour absurde de Spike Jones, Claude Maurane s'est passionnée, d'entrée de jeu, pour la scène. Longtemps seule avec une guitare ou accompa-

gnée par un pianiste, elle s'est produite dans tous les lieux imaginables de Belgique, de France et du Québec, des boîtes à chansons aux maisons des jeunes et de la culture et aux festivals. Paradoxalement, elle a ainsi développé une riche palette musicale avec un swing écrouflant, jouant voluptueusement avec les onomatopées, transformant une ballade en une fête du rythme, reprenant de l'énergie dans des brusques parodies, ou des imitations tendres comme celle de Claude Nougaro.

Depuis son passage au Théâtre de la Ville, en octobre dernier, Claude Maurane dispose pour l'accompa-

gner d'un groupe de musiciens de jazz qui, avec elle, a su mettre au point des arrangements mieux définis, plus carrés. Aujourd'hui, la chanteuse pose ses couleurs musicales avec le bonheur, la générosité et l'humour d'un Michel Jossaz ou d'une Diane Dufresne. Ne lui manque plus qu'un titre à succès pour rassembler et séduire un large public. Car étrangement, jusqu'à présent, Claude Maurane n'a publié qu'un seul album, d'ailleurs mal distribué par une petite firme. Comme les Rita Mitsuko, l'aventure de Maurane a besoin de faire un détour par le Top-50 pour se consolider quelque peu.

CLAUDE FLÉOUTER.

Visite surprise de M. Mitterrand

M. François Mitterrand a fait, le lundi 20 avril, une visite surprise au Printemps de Bourges. Après avoir écouté sous le chapiteau le chanteur Karim Kacel, le président de la République a pris un verre avec les professionnels de la musique. Puis il est retourné sous le chapiteau assis-

ter au spectacle de Bernard Lavilliers. Mercredi soir, M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture et à la communication, assistera à la soirée de musique country au cours de laquelle se produiront Jerry Lee Lewis, Emmylou Harris et Wanda Jackson.

Amalia Rodrigues à l'Olympia

L'âme du Tage

Pour quatre concerts, Amalia Rodrigues chante le fado à l'Olympia, belle, émouvante, comme si le temps s'était arrêté.

Le 3 avril dernier, elle retrouvait, dans un Colisée envahi par plus de dix mille spectateurs enthousiastes, son public de Lisbonne, qui, pour un peu, en aurait oublié le climat, le même soir, du gouvernement Cavaconsilva. Le lendemain, à la « une » des quotidiens nationaux, toutes tendances confondues, la photo des retrouvailles d'Amalia Rodrigues et de ses fans supplantait celle du premier ministre, devenu minoritaire.

Si les gouvernements portugais passent, Amalia Rodrigues demeure : belle, comme toutes peuvent l'être ces femmes qui, pendant près de quarante années, n'ont connu que le succès. Emouvante, dans ses éternelles robes noires sophistiquées, écrivain d'une voix diabolique, brillante, sur j'ai été invitée à l'Olympia, à l'ABC, à Bobino, partout en France, puis dans toute l'Europe et le reste du monde.

Amalia Rodrigues interprète les œuvres des plus grands poètes portugais, qu'elle a découverts et choisis par l'entremise d'Alain Oulman, compositeur d'origine française avec qui elle travaille de longue date. Canôas, Alexandre O'Neill, José Galhardo, beaucoup d'autres encore qui lui ont permis de rassembler les deux mille chansons de son répertoire. Récemment, comme elle était malade et ne pensait pas pouvoir guérir, elle a écrit quelques textes elle-même, « pour que les gens aient pitié de moi », dit-elle en riant.

Pour quatre récitals, Amalia Rodrigues revient à l'Olympia, après deux ans d'absence. Rendez-vous auquel elle tient par-dessus tout : « C'est à Paris que j'ai chanté pour la première fois hors de mon pays, il y a plus de trente ans. A cette époque, il n'y avait pas encore de communauté portugaise en France, et l'accueil fut pourtant merveilleux. C'est à Paris que j'ai rencontré le cinéaste Henri Verneuil, qui, dans les Amants du Tage, m'a demandé de chanter Barco Negro, la chanson du film. Alors, j'ai été invitée à l'Olympia, à l'ABC, à Bobino, partout en France, puis dans toute l'Europe et le reste du monde. »

Son ultime conquête est le Japon, où, après son dernier passage, la firme EMI-Japon, sous la marque Odéon, a édité le premier disque compact de ses vingt chansons les plus connues. Elle y retournera en juin prochain pour quinze jours, et peut-être y visitera-t-elle l'école de fado et de guitare portugaise créée là-bas en raison de sa popularité.

Amalia Rodrigues, chanteuse universelle, populaire comme le furent avant elle Edith Piaf ou Oum Kalthoum, est une femme comblée. A peine souffre-t-elle encore de sa mise à l'écart après la révolution portugaise : « La gauche m'a coté une étiquette et privée de télévision, de radio et de journaux pendant près de quatre ans. Pourtant, je n'ai jamais rien eu à voir avec quelque parti ou gouvernement que ce soit, mais avec les Portugais, tous les Portugais, qui ont fait de moi ce que je suis. » En France, elle a reçu des mains de Jack Lang les insignes de commandeur des Arts et des Lettres, et de celles de Jacques Chirac, la médaille de vermeil de la Ville de Paris : un signe auquel elle est attachée.

OLIVIER SCHWITT.

* Olympia, du 21 au 25 avril, 20 h 30.

CINÉMA

« You are not I », de Sara Driver

La voix de la femme silencieuse

Le premier film de Sara Driver, réalisatrice de Sleepwalk (prix Sadow), Le calme récit d'une folie sur des images de Jim Jarmush.

Une jeune femme traîne les pieds au bord de la route où vient d'avoir lieu un carambolage. Elle marche comme si réellement elle flottait sur un brouillard. Ses yeux graves et doux cherchent au-delà de ce qu'ils voient : elle va vers les corps allongés au bord de la route, soulève le drap qui les couvre, dévoile les visages tuméfiés avec plus ou moins de difficulté. Elle semble obéir à un rite ancien, écarte les lèvres cadavériques, introduit dans la bouche un caillou.

Sur l'écran, les hommes qui s'occupent de l'accident pensent qu'il s'agit de l'une des victimes, vivante encore mais traumatisée. Dans la salle, les spectateurs qui entendent la voix off de cette femme silencieuse, savent qu'il n'en est rien. Et il leur apparaît bientôt qu'elle est partie d'une clinique psychiatrique. On lui a demandé où elle habite, sans savoir pourquoi elle donne l'adresse de sa sœur...

You are not I, premier film de Sara Driver, tourné en noir et blanc et qui date de 1981, se situe comme Sleepwalk (prix Sadow 1987) dans un espace somnambulique. Ici, c'est purement celui de la folie. L'héroïne a passé une porte, elle a déjà traversé le miroir et se regarde de loin se mêler à la vie des autres, sans y participer vraiment. Le récit voit off marque l'état de schizophrénie. Elle est une présence légère et gênante, la trace d'une autre vérité.

L'héroïne est Suzanne Fletcher, plus étrange encore que dans Sleepwalk, avec son grand front bombé,

son sourire sage, son regard opaque. La manière dont elle regarde transforme les objets et les gens. La petite maison bien propre et bien rangée prend des ombres équivoques. La sœur, les deux vieilles dames appelées à l'aide — et qui, elle, la regardent comme un E.T. — sourient du poing — deviennent laides et attendrissantes comme des pantins, des sorcières de dessin animé.

Le phénomène de métamorphose va loin puisque, au moment où les infirmières viennent la chercher, la jeune femme enfonce un caillou dans la bouche de sa sœur, qui étouffe, suffoque, se renverse et que les hommes emmènent. « Personne n'a réalisé qu'elle n'était pas moi », dit la voix tandis que sur l'écran le visage muet, adouci d'un sourire de Joconde, se dissout dans le noir.

Il fallait Suzanne Fletcher pour donner le poids de la réalité à cette histoire. C'est une actrice extraordinaire. Dès qu'elle entre dans un décor, elle l'invente, en prend possession, lui impose une ambiance bizarre, trouble, entre deux eaux. Elle permet l'humour détaché, le rire acide de Sara Driver. Autour d'elle, le film installe les splendides nuances du noir et blanc : Jim Jarmush tenait la caméra.

You are not I est un moyen métrage. Il est accompagné d'un film de Robert Frank, trente minutes d'un monologue de Kerouac sur un huis clos muet dans un petit appartement très Soho. Scènes quotidiennes, personnages insolites, sonorités rocailleuses de la voix, mouvements nerveux, attitudes excentrées. Le film remonte à 1959 et il est tout à fait daté. On le voit aujourd'hui comme on voit par exemple la Cantatrice chauve, comme la répétition miraculeuse d'une naissance : théâtre de l'absurde ou cinéma new-yorkais.

COLETTE GODARD.

« Coup double », de Jeff Kanew

Au rendez-vous des vieilles tiges

Signe des temps, les deux superstars du film d'aventure de l'immédiat après-guerre, Kirk Douglas et Burt Lancaster, jouent pour la septième et dernière fois ensemble la comédie des baroudeurs invétérés. Ils ont braqué en 1953 un train californien, l'ultime attaque du genre dans l'histoire des Etats-Unis. Après trente ans derrière les barreaux, ils quittent la prison, mis en liberté surveillée et s'engageant à ne plus se voir de trois années, le temps d'avoir prouvé leur repentir.

Harry (Burt Lancaster), l'admiral, est placé dans une maison de retraite. Il a dépassé les soixante-dix ans fatidiques et se voit contraint de cesser toute activité. Archie (Kirk Douglas), solitaire-sept ans, doit résider dans un hôtel miteux. Tous les deux pointent régulièrement auprès d'un jeune, leur officier de tutelle, par ailleurs administrateur inconditionnel de leurs exploits antérieurs.

Harry retrouve une vieille flamme, l'ex-partenaire d'Errol Flynn à la Warner, Alex Smith, fort séduisant. Archie découvre que ses appas de beau mâle hollywoodien n'ont rien perdu de leur efficacité auprès de la jeune génération punk-rock, même s'il ne comprend plus très bien les nouvelles mœurs. Une Vénus de l'aérobie le met sur les genoux. Eclaboussé par un monde si plat, les deux complices se lancent une dernière fois dans l'aventure et s'emparent, pour le plaisir, du train qui leur avait valu leur longue mise à l'ombre.

Coup double commence comme un quasi-documentaire sur le troisième âge, continue comme un réchauffé des bons vieux films de gangster, s'achève en farce. Les plus vieux jeu dans l'affaire, ce sont le réalisateur et les scénaristes, incapables de dépasser la parodie. Jamais l'Hollywood d'antan ne se serait permis pareille facilité.

LOUIS MARCOCHELLES.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Peinture fraîche et vieux tableaux

1 Rocard

Le paradoxe des candidats à la présidence de la République, c'est qu'ils sont les seuls dans ce pays à ne pas savoir qu'ils vont se présenter. M. Chirac, à l'écouter, paraît tout son temps. Il est pris jusqu'en 1988 par le gouvernement de la France, comment pourrait-il, du surcroît, avoir la tête à cette affaire ? Pour M. Barre, la fonction de président de la République est la plus noble qui soit mais on le connaît assez pour se douter qu'il n'est pas dans sa nature de brigner le mandat populaire par de vaines flatteries. Et c'est vrai qu'il n'est pas homme à se dérober si le devoir l'appelle. Aussi, messieurs les politiciens, ne comptez pas sur lui pour vous laisser passer.

A gauche, le brouillard des mots est aussi épais. M. Mitterrand. On n'interroge pas un président en exercice. Il n'est candidat à rien, puisqu'il est président. Rattrapez son terre essence-plume et valetaille de galons d'or ! M. Rocard, timidement, est candidat. Il n'en fait pas mystère. Et d'après les sondages, il serait assez populaire. Je vous arrête : peut-on se dire de gauche et être candidat ? Penser à être président de la République quand on se prétend socialiste, c'est déjà suspect. C'est nourrir des ambitions personnelles, bonapartistes, c'est friser le coup d'Etat ! Je vous disais que M. Rocard est assez populaire dans les sondages : c'est mauvais signe. Avant de chercher à séduire le pays, il faudrait d'abord convaincre les camarades du PS. Et sur un programme précis. Le PS ne manque pas, n'a jamais manqué d'hommes de valeur, qui ont fait leurs preuves — moi qui vous parle, je pourrais vous en citer un bon nombre — et qui auraient été d'excellents présidents de la République, alors pourquoi Rocard plutôt qu'un autre ? Il faut bien se frotter dans le crâne qu'à gauche pour être président c'est trois fois plus difficile qu'ailleurs. Ailleurs, il y a les autres, à gauche, il y a les siens. La droite, Dieu merci, est plus simple, mais la gauche se pique d'être unitaire. Pour arriver au bout de ce tunnel, il faut avoir les nerfs solides.

Si en 1988 M. Rocard n'avait qu'à se présenter, je n'affirme pas qu'il serait élu, mais il aurait plus de chances de l'être qu'un de ses collègues. Il faudrait être M. Mitterrand pour réussir ce coup double : se présenter et être élu. Mais il a mis combien de temps pour ce carambolage inouï ? Quand il s'est présenté pour la première fois, il n'était pas encore socialiste, ce qui jouait en sa faveur dans les instances du parti. Il est dans la nature soupçonneuse de la gauche de faire davantage confiance à un étranger qui se dévoue et dont elle pourra se débarrasser qu'à un petit intrigant qui veut pèter plus haut que son derrière ! Quand M. Mitterrand s'est représenté en 1974, connaissant son monde, il avait pris soin de mettre le parti dans sa poche. Il faut dire que, depuis 1968, ce parti-là était à ramasser. Les anciens ne se firent pas trop tirer l'oreille, qui avaient déjà voté pour lui en 1965. L'habitude est une doctrine. Nous reviendrons sur M. Mitterrand, mais je comprends qu'il ait des hésitations, lui qui est devenu l'une des figures de la trinité socialiste avec Jaurès et Blum : faut-il se représenter une dernière fois au risque de tout gâcher ? Mais si l'on ne se représente pas, ce sont ses dernières années que l'on gâche, et le sort du parti, et le sort du pays. Ah ! les raisons ne manquent pas pour qu'il s'est décidé.

Admettons que Rocard ait réussi à passer ses examens de candidat à la fonction suprême, que lui manquerait-il pour être président si nous voulons bien mettre de côté le suffrage des Français ? Même avec toute la

méchanceté du monde, M. Rocard n'arrive pas à nous inspirer des pensées déplorables, c'est grave ! « Faites un effort, essayez de vous faire haïr », M. Rocard, si vous voulez que l'on vous sente, que l'on vous voie, serait mon premier conseil. C'est vrai, d'année en année, le Rocard sur le marché ne se précipie pas d'une façon égale. On a de la sympathie, de l'estime pour lui, on ne doute pas de ses capacités, mais quel goût a-t-il ? Barre, Giscard, Chirac et Mitterrand, c'est comme l'Auvergne, un vrai plateau de fromages ! Quand j'imagine M. Rocard, c'est un beau mur blanc qui sent encore la peinture fraîche, c'est le jambon de régime et les coquillettes au beurre de notre enfance. Il n'y a pas de cadavre dans les placards de M. Rocard, pas de toiles d'araignée dans ses greniers. Sa maison manque de racines, de vieux meubles, de poussière. Elle restera éternellement neuve et pratique. M. Rocard n'a jamais dû rencontrer l'histoire de sa vie. S'il devient président de la République, ce sera la première date qu'il retiendra. Ce qui caractérise l'homme politique français, c'est sa dimension littéraire, son épaisseur romanesque. Un Giscard, un Le Pen, pour prendre deux complexions vraiment différentes, n'en étaient pas dépourvus. M. Rocard semble vivre à l'écart de cette pèta-là. Ce n'est pas sa culture qui est en cause, c'est sa démarche, sa façon d'être qui tourne le dos à nos chers poisons.

Il faudrait maintenant retourner le sablier. Tout ce que je viens de dire sur l'homme de Confiance-Sainte-Honorine, c'est précisément ce qui peut jouer en sa faveur. Si M. Rocard était élu en 1988 président de la République, les Français, dans leur majorité, se sentiraient plus légers. Nous dirions oui ! Nous serions enfin débarrassés de ces lourdes consciences historiques imbuées de leur personne qui empoisonnent notre atmosphère. Rocard président, nous n'osions pas y croire, mais quel soulagement ! Une France jeune, bienveillante, pleine de compétence, ne traînant plus à perpète ses antiques querelles, verrait enfin le jour, est-ce possible ?

Si l'on désigne encore mal M. Rocard, la France avec lui se verrait mieux, sans avoir à rougir d'elle-même. L'impression aussi de l'avoir échappé belle ! D'avoir échappé à sept ans de Chirac et de son monocrâne ; à sept ans de leçons enjouées mais fermes de M. Barre, qui n'aurait jamais imaginé dans ses rêves les plus fous disposer un jour de la France comme élève ! Quant à M. Mitterrand, que pourrait-il lui arriver de mieux que de laisser aux Français, un durable, un éternel regret. Ah ! de Gaulle ! Ah ! Mitterrand ! Ce c'était des hommes ! Votre Rocard...

2 Vieilles odeurs

Le Paris sous l'Occupation de Gilles Perault avec ses 580 photos commentées par Jean-Pierre Azéma (Belfond) vaut son pesant d'or : autrement dit ses 495 francs. Il sera difficile de faire mieux. Cette fameuse « reconstruction intégrale du passé » pour une fois n'est pas un mot en l'air. Et ce passé, je le raïs autant en contemplant cette étonnante et tranquille photo de café Les Deux Magots, en 1943 (de Seeburger) que ce cortège de la rue Caulaincourt (de Roger Schall). Ce montage est superbe, car il ne tend pas à prouver : il montre. On peut y passer des heures et y revenir. La fascination l'emporte vite sur le réquisitoire. Des esprits raisonnables s'inquiètent devant la prolifération d'images et de

livres sur cette époque maudite. La numéro spécial des Cahiers du Rocher sur Brasillach, ce livre un peu bête qui lui est consacré, ce Laval de Fred Kupferman (chez Belfond), ce Pétain de Marc Ferro, ce Paris sous l'Occupation, le dernier roman de Ségan, ça voudrait dire quelque chose. Forcément ! Ça veut dire qu'il y a des coïncidences, ça veut dire que l'édition fonctionne de plus en plus par wagons entiers, ça veut dire qu'il y a des époques plus curieuses, plus romanesques que d'autres, ça veut surtout dire qu'il faut faire la tri.

Entre 1940 et 1944, la France a connu une seconde heure de vérité, qui résonne encore à nos oreilles. On ne voit pas pourquoi l'édition s'en serait désintéressée. C'est l'Occupation qui a posé problème, ce ne sont pas les livres que l'on a écrits dessus. Ne nous effrayons pas davantage parce que les ouvrages de Brasillach sont en vente libre, ce serait le contraire qui serait triste ! Et quand son vieux beau-frère, Maurice Bardèche, qui l'aimait tant et qui a écrit sur Stendhal et Balzac des sommes qui font autorité, tient des propos obscurs ou trop compréhensibles chez Pivrot, n'appelons pas la milice nationale à notre secours ! Il n'y a rien d'ambigu chez Brasillach. Même son talent n'a pas de zones obscures. Le mot fasciste qui avait été dévalué par l'emploi abusif que les communistes en avaient fait — le le jetaient par poignées à la tête de leurs adversaires comme des confettis un jour de carnaval — s'applique d'une façon adéquate à Brasillach. Céline était trop cynique pour être un vrai fasciste. Drieu l'était par désespoir, un jour sur deux, car ce même désespoir l'en dégoûtait le lendemain.

Si la dernière avait été contingente — rassurez-vous, elle ne l'a pas été — si le titre d'écrivain fasciste n'avait dû être remis en grande pompe qu'à un seul élu dans cette Europe qui court à sa perte de 1930 à 1944, c'eût été justice que de le décerner à Brasillach. Il aurait été merveilleux dans le rôle. Il a joué d'ailleurs. Jusqu'à la lie, jusqu'à la mort. Brasillach souhaitait être soldat, officier comme son père. Sa littérature sent le gelon, l'épaulante. Même dans la joie, même dans la fête, même dans la enfance, même dans le souvenir, Brasillach brigue, assiste, recrée sa position. Littérature, marche, à droite toute ! Et ça marchait. On ne peut imaginer un écrivain moins stendhalien malgré le goût du bonheur proclamé comme un drapeau.

3 A l'attention des services de presse

J'ai quitté mon passage du treizième pour Châteaufort et les écuries de la Pompadour. M. Toubon pour une municipalité communiste. Chacun a dans la tête une histoire de déménagement. J'attends que tout soit en ordre pour vous dévoiler la mienne. Les chats de la maison n'ont mis que deux jours pour s'y retrouver. Cela me paraît de bon augure. Les forsythias sont en fleurs. Les bibliothèques déjà pleines. Je tombe en arrêt sur un livre qui m'avait charmé il y a longtemps, Lectures, de Jacques Bainville (Fayard), préfacé par Charles Maurras. Peu de temps avant de mourir (1938), Bainville s'en prend dans sa dernière chronique au style de Flaubert. De l'oreille, Flaubert ? Un écrivain qui ose laisser passer dans les premières lignes d'un essai simple : « ... et finalement fut chassée par un vol de trente sols qu'elle n'avait pas commis », une assonance aussi barbare !

مكتبة الامم المتحدة

Spectacles

ne du Tage

vieux tableaux

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

WOYZECK, Espace Marnes (42-71-10-19), 20 h 30.
ANTHONY, Madeline (42-05-67-09), 21 h.
MÉPHISTO, Boulogne, TBB (46-03-60-44), 20 h 30.
PARTAGE DE MIM. TEP (43-63-20-90), 20 h 30.
CRUCIFIXION DANS UN BOULDOIR TURC, Paris-Occident (43-25-70-32), 18 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), à 19 h 30 : *Elzire de R. Strauss*.
OPÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE, (43-25-70-32), à 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
PETIT ODÉON (43-25-70-32), à 18 h 30 : *Crucifixion dans un boudoir turc*, de Jean Guezennec.
TEP (43-64-40-80), à 20 h 30 : *Partage de Mim.*
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-15-83), Dames : *Ballet du XIX^e siècle*, M. Béjart : à 20 h 30 : *Mahmoud, ou la métamorphose des dieux*.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Dames : *Plus Bauch* (Tanztheater de Wuppertal) : à 20 h 30 : *Komakchof*.
CAHIER SILVIA MONFORT (45-31-38-34), à 20 h 30 : *Requiem*, de Racine.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-12-17), à 20 h 30 : *Transport de l'homme*.
ANTOINE (42-08-77-11), 20 h 30 : *Harold et le poète*.
ARLEQUIN (45-49-43-22), 20 h 45 : *Voyage de Marco Polo*.
ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), 21 h : *Adrienne Lecouvreur*.
ATELIER (46-06-49-34), 21 h : *Le Malade imaginaire*.
ATHÉNÉE (47-43-67-77), 19 h : *Hedda Gabler*, S. Bérard, 18 h 30 : *A. Wobler*.
BOUFFES-PARISIENS (42-06-60-34), 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
CARTOUCHE, Théâtre de la Tempête (43-25-36-36), 20 h 30 : *Alexandre le Grand*.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 20 h 30 : *Flair de cactus*.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : *Orlando Furioso*.
DÉCHAUSSIERS (42-26-47-77), 18 h 30 : *Sidonie*, 19 h : *Verdun-Péage*, 20 h 30 : *Nos hommes nous*.
DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 : *Maman, donne-moi ton bébé*, l'été une machine, 22 h 15 : *Le Compagnon de la croix*.
ÉDOUARD-VII (47-42-47-49), 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
ESPACE KIRAN (43-73-50-35), 20 h 30 : *Juliette ou la Millefeuille*.
ESMAISON (42-78-46-42), 19 h : *Le Festival du cambouis*, 21 h : *Le Soudier est sous le plat*, 20 h 30 : *L'Amour sort en ténue blanche*.
FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : *Un beau sautoir*.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : *St. Gervais and the Green Knight*, 21 h : *Master Harold and the Boys*.
GRAND ÉDUCAR (43-20-90-09), 22 h : *C'est un soir en janvier*, 20 h 15 : *Palier de crèche*.
GRAND HALL MONTORGUEIL (43-04-06), 20 h 45 : *Des crochets au clair de lune*.
GUICHET-MONTPARNAISE (43-27-58-61), 19 h : *Paul Léautaud, ou l'été en enfant perdu*, 21 h : *Flours de papier*.
GYMNASE (42-46-36-37), 20 h 30 : *Cyèle Mullier*.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-12-17), à 20 h 30 : *Transport de l'homme*.
ANTOINE (42-08-77-11), 20 h 30 : *Harold et le poète*.
ARLEQUIN (45-49-43-22), 20 h 45 : *Voyage de Marco Polo*.
ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), 21 h : *Adrienne Lecouvreur*.
ATELIER (46-06-49-34), 21 h : *Le Malade imaginaire*.
ATHÉNÉE (47-43-67-77), 19 h : *Hedda Gabler*, S. Bérard, 18 h 30 : *A. Wobler*.
BOUFFES-PARISIENS (42-06-60-34), 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
CARTOUCHE, Théâtre de la Tempête (43-25-36-36), 20 h 30 : *Alexandre le Grand*.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 20 h 30 : *Flair de cactus*.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : *Orlando Furioso*.
DÉCHAUSSIERS (42-26-47-77), 18 h 30 : *Sidonie*, 19 h : *Verdun-Péage*, 20 h 30 : *Nos hommes nous*.
DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 : *Maman, donne-moi ton bébé*, l'été une machine, 22 h 15 : *Le Compagnon de la croix*.
ÉDOUARD-VII (47-42-47-49), 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
ESPACE KIRAN (43-73-50-35), 20 h 30 : *Juliette ou la Millefeuille*.
ESMAISON (42-78-46-42), 19 h : *Le Festival du cambouis*, 21 h : *Le Soudier est sous le plat*, 20 h 30 : *L'Amour sort en ténue blanche*.
FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : *Un beau sautoir*.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : *St. Gervais and the Green Knight*, 21 h : *Master Harold and the Boys*.
GRAND ÉDUCAR (43-20-90-09), 22 h : *C'est un soir en janvier*, 20 h 15 : *Palier de crèche*.
GRAND HALL MONTORGUEIL (43-04-06), 20 h 45 : *Des crochets au clair de lune*.
GUICHET-MONTPARNAISE (43-27-58-61), 19 h : *Paul Léautaud, ou l'été en enfant perdu*, 21 h : *Flours de papier*.
GYMNASE (42-46-36-37), 20 h 30 : *Cyèle Mullier*.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

WOYZECK, Espace Marnes (42-71-10-19), 20 h 30.
ANTHONY, Madeline (42-05-67-09), 21 h.
MÉPHISTO, Boulogne, TBB (46-03-60-44), 20 h 30.
PARTAGE DE MIM. TEP (43-63-20-90), 20 h 30.
CRUCIFIXION DANS UN BOULDOIR TURC, Paris-Occident (43-25-70-32), 18 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), à 19 h 30 : *Elzire de R. Strauss*.
OPÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE, (43-25-70-32), à 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
PETIT ODÉON (43-25-70-32), à 18 h 30 : *Crucifixion dans un boudoir turc*, de Jean Guezennec.
TEP (43-64-40-80), à 20 h 30 : *Partage de Mim.*
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-15-83), Dames : *Ballet du XIX^e siècle*, M. Béjart : à 20 h 30 : *Mahmoud, ou la métamorphose des dieux*.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Dames : *Plus Bauch* (Tanztheater de Wuppertal) : à 20 h 30 : *Komakchof*.
CAHIER SILVIA MONFORT (45-31-38-34), à 20 h 30 : *Requiem*, de Racine.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-12-17), à 20 h 30 : *Transport de l'homme*.
ANTOINE (42-08-77-11), 20 h 30 : *Harold et le poète*.
ARLEQUIN (45-49-43-22), 20 h 45 : *Voyage de Marco Polo*.
ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), 21 h : *Adrienne Lecouvreur*.
ATELIER (46-06-49-34), 21 h : *Le Malade imaginaire*.
ATHÉNÉE (47-43-67-77), 19 h : *Hedda Gabler*, S. Bérard, 18 h 30 : *A. Wobler*.
BOUFFES-PARISIENS (42-06-60-34), 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
CARTOUCHE, Théâtre de la Tempête (43-25-36-36), 20 h 30 : *Alexandre le Grand*.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 20 h 30 : *Flair de cactus*.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : *Orlando Furioso*.
DÉCHAUSSIERS (42-26-47-77), 18 h 30 : *Sidonie*, 19 h : *Verdun-Péage*, 20 h 30 : *Nos hommes nous*.
DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 : *Maman, donne-moi ton bébé*, l'été une machine, 22 h 15 : *Le Compagnon de la croix*.
ÉDOUARD-VII (47-42-47-49), 20 h 30 : *Le Tour du monde en 80 jours*.
ESPACE KIRAN (43-73-50-35), 20 h 30 : *Juliette ou la Millefeuille*.
ESMAISON (42-78-46-42), 19 h : *Le Festival du cambouis*, 21 h : *Le Soudier est sous le plat*, 20 h 30 : *L'Amour sort en ténue blanche*.
FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : *Un beau sautoir*.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : *St. Gervais and the Green Knight*, 21 h : *Master Harold and the Boys*.
GRAND ÉDUCAR (43-20-90-09), 22 h : *C'est un soir en janvier*, 20 h 15 : *Palier de crèche*.
GRAND HALL MONTORGUEIL (43-04-06), 20 h 45 : *Des crochets au clair de lune*.
GUICHET-MONTPARNAISE (43-27-58-61), 19 h : *Paul Léautaud, ou l'été en enfant perdu*, 21 h : *Flours de papier*.
GYMNASE (42-46-36-37), 20 h 30 : *Cyèle Mullier*.

Le Monde

sur minitel

CINEMA

Tous les programmes.

Toutes les salles. Tous les horaires.

3615 TAPÉZ LEMONDE

Mardi 21 avril

La danse

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60), 20 h 30 : *Vidya*.
PALAIS DES CONGRÈS (42-66-20-73), 20 h 30 : *Ballets Mouscovites*.

Opérettes

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 22 h : *Le Tour du monde en 80 jours*.

comédies musicales

MOGADOR (42-85-28-80), 20 h 30 : *Calcutta*.

cinéma

TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : *La Petite Boutique de l'horreur*.

La Cinémathèque

CHARLOT (47-04-24-34) 16 h, les Nuits Blanches de Saint-Pierre.

Les exclusivités

AJANTREK (Ind. v.a.) : République Cinéma, 11 (48-05-31-33).

Les cafés-théâtres

AU BÉC FIN (42-96-39-35), 20 h 30 : *Deux exiles, le Pal reconstruit*, 22 h : *En manches de ciseaux*.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-12-17), à 20 h 30 : *Transport de l'homme*.

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Le Grand Chemin (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; St-Lazare, 9 (47-70-33-82) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-36-86) ; Gaumont-Al

(Documentation associée avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Vivre à l'ombre d'une centrale

Le site nucléaire de Tricastin s'est progressivement intégré au paysage. Les avantages qu'il procure ont presque fait oublier ses inconvénients. Mais, plus loin, on s'inquiète...

TRICASTIN
de notre envoyée spéciale

AGRIPPÉE à sa bicyclette, une vieille femme pointe son doigt vers deux tours aux flancs cintrés : « Celles-là, on les appelle les dames blanches, à cause de la fumée qui s'en échappe. » Tout enturbannées de vapeur, ces « dames » démesurées n'appartiennent pas à un château de conte de fées mais au site nucléaire de Tricastin, dans la Drôme.

Jungle de béton hérissé de protections en tous genres, ce vaste complexe s'étale sur les berges du Rhône dans l'un des périmètres les plus nucléarisés du monde. De Marcoule (Gard) à Cruas-Meyssac (Ardèche) en passant par Tricastin, la vallée héberge un nombre impressionnant d'usines liées à « l'atome ». Pour les populations qui vivent autour de ces entreprises bien particulières, le nucléaire demeure souvent un mystère, une chasse gardée de la science et de la technique. Mais ce mystère, que l'ombre de Tchernobyl rend parfois inquiétant, n'est pas accepté par tous avec la même philosophie.

Autour de Tricastin, certains ont opté pour un fatalisme mêlé d'ironie : « Si ça péte, remarque un ouvrier du bâtiment, on mourra sans avoir le temps de

dire ouf. Alors, à quoi bon se tracasser ? » D'autres s'en remettent au savoir des spécialistes : « On ne sait pas ce qui se passe dans les usines, reconnaît une mère de famille, mais j'imagine que les

techniciens savent ce qu'ils font. » La centrale, dont la première pierre a été posée il y a trente ans, s'est progressivement intégrée au paysage. Vivant au pied de cette forteresse atomique, les habitants des alentours se sont souvent accoutumés à leur monstre familier. D'autant que les retombées de Tricastin ne sont pas uniquement nucléaires : pourvoyeuses d'emploi et surtout de finances, les usines continuent le cœur économique des communes qui les ont accueillies.

Sagement agencée autour de sa cathédrale médiévale, la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux fournit un exem-

ple frappant de ce type de symbiose. Simple village au seuil des années 1960, l'ancienne capitale du Tricastin romain s'est transformée en haut lieu du nucléaire.

Koweït-sur-Rhône

Son territoire abrite aujourd'hui une centrale EDF et une partie des activités de trois industries nucléaires (dont l'usine COMURHEX, siège récent des fuites d'hexafluorure d'uranium). La population, dont le nombre est passé en trente ans de 1 500 à 7 000 habitants, semble s'accom-

moder de ce voisinage encombrant. A Saint-Paul, l'aspect nourrisier du nucléaire prend le pas sur les inconvénients d'ordre écologique. En fournissant 6 000 emplois directs, le site de Tricastin contribue d'abord à rendre moins aigu le problème du chômage. « Aujourd'hui, affirme M. Eric Collet, député CGT à la centrale EDF, 30 % des mille salariés de notre établissement ont été recrutés dans un périmètre de 100 kilomètres autour de Tricastin. » Les emplois induits par la présence de l'industrie nucléaire ne sont pas non plus négligeables. « Nous réalisons 20 % de notre chiffre d'affaires en

travaillant pour EDF, explique une responsable de la menuiserie Lert, à Saint-Paul. Cela nous a permis de doubler notre personnel en dix ans. »

Surtout, le site nucléaire fournit une manne financière considérable aux communes qui l'hébergent : véritable petit « Koweït-sur-Rhône », la mairie de Saint-Paul-Trois-Châteaux percevra en 1987 près de 26 millions de francs de taxe professionnelle.

RAPHAËLE RÉROLLE.
(Lire la suite page 23.)



Le cœur de Superphénix vu de dessus.

Le printemps des plans ORSEC

Les plans français de secours ont mal supporté l'affaire de Tchernobyl. Ils sont réaménagés dans le Rhône et dans l'Isère.

LYON
de notre correspondant régional

L'ACCIDENT de la centrale nucléaire soviétique a été l'occasion d'une remise en cause des conditions de déclenchement et de mise en œuvre des plans de protection de la population. Et il n'est pas étonnant de constater que c'est dans la région Rhône-Alpes, la première région nucléaire française, que les amorces de réforme ont vu le jour. D'abord, à l'initiative d'un préfet de région, M. Gilbert Carrère, initiateur d'une commission ad hoc de réflexion. Ce haut fonctionnaire a constaté sans périphérie n'avoir reçu que « très peu d'instructions officielles depuis Tchernobyl ». Mais sa démarche volontariste a trouvé des échos favorables tant dans les ministères concernés (industrie, environnement, santé) que dans les relais régionaux des administrations.

Une commission très large s'est réunie sous la présidence de M. Pierre Duffe, sous-préfet de La Tour-du-Pin (Isère), pour proposer la refonte d'une grande partie des dispositions contenues dans les plans - départementaux - connus sous le nom d'ORSEC-rad (POR). Le rapport du groupe de travail, qui a rassemblé les représentants des huit préfectures de la région Rhône-Alpes ainsi que des repré-

sentants des organismes producteurs (entre autres EDF et le Commissariat à l'énergie atomique), ne s'embarrasse pas de formules creuses. L'accident de Tchernobyl a révélé une « carence d'informations », ce qui a « pu faire douter les populations de la crédibilité et de la capacité des autorités à faire face à des accidents de type radiologique du point de vue de l'information d'une part, des contre-mesures à prendre d'autre part ». L'essentiel est dit sur la question centrale - si l'on peut dire en matière nucléaire - de l'information des habitants qui se trouvent à proximité des installations de base. L'essentiel, c'est-à-dire la difficulté d'éviter des mouvements de foule incontrôlables en cas d'accident majeur.

Fion

Pour tenter de remédier à ce « flou » qui n'a en la circonstance rien d'artistique, le rapport Duffe propose une diffusion améliorée de « fiches-réflexes » établies selon un modèle proche de celui qui existe à l'intérieur des centrales. Des exercices d'alerte sont prévus sur une échelle importante au-delà du périmètre des zones de production, donc dans l'environnement habituel.

Pour pallier les risques évidents générés par la division « administrative » des plans ORSEC-rad - qui sont de compétence dépar-

tementale, alors que les éventuelles émanations radioactives se moquent des frontières, - une série de mesures sont envisagées pour assurer une coordination « zonale » des secours. « Zonale » est un terme qui reprend la terminologie militaire, et qui traduit le découpage de l'Hexagone en « zones de défense » qui vont bien au-delà des limites régionales (le Monde du 26 mars).

« Sous-estimation du facteur temps »

Ainsi, le préfet de la région Rhône-Alpes a des compétences en ce domaine sur la région Provence-Côte d'Azur. Il peut donc, en liaison avec l'état-major, être bien placé pour permettre l'intervention de l'armée. Les militaires sont en effet - et là encore l'exemple soviétique est instructif - les mieux organisés sur le plan logistique en cas de catastrophe majeure. Toutefois, l'armée resterait le recours ultime : la « priorité », rappelle le sous-préfet, reste aux moyens non militaires.

Le rapport est également sévère à propos de la « sous-estimation du facteur temps » ou encore sur l'oubli, tant dans les plans particuliers d'intervention (PPI) que dans les plans ORSEC-rad (POR), de « prévoir des mesures conservatoires avant toute contre-mesure et tout déclenchement de secours, et ce, dès la diffusion de l'alerte, la seule mesure conservatoire étant le confinement ». Qui le sait ? Le sait-on suffisamment ?

Le « grand nettoyage de printemps » des POR a commencé concrètement dans le Rhône et dans l'Isère, deux des départe-

ments rhodanais. Avec notamment une première mesure concrète, dans l'Isère de Creys-Malville : une politique de formation des médecins généralistes sur les conséquences d'une irradiation et sur les mesures d'urgence à prendre sera appliquée dans les prochaines semaines. Les généralistes, relais d'opinion souvent péglés, seront-ils les premiers citoyens à recevoir une formation performante ?

CLAUDE RÉGENT.

LE NUCLÉAIRE DANS LE BROUILLARD

Ly a constamment, dans l'industrie nucléaire comme dans les autres, de petits incidents. Mais le nucléaire n'est pas une industrie comme les autres. Un an après la catastrophe de Tchernobyl, la sensibilité est vive à son endroit. Or il s'est produit récemment deux incidents significatifs, même s'ils n'ont pas eu de conséquences sur les personnes ou sur l'environnement. L'un, en mars, est une fuite sur un circuit annexé d'un des réacteurs de la centrale nucléaire de Tricastin (Drôme). L'incident était mineur, mais, dans la mesure où le circuit assurait des fonctions de sécurité, la fuite aurait pu entraîner l'arrêt du réacteur avant tout essai de réparation, ce qui n'a pas été fait. L'autre incident, en avril, est la fuite d'un réservoir de sodium du réacteur surgéant Superphénix de Creys-Malville (Isère). Ici, la sécurité n'est pas en cause, mais c'est l'importance et le coût de la réparation - probablement un an d'arrêt et 400 millions de francs - qui hypothèque l'avenir de ce réacteur prototype.

Mauvaise estimation ou laxisme dans l'observation des règles, dans un cas. Surcoût, dans l'autre cas, d'une filière déjà chère et dont le développement ne paraît pas indispensable au grand public, même si Superphénix présente de bons arguments techniques. Il n'en faut pas plus cependant pour aviver les craintes. L'impression d'un suréquipement nucléaire et la constatation faite il y a un an que des dizaines de kilomètres carrés peuvent être rendus inhabitables par la seule incurie de quelques individus ont fait resurgir un malaise latent. Malaise, et demande d'information.

Or l'information en la matière n'est pas simple. Trop technique, elle ne sera pas comprise. Trop vulgarisée, elle sera trahie. Les chiffres bruts ne veulent rien dire. Que sont 100 000 becquerels ? Le recours à des comparaisons est nécessaire, mais le choix de la référence a plus de poids que ce qu'on veut comparer. Si l'on explique que le risque de tel type d'accident est celui que chaque Français encourt de mourir dans la minute suivante, l'observation sera ressentie, quelle que soit l'exactitude de la comparaison, comme une volonté de minimiser le risque. L'information aura été masquée par l'argument.

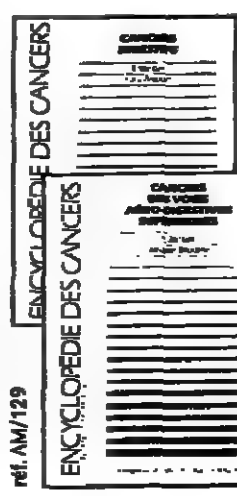
Cette difficulté explique, sans la justifier, une certaine censure dans la diffusion de l'information par ceux qui la possèdent. Il faut dire qu'ils n'en possèdent généralement qu'une partie. L'ingénieur responsable d'une installation nucléaire connaît à fond la technique et les procédures à suivre. Mais il n'est pas un spécialiste de l'effet biologique des rayonnements. Or ce qu'on lui demande n'est pas le diamètre du tuyau qui a fui, mais l'impact éventuel de cet incident sur la santé publique et l'environnement.

Il y a, d'autre part, en face de lui des adversaires dont les arguments justifient, parfois, que le ministre de l'Industrie puisse parler de « désinformation ». Cela ne doit pas être une raison pour fermer les dossiers, bien au contraire. La demande d'information est une demande de remise contre la crainte, qui ne saurait agir que lentement. Et tant plus pour le nucléaire si cette crainte doit un jour devenir trop forte. En démocratie, c'est aux citoyens de juger.

MAURICE ARVONNY.

VIENT DE PARAÎTRE

« une entreprise unique en langue française, ambitieuse, mais très judicieuse, devant l'importance que la cancérologie a prise ces dernières années. »



Cancers digestifs
Édité par Paul ZETOUN
1987, relié, 528 pages, 73 figures, 525,00 F

Cancers des voies aérodigestives supérieures
Édité par Jacques BRUGÈRE
1987, relié, 512 pages, 120 figures, 510,00 F

Ces deux ouvrages regroupent de façon exhaustive et cohérente des cancers habituellement abordés et décrits de façon monodisciplinaire dans différents traités. L'accent est mis sur la nécessité d'une concertation multidisciplinaire, préalable à tout traitement. Les auteurs font référence aux acquisitions les plus récentes dans ce domaine et aux progrès réalisés, notamment en ce qui concerne :
• la prévention primaire (modifications des habitudes alimentaires) • le dépistage (expériences « pilotes ») • la radiothérapie • la chimiothérapie • la recherche fondamentale.

Déjà paru :
• Cancers gynécologiques et urologiques
Y. ROCHET, C. LAGARDE, L. BERNARD
1986, relié, 464 p., 103 fig., 403,00 F

• Cancers mélanodermiques
L. GSAUB
1986, relié, 320 p., 60 fig., 301,00 F

• Hépatopathies malignes
R. ZITTOU
1986, relié, 688 p., 78 fig., 535,00 F

• Thérapeutique des cancers
M. TUBIANA
1986, relié, 500 p., 102 fig., 35 tabl., 465,00 F

• Surveillance des maladies cancéreuses
B. HOERN
1986, relié, 260 p., 45 fig., 19 tabl., 295,00 F

Ouvrages en vente en librairie ou par correspondance à VPC 26-26, rue Jacob - 75006 Paris. Règlement à l'ordre de VPC 26-26. Références AM 129 (Frais de port de 250 à 500 F - 30 F de 500 à 800 F - 35 F plus de 800 F - franc).

Toute la cancérologie en 13 volumes
« ENCYCLOPÉDIE DES CANCERS »

Médecine-Sciences
Flammarion

La psychiatrie dépoussiérée

Un rapport remis à M^{re} Barzach propose une réorganisation de la politique de santé mentale et des textes plus que centenaires qui la régissent.

COMME quasiment tous ses prédécesseurs au ministère de la Santé, M^{re} Michèle Barzach hésite : faut-il abroger la fameuse loi de 1838 sur les placements d'office ou volontaires en hôpital psychiatrique ? Depuis près d'un siècle, on ne compte plus les projets de réforme élaborés pour modifier cette loi. Jusqu'ici, aucun n'a pu aboutir. Qui donc sera le ministre « tombeur » de la loi de 1838 ? Et d'abord faut-il la modifier ?

Pareil problème ne pouvant être résolu facilement, M^{re} Barzach avait, en juillet 1986, demandé au docteur François Zambrowski, un psychiatre chargé des problèmes de santé au Parti républicain, « un rapport global » devant déboucher sur « une redistribution générale de la politique de santé mentale ».

Cette mission, indiquait alors M^{re} Barzach, revêtait à ses yeux « une extrême importance ».

Le 22 décembre dernier, le docteur Zambrowski lui remet un rapport de cent cinquante-huit pages (1) et, depuis, plus rien. Officiellement du moins. La publication il y a quelques semaines, dans les colonnes de *Libération*, d'extraits du rapport relance le débat sur le thème : M^{re} Barzach, en réalité, se désintéresse-t-elle de la psychiatrie ? Entre le RPR et le PR les choses paraissent un moment vouloir s'envenimer. La « bande à Léo », Claude Malhuret en tête, qui n'a jamais caché son désir de voir abroger la loi de 1838, prend fait et cause pour le docteur Zambrowski.

Visiblement agacée par tout le bruit fait autour de ce mystérieux

rapport, M^{re} Barzach fait savoir qu'il est « à l'étude ». Elle nous explique en substance qu'il s'agit d'un travail intéressant mais que sa publication n'est pas une urgence... « Si je le publiais tel quel, on pourrait penser que toutes les propositions qui y figurent vont être mises en pratique immédiatement. Or c'est impossible. Techniquement parlant s'entend. En outre, je souhaiterais moi-même procéder à une vaste concertation sur le problème de la psychiatrie. Et ce n'est qu'ensuite, avant la fin de l'année en tout cas, que j'arrêterai un certain nombre de décisions concrètes ».

« Des textes vétustes »

On pourrait légitimement se demander si la non-publication du rapport Zambrowski ne cache pas autre chose. Ne contiendrait-il pas quelques révélations explosives susceptibles de gêner le ministre de la Santé ? Aucunement. Il s'agit d'un rapport très technique, qui propose une véritable remise à jour des textes régissant l'organisation de la psychiatrie en France, dans la droite ligne — c'est peut-être là un défaut aux yeux de certains — des réformes mises en place par la gauche sous les deux précédents gouvernements.

« Malgré la récente réforme intervenue en 1985, écrit le rapporteur, la psychiatrie est encore trop souvent régie par des textes vétustes et obsolètes, partiellement inadaptés aux développements récents de cette discipline. Ainsi, l'article 64 du code pénal date de 1810, la loi sur les placements d'office ou volontaires de 1838, le règlement intérieur type des centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie de 1938. Par ailleurs, la psychiatrie privée institutionnelle continue à être réglementée par un décret de 1956 largement inadéquat ».

C'est pourquoi, indique le docteur Zambrowski, qui pour rédiger son rapport, a recueilli l'avis de quelques-uns des meilleurs spécialistes de la psychiatrie, « une sensible actualisation de ces divers textes s'avère nécessaire ». Pour autant, estime-t-il, il ne s'agit en aucune manière de remettre en cause la sectorisation psychiatrique, qui « a toujours fait l'objet d'un consensus dans notre pays ». La loi du 25 juillet 1985 qui légalise le secteur psychiatrique, constitue, estime le docteur Zambrowski, en dépit de ses imperfections, « un progrès indéniable si on la compare avec les dispositions existant antérieurement ».

Quarante propositions

Selon le rapport, cette réforme comporte pourtant deux lacunes principales : tout d'abord, elle ne concerne que la psychiatrie publique. D'où le fait que « l'ensemble du dispositif psychiatrique privé (associatif ou lucratif) n'a pour l'instant que fort peu la possibilité de développer des alternatives à l'hospitalisation ». D'autre part, regrette le rapporteur, cette réforme se situe dans un cadre strictement sanitaire. Il subsiste donc en particulier « de nombreux problèmes non résolus quant à la réinsertion sociale des malades mentaux ou handicapés mentaux ».

(Publicité)

AVIGNON 87

Septièmes Journées Internationales

LES SYSTÈMES EXPERTS & LEURS APPLICATIONS

Conférence, Exposition et Cours

Avignon - 13, 14 et 15 mai 1987

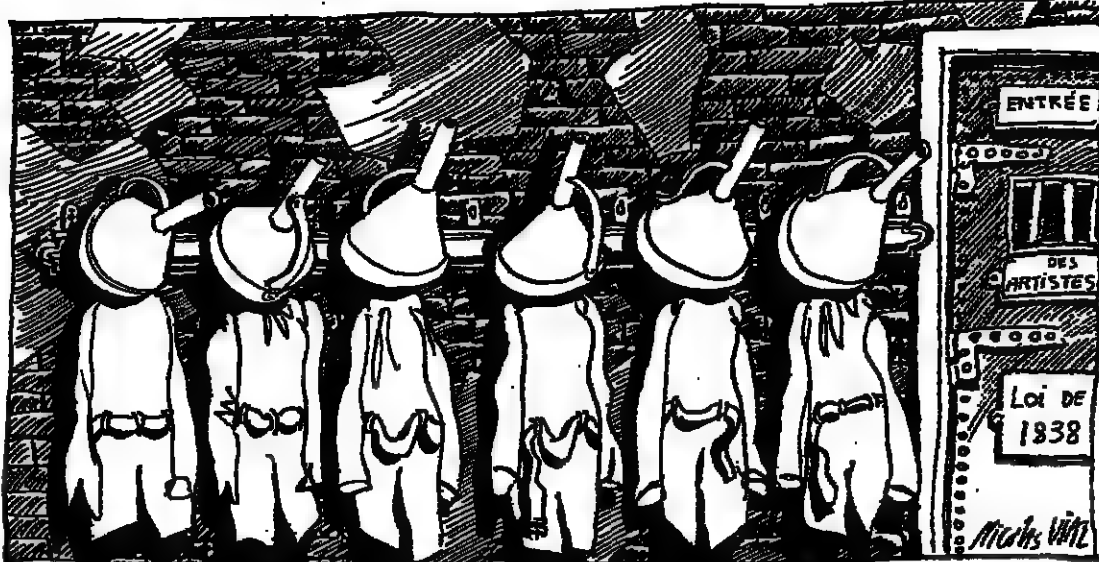
Le rendez-vous annuel des entrepreneurs dans les applications de l'intelligence artificielle

Rens. : EC2, 269-287, rue de la Garene 92000 Nanterre

Tél. : (1) 47-80-70-00 - Téléc. : 214 168 F - Télécopie : (1) 40-26-53-85

Manifestation patronnée par ECCA

(European Coordinating Committee for Artificial Intelligence)



On le voit, les propositions de départ n'ont rien de révolutionnaire. Elles sont simplement pragmatiques. Au total, le rapport formule une quarantaine de propositions concrètes, portant aussi bien sur le statut du malade que sur la psychiatrie privée et publique, la prévention, les urgences, les handicapés mentaux adultes, les personnes âgées, les malades mentaux démunis, la planification, l'évaluation, la formation en santé mentale, le développement de la recherche, etc.

Sans entrer dans le détail de ces mesures de bon sens, peut-être faut-il s'intéresser de près au chapitre ayant trait aux « propositions visant à améliorer le statut et les conditions d'hospitalisation du malade mental ». Peut-être est-ce celui qui donne le plus de soucis à M^{re} Barzach.

Le placement sur demande

Un constat tout d'abord : la décroissance globale des placements d'office à laquelle on assiste depuis 1970. A noter tout de même que cette décroissance est moins nette depuis 1980, comme s'il existait un « reliquat incompressible » de patients nécessitant des soins sans contrainte. Pour autant, poursuit le docteur Zambrowski, force est de reconnaître que « certains abus peuvent encore trop souvent être relevés concernant ces catégories de patients ». A ce sujet, le rapporteur formule deux propositions, l'une visant à « garantir les droits des patients hospitalisés librement dans tout établissement recevant des malades mentaux » (et qui devrait se traduire par une modification de l'article L. 353.2 du code de la santé publique), l'autre visant à « instaurer un meilleur contrôle des conditions d'hospitalisation en psychiatrie ».

Concernant la loi du 30 juin 1838, le docteur Zambrowski rappelle tout d'abord « la remarquable architecture de cette loi et l'équilibre qu'elle a réussi à instaurer entre les différents décideurs ou protagonistes : préfets, procureur de la République, médecins, famille ou tiers ». En outre, cette loi tombant progressivement en désuétude, faut-il vraiment l'abroger ? Une enquête faite en septembre 1986 par la revue *L'Information psychiatri-*

que avait montré que 70 % des praticiens interrogés souhaitaient que cette loi soit maintenue, que 18 % souhaitaient son abrogation, et que 63 % se prononçaient en faveur d'une simple réforme de la loi.

Le rapporteur estime pour sa part qu'« il ne paraît pas aujourd'hui réaliste d'abroger la loi de 1838 sans lui substituer un texte visant à maintenir des soins psychiatriques obligatoires pour toutes personnes qui ne seraient pas susceptibles de donner un consentement éclairé à une thérapeutique nécessaire à son état ». C'est pourquoi le docteur Zambrowski propose une réforme à minima de la loi, « réactualisant la terminologie démodée ou inadéquate encore présente dans le code de la santé publique » et « aminçant la procédure des placements d'office et volontaires afin de mieux adapter ces placements à la situation réelle de chaque patient qui en relève ».

Dans le nouveau texte proposé par le rapporteur, figure — enfin ! — direct certains — la suppression de l'expression « placement volontaire » et son

remplacement par le concept de « placement sur demande ».

Enfin, le docteur Zambrowski estime souhaitable une réforme de l'article 64 du code pénal, qui date de 1810. Il lui semble en effet que le texte de cet article — « il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister » — instaure un vide juridique en ce sens qu'il implique de fait la libération du sujet à l'issue de la décision de non-lieu. Il n'explique donc pas les mesures de soins sous contrainte qu'il convient de prendre.

Dans quelle mesure toutes les propositions contenues dans le rapport Zambrowski seront-elles reprises à son compte par M^{re} Barzach ? Réponse « avant la fin de l'année ».

FRANCK NOUCH.

(1) « Moderniser et diversifier les modes de prise en charge de la psychiatrie française », décembre 1986.

Point de vue

Le respect des comateux

Après la publication d'un point de vue du docteur Xavier Emmanuelli, membre du Comité national d'éthique, à propos de l'expérimentation sur des malades comateux (*Le Monde* du 11 mai), nous avons reçu le texte suivant du professeur Alain Milhaud (CHU d'Amiens). Le professeur Milhaud est favorable à la réalisation d'expérimentations sur les sujets dits « en état végétatif chronique », expérimentations reprochées par le Comité national d'éthique et condamnées par le Conseil national de l'ordre des médecins.

par Alain Milhaud
professeur d'anesthésiologie à la faculté d'Amiens

Il est surprenant qu'un membre du Comité d'éthique engage ce dernier par la mention de sa qualité ; cet article avait-il été approuvé préalablement par son président ? La véhémence de ses attaques franchement diffamatoires nous oblige à ces quelques remarques.

— Il est exact que l'ordre régional des médecins de Picardie a relaxé trois sur cinq d'entre nous, a donné un avertissement au quatrième et m'a infligé un blâme. Mais pouvons-nous en être autrement tant que l'article 19 du code de déontologie est toujours libellé de la manière suivante : « L'emploi sur un malade d'une thérapeutique nouvelle ne peut être envisagé qu'après les études biologiques adéquates, sous une surveillance stricte et seulement si cette thérapeutique peut présenter pour la personne un intérêt direct ».

C'est bien la modification de cet article 19 qu'avec H. Callevet, L. Marguet, D. Brille, L. Campan, M. Cara, J. Guelfi, H. Laborit, P. Milliez, D. Patte et R. Stoppa nous avons demandée, dans une lettre ouverte, à M^{re} le ministre délégué à la Santé et à la Famille, de laquelle nous attendons avec intérêt une réponse.

A l'inverse de ce qu'écrit notre confrère, la transfusion intra-osseuse à haut débit est une technique thérapeutique d'urgence qui n'est qu'à ses débuts, malgré les remarquables travaux d'Atiaasof et Kamenin, publiés en 1977 : 127 cas de transfusion intra-osseuse sur des blessés avec 57 succès. Le débit transfusionnel des Sovétiques n'avait pas dépassé 0,100 l/min, celui que nous avons pu réaliser sans incident était de 0,800 l/min.

On comprend mal qu'un médecin puisse s'opposer à un tel progrès thérapeutique potentiel, en particulier pour les blessés de la route.

— L'expérimentation animale, nécessaire, ne permet pas, en règle, de transférer une

Innovation directement à l'homme. Les essais sur volontaires sains sont certainement utiles mais néanmoins ne doivent être entrepris qu'avec prudence et sécurité. Les médecins expérimentent fréquemment sur eux-mêmes, et c'est ce que j'ai fait en juin 1986 avec des auto-transfusions de sang refroidi à 10° puis réchauffé dans un tour à micro-ondes (37° en quatre minutes). C'est également ce que nous avions prévu pour une auto-transfusion intra-tibiale, le 11 janvier 1986, mais au dernier moment cette expérience, qui demandait la collaboration de quatre médecins, d'un technicien et de matériel de circulation extra-corporelle, a été interdite par la direction générale du CHU d'Amiens.

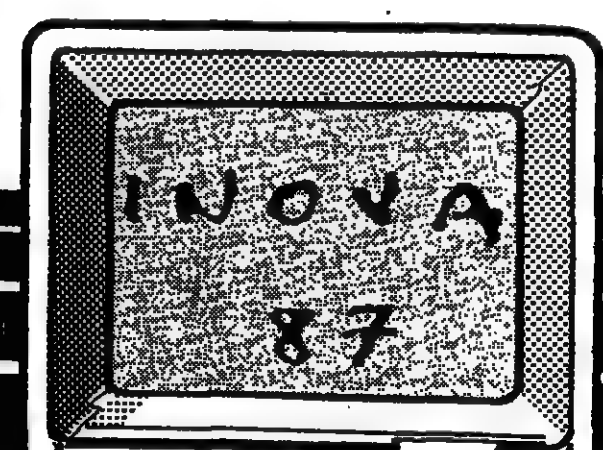
— On peut s'étonner que l'avis du Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, de février 1986, ait été exposé à nouveau le 4 décembre 1986 à la Sorbonne, de manière inchangée, alors qu'entre-temps on avait appris qu'aux Etats-Unis l'American Medical Association, forte de deux cent soixante-dix mille médecins, et l'American Bar Association avaient proposé d'autoriser l'arrêt de la nutrition et de l'hydratation chez les sujets en état végétatif chronique au nombre de dix mille dans ce pays.

Personnellement, nous sommes contre l'euthanasie, mais nous défendons l'idée que des expériences bien contrôlées et bien précisées chez des états végétatifs chroniques pourraient ajouter une valeur significative aux mesures et cotisations d'entretien en vie de tels sujets. Ces expériences doivent être en principe non dangereuses ; mais n'est-ce pas souhaitable de faire courir le risque de complications éventuelles à ces sujets avant que ces risques ne soient partagés par des volontaires humains en parfaite santé et avant d'administrer ces techniques ou traitements nouveaux aux malades eux-mêmes ?

A l'inverse de ce que se passe chez des sujets en coma dépassé (mort cérébrale) dont le fonctionnement normal des autres organes in situ (à leur place dans le corps) ne dépasse jamais quelques jours et chez lesquels il est hautement souhaitable, chaque fois que possible, de « prélever », d'urgence, dans un but de transplantation, il n'est bien entendu pas question d'enlever des organes à des états végétatifs chroniques qui peuvent survivre plusieurs années par simple massage. Il s'agit seulement, par le testage de « besoins diagnostiques et thérapeutiques d'intérêt général présumés non dangereux dans le cas où, après un accident, ces sujets se trouveraient en état végétatif chronique stable depuis plus d'une année ».

Le Monde
sur minitel

est présent
à



du 21 au 25 avril 1987

CITÉ DES SCIENCES
ET DE L'INDUSTRIE
DE LA VILLETTE

36.15 TAPÉZ LEMONDE puis INO

FOYER DU CENTRE INTERNATIONAL
DE CONFÉRENCES - STAND B11bis

Médecine
populaire d'hier et
d'aujourd'hui

Marcelle BOUTEILLER

Avec une préface du Professeur H.V. VALLOIS.

135 x 21, 376 pages 162 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

19 rue Victor-Cousin 75205 Paris - Tél. 43 34 32 70

1504

SCIENCES

Galériens mis en fiches

L'exploitation informatique des registres de galériens met à mal quelques idées reçues.

« C'EST galère... » Voilà une expression à la mode, qui rappelle le mot de *« Les Fourberies de Scapin »*. Mais qui étaient les galériens, et comment pouvait-on survivre et ramener à bord de ces galères de combat qui voguèrent durant plus de deux millénaires sur toutes les mers, de la Méditerranée à la Baltique, de l'Égypte à l'extrême fin du XVIII^e siècle, s'affrontèrent les galères russes et suédoises ?

Celles du roi de France, entre la fin du XVII^e siècle et la première moitié du XVIII^e, ont fait l'objet d'une thèse récente (1). L'abondance de sources inédites, jointe à la perspective de traiter cette documentation à l'aide de l'informatique, a stimulé cette recherche, où la bonne vieille « histoire-bataille » fait bon ménage avec le recours aux méthodes quantitatives.

Il fallait 260 rameurs sur une galère ordinaire et près de 450 sur la réelle, la galère du général de la flotte, ou sur la patronne, celle de son lieutenant-général. Ce sont les justes du royaume, du très puissant Parlement de Paris au plus petit des greniers à sel du Poitou, qui ont fourni les quatre cinquièmes de la chaudière des galères de France. Ces hommes-là sont peut-être les Français moyens les mieux connus du siècle de Louis XIV et de la Régence. Les grattes-papier du « bureau des chaudières » notaient impitoyablement sur de gros registres, au fur et à mesure de l'arrivée des « chaînes » (les convois de condamnés), tous les renseignements nécessaires à l'identification des forçats : leur nom, prénom et surnom, ceux de leurs parents, éventuellement de leur épouse, leur âge, pays de naissance, profession, stature, couleur du poil et des yeux, date, lieu et motif de condamnation, durée de la peine, et enfin destinée quand le forçat « sortait » des galères.

L'exploitation d'un tel document est d'une complexité d'un fichier informatique, dont les 60 000 entrées correspondent à tous les individus attachés à la chaîne, du début de la série des registres - 1680 - jusqu'à la suppression du corps des galères de France en 1748.

Ces 60 000 carrières de forçats intéressent autant la démographie que l'histoire de la justice et l'histoire maritime. L'usage de l'ordinateur a d'abord permis de compiler et de balayer bien des idées reçues au sujet de la population galérienne. Les condamnés de droit commun ne représentaient que le tiers des forçats de Louis XIV et la moitié de ceux de la Régence et du règne de Louis XV.

Il s'agissait pour la plupart de voleurs, plus des petits truands, pilliers de tronc et coupeurs de bourses que des brigands de grand chemin. 16 % des forçats des années 1680-1715 et pas moins de

44 % de ceux des années 1716-1748 furent expédiés aux galères pour cause de contrebande. Considéré à l'égal d'un criminel, un faux saumier ou un faux tabacier risquaient ainsi leur peau s'ils fraudaient, même à petite échelle et sans armes, les droits royaux sur le sel et sur le tabac.

Les galères de France ont également fait figure de bagne militaire : 17 000 déserteurs furent conduits à Marseille entre 1680 et 1715 - soit près d'un forçat sur deux - tant qu'une ordonnance condamna les soldats en rupture de régime à être attachés à la chaîne, après avoir en le nez et les oreilles coupées, et chaque joue marquée au fer rouge d'une fleur de lis.

Les galères du roi ont également eu leurs détenus politiques, avec ces 1 550 protestants qui n'avaient pas commis d'autre crime, après la révocation de l'édit de Nantes, que celui de vouloir rester fidèles à leur religion.

Que sont-ils devenus ? Le fichier montre qu'un forçat sur deux est mort aux galères. Jusqu'en 1715, le roi estime qu'il n'est pas tenu de respecter le terme des sentences. On peut retourner durant dix à quinze ans un bon rameur qui n'a été envoyé aux galères que pour trois ans, et gracier au bout d'un ou deux ans un condamné à vie - bien pistonné et argente. Cet arbitraire cesse dès l'avènement de la Régence, qui marque un progrès de l'État de droit. Désormais, tous les condamnés à temps qui survivent sont élargis - l'ordonnance en témoigne - au terme exact de leur peine. Les grands perdants sont les forçats destinés aux galères perpétuelles : si Louis XIV a libéré 48 % d'entre eux, Louis XV n'en délivra que 21 %.

On ne vieillissait pas aux galères

L'on ne vieillissait pas aux galères. Moins de trois ans après l'arrivée à Marseille, c'est le tiers des condamnés qui a été libéré, ce qui représente 60 % du total des décès de galériens. L'entrée dans la société des galériens implique un énorme choc physique et psychologique. Déjà très affaiblis ou malades en arrivant au port, épuisés par le voyage de la « chaîne » (la « plus rude peine » des condamnés), beaucoup se laissent mourir dans l'hôpital des chaudières. D'autres, encore, les moins résistants, les plus démunis, ne supportent pas longtemps la misère et l'oppression qui règnent à bord de ces géolies flottantes.

Quelle que soit sa cruauté, ce système pénal possédait malgré tout ses intentions de libération. Les forçats débrouillards s'employaient dans les ateliers et les fabriques de Marseille, quelques-uns tenaient même sur le port des échoppes de barbier, de cordonnier, voire de faussaire ; et

au moyen de la corruption généralisée de l'encadrement, du capitaine au garde-chiourme, les forçats huguenots recevaient les derniers livres parus à Amsterdam.

L'analyse, à l'aide de l'informatique, de toutes les sources disponibles démontre que la galère immobile, mouillée au port les trois quarts de l'année, était bien plus mortifère que la galère en mer. Celle-ci ne naviguait qu'à la belle saison, deux à trois mois par an, heureusement pour l'équipage, les soldats et la chaudière, car ces 450 hommes devaient coexister sur une surface utile qui n'atteignait pas 400 mètres carrés.

La « vapeur » de chiourme

Propulsée à l'aviron, la galère est un bâtiment poussif, d'une très faible autonomie, qui ne dépasse pas 4 nœuds en vitesse de croisière. Le rendement de la machine à vapeur dérisoire : un modèle informatique du travail à la rame a été construit. Il en ressort que 80 % de la « vapeur » de chiourme se perdait en efforts inutiles. Il est vrai que la galère, dotée d'un impressionnant gréement latin, marchait autant à la voile qu'à la rame et remontaient remarquablement au vent, mais elle était incapable de manoeuvrer, et en cas de gros temps, ce bâtiment si bas de bord (1,70 mètre au-dessus de la flottaison) se révélait un pitoyable rafiot.

Alors pourquoi Louis XIV s'obstina-t-il à entretenir une flotte qui comptait jusqu'à 40 unités, sur lesquelles s'employaient 12 000 hommes de chiourme ? Pour des raisons de prestige essentiellement. « Il n'y a point de puissance qui marque mieux la grandeur d'un prince que celle des galères », écrivait Colbert, et qui lui donna plus de réputation parmi les étrangers. En réalité, l'intérêt militaire des galères françaises était nul, et les « demoteurs » que ralliait Duquesne ne jouèrent qu'un rôle de plus en plus effacé dans les grandes opérations navales. Sans aucun doute, 15 à 20 galères auraient suffi pour remplir les missions de surveillance des côtes et de protection des convois auxquelles elles étaient destinées. La boulimie de pouvoir du Roi-Soleil en décida autrement.

La Régence conserva les galères, parce qu'il fallait bien un exutoire pour les milliers de criminels de droit commun et de contrebandiers que les juges envoyaient toujours... ramener sur des navires où l'on ne ramait plus qu'exceptionnellement pour des croisières de prestige et de parade. Enfin, l'ordonnance du 27 septembre 1748 mit un point final à cette histoire baroque. La chiourme quitta Marseille pour Brest et Toulon, où l'on fonda des « bagnes à terre ». L'esprit des Lumières fit du galérien un manoeuvre destiné à trimmer dans les arsenaux de la marine de guerre.

ANDRÉ ZYSBERG, chargé de recherche au CNRS.

(1) *Les Galères de France et la justice pénale (1680-1748)*, d'André Zysberg. Thèse d'État sous la direction d'Emmanuel Le Roy Ladurie. Ecole des hautes études en sciences sociales. A paraître aux éditions du Seuil.

SECTEURS DE POINTE

De l'électron à l'espace

Un nouvel accélérateur de particules et un institut d'astrophysique spatiale sur le campus d'Orsay.

L'ANNEAU Super-Aco, en construction depuis 1982 sur le campus d'Orsay (université de Paris-Sud), est destiné à la production de rayonnement synchrotron, a fait tourner fin mars son premier faisceau d'antiprotons (positrons). Il s'agit d'un projet commun au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), au Commissariat à l'énergie atomique et au ministère de l'éducation nationale. Contrairement à ses prédécesseurs Aco et DCI, qui furent construits pour la physique des particules, puis reconvertis en sources de rayonnement synchrotron (rayons X et ultraviolets) - Super-Aco a été conçu comme source de rayonnement et dessiné de manière à maximiser les flux de rayonnement produits. Il va être équipé d'aimants spéciaux, les onduleurs, qui obligent les positions qui le parcourent à suivre une trajectoire en festons, ce qui renforce l'émission de rayonnement. Dans certaines conditions, on peut obtenir après filtrage un faisceau qui a les mêmes propriétés que celui qui fournirait un laser, inexistant dans cette gamme de longueur d'onde.

L'emploi de positions et non d'électrons est une spécificité française. Ces particules sont plus difficiles à produire, mais permettent d'obtenir un faisceau de meilleure qualité. En effet, quelle que soit la puissance des pompes, il reste toujours dans l'enceinte vide où circule le faisceau quelques atomes résiduels, qui sont ionisés par le rayonnement produit. Les ions résultants sont attirés par un faisceau d'électrons et viennent le polluer. Au contraire, ils sont repoussés par un faisceau de positons. On peut ainsi obtenir des durées de stockage beaucoup plus grandes (50 heures contre 15 sur DCI, qui peut être alimenté à volonté en électrons ou en positons). Sur Super-Aco, le premier remplissage de l'anneau s'est fait à une vitesse qui a ravi les spécialistes, aucune correction d'orbite n'a été nécessaire, et le faisceau a pu être stocké pendant vingt minutes, ce qui est un bon résultat étant donné le dégazage encore imparfait de la chambre à vide.

Super-Aco permettra de nombreuses expériences utilisant des rayons ultraviolets et des rayons X « mous » (de basse énergie) en physique atomique et moléculaire, en physique des solides, en biologie. Il permettra aussi de simuler les conditions de rayonnement auxquelles sont soumis les satellites, et c'est une des raisons de l'installation en cours à son voisinage d'un nouveau laboratoire, l'Institut d'astrophysique spatiale (IAS).

AFLATOXINES A L'ŒIL NU

Trente minutes suffiront désormais pour détecter les aflatoxines présentes dans des céréales ou des grains oléagineux et éviter qu'elles ne se retrouvent dans les aliments. Ces substances, sécrétées par certaines moisissures lorsque le climat est chaud et humide, étant toxiques pour l'homme et les animaux, la plupart des pays ont fixé des normes strictes de contamination à ne pas dépasser.

Pour respecter les réglementations en vigueur, les importateurs ou les transformateurs de produits agricoles ne disposant jusqu'ici que de techniques chromatographiques. Maintenant, ils peuvent utiliser un test immunoenzymatique de détection des aflatoxines, simple d'emploi et peu coûteux, récemment commercialisé par la petite société de biotechnologies Transia. La présence de la substance toxique dans une graine broyée peut être détectée à l'œil nu, et sa concentration mesurée à l'aide d'un colorimètre.

LES DIAMANTS DES MÉTÉORITES

Des chercheurs américains du département de chimie de l'Institut Enrico-Fermi à Chicago et du centre de chimie

analytique du National Bureau of Standards à Gaithersburg viennent d'établir que les minuscules grains de carbone constituant pour 400 ppm (parties par million) les échantillons de plusieurs météorites primitives sont pour une bonne part, sinon en totalité, des diamants (1). Le fait, en outre, que ces grains de carbone contiennent certaines proportions d'isotopes de gaz rares tels que le krypton et le xénon semble indiquer que ces minuscules diamants seraient d'origine extraterrestre au système solaire.

Ce qui est une première, puisque les diamants trouvés jusqu'à présent dans les météorites étaient créés par les conditions de pression et de température existant au moment de leur impact avec la Terre. Ces diamants cosmiques pourraient avoir été conçus au sein de certaines étoiles telles les supernovae, dispersées lors de l'explosion cataclysmique de ces dernières et incluses dans des poussières interstellaires.

PERFUSION DE POCHES

Un nouvel infuseur pour chimiothérapie en continu et ambulatoire, à usage unique, a été mis au point. Il s'adresse aux patients dont l'état de santé nécessite la perfusion d'un médicament à débit faible et constant par voie veineuse, artérielle ou sous-cutanée. Développé par Travenol, l'appareil, qui ne pèse que 70 grammes, peut se porter discrètement, dans une poche de vêtement par exemple. Il ressemble à une grosse seringue contenant un réservoir en forme de ballon d'une capacité de 80 ml, reliée au système veineux par un cathéter central.

La solution médicamenteuse est délivrée au travers d'un contrôleur de débit (le débit est de 2 ml à l'heure) équipé d'un filtre de 5 microns. Son usage ne nécessite ni électronique ni pompe mécanique ; son principe repose sur la régularité de rétraction d'une membrane de latex. Cette technique de chimiothérapie en continu permet de réduire fortement la toxicité des drogues, souvent administrées par injections massives et successives.

(1) *Nature*, 12 mars 1987.

Une station d'étalonnage

Cet IAS est un projet ancien puisqu'il en fut question dès 1969 ; mais il ne s'est concrétisé que ces dernières années. Issu en grande partie du laboratoire de physique étendue et planétaire, et abandonné pour un environnement plus scientifique des locaux du fort de Verrières-le-Buisson, l'IAS s'enrichira d'équipes scientifiques venant d'autres laboratoires. L'objectif est de constituer un ensemble d'une centaine de personnes qui se consacreront à l'astrophysique spatiale et à l'enseignement de cette discipline.

Mais l'IAS disposera surtout d'une station d'étalonnage qui permettra de construire et de tester des appareils expérimentaux destinés à prendre place à bord de satellites, et qui sera gérée comme une « facilité », ouverte à des

français, financés par le CNRS, le Centre national d'études spatiales et l'éducation nationale. Les travaux commenceront en juin 1987, et l'IAS - qui dispose actuellement de bâtiments provisoires sur le campus - sera complètement installé en 1989. Il devra principalement travailler dans le cadre du programme à long terme de l'Agence spatiale européenne, « Horizon 2000 ». Ce dernier comporte un ensemble complet d'études qui, si elles débouchaient toutes sur des missions spatiales effectivement réalisées, couvriraient les principaux champs de la planétologie, de la physique solaire, de l'observation des étoiles et des galaxies dans les diverses gammes de longueur d'onde. D'autres thèmes d'étude sont la connaissance de l'intérieur du Soleil et des planètes, l'origine du système solaire, l'évolution des étoiles...

MAURICE ARVONNY.

Demain

UN VÉHICULE ANTI-CATASTROPHES

Sous l'impulsion de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) du CEA, le service technique du Centre d'études nucléaires de Cadarache a réalisé, en collaboration avec l'Office d'assistance en radioprotection et le groupe technique d'intervention de l'IPSN, un véhicule prototype d'intervention en cas d'accident nucléaire. Ce véhicule amphibie tout terrain doit pouvoir, en cas d'accident nucléaire, effectuer différentes tâches, telles que l'évacuation sanitaire, le transport d'agents ou de matières, l'exécution de mesures de radiocativité, le prélèvement d'échantillons ou la manipulation d'outils spécialisés. Cet engin peut être piloté en cabine ou radiocommandé.

LES DIAMANTS DES MÉTÉORITES

Des chercheurs américains du département de chimie de l'Institut Enrico-Fermi à Chicago et du centre de chimie

Vivre à l'ombre d'une centrale

(Suite de la page 21.)

De son côté, la municipalité de Pierrelatte (qui accueille notamment le Commissariat à l'énergie atomique) touche en moyenne 21 millions de francs par an au titre de cette même taxe. Résultat : des cités prospères truffées d'espaces verts, de constructions fonctionnelles et d'équipements ambitieux. « Nous sommes privilégiés », admet M. Alain Bérard, adjoint au maire de Pierrelatte. Nous nous trouvons dans une zone à risques, mais, en contrepartie, nous avons pu, par exemple, bâtir un complexe sportif très moderne capable d'accueillir deux mille personnes. « A Pierrelatte comme à Saint-Paul, les maires ne ploient pas sous les dettes, et les impôts locaux augmentent moins qu'ailleurs.

L'image des industries nucléaires en devient presque positive. A tel point que les mesures de sécurité ne semblent obséder personne. Les maires diffusent de temps à autre des brochures d'information sur les consignes à observer en cas d'accident, mais aucun abri anti atomique municipal n'a été construit avec l'argent de la taxe professionnelle. « Nous n'en éprouvons pas le besoin », commente simplement M. Bérard. Cette confiance inébranlable n'est cependant pas universelle-

ment partagée, notamment par ceux qui vivent à l'extérieur des communes d'accueil des sites nucléaires. « Nous n'avons aucun avantage financier et pourtant nous courons des risques », remarque un habitant de Montélimar, ville située à une vingtaine de kilomètres de Tricastin et autant de Cruas-Meyssac. « Avec le mistral qui souffle par ici, nous pérorons aussi sûrement que ceux qui vivent à 500 mètres des usines », s'exclame un restaurateur.

« Une population résignée »

Des protestations se font jour lorsqu'on s'éloigne des sites nucléaires, comme si le recul géographique engendrait l'inquiétude. Une partie de ces mécontentements convergent vers une association nommée « Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité ». Equipé d'un laboratoire d'analyses propre, cet organisme reçoit des échantillons d'herbe, d'eau, de lait ou de viande en provenance de toute la région, voire de la France entière. « De nombreux particuliers nous envoient des produits alimentaires, explique M^{me} Michèle Rivasi, la présidente. Ils veulent savoir si ce qu'ils consomment est contaminé,

car ils ne font pas confiance à l'information provenant des pouvoirs publics. »

L'insatisfaction peut aussi se manifester aux abords d'implantations nucléaires récentes. A Meyssac, par exemple, la centrale nucléaire, dont la commune abrite l'un des quatre réacteurs, ne fait apparemment pas encore partie intégrante du paysage et des mentalités. Le Père Grégoire Cambourien, curé du village et fondateur d'un comité anticatastrophe, ne cache pas son inquiétude : « Les gens de Meyssac se sont résignés parce qu'il n'y a plus rien à faire, mais ils ignorent toujours comment ils devraient réagir en cas d'accident. La liste des personnes à évacuer en priorité n'a même pas été dressée. » Des mutations trop rapides ont affecté la vie de ce village de 800 habitants qui ne s'est apparemment pas encore organisé pour faire face aux exigences de la situation. Dichotomique, la bourgeoisie comprend d'un côté le vieux village aux ruelles tortueuses et de l'autre les habitations récentes, occupées en grande partie par des agents d'EDF. « La centrale a détruit l'atmosphère du village, soupire la patronne du dernier café de Meyssac. Les gens d'EDF et ceux d'ici ne se mélangent pas ; c'est une autre mentalité... »

RAPHAËLE BÉROLLE

CONFÉRENCE

MARDI 22 AVRIL, À 18 H 30

L'HOMME ET LE COSMOS

par HUBERT REEVES
à l'occasion de la sortie de son dernier livre : *L'HOMME ET L'UNIVERS*
L'UNIVERS A-T-IL UN SENS ?
(Ed. La Seuil)
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantine (7^e) - 45-51-35-73

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

Les élèves de

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARTS ET MÉTIERS
L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES
L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DE MARSEILLE
L'INSTITUT DU DROIT DES AFFAIRES
L'INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Organisateurs du

FORUM 87
ÉTUDIANTS - ENTREPRISES D'AIX-MARSEILLE

Remerciant les 30 entreprises présentes et vous donnant rendez-vous l'année prochaine

INOVA 87

Comment gérer le développement technologique ?

L'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) organise du 21 au 25 avril à la Cité des sciences et de l'industrie, au parc de La Villette, à Paris, le Salon INOVA 87. Ce Salon professionnel est couplé avec deux journées d'information et de débats. Thème général de la manifestation : l'innovation et le développement technologique.

Le Salon proprement dit est organisé dans l'espace Diderot, divisé en une centaine de modules de consultation réservés aux exposants ayant des services à offrir aux entreprises dans les domaines suivants : centres de recherche (publics ou privés), tertiaire industriel (transferts de technologie, ingénierie, design, analyse de la

valeur, qualité...), gestion des ressources humaines et formation à la recherche, information scientifique et technique et communication, protection de l'innovation, financement, vente et exportation, création d'entreprise, développement technologique régional (pépinières, technopoles). La première journée de débats est organisée le 21 avril de 14 heures à 18 heures, sur le thème

« L'entreprise, l'innovation, l'Etat » ; la seconde, le 22 avril, sera consacrée au « Management des ressources technologiques » : à partir d'une étude préliminaire et de témoignages, une discussion par groupes de travail spécialisés.

* Renseignements à l'ANVAR, 43, rue Camartin, 75436 Paris, Cedex 09. Tél. : (1) 42-56-93-10.

CE PROGRÈS QUI VIENT D'AILLEURS

L'entreprise aux aguets

L'INNOVATION technologique n'est plus la chasse de quelques patrons éclairés. Pour les multinationales comme pour des centaines de PMI, c'est l'axe stratégique de leur développement, et même, pour les entreprises de haute technologie, leur raison d'être. Du coup, l'innovation est devenue l'objet d'un management spécifique qui amène le plus souvent à bouleverser la « culture » et l'organisation de l'entreprise, et l'oblige à s'ouvrir vers l'extérieur.

En effet, pour innover, il faut de moins en moins développer ce que l'on sait déjà faire et utiliser de plus en plus ce que d'autres font, ou feront. Les innovations qui ont bouleversé le marché de la médecine sont venues autant des laboratoires d'électronique que de la biologie ou d'ailleurs.

La chasse aux informations nécessaires à l'innovation a pris le nom, contesté (1), de « veille technologique ».

Le plus banal, mais le plus indispensable, des instruments de la veille technologique est la lecture de la presse technique, scientifique et professionnelle. Les revues scientifiques américaines et la presse professionnelle française (pour savoir ce qui se passe chez le concurrent) sont les plus appréciées. Pour mieux traiter la multitude des sujets, les articles et les brevets sont codifiés informatiquement par le service de documentation d'Atocchem, filiale chimique d'ELF-Aquitaine, en une centaine de « profils de surveillance », correspondant aux thèmes majeurs du développement de l'entreprise.

Malheureusement pour les PMI, « la presse ne publie jamais ce qui se prépare dans les laboratoires des grandes entreprises », dit Xavier Maury, le patron d'Anatex, PMI spécialisée dans la reconnaissance informatique de l'écriture manuscrite. Or ce sont justement les produits qu'ils sortent qui cassent les marchés !

Un outil plus moderne, les banques de données, est diversement apprécié par les utilisateurs. Un serveur comme Questel permet un traitement statistique des brevets et le suivi des grandes évolutions de la recherche dans telle ou telle entreprise. De même, l'INPI publie régulièrement une analyse des tendances de la prise de brevets. Mais, pour brouiller les pistes, les entreprises émettent des « nuages de brevets » destinés à noyer dans une masse de « faux brevets » celui sur lequel elles tablent pour un développement. Autre tactique : « Nous ne prenons pas de brevets, explique le patron d'EFER, une PMI spécialisée dans l'endoscopie, parce que nous n'avons pas les moyens de les défendre contre les grands groupes. »

Dans le domaine du suivi des recherches, les banques de données permettent seulement un gain de temps pour retrouver des références et des contacts. Mais l'actualisation est le plus souvent en retard sur les publications spécialisées. Les banques les plus utilisées sont celles du CNRS, des

universités californiennes, ou encore du CPE (Centre de prospective et d'évaluation) (2).

Les congrès scientifiques, les forums-expositions, les Salons en France et à l'étranger, constituent un outil important de la veille technologique. C'est l'occasion de repérer les nouveaux produits, de prendre des contacts.

Car la récolte de l'information ne suffit pas : elle permet seulement de repérer les bons interlocuteurs. « Nous connaissons les chercheurs qui travaillent sur le même problème que nous, et nous

dans les logiciels de gestion. « Nous ne suivons dans le détail que les secteurs susceptibles de modifier la demande de nos clients dans les cinq années à venir. » Pour beaucoup de PMI, la veille technologique est en fait assurée... par le client. C'est le plus souvent sa demande qui oriente l'entreprise vers des domaines inhabituels pour ses ingénieurs.

Si, pour les PMI, la difficulté est de collecter la bonne information, il s'agit plutôt, pour les grandes, de traiter la masse gigantesque des informations qui y

par la direction de l'entreprise et si le travail des cadres et des chercheurs n'est pas organisé en conséquence. Car il est difficile d'accepter de changer ses habitudes de travail non pas parce que l'on est soi-même peu performant, mais parce qu'un obscur collègue à l'autre bout de la planète met au point un nouveau procédé qui aura des répercussions dans cinq ans.

La veille technologique peut pourtant avoir des résultats positifs sur le fonctionnement interne de l'entreprise. « En faisant participer l'ensemble du personnel à la prospective à long terme, nous l'intéressons directement à l'avenir de l'entreprise », remarque Michel Ivanoff, de CCMC.

Mais les apports de la veille technologique sont de plus en plus décisifs pour l'existence même des entreprises, petites ou grandes. « Si nous, chimistes, n'avions pas suivi ce qui se passait dans les laboratoires des biologistes, nous serions passés complètement à côté de la biotechnologie », constate Jean-Pierre Raynaud. Une PMI comme EFER, spécialisée dans l'endoscopie, a dû passer successivement de l'optique à l'électronique (pour la vidéo miniaturisée) et à l'informatique, car « les prochains procédés seront créés par la conception assistée par ordinateur ». C'est au prix de ces incessants changements de cap qu'EFER a pu rester innovante et compétitive.

ANTOINETTE REVERCHON
(Zelig).

(1) Contesté, parce que la veille concerne aussi bien les technologies que les marchés (on parle alors, parfois, de « veille marketing »).

(2) L'Association nationale de la recherche technique publie un catalogue des bases et des banques de données disponibles en France, 101, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris. Tél. : 45-01-72-27.

« Venez dîner
chez moi »

Bien entendu, un groupe multinationale n'a aucun mal à constituer un tel réseau. Jean-Pierre Raynaud, responsable de la veille technologique à Roussel-Uclaf, invite à sa table le plus prestigieux chercheur américain, un directeur de service du MITI japonais, ou encore son homologue américain de Dupont de Nemours... « C'est le réseau des relations qui permet la meilleure prospective », dit-il. Le seul nom de Roussel-Uclaf attire sur le bureau de Jean-Pierre Raynaud les rapports ministériels, les thèses d'obscurs chercheurs en quête de gloire (et de gros salaires) et, bien entendu, les rapports des divers succursales dispersées à travers le monde. « Les banques, ajoute Jean-Pierre Raynaud, sont d'excellents informateurs : elles sont à l'affût des technologies et des marchés d'avenir, pour leurs investissements... »

En veille technologique, la bonne idée jaillit, le plus souvent, du croisement d'informations d'origines diverses. Seules les grandes entreprises peuvent se permettre de suivre l'actualité de tous les domaines. Les PMI doivent choisir entre « le réseau large et le peigne fin », comme le dit Michel Ivanoff, responsable de la veille à CCMC, spécialisé



pénètrent à tous les niveaux, de façon à la rendre exploitable pour le développement stratégique de l'entreprise. « L'idéal serait de se croiser dans le couloir et de dire : tiens, j'ai vu un tel qui m'a dit que... »

Pour retrouver un peu de cette convivialité perdue, on a imaginé, chez Roussel-Uclaf, un système de messagerie électronique. Chacun tape sur un clavier les informations qu'il a recueillies sous la forme de mots-clés. N'importe quel correspondant, dans une filiale à l'autre bout du monde, pourra, en composant ces mêmes mots, retrouver l'informateur et le contacter.

La veille technologique peut être ou non l'objet d'une organisation spécifique dans l'entreprise. Dans les PMI, la veille est assurée par chaque ingénieur, chaque commercial, et l'information se transmet dans les couloirs ou au cours des réunions générales. Mais lorsque la taille de l'entreprise grandit, un système plus rigide s'établit. Ainsi, CCMC a créé un comité de veille technologique de neuf membres, représentant chaque division de cette société de mille trois cents salariés. Le comité assigne à ses membres aidés d'experts pris dans les différents services une mission de veille technologique : prospection, choix de thèmes de recherche, collecte d'informations, plan d'expérimentation, éventuellement réalisation d'un prototype. Après quoi, si le projet s'avère valable, il est mené à bien dans le service le plus concerné.

De la chimie
à la biologie

Dans les grandes entreprises, l'exploitation de la veille technologique est plus problématique. La veille est confiée au service de documentation et d'information. Ses conclusions remontent à la direction générale par le canal hiérarchique. Il s'agit ensuite, comme l'explique Jean-Pierre Raynaud, « de convaincre nos chercheurs que ce qui se passe à l'extérieur vaut le coup de changer. Pour cela, la direction générale libère les chercheurs de 20 % de leur temps de travail dans leur spécialité, qu'ils consacrent à un groupe multiservice travaillant sur un thème prospectif ».

La veille technologique ne peut en effet porter ses fruits si ses conclusions ne sont pas soutenues

L'INNOVATION QUAND ELLE RÉUSSIT

A Rennes, la cuisine allégée prend du poids

RENNES
de notre correspondant

« BIEN manger et ne pas grossir, aujourd'hui c'est possible », nous avons trouvé la formule qui en prime préserve les qualités gustatives et nutritionnelles des aliments. Monique Lenormand, quarante ans, PDG de la SA Sveltio, qui a lancé les produits Claude Léger est rennaise. Son pari, « créer sa propre entreprise sur un produit original au développement prometteur », elle l'a gagné, et son objectif est aujourd'hui d'occuper la première place sur le marché de la cuisine allégée en conserve, avant d'attaquer au cours des prochains mois la cuisine allégée sous vide.

On peut quitter l'école à quinze ans, pour aller à la ferme familiale, puis, cours du soir aidant, devenir directeur administratif et comptable du groupe Le Duff (La Briocherie dorée), avant de se lancer dans l'aventure de la création de sa propre entreprise.

Idees de départ : bien manger sans grossir. Pendant trois ans, de 1982 à 1984, la SOCOF (Société de conseil en organisation et formation), spécialisée depuis deux ans dans la filière viande, mène des recherches en laboratoire (en collaboration avec l'INRA), teste ses produits et Monique Lenormand achète les résultats à son mari Claude, directeur de la SOCOF.

La marque Claude Léger naît en février 1985 et propose très vite neuf plats cuisinés allégés (vingt ans de moins) en barquettes aluminium rigides extra-plats.

L'innovation porte non seulement sur le nouveau conditionnement, mais aussi sur la stabilité réduite des sauces réalisées avec très peu de matières grasses et sans farine, ainsi que sur un nouveau traitement thermique. La stérilisation ne se fait plus en fonction du couple temps-température, mais selon la valeur stérilisatrice déterminée instantanément au centre de la barquette grâce à un calculateur électronique.

« Nous avons démarré un mois avant l'Indus », assure dans un sourire Monique Lenormand qui précise que « la concurrence, loin

de nous gêner, nous a ouvert des portes ». Aujourd'hui le marché est celui des grandes et moyennes surfaces. 150 000 barquettes sont vendues chaque mois. « Fin 1987, nous serons à 300 000 par mois et, pour 1992, l'objectif est de 26 millions par an. »

Commerciallement le succès est incontestable. Louis Le Duff, d'abord, entre pour 20 % dans le capital de la société montée par l'ancienne responsable de son service administratif et comptable. Il a peu l'habitude de se tromper en matière d'investissements. Il est maintenant à 50 % dans le capital de Sveltio qui, aujourd'hui, soustrait une partie de sa production. Ainsi à Ploumélour, dans le Finistère, trente et un des cent trente-cinq salariés des conserves Larzal travaillent pour Claude Léger.

Aujourd'hui un projet industriel existe, qui se réalisera près de Rennes dans moins d'un an. « Nous avons eu de la chance, affirme Monique Lenormand, l'ANVAR nous a permis de financer une étude de faisabilité. Les banques ont cru à notre projet et aujourd'hui nous avons accès à la grande distribution. » Le 26 mars dernier, Alain Madelin, le ministre de l'Industrie, remettait le Laurier d'or 1987 de la qualité et de l'innovation à Monique Lenormand, qui ne pense qu'à demain. Demain, c'est la réalisation, en coopération avec le groupe Le Duff, d'un laboratoire de recherche en plus de l'usine installée sur le nouveau site de Rennes-Atlantique.

« 400 000 tonnes de plats cuisinés en conserve sont vendus chaque année en France. Dans moins de quinze ans la cuisine allégée en représentera 20 %, contre 2 % aujourd'hui. Nous voulons seulement être les premiers », déclare Monique Lenormand qui veut préparer elle aussi l'échéance européenne de 1992.

« Nous allons attaquer l'important marché de la restauration collective », annonce Monique Lenormand. En face, il y a, bien sûr, les grands du surgelé, mais Claude Léger a prouvé que l'on pouvait bien manger et ne pas grossir, c'est-à-dire sans avoir la grosse tête. Nous réusissons. »

CHRISTIAN TUAL

Responsables d'industrie
notez sur votre agenda
21 - 25 avril

INOVA 87

UN SALON - UN COLLOQUE
Cité des Sciences et de l'Industrie
Paris - Porte de la Villette

Exclusivement professionnel, INOVA 87 est un carrefour de services pour l'innovation et le développement technologique de votre entreprise. Formation, Informations, conseils vous sont réservés.

Un rendez-vous indispensable
à ne pas manquer.

Ouvert de 9 h 00 à 18 h 30 - Entrée libre sur invitation à retirer à l'entrée du salon.

INOVA 87, c'est aussi un colloque :

- le 21 avril : un vaste débat sur l'entreprise, l'innovation, l'Etat, organisé par l'ANVAR et INDUSTRIES ET TECHNIQUES
- le 22 avril : une journée de formation sur le management des ressources technologiques organisée par l'ANVAR et EUREQUIP.

ANVAR 42.66.93.10
Commissariat général INOVA 40.05.77.33.

TELELAB
36.15 code SUNK

VÉRITABLE ANNUAIRE TÉLÉMATIQUE DE
LA RECHERCHE DANS LES LABORATOIRES
PUBLICS A LA DISPOSITION DES ENTREPRISES

BANQUE
DE DONNÉES
DES MRES
(Ministère de la recherche
et de l'enseignement
supérieur)

السلامة

150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 22 avril 1987 25

SECTEURS DE POINTE

Prendre en charge un centre de profit.

Vous désirez animer, gérer et développer un centre de profit...
L'Exploitation Informatique est un domaine que vous appréciez : vous connaissez ses besoins et les spécificités de son personnel, et vous avez si possible l'expérience d'un important centre de traitement informatique.
Une unité de 40 personnes orientée vers le Service en Exploitation recherche son

Directeur d'agence exploitation informatique Réf. DA 738

A vous de coordonner et de suivre sur le terrain l'action de vos collaborateurs, à vous de les motiver et de les dynamiser.
Vous assurez le développement de votre Agence et de sa clientèle. Vous prospecterez de nouveaux marchés et serez responsable de la croissance de votre chiffre d'affaires. Vous prendrez totalement en charge la stratégie commerciale et la gestion de votre Agence.
Si vous êtes prêt à assumer cette mission et à tenir vos objectifs, alors notre collaboration doit commencer très vite.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DA 738 à notre Conseil DATAID SELECTION
48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

Maîtriser nos systèmes dans l'AERONAUTIQUE

Notre groupe industriel français (13 établissements, 1800 personnes) développe et fabrique des équipements électriques, électroniques et des systèmes. Notre département AERONAUTIQUE, de réputation internationale, renforce ses structures et propose à court terme un développement de carrière passionnant pour un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Vous avez de 27 à 30 ans et vous êtes diplômé d'une grande Ecole d'Electronique. Vous avez réussi plusieurs intégrations informatiques de microprocesseurs, et l'analogique n'est pas un souvenir d'Ecole.
Vous développerez vos produits du cahier des charges à l'industrialisation incluse, avec une maîtrise et un potentiel qui devraient vous permettre à terme de diriger nos laboratoires (40 personnes).
L'anglais est indispensable. Des déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser sous référence M/3114/B2 (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) votre CV et votre rémunération actuelle à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

INGENIEURS COMMERCIAUX Haut Niveau

Notre groupe, classé parmi les 50 premières SSI françaises, souhaite recruter, dans le cadre de ses nouvelles structures, son potentiel commercial.
Nous proposons à des ingénieurs confirmés de partager notre ambition et d'évoluer vers des postes à responsabilité. Une formation supérieure dans une grande école d'ingénieurs serait souhaitée.

Informatique de gestion

Vous justifiez d'une expérience récente de 3 ans minimum en milieu SSI. Autonomie, sens de l'organisation et des contacts vous permettront de prendre rapidement en charge la direction d'une agence.

Informatique industrielle

2 ans d'expérience minimum en informatique industrielle, une bonne connaissance des techniques de pointe (Intelligence Artificielle, système Temps Réel, Robotique, Automatismes, Télécom) et un tempérament de gagnant sont indispensables pour intensifier notre développement de clients industriels.

Ces postes s'adressent à des professionnels motivés ayant une bonne connaissance du marché et des entreprises. Au sein d'une équipe performante, vous aurez la possibilité d'exprimer pleinement votre potentiel.

Une forte rémunération sera proposée aux candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à :

GRUPE ALIA - 10, bd de Strasbourg - 75010 PARIS. Tél. : 42.09.54.00 +.

ROBOTIQUE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Marseille

L'IRIAM recherche pour renforcer ses équipes de projets

RESPONSABLE DE L'EQUIPE ROBOTIQUE (4 personnes)

Formation : Ingénieur Grandes Ecoles, option Automatique/Robotique, 5 ans d'expérience minimum.
Mission : encadrement de projets en R et D, en Robotique Mobile et Systèmes de Commande.

INGENIEUR C.A.O.

Formation Ingénieur option C.A.O., Productique ou Mécanique.
Vous avez une double expérience d'environ 2 ans :
• dans l'utilisation de VAX VMS,
• d'un système de C.A.O. dans l'industrie (EUCAL, STRIM).
Mission : Exploitation et formation des utilisateurs des outils C.A.O.

JEUNE INGENIEUR/RECHERCHE (contrat CIFRE)

Vous possédez une double formation en Robotique et Intelligence Artificielle.
Mission : vous aurez à travailler sur des projets d'Intelligence Artificielle et Robotique Mobile.

Merci d'adresser votre candidature à Monsieur le Directeur du Personnel, Institut International de Robotique et d'Intelligence Artificielle de Marseille CMCI, 2, rue H. BARBUSSE, 13001 MARSEILLE.

Complétez votre première expérience par une activité technico-commerciale dans un environnement de haute technicité

Important fabricant du secteur de la para-chimie, nous recherchons un

Jeune Ingénieur Chimiste

à qui nous proposons :

- d'évoluer dans un secteur technique de pointe.
 - d'avoir pour interlocuteurs des industriels de très haut niveau.
 - de répondre aux problèmes techniques de nos clients en apportant les solutions adaptées.
- Pour mener à bien votre mission, vous travaillerez en relation avec nos laboratoires, nos techniciens et bénéficiez de notre savoir-faire reconnu sur le marché.
- Vous êtes un jeune ingénieur chimiste, possédant 2 à 3 ans d'expérience dans le secteur de la chimie ou de la para-chimie. Vous parlez anglais couramment et acceptez des déplacements sur la France entière de courte durée.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Média-System, tél. 9163, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Société importante, forte notoriété
(marché mondial très porteur)
Verreries fabricant des flacons haut de gamme
pour les plus grands parfumeurs mondiaux
recherche pour son unité (1400 personnes)
en Haute Normandie

jeunes ingénieurs

(diplômés A.M., CENTRALE,
I.C.A.M., MINES, ...)

Âgés de 25 à 30 ans ayant 1 ou 2 années de pratique dans l'industrie.

Ils bénéficieront d'une formation interne adaptée à l'entreprise avec des perspectives de postes à responsabilités importantes dans la production à moyen terme.

Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite + photo et prétentions au Cabinet :

D'HERMY CONSEIL FORMATION
2, Résidence du Franc-Marché
60210 GRANDVILLIERS

Société de MARKETING INTERNATIONAL AGRO-ALIMENTAIRE

recherche son

CORRESPONDANT INFORMATIQUE

Mission : assurer le suivi interne de la mise en place de notre schéma directeur informatique, en liaison avec la D.O. et le consultant externe.

Formation : formation supérieure en gestion, de type ESCA ou Agro-Agro ou MAGE/IAE.

Profil : animateur, esprit de synthèse.

- Prévisions :
- animer les équipes projets,
 - assurer le marketing interne du projet,
 - préparer les appels d'offres informatiques et les négociations,
 - assister les services lors de la mise en place des applications.

Adr. lettre man., C.V., photo, présent. s/n° 8.517 M
LE MONDE PUBLICITE, S. r. de Montesson, PARIS-7.

Société informatique, filiale
d'un grand Groupe industriel
développant des applications
sur VAX, recherche

CHEF DE PROJET C.A.O.

PORTRIAN Indispensable. Poste
évolutif au sein du Groupe.
Sans PARRAIN.

Merci d'envoyer candidature
sous réf. 87.01 M.L.C.A.
3, rue d'Henriette, 75010
PARIS, qui transmettra.

Ses d'Associations techniques
R.A.G.
recherche pour une mission
de 6 mois

UN INGENIEUR ELECTRONIEN

Ayant une connaissance
HARDWARE du MITRA 16
ou d'un système analogue.

Après une formation en
France, cet intervenant
devra assurer une formation
à des adultes à l'étranger
concernant le matériel de
système associé au MITRA.
ANALYSE OBLIGATOIRE.

Adressez CV + photo,
M. BOTSCHER STE RAC
8, rue Claude-d'Arrin
75008 Paris ou tél. pr. res.
45-23-87-00.

Le Monde CADRES

PARFRANCE

Nous sommes spécialisés dans la publicité de recrutement et
recherchons : [H/F]

REDACTEUR CONSEIL

pour assister et conseiller les directions du personnel des entreprises, pour la
réception, le conseil, l'élaboration, la rédaction, la mise en forme et le suivi des
annonces. Il est nécessaire de posséder une très bonne culture générale, des
connaissances graphiques, une facilité de rédaction et le goût des contacts
humains. Une expérience dans la profession est indispensable.
La possibilité d'un mi-temps peut être envisagée.



Adressez CV, photo, prétentions à
La Direction du Personnel
PARFRANCE ANNONCES
4 rue Robert Estienne 75008 PARIS

jeune ingénieur 3 ans d'expérience

Nous vous proposons de participer au développement d'une entre-
prise industrielle en pleine croissance (+ 60 % en 2 ans, 550 MF de
CA aujourd'hui).

Implantés dans 5 pays, nous fabriquons des machines de condition-
nement et d'emballage et sommes la filiale d'un Groupe (13 Milliards
de Francs de CA).

Ingénieur diplômé (Centrale, ENSAM...), vous avez une expérience
d'ingénieur d'Affaires ou d'homme d'entreprise dans une entreprise de
mécanique, automatisme, robotique, et vous parlez anglais.

Vous rendrez compte à la Direction Générale. Vous évaluerez des
dossiers techniques, marketing, de reprise d'affaires et participerez à
l'élaboration des plans stratégiques.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la
référence 899.19, à notre Conseil :

ONOMA Tour Crédit Lyonnais - 69431 Lyon Cedex 3.

**INGENIEURS
INFORMATIENS**

Une entreprise à taille humaine
vous attend

ARC informatique
CV + Photo
7, rue du Faubourg Montmartre
75009 Paris

Le Monde CADRES

RESPONSABLE PUBLI

PROMOTIONS ET PROGRAMMES DE VENTE

Intégré à la Direction du Développement des Ventes votre rôle sera :

- de participer activement à l'élaboration de la stratégie publicitaire - promotion,
- de concevoir et superviser les concepts et programmes Marketing : stations-services, revendeurs, grossistes, industriels,
- de diriger la préparation et la mise en œuvre des campagnes publicitaires et promotionnelles dans leur contexte budgétaire.

Expert en publicité, vous avez déjà fait vos preuves soit en agence, soit chez l'annonceur. Vous avez aussi animé une équipe de spécialistes ; vous êtes un homme de création. Enfin, vous possédez à votre actif une excellente maîtrise de l'organisation et de la réussite des campagnes publicitaires.

Mobil

Prête d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 24336 à MOBIL OIL FRANÇAISE - Service Recrutement Tour Septentrion - 92081 PARIS-14 DÉFENSE CEDEX 9.

CEUX QUI GAGNENT CHOISISSENT MOBIL

Situé dans le Parc de Sophia Antipolis, à quelques kilomètres d'ANTIBES sur la Riviera, le Centre Technique Europe Digital enregistre une très importante croissance. Notre Division du Personnel est par conséquent amenée à renforcer sa structure actuelle et recherche

Consultant Recrutement

Responsabilités :

- Interviewer et sélectionner des ingénieurs informaticiens de haut niveau.
- Assurer le suivi des campagnes européennes de recrutement.
- Participer au démarrage et à la mise en place du programme de recrutement des jeunes diplômés.
- Coordonner avec les services demandeurs le suivi des embauches par rapport au planning de recrutement.

Merci de faire parvenir votre candidature sous réf. CR/M à DIGITAL EQUIPMENT, Centre Technique Europe - Division du Personnel B.P. 29 - Sophia Antipolis 06851 VALBONNE CEDEX FRANCE.

Profil recherché :

- Formation supérieure (scientifique ou gestion).
- Expérience de 3 à 5 années acquise soit chez un constructeur informatique, soit en cabinet de recrutement dont AU MOINS UNE DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL OU A L'ÉTRANGER.
- Maîtrise parfaite de l'anglais; autre langue étrangère souhaitée.
- Forte capacité de travail, dynamisme et adaptabilité permettront aux candidats retenus d'évoluer à moyen terme vers d'autres responsabilités ou fonctions de la gestion du Personnel.

Digital : un choix de société



VILLE DE CHAMBÉRY (SAVOIE)

Recrutement d'urgence

Un directeur des affaires culturelles

(agent des Collectivités locales ou contractuel)

Chargé : - De mettre en œuvre les orientations municipales dans l'ensemble des Secteurs Culturels - D'assurer la coordination des rapports entre la Ville et l'Association de gestion d'un important centre culturel. - De diriger le Théâtre.

Candidature et curriculum vitae à adresser à M. le Maire, Service du Personnel, B.P. 1105, 73011 Chambéry Cedex.

PMI ambitieuse et solide dirigée par une équipe jeune cherche

TECHNICO-COMMERCIAUX

pleins de talent

Les candidats doivent posséder :

- une formation supérieure (Bac + 4 ou 5),
- de solides bases en sciences physiques et particulièrement en électricité,
- un goût certain pour les contacts commerciaux,
- un sens des responsabilités développé.

Une bonne pratique d'une ou plusieurs langues étrangères est souhaitée, et quelques années d'expérience seraient un plus. Toutefois, les qualités et la personnalité des candidats seront déterminantes dans notre choix.

Nous leur offrons :

- Dans l'immédiat, des postes de technico-commerciaux basés à PARIS au sein de notre équipe. Ils apprendront notre métier pour prendre le plus rapidement possible la responsabilité commerciale d'une partie de notre clientèle.

- Et ensuite : si les candidats ont du talent, s'ils ont la volonté de réussir, les portes leur seront grandes ouvertes pour accéder à des responsabilités beaucoup plus larges soit dans le cadre de notre société (direction commerciale française ou export) soit dans notre groupe.

Ecrire à SFEI - Direction du Personnel, 26, rue Berthollet, 75005 PARIS.

ASSISTER LE CONSULTANT DANS LES RECRUTEMENTS

Expérimenté ou souhaitant acquérir une première expérience professionnelle de recrutement des cadres, dans laquelle vous utiliserez couramment des méthodes psychotechniques, vous êtes soucieux d'évoluer vers le consulting.

Votre âge (25-30 ans environ) et votre formation (psychotechniques) font que vous êtes en mesure de gérer le suivi technique des missions : recherche et contact avec sources de candidatures, réception, tri, analyse, évaluation et rédaction des rapports. Rejoignez un des leaders de la profession situés à CAEN.

Merci d'adresser votre dossier de candid. à : ABOG, Bâtiment les Saint-Pères 63, rue de la Pipelle BP 5908, 14042 Caen Cedex.

Magazine Grand Public

JOURNALISTES PIGISTES

Recherche

- Informations générales.
- Culture, Arts.
- Économie.

correspondent bien PARÉ Env. lettre d'offres de services, CV, photo et prétentions.

S/r 8.516 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessay, 75008 Paris.

Le département de Seine-Saint-Denis

recrute par voie de détachement.

UN ATTACHÉ PRINCIPAL

Ce dernier sera responsable de service de l'aide sociale à l'enfance.

Adresser candidature avec C.V. à : M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS Hôtel du Département 124, rue Carnot, 93009 BOSTIGNY CEDEX.

L'INSTITUT DE MUSIQUE ANCIENNE DE SAINTES

(Festival, colloques, production lyrique, activités régionales)

direction artistique : PHILIPPE HERREWEGHE

recherche

DIRECTEUR(trice) ADMINISTRATIF(ve)

Profil souhaité : formation supérieure (commerce, IEP...)

Bonnes connaissances musicales

Poste fixé à SAINTES avec voyages fréquents.

CV + lettre manuscrite + photo à RP 214 - 17104 SAINTES CEDEX.

BERTRAND MICHEL

Agent de change à Paris

Recherche

ANALYSTE FINANCIER

Confirmé pour rejoindre une équipe dynamique.

Envoyer réf. et CV à : M. W. TIMMERMAN chargé BERTRAND MICHEL 7, rue de la Bourse, 75002 PARIS.

Jeune chef du personnel

La filiale française (300 personnes) d'un équipementier automobile d'envergure internationale crée la fonction chef du personnel. Sous la responsabilité du directeur général, il devra préparer les réunions et dossiers concernant les relations avec les partenaires sociaux et l'administration, mettre en place une politique active de formation ainsi que les procédures de reporting social. Par ailleurs, il supervise la gestion administrative du personnel effectuée par 2 personnes et anime les services généraux (gardien, cantine...). Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience de gestion du personnel si possible sur un site de production. La pratique de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle, fonction des compétences, sera de l'ordre de 180.000 francs. Le poste est à pourvoir en grande banlieue est de Paris. Ecrire à F.H. LESAGE en précisant la référence A/D 2844M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

5, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ETABLISSEMENT FINANCIER

RECHERCHE

Un(e) opérateur(trice) sur le marché financier

RÉF. OFS

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur scientifique ou économique (BAC + 4 minimum), débutant(e) ou ayant déjà eu une première expérience.

Après formation, vous prendrez en charge la négociation et la réalisation de transactions sur instruments financiers liés à l'évolution des taux d'intérêt.

Un(e) assistant(e) débutant(e) des opérateurs de marché

RÉF. AS2

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur scientifique ou économique (BAC + 4 minimum), vous prendrez, au terme d'une période de formation, la responsabilité du suivi des transactions et des opérations financières jusqu'à leur traitement par les services administratifs.

Le (la) candidat(e) devra faire preuve de ses qualités d'organisateur(trice) et avoir le goût pour des travaux nécessitant une grande précision.

Un(e) assistant(e) de parquet

RÉF. API

Vous avez obtenu au minimum un bac scientifique, vous avez un goût certain pour les chiffres (calcul mental et rigueur). Après formation, nous vous proposons d'assurer la réalisation et le suivi des ordres passés par nous ou notre clientèle sur le marché financier.

Ce poste convient à un profil motivé qui n'est pas rebuté par le commercial.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en indiquant la réf. du poste souhaité au MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8509, 5, rue de Montessay, 75007 PARIS. (Tous dossiers incomplets sera retourné.)

TOTAL

COMPAGNIE DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION TOTAL FRANCE

Recherche pour sa Direction Logistique Approvisionnement

UN SPECIALISTE EN COMMERCE INTERNATIONAL

Poste à pourvoir au siège social de Levallois-Perret.

Sa mission :

- Négocier les opérations d'achats et de ventes des grands produits.
- Entretenir les relations commerciales avec les opérateurs sur les marchés extérieurs : Majors - Traders - Courtiers.
- Suivre les opérations engagées.

Les candidats intéressés, débutants, ou ayant 1 à 2 ans d'expérience devront avoir une formation GRANDE ECOLE COMMERCIALE et connaître les mécanismes de l'exportation - Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : C.R.D. TOTAL FRANCE D.R.H. Service Recrutement - 84, rue de Villiers 92538 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

Rubrique
INTERNATIONALE
demain et tous les
MERCREDIS datés JEUDI.

سكيا في الاموال

UNIVERS DE
LA GESTION

Directeur Administratif et Financier

L'une des forces de notre groupe, c'est de gérer avec rigueur nos activités de création que ce soit dans le domaine de l'édition, de la presse ou de l'audiovisuel.

Pour ce dernier secteur de production et de distribution de programmes, en forte croissance, nous recherchons un HEC, ESSEC ou ingénieur grande école, ayant acquis une bonne maîtrise des techniques de gestion dans un cabinet international ou au sein d'une entreprise ayant de préférence une vocation similaire.

Après de la Direction Générale vous aurez la responsabilité de la gestion : budget et comptes prévisionnels, contrôle et analyse des résultats, relations avec la trésorerie et la comptabilité. De plus, cette fonction, très opérationnelle, implique de participer au montage et à la discussion des contrats, de trouver puis de mettre en place des solutions nouvelles de financement au niveau national et international.

Par votre compétence, votre sensibilité "culturelle", mais aussi votre fermeté, vous deviendrez vite le partenaire de nos équipes.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous référence 7032/M à Gestion des Cadres du Groupe HACHETTE - 12, rue François 1^{er} - 75008 PARIS.



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

BUDGET ET STRATEGIE

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et pouvez faire valoir une expérience de 3 ou 4 ans acquise au sein d'un cabinet d'audit ou dans le service contrôle de gestion d'une grande entreprise.

Nous vous proposons de participer à l'élaboration, et au suivi des budgets de la banque, et de conseiller les unités opérationnelles dans leurs choix stratégiques.

Cette première affectation vous ouvrira de nombreuses opportunités en France et dans le réseau international. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, manuscrite + CV + photo) sous la réf. JMS 13 à

Banque Indosuez
Service recrutement, carrières, formation
9 rue Louis Murat 75371 Paris Cedex 08



BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

Grands Investisseurs Français et Internationaux

Dans le cadre du développement de nos activités de placement et de gestion de portefeuilles pour le compte de grandes sociétés et de grands investisseurs institutionnels, notre nouveau département "Investisseurs et Entreprises" souhaite accueillir :

Chefs de Produits H/F

Vous serez responsable de la mise au point et du suivi de nos nouveaux produits : analyse des besoins, création, mise en place, suivi.animateur, homme d'organisation et de conception, vous possédez une bonne expérience des marchés et des produits financiers. Vous êtes rompu aux contacts de haut niveau. Réf. CP.

Ces postes offrent à des professionnels expérimentés, enthousiastes et créatifs, l'opportunité de participer activement à la mise en place d'un nouveau département plein d'avenir. Leur dimension internationale implique des déplacements à l'étranger. Nombreuses possibilités d'évolution de carrière pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentation) à Jean-Michel Pladé, Service du Recrutement, 7, rue Caumartin 75009 PARIS sous la référence choisie.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

ANALYSTE DE
GESTION

Filiale d'un groupe pharmaceutique international, les laboratoires SEARLE (290 collaborateurs et 600 H/F de CA en France) recherchent un analyste de gestion. Vous serez principalement chargé d'assister notre contrôleur de gestion dans les domaines du reporting des résultats financiers aux U.S.A., du suivi budgétaire et de l'analyse financière.

Outre une formation grandes écoles (HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent), le candidat aura acquis une première expérience en cabinet d'audit ou contrôle de gestion, si possible dans un contexte anglo-saxon. La maîtrise de l'anglais et de bonnes connaissances en microinformatique sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence M à SEARLE - Direction du Personnel - 7, bd Romain Rolland 92128 MONTRouGE Cedex.

SEARLE

POMA

POMAGALSKI, à Grenoble.

Leader mondial dans les remontées mécaniques, nous gagnons en étant des pros, avec des équipes enthousiastes, mobiles et sachant s'adapter aux contraintes de nos marchés. Nous sommes aussi rigoureux et développons des outils de gestion, souples et adaptables. Voulez-vous devenir notre

contrôleur de gestion international

Venez vous former au système de contrôle de gestion informatisé que nous mettons en place au siège, puis porter la bonne parole à nos filiales françaises et à l'étranger.

Ingénieur ou E.S.C. + D.E.C.S., vous avez une première expérience du contrôle de gestion dans une entreprise industrielle. Surtout, vous avez les mêmes qualités que nous. Homme de dialogue, vous savez écouter et convaincre, même en anglais (et en allemand ?). Alors, écrivez vite à notre consultant, D. MARTINON, (réf. 3835 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
6, RUE BILLERIE 38000 GRENOBLE
PARIS LYON LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Un très important GROUPE INDUSTRIEL ALLEMAND, fortement implanté dans le monde entier, recherche, pour sa filiale française, un

CHEF DU SERVICE
COMPTABILITE

Sous l'autorité du Responsable Financier, il sera chargé de l'ensemble des comptabilités, générale et auxiliaires, de l'établissement du bilan, des déclarations fiscales ; c'est à dire de l'animation d'un service d'environ 20 personnes.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures : ESC Finances/DECS complet, ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans une importante entreprise ou d'audit en cabinet et connaissant bien sûr la langue allemande.

Lieu de travail : proche banlieue ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) sous référence M 1820 à

AUM
1, place du Palais Royal
75008 PARIS

Confidentialité de rigueur.

Venez seconder
notre Directeur Financier

Société française en forte expansion, commercialisant des logiciels informatiques, filiale d'un groupe américain, basé à Paris (La Défense) recherche son équipe financière.

Assisté d'un comptable, vous serez responsable des comptabilités générale, clients, fournisseurs (soit journalier, reporting mensuel) et des déclarations fiscales et sociales. Vous participerez également à l'élaboration et au suivi du budget, ainsi qu'à l'amélioration des procédures internes.

Agé d'environ 25 ans, vous avez une formation supérieure à dominante comptable, type ESC + DECS

et une première expérience en cabinet d'audit anglo-saxon ou dans la filiale d'un groupe international.

Vous maîtrisez la comptabilité anglo-saxonne, le reporting, la micro-informatique et parlez couramment anglais.

Enthousiaste et pragmatique, disposé à vous impliquer fortement dans les opérations quotidiennes de l'entreprise, vous avez le potentiel pour accompagner le développement rapide de notre activité.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo sous réf. M 8733 à Chantal Mahoux
MULTICONSULT RECRUTEMENT
94, avenue de Villiers - 75017 Paris

MULTICONSULT
RECRUTEMENT



Directeur

Sirca

GROUP

RESPONS
DU SERVICE

Groupe Vict

abulite

SERVICE D'AUD
JEUNE Cresponsabl
en contrôle

ANALYSE

CONTROLE

1501

150 62 150

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 22 avril 1987 29

UNIVERS DE LA GESTION

Directeur financier Plus.

Filiale, en Rhône-Alpes, (CA : 200 MF, 100 pers.) d'un des grands Groupes français du Bâtiment, nous proposons des ouvrages "clés en mains" à des maîtres d'ouvrages publics ou privés. Nous concevons, créons, entretenons certes mais assurons aussi la mise en place des moyens nécessaires au financement de nos réalisations.

Vous êtes, avant tout, Directeur Financier, en entreprise, à l'aise dans la pratique quotidienne du contrôle de gestion, compétent en comptabilité et fiscalité, pertinent dans la gestion de la trésorerie et juste dans l'appréciation de la situation financière et de son environnement économique. Nous aimerions rencontrer aussi un homme curieux des techniques de financement, puisque, dans l'activité construction, c'est un outil de réussite des montages d'affaire et un instrument de compétitivité industrielle.

Le plus ? une réelle capacité à entreprendre, à s'impliquer sur le terrain, et à pratiquer le management quotidien avec l'équipe de direction. Exprimer votre intérêt aux consultants SIRCA Rhône-Alpes, le Britannica C - 20 boulevard Eugène Deruelle - 69432 LYON Cedex 03, sous référence 012411 M en envoyant votre CV et une photographie.



Sirca Rhône-Alpes

Membre de Syntec

Le groupe de CREDIT BAIL du CREDIT AGRICOLE recherche son

Expert comptable

Sous l'autorité du Directeur "Contrôle, Informatique et Comptabilité" il aura la responsabilité de la comptabilité de 4 établissements financiers.

Le poste est particulièrement intéressant pour un(e) candidat(e) de 35 ans minimum ayant une solide formation comptable (expertise) et une expérience de 10 ans minimum acquise dans des établissements bancaires ou financiers.

Il sera habilité à travailler avec les moyens informatiques et aura d'excellentes connaissances fiscales.

L'aptitude à animer une équipe d'une vingtaine de personnes est indispensable ainsi que le sens de l'organisation.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous Réf. LAM/O3.19 à CNCA - Service Gestion des Personnes - B.P. 48 GUYANCOURT 78280 ST QUENTIN EN YVELINES.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE



SCOR

GRUPE SCOR

RESPONSABLE DU SERVICE TITRES

Rattaché au directeur des Investissements, en liaison étroite avec les gérants de portefeuille et assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes, il assure le traitement administratif, comptable et fiscal des transactions réalisées sur les bourses française et étrangère et supervise la comptabilité des SICAV.

S'appuyant aussi bien sur un outil informatique central que sur des micros, il gère la vie des titres de nos différentes sociétés sous tous ses aspects. Il a aussi en charge les prévisions de revenus financiers.

Associé à la conception et au développement des nouveaux produits, son expérience et sa compétence sont un élément constitutif de la performance des gérants.

Comptable, gestionnaire, il est anglophone. Des connaissances juridiques seraient appréciées.

La rémunération - motivante - sera fonction de l'expérience plus que des diplômes.

La candidature manuscrite, accompagnée d'un CV + photo et prétentions, est à adresser sous réf. 315 à M. ROY - SCOR - Cedex 39 92074 Paris la Défense.

CONFESSE

Groupe Victoire

abeille paix

L'un des groupes d'assurances les plus importants du secteur privé recherche pour renforcer son

SERVICE D'AUDIT INTERNE JEUNE CADRE

(école commerciale ou formation universitaire + DECS).

Vous serez chargé de missions d'audit financier et comptable dans les différentes sociétés du groupe en France et à l'étranger.

Vous avez obligatoirement une expérience de 2 à 3 ans acquise dans un Cabinet d'audit anglo-saxon.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Madame IMBERT GROUPE VICTOIRE Service Emploi 52, rue de la Victoire - 75009 PARIS - référence AJ/0387.

TRÈS IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche

responsable d'études en contrôle de gestion

pour prendre en charge, dans le Service Contrôle de Gestion (25 personnes), l'ensemble des études et fonctions liées au suivi des activités et des frais de fonctionnement de l'établissement. A ce titre il participera aux développements importants du système de gestion.

Ce poste convient à un(e) candidat(e) de formation ESC ou équivalent, avec une expérience de 3 ans minimum en Contrôle de Gestion ou suivi budgétaire, dans une grande structure, de préférence du secteur tertiaire. Nombreuses possibilités d'évolution.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. L.178 à PAJ Conseil, 8, av. de Camoëns, 75116 PARIS

CHAUSURES ANDRÉ

Groupe de distribution CA 5 Milliards de Francs recherche

CONTROLEUR DE GESTION

- Débutant ou courte expérience.
- Formation exigée : diplômé d'une grande école de commerce.
- Poste basé à Paris

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions au Directeur du Contrôle de Gestion du Groupe 28, rue de Flandre - 75019 PARIS

JEUNES INSPECTEURS IARD

Vous souhaitez valoriser votre première expérience en compagnie d'assurance :

La Société Générale vous en offre aujourd'hui les moyens.

Au sein d'une petite équipe de techniciens en assurance, vous participerez aux études des risques IARD. Vous êtes prêt à vous investir dans notre département assurance et à partager notre volonté de réussir dans ce secteur plein d'avenir : vous êtes l'homme que nous attendons. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence IARD à Jean-Michel Pladé Service du Recrutement 7, rue Caumartin 75009 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

ACTUAIRES

SERVICE ACTUARIAT

Vous assurerez l'analyse et la programmation d'instruments d'aide à la décision utilisant les mathématiques financières et actuarielles. Réf. SA

SERVICE ASSURANCE VIE

Dans le cadre du développement de notre département Assurance Vie, vous serez responsable du contrôle de gestion et des études statistiques. Une expérience dans une société Vie serait un plus. Anglais indispensable. Réf. SAV

Vous possédez un diplôme d'ingénieur ou une maîtrise de mathématiques appliquées, des notions de gestion comptable et de micro-informatique. Homme de méthode et de réflexion, vous avez une aptitude à vendre vos idées. Votre rémunération sera fonction de vos compétences.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à Jean-Michel Pladé Service du Recrutement 7, rue Caumartin 75009 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

EXPERTISE COMPTABLE

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience de 2 à 4 ans dans un Cabinet d'Expertise Comptable.

Nous vous proposons de participer à la définition, l'élaboration, la mise en place et la maintenance des procédures comptables informatisées.

Pour ce faire, vous entretenez des relations avec les services fonctionnels de la banque, et devrez prendre en compte les différents aspects de la réglementation bancaire et de la normalisation comptable.

Nous vous offrons la possibilité de développer vos compétences et de saisir de nombreuses opportunités d'évolution tant dans la banque qu'au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. SG 33

Banque Indosuez
Service recrutement, carrières, formation
9 rue Louis Murat 75371 Paris Cedex 08



BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

RESPONSABLE SERVICE TITRES



Puisque vous êtes :

- âgé d'environ 30 ans ;
- titulaire d'un diplôme universitaire (minimum BAC + 2) dans une filière économique ou financière ;
- en charge de responsabilités dans un service Titres.

Et que vous avez :

- une bonne connaissance des opérations de Bourse et des produits financiers ;
- la maîtrise des traitements comptables et des régimes fiscaux liés aux opérations de Bourse et produits financiers.

Alors, nous vous offrons : d'intégrer la B.P.R.O.P. (Banque Populaire de la Région Ouest de Paris) située au troisième rang dans le Groupe des Banques Populaires (avec un C.A. de 800 millions de francs et plus de 200 000 clients) pour :

- manager une équipe impliquée de 15 personnes,
- prendre la responsabilité d'un service Titres puissant (en liaison étroite avec notre Direction Financière) et participer aussi au développement d'activités financières,
- évoluer rapidement en fonction de votre réussite.

Rencontrez-nous ! Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. ! Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - Précisez la réf. 535).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, s/réf 535/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, av. V-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

145.02.15.74

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Economie

SOCIAL

Une enquête de l'INSEE sur la flexibilité

Les chefs d'entreprise sceptiques sur l'«effet emploi»

Coup de coup, l'OCDE, l'INSEE et le Bureau international du Travail (BIT), chacun à leur manière, publient ou vont publier l'état de leurs travaux et de leurs réflexions. En France, le *Journal de l'économie*, sujet à la mode depuis quelques temps, était l'OCDE qui, après un premier rapport d'un « groupe d'experts de haut niveau » (*Le Monde* du 29 mai 1986), s'exprime sur la « flexibilité et la flexibilité », la « flexibilité et le marché du travail » (1). De façon prudente, l'OCDE ne retient que les éléments à la fois nouveaux et anciens : géographique et flexibilité interne d'entreprise. Dans un dernier chapitre, elle évoque sous une forme perverse, l'emploi dissimulé ou le travail non rémunéré, y compris cependant un secteur du travail, le réintégré dans le potentiel du travail.

Prochainement, le BIT devrait présenter un document complet sur toutes les mesures habilement comprises dans le fourre-tout rassemblé sous la bannière de la flexibilité et en donner une description par pays, avec des exemples d'exceptions et de comparaisons.

Aujourd'hui, l'INSEE se livre lui aussi à cet exercice, sous la forme d'une enquête, commandée par les Communautés économiques européennes et destinée à répertorier les mesures prises par les différents types d'entreprise. Les résultats, commentés et analysés par Mireille Elbaum, figurent dans la dernière livraison de la revue *Economie et Statistique* (n° 197, mars 1987), assortis d'une confrontation avec les données de l'enquête sur les chocs d'entreprise belges et britanniques sur le même thème.

Que révèle le dépouillement de ce questionnaire réalisé à la fin de 1984 sur 500 entreprises de l'industrie et du commerce? Une grande disparité dans les réponses, en fonction de la taille et surtout du secteur d'activité, qui met en lumière la différence des situations. Les grosses sociétés, par exemple, et notamment celles de l'automobile qui ont encore à dégraisser des effectifs, ne croient pas que davantage de souplesse les amènerait à embellir. Tout en gérant du temps de travail, voire sa réduction, pour pratiquer moins de licenciements. Globalement, les entreprises font preuve de scepticisme, quant

aux effets sur l'emploi d'une plus grande flexibilité du marché du travail, les plus intéressées étant les petites entreprises industrielles (moins de 200 salariés) et les grands commerces de détail, les moins optimistes étant les grandes entreprises de l'industrie et les petits commerces.

Parmi toutes les raisons de ne pas accroître l'emploi *« aucune ne se révèle dominante »* : le poids des charges sociales voisinant avec l'insuffisance de la demande, les contraintes liées à la concurrence ou les procédures d'embauche et de licenciement. Au-delà de 500 salariés, les charges sociales, les procédures d'embauche et de licenciement sont de moins en moins invoqués et ne le sont que dans un cas sur quatre, au-delà de 1 000 salariés.

Une attitude mitigée

De la même manière, les *question-
naires* sur les conséquences de
mesures d'assouplissement. Sur les
dix-huit proposés, 1,6 mesure en
moyenne serait susceptible d'infli-
cher fortement à la hausse leurs pré-
visions d'emploi et 4,5 mesures pour-
raient susciter de légères
modifications. Les autres, 12,5
mesures pour tout. Si l'ensemble
des mesures fixées prises simulta-
nément, 32 % des entreprises indus-
trielles et 37 % des sociétés du com-
merce en attendraient un effet
positif, 38 % des entreprises indus-
trielles et 37 % des commerces n'en
espèrent aucune incidence, les
autres n'ont pas d'opinion ou, pour

Dans l'industrie, on cite en premier lieu les procédures de licenciement, l'assouplissement des contrats à durée déterminée et l'aménagement des horaires de travail. Dans le commerce, on insiste sur les salaires des débutants ou sur les subventions à l'emploi. Les grands commerces misent sur les horaires d'ouverture et, pour les commerces de gros, sur les réductions de la durée hebdomadaire.

Mireille Elbaum note que les entreprises qui attendent le plus de la flexibilité sont celles qui la pratiquent déjà et en ont fait une méthode de gestion. Le recours au

travail précaire est alors sensible, qui correspond aussi à une vision optimiste de leurs perspectives. Les grandes entreprises, elles, sont plus intéressées par l'aménagement du temps de travail ou le développement du travail à temps partiel.

Cette façon dubitative d'aborder la flexibilité s'expliquerait, en France, par la présence encore forte de sureffectifs que les Belges et les Britanniques connaissent moins. 52 % des entreprises considèrent qu'elles emploient encore trop d'ouvriers non qualifiés et 11 % trop d'ingénieurs et cadres, preuve que les restructurations, commencées avec retard, ne sont pas terminées.

Les Français souhaitent une flexibilité - *nos azimuts* -, plus large que celle réclamée par les Belges. Les Britanniques sont très réservés ce sujet et n'accordent d'importance qu'aux subventions à l'emploi ou se montrent favorables à la réduction du temps de travail. Et le Grand-Bretagne, le niveau de salaire préoccupe, tandis que l'on constate une pénurie de main-d'œuvre qualifiée (déficit en cadres et techniciens) et que l'on observe une « saturation » du travail à temps partiel. Compte tenu de leur politique d'emploi, les Belges ont des besoins en matière de charges sociales, la flexibilité des salaires et voudraient plus de souplesse pour les contrats de travail ou les licenciements.

Ainsi, que ce soit en France ou à l'étranger, personne ne donne le même contenu à la flexibilité. Le remède miracle connaît autant de versions qu'il y a de situations. A suivre, puisque d'autres études viendront encore.

ALAIN LEBAUDE.

(1) *Flexibilité et marché du travail*, OCDE, Paris, 160 pages, 75 F.

● **Accession à la propriété :** les « emprunteurs en colère » manifesteront le 16 mai... Les représentants de dix-neuf fédérations départementales de l'Association de défense des intérêts des accédants à la propriété (ADIAP), réunis à La Mazière, près de Rennes, ont décidé, samedi 18 avril, d'appeler leurs adhérents à manifester dans les grandes villes de France le samedi 16 mai. Colonne arrière des remboursements qui augmentent et des salaires qui stagnent, les accédants à la propriété, qui avaient contracté

Les « états généraux » de la Sécurité sociale

M. Chirac précise la tâche des « sages »

Dans une lettre adressée le 17 avril aux *sages* - chargés d'animer le *« état général »* de la Sécurité sociale, et rendue publique le mardi 21 avril, M. Jacques Chirac confirme leur mission (le Monde du 15 avril). Dans *« un premier temps »*, les *sages* devront adresser pour le 15 mai *« un rapport d'étape »* : *« une analyse de la situation financière de la Sécurité sociale »*, précisent : *« si celle-ci appelle des mesures d'urgence »* ou, si oui, lesquelles.

« Les « états généraux » auront ensuite à analyser les perspectives de la Sécurité sociale à moyen et long termes, à indiquer le premier réflexe qui rappelle les thèmes de réflexion déjà évoqués par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, et souligne que « les « états généraux » n'exclueront de leur champ de réflexion aucune des branches de la Sécurité sociale, aucun des régimes et aucune des formes de couverture complémentaire. Les systèmes étrangers devront également être analysés ».

« Ces analyses serviront de support aux réflexions organisées au plan local à la fin du mois de juin et au début du mois de juillet. La synthèse des informations locales sera effectuée (par les sages, NDLR) pendant l'été », sous forme « de rapports d'ensemble sur les thèmes et les orientations principales que les « États généraux » auront dégagés... ». « Menée dans la plus étroite concertation avec l'ensemble de parties prenantes », elle « donnera lieu à une présentation générale vers la mi-octobre, lors d'une grande réunion de synthèse ».

des prêts à une époque où les taux d'intérêt étaient élevés, expliquant qu'ils ne peuvent plus faire face à leurs échéances. Environ 1 700 «emprunteurs en colbre» avaient déjà manifesté le 28 mars dernier devant le ministère de l'économie et des finances à Paris. L'ADAP, créée en octobre dernier, compte trente fédérations dans toute la France et revendique quelque 10 000 adhérents. L'association envisage également des actions auprès des banques.

TRANSPORTS

La direction du tunnel sous la Manche vent imposer aux chemins de fer une hausse de leur péage

La société Eurotunnel, concessionnaire de la construction et de l'exploitation du tunnel sous la Manche, a engagé une partie de bras de fer avec la SNCF et avec British Rail pour obliger celles-ci à payer plus cher le passage de leurs trains dans l'ouvrage.

M. Alastair Morton, coprésident britannique du consortium, a, dans la presse dominicale britannique, sommé le ministre des transports du Royaume-Uni d'obliger les sociétés ferroviaires à négocier. Celles-ci estiment que l'accord signé le 24 septembre et approuvé par toutes les autorités

compétentes est définir, il prévoit que les péages acquittés par la SNCF et British Rail représentent, sur la totalité de la durée de la convention, plus de la moitié des recettes nettes d'Eurotunnel, alors que les trains de voyageurs et de marchandises assurement, au mieux, la moitié de trafic. Mais Eurotunnel conteste et calcule qu'en recettes brutes (les frais d'exploitation de ses navettes n'étant pas déduits), la SNCF et British Rail n'acquittent que 40 % de leurs revenus.

M. Morton cherche à l'évidence à sortir de ce dialogue de sourds en brandissant le spectre d'un abandon du projet de tunnel, les banquiers hésitant, selon lui, à prêter les 50 milliards de francs nécessaires à sa construction. Il s'agit d'une sorte de chantage exercé sur les entreprises ferroviaires très intéressées — surtout la SNCF — par un ouvrage qui verra les trains à grande vitesse détourner à leur profit les passagers aériens. Il est vraisemblable que les présidents d'Eurotunnel, de la SNCF et de British Rail se reconstruisent pour trouver un *modus vivendi*.

D'autre part, les discussions se poursuivent sur les conditions d'exploitation du tunnel. La SNCF et British Rail souhaitent y faire circuler leurs convois ordinaires à 140 km/heure sans ralentissement, et certains trains à 200 km/heure, alors que Eurotunnel prévoit de relier les terminaux britannique et français en 33 ou 35 minutes, c'est-à-dire à une vitesse moyenne de 110 km/heure seulement...

Al. F.

La grève des contrôleurs aériens

Air Inter annule plusieurs vols du 21 au 24 avril

Le trafic aérien devrait être très perturbé, chaque matin de 6 à 30 h, le 8 à 30, de mardi 21 avril au vendredi 24 avril, en raison des vols de ces avions de navigation aérienne. A cause de cet arrêt de travail, Air Inter devrait annuler vingt-quatre de ses cinquante-cinq vols sur Paris prévus dans cette tranche horaire et de décaler trente et un vols transversaux (renseignements : (1) 45-39-25-25). Air France n'annulera aucun de ses vols mais avancera ou retardera le départ ou l'arrivée de ses appareils (renseignements : (1) 43-20-13-55).

Les syndicats SNCTA (autonome), CFTD, FO, CFTC et CGT demandent la prise en compte des primes - qui peuvent atteindre 30 %

du salaire — dans le calcul des retraites du personnel. Pour pouvoir satisfaire cette revendication, la direction générale de l'aviation civile avait imaginé de sortir du cadre de la fonction publique en créant une agence du contrôle aérien. Les syndicats se sont opposés à ce projet d'établissement public industriel et commercial. La direction et les syndicats discuteront, jeudi, d'une nouvelle proposition officielle qui améliorerait le régime de retraite des cadres de l'aviation civile d'environ 1 000 francs. En contrepartie, le départ à la retraite n'interviendrait plus de cinquante à cinquante-cinq ans, mais de cinquante-cinq à soixante ans.

A travers le monde, on ne compte plus les laboratoires de recherche qui s'évertuent à trouver une fibre synthétique super-résistante à la traction. C'est DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens, qui a découvert la solution.

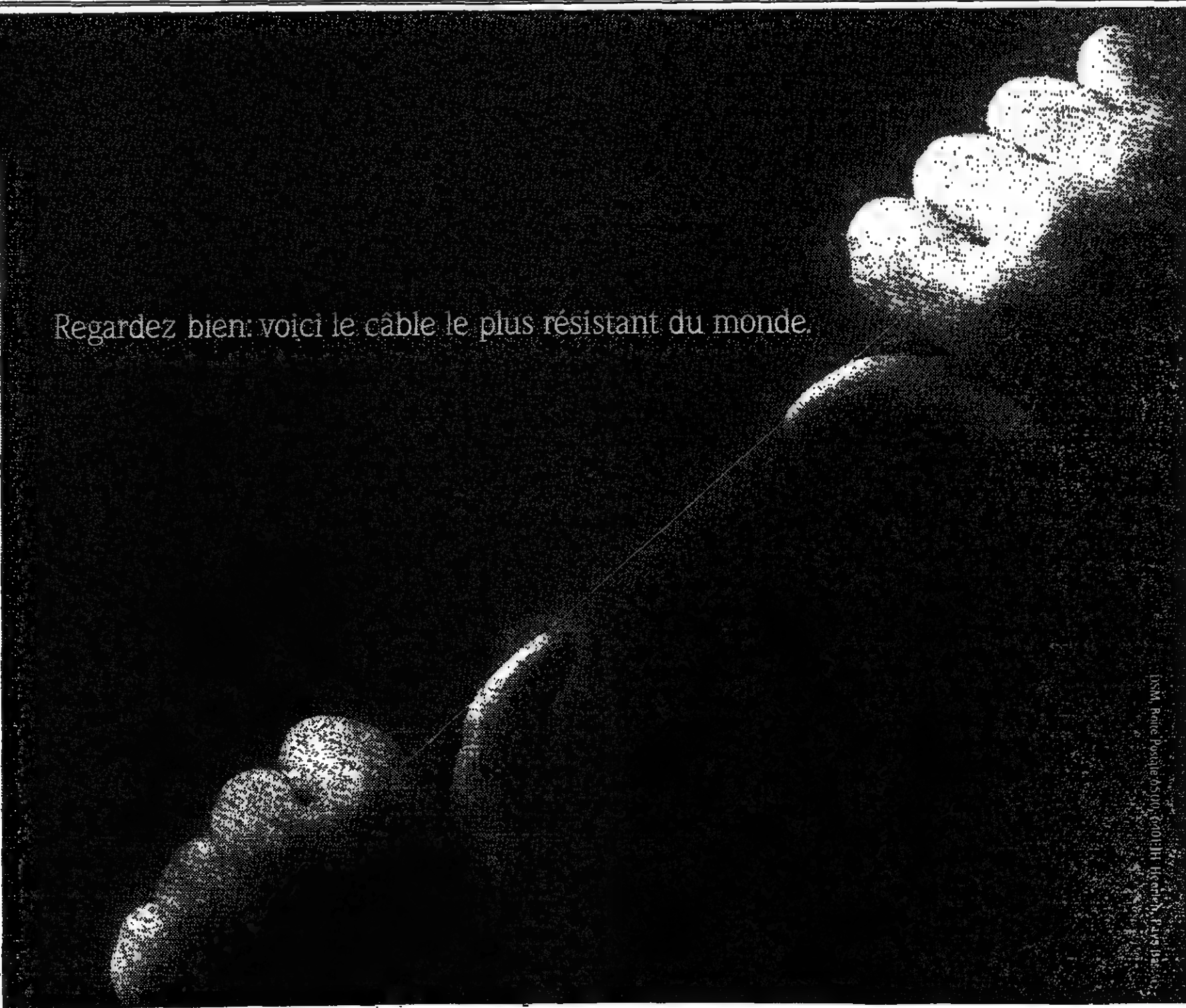
En liaison avec la firme japonaise Toyobo, nous avons réalisé une fibre de polyéthylène dix fois plus solide que l'acier: une fibre que l'on considère aujourd'hui comme la plus résistante dans le monde mais aussi dans les cosmos, n'envisage-t-on pas de l'utiliser, par exemple, pour armer ensemble un "train" de satellites dans l'espace. Mais DSM ne s'en tient pas là... Après une telle découverte, la créativité de nos quelque 1500 chercheurs n'est pas en reste pour donner corps à des idées qui semblaient auparavant chimériques, comme d'ancrer solidement un super-pétrolier, même par gros temps, avec un câble qui reste dépendant maniable, ou bien encore de relier, par une simple amorce, des satellites à une station spatiale pour pouvoir les récupérer facilement, en cas d'avarie.

Si nous nous sommes fait un nom dans le domaine des fibres synthétiques, c'est à force d'expérience, de recherches scientifiques et d'esprit créatif: ce n'est pas un hasard si DSM a pris place aujourd'hui dans le peloton de tête de la chimie mondiale.

DSM

**Nous avons déjà la solution,
ou bien nous la trouvons.**

Regardez bien: voici le câble le plus résistant du monde.



EMERGENCY ROUGE
Exposition 1954
IS A
NO. 1000
FACED
FACED

Economie

ÉTRANGER

Pour contrer la concurrence sud-coréenne

JVC lance un super-magnétoscope

Vers une nouvelle guerre des standards de magnétoscopes ? En lançant un super VHS, Japan Victor Company (plus connu sous le sigle JVC du groupe Matsushita, premier fabricant mondial) entend couper l'herbe sous les pieds de la concurrence de S-VHS, devenue menaçante, et planter de nouveaux jalons sur le vaste marché de la vidéo. L'appareil japonais est capable d'enregistrer et de reproduire des images de qualité professionnelle, c'est-à-dire très supérieure à tout ce qui existe actuellement sur le marché grand public. Le S-VHS possède une « résolution horizontale » de 430 lignes environ, alors que les magnétoscopes les plus performants (type HQ) n'atteignent pas 300 lignes, les plus ordinaires s'arrêtant à 240 lignes. De plus, l'appareil possède des dispositifs spéciaux pour, par exemple, réduire le bruit vidéo ou diminuer les interférences de lumière et de chrominance.

Ce magnétoscope très haut de gamme qui fonctionnera avec des cassettes spéciales était attendu depuis plusieurs mois. JVC l'a lancé le mardi 21 avril sur le marché nippon au prix de 220 000 yens (9 400 F environ). Prévu pour concurrencer les appareils américains, le standard de télévision (NTSC) est le même qu'au Japon, il devrait arriver en Europe vers la fin de cette année ou au début de 1988.

Cet appareil présente un intérêt supplémentaire : il est « compatible ». Autrement dit, il pourra fonctionner avec des bandes VHS normales, mais il perdra alors ses propriétés exceptionnelles.

Super-magnétoscope, donc super-images, en principe. La réalité sera toutefois un peu différente. L'amélioration sera sensible mais incomplète. Car les possibilités du S-VHS sont très supérieures à celles offertes par les postes de télévision classiques (300 lignes de résolution maximum). A moins d'être équipé d'un moniteur à haute définition, l'utilisateur ne pourra pas pleinement profiter de ses performances. Autant équiper une 2 CV avec un moteur de Rolls.

JVC ne l'ignore pas, mais le danger sud-coréen, a contraint la firme à forcer l'allure et à sortir plus tôt que prévu son nouveau produit. Les fabricants sud-coréens et japonais, qui jouissent d'une monnaie qui leur donne un incontestable avantage. Le won est rattaché au dollar et il baisse avec lui. Résultat : les matériels sud-coréens sont beaucoup moins chers que leurs concurrents japonais. Les exportations sud-coréennes de magnétoscopes vers la CEE ont littéralement explosé en 1986 (+ 40 %) pour atteindre 1,2 million de pièces (15 % des importations de ce type d'appareils). Les États-Unis, premier mar-

ché pour les Japonais, ont été submergés par les téléviseurs couleur sud-coréens (20 % des importations en 1986).

Pour endiguer le flot et tenter de regagner les parts de marché perdues, les Japonais se sont hâtés de limiter leurs ventes de licences à ces voisins envahissants. Mais les Sud-Coréens savent aussi innover en employant, par exemple, la cassette DAT (digital audiotape) comme vidéo-cassette d'un nouveau standard (4 mm) pour concurrencer le VHS et le 8 mm. En réplique, JVC veut accélérer le vieillissement des procédés vidéo actuels, créer le besoin et favoriser le renouvellement progressif du parc de téléviseurs avec la haute définition en perspective.

Le groupe japonais espère, enfin et surtout, obliger les fabricants sud-coréens à passer sous ses fourches caudines en lui achetant sa licence. Sa maison mère Matsushita (marques National, Technics, Panasonic) mais aussi Sharp et Hitachi ont accepté cette licence, laissant présager un tir groupé des Japonais, à l'exception peut-être de Sony qui privilégie le 8 mm et qui pourrait lui aussi être pris à contre-pied par l'offensive de JVC sur les S-VHS. Le marché vidéo se prépare à de nouvelles grandes manœuvres.

ANDRÉ DESSOT.

Le conflit commercial américano-japonais

Washington maintient ses pressions sur Tokyo

L'envoyé spécial du Premier ministre japonais, M. Shintaro Abe, a entamé le lundi 20 avril des entretiens à Washington dans un climat rendu difficile par l'imposition de sanctions contre certaines importations japonaises. Le même jour, mais à Tokyo, le représentant spécial de M. Reagan pour le commerce international, Clayton Yeutter, déclarait que les efforts du Japon pour développer sa demande intérieure étaient insuffisants et que Washington voulait des actes plus que des mots. M. Yeutter a déclaré au ministre des affaires étrangères Tadashi Kuranari : « Le Japon devrait donner la priorité à la croissance de la demande intérieure pour réduire le déséquilibre commercial avec les États-Unis, actuellement très en faveur du Japon ».

M. Yeutter était arrivé au Japon dimanche 19 avril pour des discussions commerciales importantes puisqu'il en a tenu quelques jours après la décision prise par Washington d'imposer une taxe de 100 % sur certaines productions japonaises importées. Il a demandé au Japon d'augmenter ses importations en provenance de pays sous-développés et d'aider davantage les pays accablés par leur dette extérieure. M. Yeutter a aussi demandé au gouvernement japonais d'augmenter ses

achats de super-ordinateurs américains, réclamant d'autre part l'accès, pour les firmes américaines, au marché japonais des télécommunications et à celui de la construction de l'aéroport international à Kansai, dans l'ouest du pays (voir ci-dessous).

M. Yeutter, accompagné par le secrétaire américain à l'agriculture, M. Richard Lyng, a aussi rencontré le ministre japonais de l'agriculture, M. Mutsuki Kato afin de parler de l'augmentation par Tokyo de ses achats agricoles aux États-Unis et notamment de l'ouverture du Japon au riz américain, demande qui a été rejetée. M. Yeutter et M. Lyng ont également demandé que le Japon élimine ses quotas d'importation sur douze produits agricoles américains, notamment le bœuf, les agrumes et les cacahuètes.

M. Baldrige à Séoul

Parallèlement, plusieurs représentants américains ont indiqué, au cours d'une conférence qui rassemblait à Séoul (Sud-Ouest du Japon) quatre-vingts responsables japonais et américains, que la Chambre des représentants adopterait très prochainement une loi sur le commerce.

Cette loi demanderait aux pays étrangers excédentaires de réduire leurs soldes commerciaux avec les États-Unis de 10 % l'an.

L'offensive américaine touche aussi la Corée du Sud. Le secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige, arrive lundi à Séoul pour une visite de deux jours, a commencé ses discussions avec son homologue sud-coréen M. Rah Woong-Bae sur les moyens de faire baisser le déficit commercial des États-Unis avec la Corée du Sud.

Malgré les récents efforts de libéralisation faits par Séoul, M. Baldrige a sévèrement critiqué les barrières tarifaires et non tarifaires, qui gênent les exportations américaines de vins, d'automobiles, de cigarettes et d'équipements de télécommunication. M. Baldrige a aussi demandé à la Corée d'ouvrir ses marchés de la publicité et de la distribution aux étrangers.

Si des mesures ne sont pas prises rapidement, le déficit commercial américain avec Séoul, qui a été l'année dernière de 7,4 milliards de dollars, pourrait être de 10 milliards de dollars. L'émissaire américain a aussi réclamé une forte réévaluation du won coréen, alors que Séoul accepte seulement de faire progressivement monter le won.

Malgré des appels d'offres internationaux pour la construction de l'aéroport le plus cher du monde La création d'une île artificielle près d'Osaka est confiée à des entreprises nippones

OSAKA de notre correspondant.

Le projet est ambitieux : construire une île artificielle de cinq kilomètres de la côte pour y implanter un aéroport international disposant d'une piste de 3 500 mètres, fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et capable d'accueillir 60 millions de passagers par an, ce qui représente 160 000 atterrissages et décollages. Un travail titanesque, au beau milieu de la baie d'Osaka. La mer, à l'endroit choisi, a une profondeur d'une vingtaine de mètres et il faudra abattre des pans de montagne pour trouver 150 millions de mètres cubes de terre et les dizaines de millions de tonnes de sable et de pierres pour faire émerger l'île de la mer. Au plus fort des travaux, dix mille ouvriers seront nécessaires chaque jour. Le chantier a été ouvert en janvier dernier et l'aéroport doit être inauguré en 1993.

Coût de ce gigantesque projet : 40 milliards de francs, dont les deux tiers serviront à la construction de l'île artificielle de 510 hectares et du pont à deux niveaux (un pour les automobiles et l'autre pour les trains) la reliant à la terre ferme.

L'importance du projet de construction de ce qui sera l'aéroport le plus cher de monde a légitimement suscité l'appétit des entreprises étrangères, en particulier américaines, et l'aéroport d'Osaka est devenu un nouveau sujet de friction entre le Japon et les États-Unis, à la même enseigne que les semi-conducteurs ou l'accès au marché nippon des fabricants américains de pièces détachées pour voitures. Malgré la rumeur des entreprises américaines, la première phase du projet — la construction de l'île artificielle — a été confiée quasi exclusivement à des Japonais.

Agacés, les Américains font valoir qu'en 1985, les entreprises de construction japonaises ont obtenu pour 1,8 milliard de dollars de contrats aux États-Unis et que les restrictions mises par les Japonais à la participation des firmes étrangères ainsi que les lois clandestines présidant aux appels d'offre (la pratique, certes, illégale, mais courante des ententes préalables dénommées *dango*) constituent un exemple type de protectionnisme innoué du marché japonais.

Les étrangers consultés pour l'aéroport

« Le marché n'est pas fermé », rétorque M. Yoshio Takeuchi, ancien haut fonctionnaire au ministère des transports et aujourd'hui président de la société pour l'aéroport international du Kansai (région d'Osaka, Kyoto, Kobe). « Il s'agit simplement d'une question de compétitivité. Tous les appels d'offre ont une grande précision et surtout le projet doit absolument suivre le calendrier prévu particulièrement pour la première phase des travaux. Nous pensons que seules des entreprises japonaises sont en mesure de nous fournir les services dont nous avons besoin en temps voulu ».

M. Takeuchi affirme que le système des appels d'offre n'est pas discriminatoire pour les entreprises

étrangères. « Les sociétés japonaises qui travaillent à l'étranger ont mis des années pour parvenir à la position qu'elles occupent. Lors d'un séminaire d'explication que nous avons organisé en automne dernier pour une délégation américaine, j'ai dit à mes interlocuteurs de bien étudier nos pratiques en affaires avant de se lancer sur notre marché ».

Résultat en tout cas : sur trente-cinq sociétés américaines qui avaient demandé à participer aux appels d'offre, seules quatre ont obtenu des contrats. Bechtel a été choisi comme conseiller technique et Delmonte, Caterpillar et Remond se sont vu confier de petits contrats.

Si les arguments japonais en ce qui concerne l'impératif des délais peuvent avoir quelque poids, il reste que la construction de l'aéroport d'Osaka est perçue par les milieux d'affaires du Kansai comme quelque chose qui leur revient de droit. Le secteur privé a joué un rôle majeur dans cette opération et il en finance 20 %. Pour les hommes d'affaires du Kansai, le nouvel aéroport est la clé d'une série de grands projets destinés à donner un nouvel essor économique à la région. « Il est naturel que ceux qui ont été à l'origine de ce projet et le financent en partie aient une priorité », affirme M. Nishikawa, directeur du département des affaires internationales du Kansai-ken (patronat du Kansai).

Il semble, en outre, que les Américains, qui ont été les plus virulents dans la critique des méthodes japonaises, n'étaient qu'à moitié prêts à participer à la première phase des travaux. L'impréparation dont témoignaient certains dossiers présentés par des entreprises demandant à participer aux appels d'offre a conduit rapidement les Japonais à penser que la pression américaine était avant tout de nature politique. Les États-Unis veulent ouvrir une brèche dans la monolithique marché nippon de la construction pour pouvoir prendre part aux grands projets de travaux publics des deux prochaines décennies (60 milliards de dollars), dont le pont sur la baie de Tokyo et l'expansion du port de Yokohama.

Si les firmes étrangères ont été pratiquement exclues de la première phase des travaux, elles sont en revanche les bienvenues pour la seconde (piste et aéroport) et la troisième (équipements). Les Japonais veulent, en effet, ce qui se fait de mieux et ils sont par conséquent disposés à recourir aux services des entreprises les plus avancées dans le domaine des équipements d'aéroport. Les appels d'offre seront orga-

nisés très prochainement, dans la foulée de l'achèvement de la fondation de construction d'aéroports qui se tiendra à Osaka du 12 au 15 mai prochain. A cette occasion, sera organisé un séminaire spécialement destiné aux Européens, pendant sorte à celui des Américains en quelque sorte.

Des Français hésitants

Les entreprises françaises, en tout cas l'Aéroport de Paris, sont bien placées pour obtenir des contrats, mais elles semblent hésitantes à participer à une manifestation jugée trop proche dans le temps de l'explosion du Bourget. Un renoncement qui risque d'avoir des conséquences fâcheuses pour la position française dans son ensemble : les concurrents européens tireront avantage de leur absence, ou de leur présence insuffisante, et les Japonais se manœuvreront pas d'utiliser cette défaillance comme argument dans les futures négociations.

L'aéroport d'Osaka est en fait l'élément le plus visible, en raison de la polémique dont il a été l'objet et des interventions tonitruantes des États-Unis, d'un ensemble de projets qui sont significatifs de l'ambition internationale d'Osaka.

PHILIPPE PONS.

M. Baker hostile à une nouvelle baisse du dollar

Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a réaffirmé le lundi 20 avril qu'une nouvelle baisse du dollar sur les marchés des changes serait « nuisible ». Interviewé par la chaîne de télévision NBC, M. Baker a rappelé que les sept principaux pays industrialisés occidentaux étaient « disposés à agir conjointement » pour stabiliser le cours du billet vert à son niveau actuel sur les marchés des changes.

M. Baker a enfin jugé « adéquate » la politique monétaire menée actuellement par la Réserve fédérale américaine. « Tout le monde aimerait des taux d'intérêts plus bas », mais il est important de continuer à lutter contre les pressions inflationnistes, a-t-il dit. Le directeur du budget, M. James Miller, avait exprimé en fin de semaine dernière la crainte qu'une politique monétaire trop restrictive de la Fed n'entraîne une récession l'année prochaine aux États-Unis.

REPÈRES

Electroménager

La Chine, premier producteur mondial de machines à laver

La Chine est devenue le premier producteur mondial de machines à laver et de ventilateurs électriques, et le sixième producteur mondial de réfrigérateurs, affirme l'agence Chine nouvelle, se référant à des statistiques du ministère de l'industrie légère. En 1986, l'empire du Milieu a produit près de 9 millions de machines à laver.

Toutefois, les besoins sont loin d'être satisfaits : 31 % des ménages possèdent des ventilateurs, 13,3 % des machines à laver et 2,3 % des réfrigérateurs. Les autorités reconnaissent, en outre, que la qualité des appareils fabriqués en Chine ne répond pas toujours aux aspirations des consommateurs, qui préfèrent donc acheter des produits japonais, malgré leur prix élevé.

Une machine à laver fabriquée en Chine coûte entre quatre et six fois le salaire mensuel d'un ouvrier (entre 400 yuans et 600 yuans, soit de 970 F à 1 460 F environ). Le prix d'un téléviseur couleur est de l'ordre de 1 000 yuans (2 420 F). — (AFP.)

Construction navale

Les exportations japonaises au plus bas

Les chantiers navals japonais ont reçu, pour l'année budgétaire 1986, des commandes représentant 1,84 million de tonnes, en baisse de 32,6 % par rapport à 1985, a indiqué, le lundi 20 avril, l'Association japonaise des exportateurs de navires. C'est le plus faible niveau de commandes enregistré depuis 1980. L'Association précise que la charge de travail des chantiers à l'exportation est évaluée à 3,93 millions de tonnes, en dessous de ce qu'elle nomme le « point critique » de 4 millions. — (AFP.)

M.S. Mastère Spécialisé en ESSEC GESTION MARKETING

- M.S. UN STANDARD NATIONAL ET INTERNATIONAL délivré par la conférence des grandes écoles.
- PROGRAMME INTENSIF de 13 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, de GRANDE ÉCOLE, de second cycle universitaire.
- SPECIALISATION PROFESSIONNELLE en Communication, Gestion de Produit, Vente et Distribution

Date limite de dépôt de candidature : 30 mai 1987
Informations : Claire DELORME Tél: (1) 30.38.38.00
M.S. en GESTION MARKETING de l'ESSEC B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise
ESSEC - Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

DEPUIS 1925
LES PRESSES DU PALAIS-ROYAL
IMPRIMERIE
DES
THESES
CREDIT AUX UNIVERSITAIRES
UN AN SANS INTERET
65, rue Sainte-Anne - Tél. 42 98 20 00

CIO

Crédit Industriel de l'Ouest

Plus que la banque

Le Conseil d'Administration du CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST (Groupe C.I.O.), réuni le 2 avril 1987 sous la présidence de Monsieur Bernard MADINIER, a examiné et approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Le total du bilan s'établit à 20.656 MF contre 17.678 MF à fin 85. Il enregistre une augmentation de 9,6 % des dépôts de la clientèle et de 13,2 % des crédits consentis à la clientèle.

Hors plus-values exceptionnelles résultant de l'échange d'actions S.F.P.I. et de la vente d'actions SAINT GOBAIN, les résultats sont en notable progression :
- Produit net bancaire 1.050,3 MF soit + 12 %
- Résultat brut d'exploitation avant amortissements et provisions 193,1 MF soit + 44,2 %

L'augmentation des amortissements (38,7 MF contre 30,8 MF) provient presque intégralement de l'imputation de la totalité des frais d'émission des emprunts obligataires émis en 1986 et antérieurement.

Par ailleurs, une provision exceptionnelle de 6,2 MF, soumise à l'impôt, a été constituée afin de compléter la provision pour charges de retraite afférentes aux personnels ayant quitté l'entreprise.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, le bénéfice net de l'exercice, après impôts, s'élève à 35.445.757 F contre 19.580.000 F en 1985.

Si l'on déduit la plus-value exceptionnelle nette d'impôt de 6.324.000 F, le bénéfice net courant est de 29.122.000 F soit une progression voisine de 50 %.

Sauf en ce qui concerne les dépôts de la clientèle, dont l'augmentation est moins rapide qu'espérée, l'activité des premiers mois de 1987 est satisfaisante, notamment en ce qui concerne les crédits à la clientèle qui se développent à un rythme très soutenu.

Les interventions dans le domaine financier sont, elles aussi, en forte progression. Plusieurs introductions sur le second marché de la Bourse de Nantes sont effectuées prochainement par le C.I.O., et en premier lieu, celle de la Société DUGUY-CREATION le 27 mai 1987.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a autorisé la Direction Générale à poursuivre les études en cours visant à regrouper les différents services du siège social actuellement répartis entre plusieurs sites, de façon qu'une décision définitive puisse être prise rapidement.

GROUPE CIO

J - 10

Il ne vous reste plus que quelques jours pour demander votre dossier de candidature pour la prochaine sélection du CESMA.

LE 3^e CYCLE INTENSIF DE MANAGEMENT EN 10 MOIS

école supérieure de commerce de Lyon **cesma**

Centre d'études supérieures du management
cesma information - B.P. 174 - 69132 Ecully Cedex - Tél. 78 33 81 22

150 000 000

Economie

ÉTRANGER

La coopération franco-indonésienne

Djakarta n'a utilisé que les deux tiers des crédits mis à sa disposition par Paris

La coopération franco-indonésienne a été relancée depuis l'échec des discussions de septembre 1986, lors de la visite de M. François Mitterrand. Mais son avenir demeure incertain, les Indonésiens se refusant à utiliser une part substantielle des crédits mis à leur disposition par Paris.

DIJAKARTA
de notre envoyé spécial

Premier partenaire commercial de la France en Asie du Sud-Est, l'Indonésie demeure, avant tout, un allié privilégié du Japon et des États-Unis pour des raisons à la fois politiques, économiques et stratégiques. A l'heure de la récession, dont ce pays est victime en raison de la chute de ses ressources pétrolières, les Américains, les Japonais et les institutions financières internationales qu'ils animent ont adopté une attitude particulièrement tolérante, offrant des conditions de crédits avantageuses à Djakarta.

Les Indonésiens, devenus depuis dix ans de prudents gestionnaires, sont d'autant moins demandeurs de crédits que, pour des raisons d'économies, leur budget de développement subit des coupes drastiques en attendant des jours meilleurs. En outre, Djakarta a décidé, par un décret d'octobre 1985, de soumettre à appel d'offres internationaux tous les projets financés par crédits mixtes, sauf ceux présentant des conditions particulièrement avantageuses. La France était la première visée par cette mesure en raison de sa pratique du mixage des crédits.

La négociation, en 1986, d'un nouveau protocole d'accord financier a donc été très ardue. Les Indo-

nésiens ont refusé de céder sur les conditions, très avantageuses, faites aux crédits mixtes : vingt-cinq ans de durée, sept ans de grâce et 3,5 % de taux d'intérêt, soit un élément de 48 %. Le Trésor français a fait grise mine, et quand, en septembre, le chef de l'Etat s'est rendu en visite officielle à Djakarta, les discussions étaient au point mort. Elles n'ont repris, sérieusement, qu'après le séjour de M. François Mitterrand. Le protocole d'accord n'a été signé que fin décembre, tout juste dans les délais impartis pour les allocations d'aide française.

D'un montant de 943 millions de francs - l'équivalent de ceux des années passées - ce protocole compte 539 millions de crédits mixtes, aux conditions imposées par les Indonésiens. Mais, sur cette dernière somme, 300 millions de francs n'ont pas encore été affectés. Les Indonésiens ont jusqu'au 30 juin pour décider de les utiliser ou non. Jusqu'ici, ils n'ont pas donné l'impression d'être pressés de se prononcer.

La première tranche de crédits - 414 millions de francs de crédits bancaires - finance la création d'un réseau horticole couvrant Java et Bali (310 millions de francs) et des études de sismologie (104 millions de francs). Les 239 millions de francs de crédits déjà affectés de la deuxième tranche (celle des crédits mixtes) couvriront l'installation d'un centre de distribution d'électricité et deux opérations d'extension du téléphone à Djakarta.

Hors protocole figure le doublement de la capacité de l'aéroport international de Djakarta, qui a été construit par des sociétés françaises. La réalisation de cette deuxième phase coûtera environ 2 milliards de francs, dont 800 millions sont déjà

engagés. Comme il s'agit d'un renouvellement de commande, les Indonésiens ont accepté des conditions identiques à celles de la première phase.

En revanche, la réalisation de la partie française du Jabotabek - métro aérien du Grand-Djakarta - est au point mort en raison d'un désaccord entre le constructeur français et les autorités indonésiennes sur les 300 millions de francs déjà avancés. Ce désaccord porte sur la répartition des responsabilités, les Japonais, déjà chargés de construire l'une des trois lignes prévues, n'ayant apparemment pas renoncé à récupérer l'ensemble du projet.

Dans les années 70, l'Indonésie, amorçant son développement à la faveur du boom pétrolier, est devenue le terrain de grands chantiers français. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Face à la concurrence internationale, sur ce marché éloigné, les Français sont désormais contraints d'offrir de meilleures conditions de crédits et de jouer la qualité. Les ventes françaises, en revanche, disposent encore de créneaux solides. Il y a deux mois, par exemple, les Indonésiens ont acheté des radars français (un contrat de 200 millions de francs) pour assurer la surveillance de leur espace aérien.

Mais l'avenir de la coopération entre les deux pays dépend surtout de l'attitude de Djakarta à l'égard des 300 millions de francs en attente d'affectation. S'ils ne se décident pas à les utiliser, le Trésor français risque de durcir son attitude lors de la négociation du prochain protocole. Dans le cas contraire, les Indonésiens attendront sans doute de Paris une réponse à ce qu'ils considèrent comme un geste de bonne volonté de leur part.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Pour une réduction de leurs horaires Grève de médecins hospitaliers danois

COPENHAGUE
de notre correspondant

Au Danemark, les conventions collectives ont été pour la plupart renouvelées cet hiver sans trop de difficultés (*Le Monde* du 5 février). Mais il y a eu des exceptions : la fédération des conseils départementaux, qui administre le secteur de la santé, n'a pu, malgré quatre mois de négociations, parvenir à un accord ni avec les spécialistes du secteur privé ni avec les médecins auxiliaires (c'est-à-dire non fonctionnaires) des hôpitaux.

Résultat : depuis le 1^{er} avril, les spécialistes fixent librement leurs honoraires, que les clients doivent acquitter directement. Quant aux médecins auxiliaires des hôpitaux, ils ont, après les préavis d'usage, commencé vendredi 17 avril une grève progressive illimitée. Déjà, les jours précédents, des débrayages avaient créé une situation chaotique dans certains établissements.

Les médecins auxiliaires ne se battent pas pour leurs traitements, mais pour obtenir une réduction de leurs horaires de travail comparable à celle qu'ont obtenus récemment les autres services publics. Ils se plaignent de faire quarante-huit heures de travail en moyenne par semaine (et même soixante selon certains), et veulent ramener ces horaires à trente-neuf heures, ce qui permettrait, selon leur porte-parole, d'embaucher quelques dizaines de confrères au chômage.

L'administration rejette ces revendications, dont elle conteste le bien-fondé. Les médecins hospitaliers, disent ses représentants, travaillent moins de trente heures par semaine : dans leurs calculs, ils incluent les heures où ils restent chez eux pour répondre à un appel éventuel de leur hôpital. Quant au gouvernement, il a fait savoir que pour le moment il ne souhaitait pas intervenir.

CAMILLE OLSEN.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global, de base 1000, 31 décembre 1986

10 avril 1987

Valueurs francs, à revenu var.	111,9	112,3
Valueurs étrangères	115,4	119
Valueurs étrangères	114,9	119
Mécanisme-énergie	111,3	112,1
Chimie	115,6	116,8
Mécanisme, mécanique	116,7	118,2
Electricité, électronique	113,7	114,2
Matériel et matériel	122,8	123,4
Ind. de consommation, non alt.	112	119,4
Appareils électroniques	111,8	110,8
Distribution	113,3	112,1
Transport, biens, services	113	112,1
Aménagement	103,4	108,4
Crédit banque	107,1	108
Social	89,8	90
Immobilier et immobilier	102,7	104,5
Immobilier et immobilier	111,9	111,7

Base 1000, 31 décembre 1986

Valueurs francs, à revenu var.	111,9	112,3
Valueurs étrangères	115,4	119

Base 1000, 31 décembre 1986

Indice des val. francs, à rev. var.	111,9	112,3
Indice des val. étrangères	115,4	119
Sociétés	122,1	121,9

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100, 31 décembre 1986

Indice global	442,3	450,1
Produits de base	282,5	283,8
Construction	488,1	493,3
Biens d'équipement	387,4	395,6
Biens de consommation	618,7	636,1
Biens de consommation, non durables	577,8	578,7
Biens de consommation, durables	481,8	488
Services	425,7	422
Sociétés	612,4	609,4

Base 100, 31 décembre 1986

Indice global	382,2	388,7
---------------	-------	-------

Quotas laitiers britanniques : 17 millions de livres d'amendes. - Les producteurs laitiers d'Angleterre et du Pays de Galles vont devoir payer plus de 17,5 millions de livres sterling (171,5 millions de francs environ) à la CEE pour avoir dépassé de 98 millions de litres leur quota de production au cours de l'année terminée fin mars, annonce l'office laitier britannique (Milk marketing board). La production maximum était fixée à 12 377 millions de litres. De plus, les producteurs anglais, écossais et gallois subiront en 1987 une nouvelle baisse de leur quota, à la demande de la Commission de la CEE, afin de permettre à l'Irlande du Nord d'augmenter sa production. - (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CONSEIL D'ADMINISTRATION



BANQUE NATIONALE DE PARIS GUYANE

Le Conseil d'Administration réuni le 10 avril 1987, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 1987.

Le bénéfice net s'établit à 19,7 millions de francs, en progression de 12% sur celui de l'exercice 1985.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de verser un dividende de 14 francs par

action (soit un revenu global de 21 francs, avoir fiscal compris), identique à celui de 1985, mais s'appliquant à un capital augmenté en 1986 de 25 à 40 millions de francs.

Les réserves seront portées à 39,5 millions de francs, les fonds propres après répartition atteignant 82,7 millions, soit 8,5% du bilan qui totalise 967,2 millions de francs au 31 décembre 1986.

BNP la banque est notre métier



LES MOYENS DU DÉVELOPPEMENT

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 1987 de l'autoriser à renforcer ses capitaux permanents par une double opération :

• CEP Communication porterait de 51 à près de 100 % sa participation dans Groupe Larousse-Nathan, qui regroupe ses activités Édition et Jeux avec un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de francs en 1986 et dont le résultat net a doublé en 1986 pour atteindre 48 MF.

Le nombre d'actions CEP Communication croîtrait d'environ 13 % après la réalisation à cet effet d'une augmentation de capital réservée aux actionnaires de Groupe Larousse-Nathan ayant cédé leurs titres.

• En outre, pour financer son développement en France et à l'étranger, CEP Communication pourrait augmenter son capital pour un montant maximum d'environ 300 MF, avec émission éventuelle d'obligations, à une date et par les voies les plus appropriées, en fonction des opportunités.

Les résultats provisoires de CEP Communication pour 1986, supérieurs aux prévisions, s'élèvent à 123 MF pour le résultat net consolidé, dont 91 MF pour la part du Groupe, par suite d'une amélioration des résultats d'exploitation et financier.

Indépendamment de l'incidence de l'accroissement du périmètre du Groupe, les perspectives commerciales et d'exploitation devraient permettre d'obtenir, pour 1987, une croissance du bénéfice par action supérieure à celle d'au moins 15 % par an annoncée lors de l'introduction en Bourse.

C.A. 1986 : 3,1
Milliards de Francs

COMPAGNIE FINANCIERE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

RÉSULTATS CONSOLIDÉS : + 39,8%

Lors de sa réunion du 9 avril 1987, sous la présidence de Monsieur Jean DROMER, le Conseil d'Administration a examiné les comptes consolidés du groupe CIC pour l'exercice 1986.

— Les principaux postes du bilan libellés en francs ont légèrement augmenté ; ceux libellés en devises, à l'exception des ressources interbancaires, ont diminué en raison de la dépréciation du dollar contre francs. A fin 1986, les dépôts de la clientèle s'élevaient à 126,6 milliards de francs, les crédits à la clientèle à 121 milliards de francs et le total du bilan à 280,6 milliards de francs au lieu de 266,7 milliards de francs.

— Les fonds propres, part du groupe, sont passés de 425,4 MF à 564,3 MF ; le total des fonds propres, incluant les titres participatifs, est passé de 702,2 MF à 850 MF entre fin 1985 et fin 1986.

— Les résultats du groupe ont connu une progression significative en 1986 :

• le produit net bancaire, 12 900 MF a augmenté de 14 % dont 4,5 % sont imputables à la hausse des produits du portefeuille de titres de placement,

• les frais généraux, 922,9 MF ont augmenté de 6,4 %,

• les amortissements, 490 MF sont restés stables, et les résultats d'exploitation avant provisions, 3181 MF, ont enregistré une hausse de 48 %,

• les dotations aux provisions d'exploitation, 2021 MF, ont progressé de 81 % en raison de : l'augmentation du nombre des petits sinistres en France, et surtout de l'amélioration du taux de couverture des risques souverains, conséquence de l'aggravation de la situation de certains pays débiteurs et d'une politique de prudence délibérée sur les crédits internationaux,

• les résultats d'exploitation courants après impôt, part du groupe, se sont établis à 647 MF contre 420 MF en 1985, soit un accroissement de 54 %,

• après prise en compte, notamment, des plus-values de cessions, 428 MF et des charges exceptionnelles, 156 MF les résultats nets, part du groupe, ont atteint 896 MF contre 641 MF en 1985, soit une progression de 39,8 %.



COMPAGNIE FINANCIERE DE CIC



Dividende de l'exercice 1986

Lors de sa réunion du 8 avril 1987, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de PREMIERE OBLIG a approuvé les comptes de l'exercice 1986 et décidé la mise en distribution d'un dividende de 107,91 F par action.

net à payer	crédit d'impôt	brut
107,91	12,17	210,08

(appel de la valeur liquidative au 31.12.1986 : 10 115,44 F)

Mis en paiement le 17 avril 1987 aux guichets des établissements placeurs : Caisse d'Épargne Écureuil, Trésor Public, Caisse des dépôts Réinvestissez sans frais en actions nouvelles jusqu'au 17 juillet 1987 Société d'Investissement à Capital Variable

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

(Publicité)

Pour ceux qui ne veulent pas BRONZER IDIOT 400 adresses de stages, sessions, randonnées, oasis de calme et de relaxation spirituelle et corporelle pour passer des VACANCES DIFFÉRENTES. La brochure « Vacances différentes » est en vente chez votre marchand de journaux ou au 49 Fg Poissonnière à Paris 9^e au prix de 15 F.

ABTS QUI DIT MIEUX ?

Moniteur couleur H.R. Table traçante A3 Progiel : édition schémas électroniques, routage, emplacement des boîtiers.

Direction commerciale : ABTS : 42 53 38 59

APRICOT
XEN-i HD compatible AT Carte couleur EGA 1 Mo RAM disque dur 20 Mo

Souris Logitech

PRIX : 76585 F HT
* Dans le limite des stocks disponibles

ABTS - 5/7, Bd R. ROLLAND 92128 MONTROUGE

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AUSSEDAAT REY

Conformément aux indications communiquées précédemment, les comptes du groupe pour 1986, qui vont être soumis prochainement au conseil d'administration pour approbation, se présentent de la manière suivante, sous réserve des dernières investigations des commissaires aux comptes :

Ausseadat Rey comptes consolidés	1986	1985	Variation
	(en millions de francs)		
Chiffre d'affaires HT	4413	4264	+ 3,5 %
Résultat courant	125,5	(39,8)	+ 165,3 MF
Résultat net total	110,9	(22,3)	+ 133,2 MF
- par action (en F.)	95,8	(26,7)	+ 122,5 MF
Capacité d'autofinancement	196,7	14,0	+ 182,7 MF

Ausseadat Rey société mère

Chiffre d'affaires HT	1 497	1 577	- 5,1 %
Résultat net	71,4	(18,2)	+ 89,6 MF

(a) calculé sur le nombre d'actions au 31-12-1986, soit 2 123 1000.

L'amélioration des résultats du groupe en 1986 a été obtenue, malgré une faible progression du chiffre d'affaires et une baisse des prix de vente des papiers de grande consommation ; elle s'explique par d'importants progrès de productivité, par le développement de produits à plus haute valeur ajoutée et par la baisse du coût de l'assurance. L'activité et les résultats ont également été très satisfaisants dans le secteur de Polyrex.

En raison de la nécessité d'apurer le report à nouveau négatif, il ne pourra être proposé à l'assemblée générale de distribuer un dividende.

Sous l'effet de ces résultats et des appels au marché financier, la structure du bilan consolidé s'est sensiblement améliorée par renforcement des fonds propres. Ceux-ci sont passés de 192,5 MF (dont 154,3 MF part du groupe) au 31-12-85, à 362,0 MF (dont 272,8 part du groupe) au 31-12-86. Depuis lors, ils se sont accrus de 212,6 MF par l'augmentation de capital réalisée en février 1987.

Le début de l'année 1987 est marqué par une hausse des cours des papiers à papier et une baisse du dollar, ainsi que par une demande assez différenciée suivant les sortes de papiers, les papiers couchés faisant l'objet d'une demande très soutenue alors que les carnets de commandes des papiers non couchés sont inférieurs à l'an dernier.

Les effets des actions de marketing et des investissements continuent à se développer conformément au plan. L'exercice 1987 se présente de façon favorable et permet de prévoir des résultats en augmentation, l'exploitation du premier trimestre venant confirmer cette perspective.

Les chiffres d'affaires du 1^{er} trimestre 1987 sont en hausse de 8,75 % pour la société-mère (431,4 millions de francs), et de 3,3 % pour le consolidé (1 164,5 millions de francs).

Odeville

Le conseil d'administration de la société Odeville a arrêté, lors de la séance du 2 avril 1987, les comptes de l'exercice 1986.

Ceux-ci font apparaître un bénéfice net de 44 024 000 F après déduction des sommes versées au titre de l'imposition et de la participation de 17 901 000 F et impôts sur les sociétés de 41 289 000 F.

Le bénéfice net de l'exercice 1985 de 39 351 000 F après déduction des sommes versées au titre de l'imposition et de la participation de 14 898 000 F et impôts sur les sociétés de 41 505 000 F.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 348 208 000 F contre 357 833 000 F réalisé en 1985.

Le conseil d'administration proposera un dividende net de 46 F par action de 100 F nominal, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 23 F donnant un total de 69 F contre 64,50 F pour l'année précédente.

Les résultats permettent une dotation supplémentaire des réserves et du report à nouveau, de l'ordre de 13 885 000 F environ.

SOCIÉTÉ PARISIENNE DE BANQUE

Le conseil d'administration de la Société parisienne de banque, réuni le 30 mars 1987 sous la présidence de M. Yves de Gernay, a arrêté les comptes de l'exercice 1986.

Le total du bilan s'élève à 600 millions de francs au 31 décembre 1986, contre 481 millions de francs à fin 1985. Les dépôts de la clientèle ont progressé de 41 % sur l'année pour s'établir à 460 millions de francs au 31 décembre 1986 ; parallèlement les encours de placements financiers gérés sont passés de 150 millions de francs à fin 1985 à 243 millions de francs à fin 1986. Les crédits à la clientèle s'élèvent à 422 millions de francs au 31 décembre 1986, en

progression de 9,2 % ; toutefois, en capitaux moyens ils accusent une légère baisse d'un exercice à l'autre. Le produit net bancaire s'établit à 42,3 millions de francs, contre 42,9 millions de francs en 1985, avec une contribution nettement accrue des produits des opérations de services et de trésorerie.

Le bénéfice net ressort à 7,6 millions de francs, à un niveau identique à celui de 1985.

Il sera proposé à l'assemblée générale, qui se réunira le 15 mai 1987, la distribution d'un dividende de 11 F par action, contre 10,50 F en 1985, assorti d'un avoir fiscal de 5,50 F.

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

Les résultats 1986 de la Société marseillaise de crédit ont été approuvés par le conseil d'administration du 12 mars 1987, et seront soumis à l'assemblée générale qui se tiendra le 14 mai 1987.

Le total du bilan atteint 18 921 milliards de francs contre 15 229 milliards de francs en 1985 soit une augmentation de 24,34 %. Au 31 décembre, les ressources totales au bilan s'élevaient à 10 533 milliards de francs (6,71 %), tandis que les emplois progressaient de 4,98 % avec un total de 6 799 milliards de francs. En capitaux moyens sur l'année, cette croissance ressort respectivement à + 11,1 % pour les dépôts (dont 14 % pour les dépôts à vue d'entreprises, et 15 % pour ceux des particuliers). De leur côté, les concours à la clientèle ont augmenté de 13 % en valeur moyenne.

Le produit net bancaire s'élève à 1 225 milliard de francs, soit + 9,1 % par rapport à 1985. Il faut souligner la part des commissions qui s'élèvent maintenant à près de 20 % du produit net bancaire. Les charges d'exploitation ont augmenté de 4,6 % par rapport à 1985. De son côté, le résultat brut d'exploitation ressort à 1 571 milliards de francs en augmentation de 54,4 % par rapport à 1985. Les OPCVM gérés au 31 décembre atteignent un encours de 3,7 milliards de francs, soit une progression de 105 % sur un an.

Les résultats de l'exercice font apparaître un bénéfice net de 21 058 millions de francs contre 16 028 millions de francs pour 1985, après une forte augmentation des dotations aux comptes de provisions d'exploitation (52,8 MF contre 24,8 MF en 1985), et aux comptes d'amortissements (37 MF contre 24,2 MF en 1985).

Le bénéfice net consolidé du groupe, en cours d'arrêté, devrait être de l'ordre de 30 MF, marquant une augmentation sensible par rapport à l'exercice précédent (19 MF), du fait principalement de la montée en puissance des résultats de sa filiale, la Générale de Placement-Banque.

La Société marseillaise de crédit doit poursuivre sa croissance, en développant son activité traditionnelle, et en affirmant sa présence sur les marchés financiers. Pour se préparer au Grand Marché unique européen, elle renforcera son action dans le cadre de ses options fondamentales, telles que :

- le développement accélééré et la fidélisation de la clientèle de PME/PMI et de particuliers ;
- la poursuite du développement d'activités nouvelles, particulièrement dans le domaine des activités de marchés internationaux, et de l'ingénierie financière ;
- le développement actif de sa politique de groupe ;
- la participation dynamique de son personnel à l'évolution de ses résultats.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1986

Lors de sa séance du 15 avril 1987, le conseil d'administration de la Société générale a arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1986.

Au cours de cet exercice, l'activité du groupe Société générale a dégagé un bénéfice net de 2 664 millions de francs contre 1 621 millions de francs en 1985, soit une augmentation de 64,3 %. Une fois déduite la part revenant aux tiers présents au capital de certaines filiales, le bénéfice net consolidé (part du groupe) s'élève à 2 302 millions de francs contre 1 308 millions de francs (+ 76 %). Ce résultat inclut des plus-values nettes sur cession de titres de participation en forte hausse. Déduction faite de ces plus-values (200 millions de francs en 1985, 873 millions de francs en 1986), la croissance du résultat serait de 29 %.

Cette progression est le reflet de la capacité du groupe à s'adapter rapidement aux changements de son environnement.

Face au mouvement de désintermédiation et à la réduction des besoins de financement des sociétés, le groupe a développé depuis quelques années ses activités en direction des particuliers. Il a pu notamment accroître de 35,7 % en 1986 l'encours de crédits à cette clientèle. Le groupe a su également tirer parti du développement des marchés financiers : augmentation de 28,8 % des revenus du portefeuille titres et de 48 % des commissions sur opérations sur titres.

Le développement rapide des opérations financières a aussi contribué à accroître la part des commissions dans le produit net bancaire (24,4 %), facteur de stabilité des résultats dans un environnement de taux plus volatils. Globalement, le produit net bancaire a progressé de 8,6 %, rythme à comparer à celui des frais de gestion limités à 2,8 % en 1986.

Cet écart important entre croissance du produit net bancaire et croissance des frais de gestion explique la progression de 20 % du résultat brut d'exploitation, progression proche de celle déjà enregistrée en 1985 (+ 20,7 % avec un taux d'inflation de 5,8 % en 1985 contre + 2,7 % en 1986).

Conformément à la politique de prudence suivie par le groupe depuis de nombreuses années, une part importante de ce résultat (69 %) a été affectée aux provisions dont la dotation nette croît de 21,6 %. Avec des fonds propres et assimilés en augmentation de 32,4 % (avant répartition des résultats 1986), le groupe dispose ainsi pour l'avenir des moyens d'assurer dans de bonnes conditions son exploitation et ses résultats.

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

NATIO-ÉPARGNE SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 10 avril 1987 sous la présidence de M. SIMON, Président du Conseil d'Administration, a entendu le rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1986 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 275 631 536,36. Elles permettent la mise en distribution d'un dividende par action de F 82,77 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 71,87, soit un revenu global de F 899,64.

Ce dividende représenté par le coupon n° 5, se décompose ainsi :

- produits des obligations françaises non indexées : F 696,79
- crédit d'impôt de F 71,87 soit au total F 768,66 ;
- produits des actions françaises ouvrant droit à abattement : F 1,34 ;
- produits des lots et primes de remboursement pour un montant de F 9,85 ; ces revenus sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et donnent droit, pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés à un crédit d'impôt de F 1,24 ;
- autres produits pour un montant de F 119,78.

L'Assemblée Générale a renouvelé les mandats d'Administrateur de M. Bernard GAUCHER-PIOLA et M. Arsène TROCHERY, et nommé Administrateur M. Pierre JARS.

Le Conseil d'Administration s'est réuni à l'issue de l'Assemblée Générale. M. SIMON ayant exprimé le souhait d'être déchargé de ses fonctions de Président, le Conseil, après avoir remercié M. SIMON pour la tâche accomplie au sein de la Société depuis la création de celle-ci, a nommé à l'unanimité M. Pierre JARS Président.

Sur la proposition de M. JARS, le Conseil a renouvelé les fonctions de Directeur Général de M. Daniel FAVIER.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a fixé la date de mise en paiement du dividende au 15 avril 1987.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la Société, avec exonération totale du droit d'entrée.

BNP, la banque est notre métier

IMMIVEST

(Société Immobilière d'Investissement)
26, rue Murillo, 75008 Paris

Le conseil d'administration réuni le 24 mars 1987 sous la présidence de M. Jacques Rucanari a arrêté les comptes de l'exercice 1986.

Les recettes locatives se sont élevées à 23,56 MF contre 22,4 MF l'année précédente.

Le bénéfice net de l'exercice s'établit à 18,44 MF comprenant 3,93 MF de plus-value exceptionnelle provenant de la vente de bureaux effectuée dans le cadre de la politique d'arbitrage, contre 18,10 MF en 1985.

L'excellent investissement réalisé à Levallois dans un immeuble de bureaux a augmenté sensiblement les recettes qu'en 1987. De plus, les produits financiers, du fait de cet investissement, ont chuté de 3,27 MF à 1,88 MF.

Le résultat courant avant impôts s'élève dans ces conditions à 14,54 MF contre 14,57 MF en 1985. Le report à nouveau qui était (de 1984 sur 1985) de F. 1 636 110 est réduit (de 1985 sur 1986) à F. 1 228 436.

Après dotation à la réserve légale de 0,92 MF, le résultat disponible permet la distribution d'un dividende de 13,7 F pour chacune des 1 037 391 actions (soit F. 14 211 270 au total) contre 15,6 F (pour 1 000 000 d'actions) au titre de 1985, distribution qui sera proposée à l'Assemblée Générale fixée au 19 juin 1987.

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

L'année 1986 dégage un bénéfice de 2 326 840 F contre 1 532 352 F en 1985. Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires de distribuer un dividende net de 13 F par action plus avoir fiscal de 6,50 F contre 12 F l'année précédente.

Le Conseil a coopté Monsieur Yves BACHELOT comme administrateur.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 8 avril
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	420 182
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	119 308
ECU	64 101
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 988
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 303
Comptes au Trésor public	31 850
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	132 475
Effets escomptés	72 792
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECON	79 083
5) DIVERS	11 886
Total	679 741

PASSIF

1) BILLETTS EN CIRCULATION	212 000
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	11 575
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 751
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	107 083
Comptes courants des établissements soumis à la constitution de réserves	49 725
5) ECU A LIVRER AU FECON	70 881
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 067
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 200
8) DIVERS	12 205
Total	679 741

CHANGES

Dollar : 6,008 F

Le dollar s'est replié, le 21 avril, sur les marchés des changes. Des ventes d'industriels et de maisons de commerce l'ont fait chuter jusqu'à 141,35 yens, avant l'intervention de la Banque du Japon. Il se traitait à Paris à 6,008 F le cours 6,04 F jeudi 16 avril et à 1,808 DM à Francfort (contre 1,818 DM).

FRANCOFORT	16 avril	21 avril
Dollar (en DM)	1,816	1,806
TOKYO	20 avril	21 avril
Dollar (en yen)	142,95	142,10

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	Paris (21 avril)	New-York (20 avril)
Paris (21 avril)	713/16-77/8	
New-York (20 avril)	63/165	

NEW-YORK, 20 avril

Repli

Wall Street a connu, pour le lundi pascal, une séance de repli, après avoir évolué irrégulièrement dans un marché calme. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles terminait à 2 270,59, en repli de 5,4 points, 139 millions de titres ont été échangés. On notait 907 baisses, 649 hausses et 402 valeurs inchangées.

Autour du Big Board, les professionnels ont attribué la nervosité du marché aux incertitudes subsistant sur la politique de la Réserve Fédérale (Fed) et sur la conjoncture économique. Un nouvel accablant de faiblesse du dollar et la remontée des taux d'intérêt obligataires ont fait craindre que la Fed tente de ramener le billet vert en encourageant la hausse des taux d'intérêt. Alors que la perspective d'une poussée inflationniste alimentait la demande en métaux précieux, une demande sélective sur les titres de sociétés ayant publié des résultats triomphaux a contenu le déclin de la cote.

Parmi les valeurs les plus actives figuraient GCA Corp. (3,6 millions de transactions), Eastman Kodak (1,64 million) et IBM (1,385 million).

VALEURS	Cours de 15 avril	Cours de 20 avril
Alcoa	48 3/8	47 3/4
A.T.T.	25 5/8	24 1/2
Biochem	50 1/8	48 1/8
Case Western Res.	58 1/8	56 1/8
Du Pont de Nemours	118	114 3/4
Eastman Kodak	72 1/8	70
Ford	84 3/4	82 1/2
General Electric	103	102 1/2
General Motors	58 3/4	56 3/4
Goldman Sachs	58 1/8	56 1/8
IBM	150 1/4	150
J.P. Morgan	50 3/4	48 3/4
McCall Co.	48 1/8	46 3/4
Pfizer	87 7/8	86 5/8
Schlumberger	42 3/8	42 1/4
Tesoro	57 1/4	57
U.S. Steel	72 5/8	72
Union Carbide	29 7/8	29
U.S.A.	63 1/4	61 1/4
Westinghouse	63 1/4	62 3/8
Xerox Corp.	74 1/4	73 3/8

INDICES BOURSISERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	14 avril	15 avril
Valeurs françaises	198,7	198,3
Valeurs étrangères	113,6	113,4

C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1985)

Indice général	446,3	458,1
----------------	-------	-------

NEW-YORK (indice Dow Jones)

16 avril	20 avril
----------	----------

LONDRES (indice Financial Times)

LONDRES	
(Indices «Financial Times»)	
15 avril	16 avril
Industrielles	1 515,1
Ministère d'Etat	471,9
Fonds d'Etat	89,69

TOKYO

Mines d'or	471,9	444,5
Fonds d'Etat	29,69	29,26

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PROGRESSION DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ET GARES FRIGORIFIQUES. - La Compagnie des entreprises et gares frigorifiques (CEGF) a enregistré, en 1986, un résultat net consolidé de 55,8 millions de francs, en hausse de 37,4 % par rapport à 1985. Le chiffre d'affaires a atteint 510 millions de francs, en hausse de 4,6 %.

DIGITAL EQUIPMENT ACCROIT SENSIBLEMENT SES BÉNÉFICES. - Digital Equipment Co. vient d'annoncer, pour le troisième trimestre de son année fiscale, c'est-à-dire fin mars 1987, un résultat net de 307,597 millions de dollars, en hausse de 80 % par rapport au troisième trimestre de l'année précédente.

CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE POUR LES ASSURANCES GÉNÉRALES DE PARIS. - Le chiffre d'affaires des Assurances générales de Paris (AGP), en 1986, a atteint 6,63 milliards de francs, en hausse de 12,2 % par rapport à 1985.

BAISSE DU BÉNÉFICE TRIMESTRIEL DE SCHLUMBERGER. - Le groupe international de services pétroliers Schlumberger Ltd. a annoncé, le 20 avril, un bénéfice de 5 millions de dollars au premier trimestre 1987, contre 193 millions au trimestre correspondant de 1986, soit un bénéfice net par action de 2 cents, contre 66 cents. La baisse de l'activité dans l'ensemble des services pétroliers est à l'origine de ce repli. Les résultats ne prennent pas en compte la perte de 45 millions de dollars enregistrée en 1986 par Fairchild Semiconductor, dont le rachat par le personnel est actuellement étudié.

PROGRESSION DU RÉSULTAT TRIMESTRIEL DE POLAROID. - Polaroid a enregistré une hausse de 50 % de son bénéfice net au premier trimestre, à 24,6 millions de dollars. La baisse du dollar, la hausse des ventes et l'amélioration de la productivité ont permis ce résultat.

Une étude dure et sérieuse comme les faits pour comprendre le devenir des États-Unis. Un ouvrage indispensable pour analyser la nature du réajustement de l'État américain.

LES ÉTATS-UNIS À L'HORIZON DE LA TRANSITION INDUSTRIELLE

presses universitaires de nancy
Distribution CJD Paris - CEGIF Nancy

150.000

re naturel

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

16 AVRIL

Cours relevés à 17 h 33

Règlement mensuel									
Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent
1628	A.S. 1977	1709	1711	1711	+ 0.12	228	Chen. Min.	215.80	215.80
1629	A.S. 1978	1709	1711	1711	+ 0.12	229	Chen. Min.	215.80	215.80
1630	A.S. 1979	1709	1711	1711	+ 0.12	230	Chen. Min.	215.80	215.80
1631	A.S. 1980	1709	1711	1711	+ 0.12	231	Chen. Min.	215.80	215.80
1632	A.S. 1981	1709	1711	1711	+ 0.12	232	Chen. Min.	215.80	215.80
1633	A.S. 1982	1709	1711	1711	+ 0.12	233	Chen. Min.	215.80	215.80
1634	A.S. 1983	1709	1711	1711	+ 0.12	234	Chen. Min.	215.80	215.80
1635	A.S. 1984	1709	1711	1711	+ 0.12	235	Chen. Min.	215.80	215.80
1636	A.S. 1985	1709	1711	1711	+ 0.12	236	Chen. Min.	215.80	215.80
1637	A.S. 1986	1709	1711	1711	+ 0.12	237	Chen. Min.	215.80	215.80
1638	A.S. 1987	1709	1711	1711	+ 0.12	238	Chen. Min.	215.80	215.80
1639	A.S. 1988	1709	1711	1711	+ 0.12	239	Chen. Min.	215.80	215.80
1640	A.S. 1989	1709	1711	1711	+ 0.12	240	Chen. Min.	215.80	215.80
1641	A.S. 1990	1709	1711	1711	+ 0.12	241	Chen. Min.	215.80	215.80
1642	A.S. 1991	1709	1711	1711	+ 0.12	242	Chen. Min.	215.80	215.80
1643	A.S. 1992	1709	1711	1711	+ 0.12	243	Chen. Min.	215.80	215.80
1644	A.S. 1993	1709	1711	1711	+ 0.12	244	Chen. Min.	215.80	215.80
1645	A.S. 1994	1709	1711	1711	+ 0.12	245	Chen. Min.	215.80	215.80
1646	A.S. 1995	1709	1711	1711	+ 0.12	246	Chen. Min.	215.80	215.80
1647	A.S. 1996	1709	1711	1711	+ 0.12	247	Chen. Min.	215.80	215.80
1648	A.S. 1997	1709	1711	1711	+ 0.12	248	Chen. Min.	215.80	215.80
1649	A.S. 1998	1709	1711	1711	+ 0.12	249	Chen. Min.	215.80	215.80
1650	A.S. 1999	1709	1711	1711	+ 0.12	250	Chen. Min.	215.80	215.80

Comptant (sélection)

Second marché (sélection)

SICAV (sélection)

16/4

Marché libre de l'or

Cote des changes

Drôits et bons

Attribution

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel

36.15 Taper LEMONDE puis BOURSE

© 1987 LEMONDE

Le Monde

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

face

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La réunion du Conseil national palestinien à Alger. 4 Campagne électorale tranquille à Djibouti. 5 Le Congo coincé entre Moscou et le FMI. 6 L'alliance atlantique face aux propositions soviétiques.	9 La fin du voyage de M. Chirac en Guyane. 10 Point de vue de M. Christian Deglin sur la Nouvelle-Calédonie. 11 L'histoire mouvementée des Jeunesses socialistes. DÉBATS 2 Les limites du libéralisme.	12 Sports. 13 Libération sexuelle en Chine. 14 L'alcool au volant.	17 Architecture : Mies Van der Rohe au Centre Pompidou. 18 Arts : Salon des indépendants. 19 La crèche Printemps de Bourges. 20 « Digressions », par Bernard Frank. 21 Communication.	31 Une enquête de l'INSEE sur la flexibilité de l'emploi. 32 Le conflit commercial américano-japonais. 33 La coopération franco-indonésienne. 34-35 Marchés financiers.	Radio-télévision 20 Annonces classées 25 à 30 Carnet 30 Légion d'honneur 16 Météorologie 20 Mots croisés 20 Loto sportif 20 Spectacles 19	● Le mini-journal (JOUR). ● Télé : la guerre des « étoiles » (AUV). ● Jeu : êtes-vous philologue ? (LOG). Actualité Sports, Boule, Météo, Télématel, Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

M. Christian Pierret mêlé à une faillite frauduleuse dans les Vosges

La sauvegarde de l'emploi et ses risques

M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges et ancien rapporteur général du budget, se trouve mêlé depuis quelques semaines à une affaire de faillite frauduleuse d'une entreprise de fabrication de rétroviseurs de voitures, la CIPA.

Premier fabricant européen de rétroviseurs, la CIPA a déposé son bilan en juillet 1986 avec un déficit d'exploitation de plus de 50 millions de francs. Rapidement, des malversations ont été mises au jour, et le juge chargé de l'enquête au tribunal d'Evry (où se trouve le siège social de la CIPA), M. Gilbert Fiam, a inculpé onze personnes depuis l'ouverture de l'enquête, dont le PDG de la CIPA, M. Claude Lelouch, un cadre de la BNP, M. Elie Belhassen, et le PDG de Pronuptia, M. Gérard Labouze. Épluchant les factures, les policiers de la PJ ont perquisitionné, le 4 mars, dans les locaux d'une association (ANDEV) domiciliée à la permanence de M. Pierret à Saint-Dié. Ce qui a valu au garde des sceaux une protestation de M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale. M. Pierret a été convoqué, le 12 mars, par le juge d'instruction pour être entendu à titre de témoin, puis, sans explication, le magistrat a annulé la convocation.

Syndrôme du Carrefour du développement ? Les enquêteurs travaillent-ils, comme l'affirme M. Pierret, avec l'idée fixe de trouver un circuit de financement politique derrière les fausses factures de la CIPA ? Le député des Vosges voit, en tout cas, se retourner contre lui son dynamisme en matière de sauvegarde de l'emploi.

Après avoir joué les écrivains publics auprès des salariés licenciés et les entrepreneurs auprès des patrons, après avoir obtenu des subventions de la CEE pour créer des BTS, contribué à la création de centaines d'emplois dans sa région et trouvé un repère à la CIPA (85 seulement des 400 emplois ont été sauvegardés), M. Pierret, un ancien du CERES devenu l'ami de M. Bernard Tapie, est mis en cause par le comité CGT des chômeurs de la CIPA, qui a porté l'affaire, début avril, sur la place publique, ainsi que par l'avocat du comité d'entreprise

et de la CGT, partie civile, M. Paul Prompt.

« Ce département est aussi celui de M. Philippe Séguin. Depuis le dépôt de bilan, il y a de la part du PC une volonté de mener une offensive politique », dit M. Pierret.

La fuite en avant

L'affaire a donc commencé par une banale faillite. Coincée, comme la plupart des sous-traitants de l'automobile, entre clients et fournisseurs, la CIPA a eu largement recours aux dispositions de la « loi Dailly » (1), qui permet de manière générale l'escompte des factures auprès des banques et, en pratique, à de nombreuses entreprises de vivre, dans une permanente fuite en avant, au-dessus de leurs moyens. A force d'établir des factures avant même que les rétroviseurs correspondants soient sortis des chaînes, la comptabilité a fini par ne plus correspondre à la production.

Dans un arrêt du 8 octobre 1986, motivant le refus de la mise en liberté du PDG, M. Lelouch — libéré depuis — la chambre d'accusation de Paris évalue à 13 millions de francs le montant de ces fausses factures depuis 1984. Le cabinet d'experts SEGES s'estime de son côté de la CIPA dans un rapport sur les « manœuvres frauduleuses » daté du 7 janvier dernier.

En plus de M. Lelouch, poursuivi pour escroquerie, abus de biens sociaux, faux et usage de faux, six salariés ont été inculpés : le directeur financier, M. Daniel Delhaye ; la responsable de l'administration, M^{me} Nicole Van Der Windt ; le chef comptable, le trésorier, le chef du service informatique et une secrétaire. Un code informatique (code 02) avait même été mis en place pour reconnaître les fausses factures. Le responsable du groupe d'agences pour la zone de La Villette de la BNP, M. Belhassen, a de son côté été inculpé de complicité de banqueroute frauduleuse. Ce cadre avait pourtant averti la direction de la BNP des pratiques de la CIPA, ce qui n'a pas empêché la banque de doubler le montant du crédit autorisé à l'entreprise entre 1984 et 1986.

Mais les véritables détournements de fonds pourraient avoir été réalisés par l'intermédiaire de la filiale américaine de la CIPA, créée en 1983. Toujours selon l'arrêt de la chambre d'accusation, une série de transferts « suspects » ont été effectués en direction des Etats-Unis, représentant 476 203 dollars ainsi que des transferts « frauduleux » sur un compte en Suisse pour 18 622 dollars. Des enquêteurs pourraient se rendre notamment aux Etats-Unis sur commission rogatoire du juge d'instruction.

Après avoir poussé l'enquête jusque dans les locaux de la chambre de commerce d'Epinal pour vérifier les conditions d'attribution d'aides publiques à la société, les policiers en sont venus à s'intéresser aux factures régies par la CIPA à l'Idex, une SARL créée en juin 1985 et contrôlée par M. Pierret, ainsi qu'à un lien entre la CIPA et une autre société appelée FID (French International Development) créée à la même époque et dont M^{me} Marie Pierret, épouse du député, est actionnaire.

« Du cambouis sur les mains »

« Le rôle d'un député consiste à faire les lois mais aussi à être dans la salle des machines au risque d'avoir du cambouis sur les mains », estime M. Pierret. Selon lui, il s'agit de faire de l'IDEX une « maternité d'entreprises » et une structure de conseil. C'est pourquoi M. Pierret s'est entouré de deux patrons locaux, M. Gérard Labouze, reprenneur en février 1986 de Pronuptia avec son frère, et M. Lelouch, de la CIPA. En plus de ce dernier, deux actionnaires de l'IDEX, MM. Gérard Labouze et Serge Bensoussan, ont été inculpés de recel d'abus de biens sociaux.

La justice reproche à M. Labouze, co-gérant de la SARL, de s'être fait régler deux factures par la CIPA pour un montant de 660 000 francs (hors taxes) en juillet 1985 et au début de mars 1986, pour des travaux ne correspondant pas à ces montants. M. Labouze, qui affirme ne même pas « s'être vu une note de frais », indique avoir facturé à la CIPA une étude et une assistance permanente en matière d'ingénierie financière.

La deuxième société à laquelle s'intéresse le magistrat instructeur a été fondée en 1985 pour conseiller les exportateurs, avant d'être liquidée en juillet dernier. Son PDG, M. Boris Todorovitch, ancien directeur commercial d'une société d'informatique où il avait travaillé avec le directeur financier de la CIPA, a été inculpé en février de faux et usage de faux pour, affirmait-il, un simple reçu antidaté. Outre l'épouse de M. Pierret et celle de M. Lelouch, figurait parmi les sept actionnaires un responsable municipal américain, M. Gerald Bouchard, de Port-Huron (Michigan), localité où se trouve le représentant aux Etats-Unis de la CIPA. Selon M. Todorovitch, ce gestionnaire américain souhaitait que la FID favorise l'installation d'entreprises françaises dans sa région.

A ceux qui s'étonnent de le voir représenté dans une SARL, dans une SA, ainsi que dans une filiale de la CIPA, C-Informatique, par l'intermédiaire de son ancien chef de cabinet, M. Jérôme Dupuis, M. Pierret répond que ni lui-même ni son épouse ni son ancien collaborateur n'ont payé le moindre centime de ces sociétés. Le député n'a en outre effectué aucun acte de gestion ni donné de signature. Il a porté plainte en diffamation le 8 avril contre M^{me} Prompt, et contre FR 3 Lorraine qui avait repris les accusations de l'avocat.

Les policiers, enfin, ne laissant décidément rien passer, se sont rendus au siège d'une agence de publicité parisienne, DBG, pour saisir une facture réglée par la CIPA. Les sept mille cartes de vœux 1985 du député auraient été payées par l'entreprise de rétroviseurs, au détour d'une facture d'un montant assez modeste. M. Pierret, lui, affirme que ces travaux ont été réalisés gracieusement par l'agence et produit, à l'appui de ses dires, une attestation signée de son des associés de DBG, M. Marc Golbé, datée de janvier dernier. L'agence, on affirme, en tout cas, ne pas se livrer à des travaux gratuits. Il est à noter également que M. Golbé figure au nombre des actionnaires de la FID.

CORINE LESNES.

(1) Loi du 2 janvier 1981, du nom du sénateur centriste Eugène Dailly.

Sur le vif

Mimi Rock

Jusqu'où il faut aller pour vendre sa salade à La, maintenant, l'enquête est ouverte ! Et on me dit : Tu vas faire les marchés trois jours par semaine pendant deux mois. T'empêches tes bouquins sur des cages de légumes et tu brades ta « Lolotte » à la criée, je discute pas, je m'y colle. Mon Mimi, c'est pas ça. Il faut bien, il faut bien, il faut bien passer un week-end à pécher ses aïeux et ses arrières dans les Landes. Et puis, non, pas question. C'est pas le tout de grimper dans les sondages, l'important c'est de ne pas redégringoler. S'agit pas de baguenauder, s'agit d'aller montrer sa bite au Printemps de Bourges.

Qu'est-ce que c'est encore que ce truc-là ? Bourges, c'est le berceau de votre famille. Et le rock, c'est un état d'âme. On va vous marquer tout ça sur un bout de papier. C'est pas dur à apprendre. Mettez votre cache-nez, rapport aux courants d'air, et dépêchez-vous ! C'est une visite strictement privée, alors ça grouille de journalistes. Ils font le pied de grue depuis des heures, faut y aller !

Il descend du ciel, comme le Saint-Père, dans son hélicoptère

vrombissant au-dessus de sept mille têtes nerveuses, excitées. Et qui il trouve en bas de l'échelle ? L'afroeur Gainsbourg, sale, pété, mal rasé, le clope au bec, vient l'accueillir. Karim Kacel y va de sa « P'tite Sour » et, après, il cède le micro à mon Mimi. Conférences de presse. Le rock c'est quoi pour vous ? Le pauvre ! J'ai vu passer, ce matin, au journal d'A 2, sur son profil arqué — il en fait trop, vous allez le croquer — l'ombre d'une lassitude : Ben, c'est un état d'esprit, c'est... une expression... par le rythme. C'est national, ah ça oui ! Et c'est international, ça aussi !

Et pour finir, dernière question posée, celle-là par une des Rita Mitsouko, se-reine du porno : Est-ce que vous avez dansé pendant le spectacle ? Il n'y a pas eu de dire non, c'est plus de mon âge, il a répondu en se tortillant : J'ai été raisonnable. Moi, j'en suis pas bien sûr ! Si ça continue, vous allez voir, il va faire le gala de l'Union, mon Mimi. Comme jongleur ? Absolument. Avec des bulles de savon. Pour ça, il est très doué.

CLAUDE SARRAUTE.

La publication d'un livre de Lech Walesa

Le récit de l'aventure de Solidarité

Le secret avait été bien gardé, en France comme en Pologne. Lech Walesa, ex-président du syndicat dissous Solidarité et Prix Nobel de la paix, a écrit un récit de sa vie intitulé *Le Chemin d'espérance*, en collaboration avec Jan Muz, pseudonyme collectif de ses interlocuteurs sous lequel a déjà été publié, à Paris, *Le Journal d'un interné*. Ce récit se présente sous la forme d'un livre de six cents pages, dont les éditions Fayard se sont assurées les droits monétaires et qui sera en vente à partir du 1^{er} mai.

Bernard Pivot consacrera sa prochaine émission d'« Apostrophes », vendredi 24 avril, sur Antenne 2, à un entretien avec Lech Walesa, illustré d'images tournées à Gdansk, son lieu de résidence.

Ce « coup » littéraire et politique a en comme maître d'œuvre M. Claude Durand, directeur des éditions Fayard, qui avait négocié les droits d'édition des ouvrages d'Alexandre Soljénitsyne.

Le récit de Lech Walesa commence par une évocation de ses racines et de son enfance.

Mais l'essentiel du livre consiste en un récit détaillé et minutieux de son activité de syndicaliste et de leader de l'opposition polonaise à partir de la grève historique des chantiers navals de Gdansk en 1980, qui avait abouti à la naissance de Solidarité.

Instruit par l'échec des grèves de 1970, qui s'étaient soldées par des morts à Gdansk et à Gdynia, il s'est alors senti contraint d'accepter les responsabilités de chef car « la situation était irréversible : élu par les ouvriers eux-mêmes, je ne pouvais laisser le champ libre... »

Son récit s'appuie sur ses archives personnelles, les innombrables bandes magnétiques qu'il a conservées des négociations de Gdansk et de ses entretiens avec des journalistes, ainsi que de son « journal d'activités » qu'il tient depuis son retour chez lui, à Gdansk, au début de 1983.

L'entretien de Bernard Pivot avec Lech Walesa, tourné le mois dernier à Gdansk par le réalisateur Michel Farbot, de l'agence Sygma, est parvenu par des voies « détournées » en France. Il sera commenté, en direct sur le plateau, par Yves Montant et par le secrétaire général de la CFDT, Edmond Maire.

La venue de Lech Walesa à Paris à l'occasion de la sortie du livre avait été espérée par son éditeur. L'ex-dirigeant de Solidarité envisageait en effet de se rendre à Rome le 25 avril prochain, mais la direction des chantiers navals de Gdansk lui a signifié que sa présence à son poste de travail d'ouvrier électricien était jugée « indispensable ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 avril

Grand calme + 0,10%

La Bourse de Paris a évolué sur une note calme, gagnant 0,1 % ce 21 avril en séance du matin. Parmi les valeurs en hausse, on notait Mollinex (+ 3 %), le Club Méditerranée (+ 2 %), Géophysique (+ 2 %), Michelin (+ 1,6 %), Peugeot (+ 1,5 %). En repli figuraient Maisons Phénix (- 4,3 %), Darty (- 2 %), VIA banque (- 1,6 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	541	538	540
Agence Havas	2280	2280	2280
Al-Lapide (L)	726	735	735
Banque Paribas	780	789	789
Banque	2630	2630	2640
Banque	1440	1433	1433
B.S.N.	5080	5080	5080
Cassini	3670	3670	3670
Chapman S.A.	1885	1885	1900
Club Méditerranée	895	871	891
Edi (Edi)	1510	1510	1510
ELF-Agip	335 50	334	335 10
Enlève	3351	3360	3380
Lafarge-Capelle	1671	1671	1675
Lyon, des Eaux	1885	1885	1885
Michelin	3555	3555	3565
Mollinex	1515	1500	1515
Mollinex	2440	2440	2442
Muz, Muz	1180	1180	1180
Oréal (L)	4300	4280	4280
Parrot-Huron	1085	1085	1085
Peugeot S.A.	1847	1850	1871
Saint-Gobain	458 90	464	467
Sinclair	853	875	875
Sources Pétrol	775	775	775
Télécom	3420	3420	3420
Thomson-C.S.F.	1725	1722	1730
T.S.T.	2328	2328	2328
Vale	504	503	507

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique / permanence télé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Hausse moyenne de 2,3 % des tarifs SNCF

A partir du 30 avril, la SNCF augmentera ses tarifs de deuxième classe grandes lignes de 5,9 % pour les parcours compris entre 5 et 299 km (0,445 F au lieu de 0,42 F), de 2,5 % entre 300 et 349 km (0,41 F au lieu de 0,40 F) et baissera ses tarifs de 5,26 % au-delà de 350 km (0,36 F au lieu de 0,38 F).

La hausse moyenne s'établira à 2,3 %. La hausse des tarifs banlieusains pourrait intervenir le 1^{er} juin, en même temps que les tarifs de la RATP.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel

36-15 + LEMONDE

LITRERIES CAPELOU

Les meilleures marques, aux meilleurs prix.

TRECIA EPEDA SIMMONS PIRELLI

livraison gratuite très rapide dans toute la France
37, Av. de la République 75001 PARIS
Tél. 43.57.46.35 - Métro : PARENTIER

Disparition du chorégraphe Antony Tudor

Le mouvement des profondeurs

Le chorégraphe Antony Tudor est mort à l'âge de soixante-dix-huit ans. Ainsi disparaît un des piliers de la danse de l'entre-deux-guerres. Les Anglais d'abord, puis les Américains le revendiquent comme l'homme qui a permis au ballet classique de prendre le tonnant de l'ère contemporaine.

Entre Balanchine et Martha Graham, il avait trouvé la voie intermédiaire, cultivée ce qu'on pouvait appeler l'expressionnisme anglo-saxon.

Jeune homme aux yeux de brasse, il se destinait au notariat lorsqu'il vit danser la Pavlova. Il entre chez Marie Rambert, petite femme énergique passée Diaghilev où elle a aidé Nijinski à régler son « sacre ». Dans son école de Londres, elle forme toute la fine fleur du ballet anglais contemporain. Frederick Ashton, Ninette de Valois, Robert Hurrell, Agnès de Mille.

En 1929, Antony Tudor devient son assistant. Elle encourage ses dons de composition. « Jardin aux Lilas », créée en 1936, connaît un succès immédiat. Ce quatorze des amours traversées, nostalgiques et fluides, est bien dans le climat du roman anglais de l'époque. « Antony Tudor » écrit un critique, « réussit à transporter en peu de temps ou de trois, en quelques ensembles toujours abandonnés et recommencés, les éléments d'une nouvelle littérature ». Un an après, c'est « Dark clove » sur le « Kinderstedenlied » de Mahler, une recherche de gestes simples, dramatique intéressante pour sa construction et la façon dont

le chorégraphe utilise la chute comme expression douloureuse.

La rencontre de Tudor avec Agnès de Mille, la mise du cinéaste, l'orienta un temps avec des sujets plus légers (gala performance — le ballet de Paris (1938). En 1940, il part pour New-York où il trouve un climat intellectuel qui convient à son tempérament mystique, à son goût des drames psychologiques, à son attirance pour les problèmes de société. Tout en demeurant fidèle aux bases de la danse classique, il développe un langage exprimant avec force la libido. Son œuvre mûrit, « Pilgrimage » (1942), créée à l'American Ballet Theatre par Nora Kaye, est dans le ton des romans de Tennessee Williams.

Après un petit tour par Broadway, on le retrouve, en 1950, professeur à l'école du Metropolitan

Opera et de la Juilliard School où il compose, pour ses élèves, un superbe ballet abstrait « Continuum ». Il est au répertoire de toutes les compagnies de New-York, à Londres ou Copenhague. Il reste associé à l'American Ballet, dans le rôle du « Garçon aux chapeaux fous » dans une reprise de Shadoplay.

L'humour et l'esprit typiquement anglais d'Antony Tudor, son style hybride sont restés longtemps étrangers au goût des balletomanes français. C'est peut-être pour cela qu'il n'a jamais été invité à travailler pour l'Opéra de Paris. Rudolf Noureov l'a mis au répertoire en 1984. *Jardin aux Lilas* et *Dark Elevation*, œuvres intimistes, sont données salle Favard. Mais on n'a pas trouvé jusqu'ici une tragédie capable de ressusciter Pilgrimage.

MARCELLE MICHEL.

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER
LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

MACINTOSH SE disque dur
Prix de lancement :
Nous consulter.



INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e • 42 72 25 26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91 37 25 03

العدد 1520